

L'exploitation des phosphates au Maroc

L'Office chérifien des Phosphates

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 5 juin 1928

PAR

ROGER CHAPUS

Président : M. Germain MARTIN

Suffragants : { MM. ROLLAND }
 Roger PICARD } *Professeurs*

PARIS

LIBRAIRIE MODERNE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

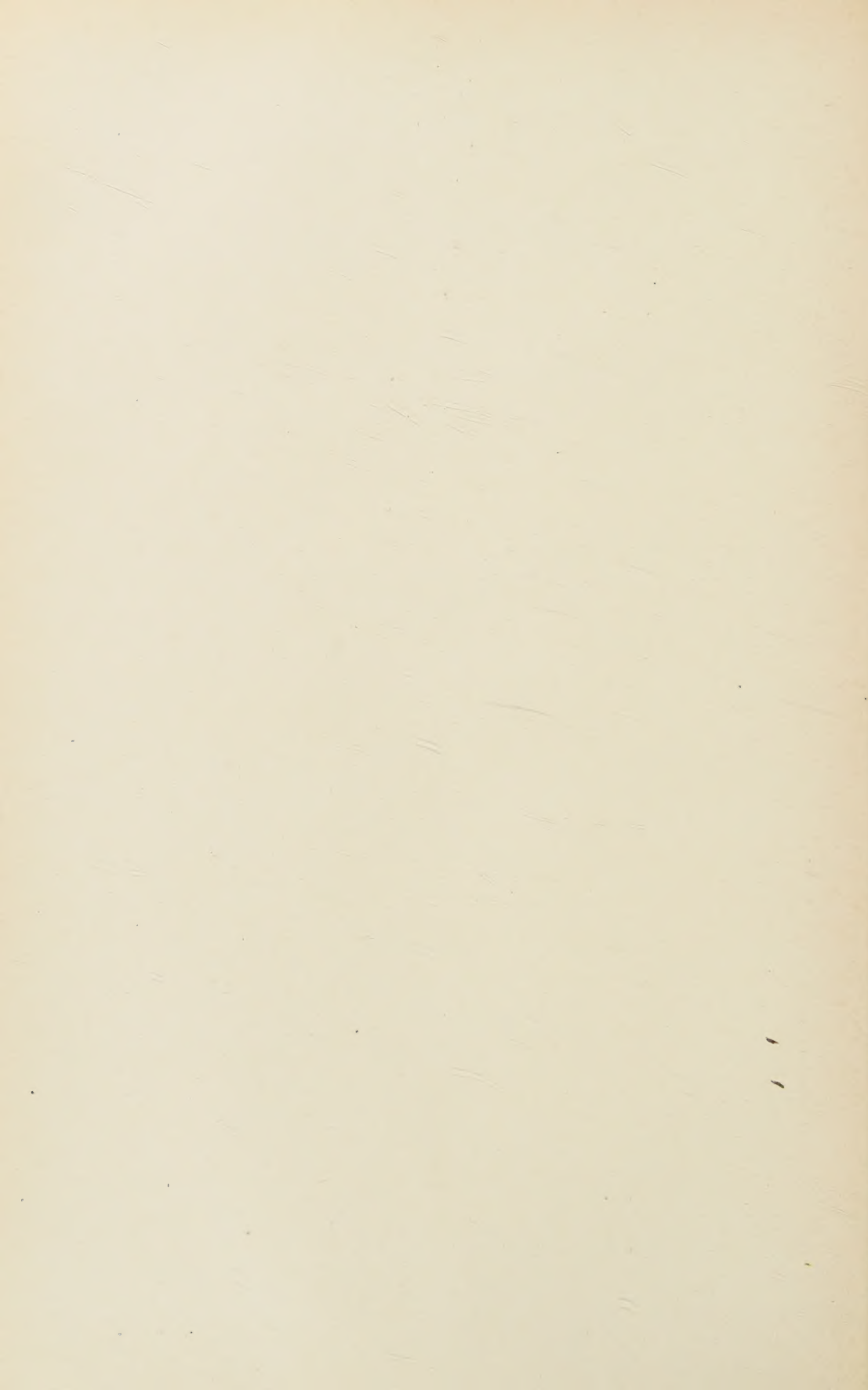
ERNEST SAGOT & C^{ie}

19, RUE CUJAS & RUE VICTOR-COUSIN, 10

1928



Digitized by the Internet Archive
in 2026



THÈSE
POUR LE DOCTORAT

*

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses :
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

L'exploitation des phosphates au Maroc

L'Office chérifien des Phosphates

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 5 juin 1928

PAR

ROGER CHAPUS

Président : M. Germain MARTIN

Suffragants : { MM. ROLLAND
Roger PICARD } Professeurs

PARIS

LIBRAIRIE MODERNE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

ERNEST SAGOT & C^{ie}

19, RUE CUJAS & RUE VICTOR-COUSIN, 10

1928



Sommaire

	Pages
SOMMAIRE	VII
BIBLIOGRAPHIE	XI
INTRODUCTION	1
I. L'Office chérifien des Phosphates et les Offices industriels	1
II. Le phosphate et l'économie agricole	8
III. Phosphates d'origine animale et phosphates minéraux	20
IV. Les phosphates sédimentaires dans le monde, Statistiques	22
CHAPITRE I. — <i>Le régime minier chérifien</i>	34
SECTION I. La réglementation de droit commun . . .	34
SECTION II. La réglementation spéciale aux phosphates	45
CHAPITRE II. — <i>Historique de la découverte des gisements de phosphates au Maroc. Constitution et importance de ces gisements</i>	63
CHAPITRE III. — <i>L'organisation administrative et commer- ciale de l'Office chérifien des Phosphates</i>	70
SECTION I. L'organisation administrative	71
SECTION II. L'organisation commerciale, les embarque- quements, les livraisons de l'Office, le marché du phosphate	78

	Pages
CHAPITRE IV. — <i>Les exploitations minières de l'Office chérifien des Phosphates</i>	102
SECTION I. Le choix de l'emplacement du centre d'exploitation. Le centre provisoire du Bou Jniba et le centre définitif de Kourigha	102
SECTION II. Le phosphate du chantier d'abatage à son chargement pour Casablanca. L'organisation des exploitations minières	110
SECTION III. La question de l'eau	117
SECTION IV. Le recrutement du personnel	119
SECTION V. L'organisation et la durée du travail	127
SECTION VI. Les services de la Comptabilité, de la Main-d'œuvre, de l'Anthropométrie	137
SECTION VII. Les Amendes	145
CHAPITRE V. — <i>Les conventions passées par l'Office chéri- fien des Phosphates</i>	147
SECTION I. L'Office chérifien des Phosphates et l'Energie électrique du Maroc	147
SECTION II. L'Office chérifien des Phosphates et les Chemins de fer	160
SECTION III. L'Office chérifien des Phosphates et les Superphosphates du Maroc	175
CHAPITRE VI. — <i>L'organisation financière de l'Office ché- rifien des Phosphates</i>	188
SECTION I. Généralités	188
SECTION II. Les Bilans de l'Office chérifien des Phosphates	200
SECTION III. Le Capital de l'Office chérifien des Phosphates	210

	Pages
SECTION IV. L'Actif de l'Office chérifien des Phosphates : capital fixe et capital circulant	215
SECTION V. Le Passif de l'Office chérifien des Phosphates : capital propre et capital emprunté	242
SECTION VI. Rapports entre les éléments de l'Actif et du Passif	245
SECTION VII. Le rendement financier de l'Office chérifien des Phosphates. Le partage des bénéfices avec l'Etat chérifien. Les bénéfices industriels et le prix de revient. Comparaison sommaire avec d'autres compagnies phosphatières de l'Afrique du Nord	251
SECTION VIII. — Renseignements statistiques divers	288
CHAPITRE VII. — <i>L'Office chérifien des phosphates et son personnel</i>	292
SECTION I. Le contrat de travail	292
SECTION II. La participation aux bénéfices	296
SECTION III. Les indemnités pour charges de famille	301
SECTION IV. Les indemnités de vie chère	303
SECTION V. Les logements	304
SECTION VI. Les commerçants	308
SECTION VII. Soins médicaux et pharmaceutiques	312
SECTION VIII. Les accidents du travail	313
SECTION IX. L'école professionnelle indigène	318
SECTION X. L'école européenne mixte	323
CONCLUSION	325
PIÈCES ANNEXES	337



Bibliographie.

ALLIX (Edgard). — *Traité élémentaire de science des finances et de législation financière française*, quatrième édition, Paris, 1921.

ANDRÉ. — *Chimie agricole, chimie du sol*.

Annales des Mines :

Les gisements algériens de phosphate de chaux, par H. DUS-SERT (1924).

Annuaire Lambert.

CALMÈS (Albert). — *Administration financière des entreprises et des sociétés*, Paris, 1925.

CALMÈS (Albert). — *La Comptabilité industrielle*, nouvelle édition, Paris, 1927.

COUSNIER. — *L'Afrique du Nord agricole*.

GENTIL (Louis). — *Le Maroc physique*, Paris, 1912.

HAURIOU (Maurice). — *Précis de droit administratif et de droit public*, onzième édition, Paris, 1927.

LABADIE-LAGRAVE. — *Le mensonge marocain*, Alger, 1925.

JEANNIN. — *La vie financière des sociétés d'après l'étude des statuts et des bilans*, Paris, 1925.

MARTIN (Germain). — *Les finances publiques de la France et la fortune privée (1914-1925)*, Paris, 1925.

MONTCHAMP (Auguste). — *L'industrie des phosphates dans le sud tunisien*, Le Puy, 1913.

PAULIN (Honoré). — *Le régime minier des colonies françaises et des pays de protectorat*, Paris.

PIQUET (Victor). — *Le Maroc, géographie, histoire, mise en valeur*, Paris, 1920.

Le Puits qui parle.

Conférence faite le 28 mai 1923 à la Maison des Centraux par M. BEL ; n° 3 de 1923.

Rapports du Conseil d'Administration de l'Office.

Revue de France :

Une science nouvelle, la Pédologie ou science du sol, par M. DEMOLON, 15 février 1927.

Revue de Phosphate et les Engrais Chimiques.

Revue de Paris :

Le gisement de potasse alsacien, par le COMTE DE FELS, 15 décembre 1925.

Les mines domaniales françaises de la Sarre, par le COMTE DE FELS, 15 octobre 1926.

L'Administration des Tabacs jugée par ses agents, par le COMTE DE FELS, 15 novembre 1927.

L'office industriel, par le COMTE DE FELS, 1^{er} janvier 1928.

RIVIÈRE (P. L.). — *Précis de législation marocaine*, Paris, 1927.

ROY (Charles). — *L'organisation financière des mines de la Sarre*. Paris, 1926.

DU TAILLIS. — *Le nouveau Maroc*, Paris, 1923.

Le Trafic et l'outillage des ports nord-africains, Paris, 1927.

Les phosphates, par MM. DE MANIQUET, VAUBERET et P. GINGEMBRE.

La Technique moderne :

L'état actuel de la fabrication et de l'utilisation des engrais phosphatés en France, par M. J. DUBOURG, 15 mai 1926.

L'exploitation des phosphates au Maroc

L'Office chérifien des Phosphates

INTRODUCTION

I

L'Office chérifien des Phosphates et les offices industriels

Le phosphate de chaux était à la fin de l'année 1912 signalé pour la première fois au Maroc. Le Service des Mines commençait, à partir de 1917, à prospecter le gisement nord alors seul connu. Un dahir¹ du 27 janvier 1920 réservait exclusivement au Maghzen² la recherche et l'exploitation des phosphates, un autre du 7 août 1920 créait l'*Office chérifien des Phosphates* qui, le 1^{er} mars 1921, à quelques cent cinquante kilomètres de Casablanca et non loin du poste militaire d'Oued Zem, commençait les premiers travaux miniers en bordure du plateau des Oulad Abdoun. Au cours de l'année 1927, il a été embarqué à Casablanca douze cent mille tonnes de phosphates.

¹ « Le Sultan a seul qualité pour édicter les mesures législatives proposées par le Gouvernement français. Il le fait au moyen de *dahirs*, comparables à nos ordonnances royales, et qui ont force de loi. » P.-LOUIS RIVIÈRE, *Précis de législation marocaine*, p. 25.

² Dans un sens large, ce mot, synonyme à la fois d'Etat et de gouvernement, englobe tout le pouvoir central y compris le Sultan.

Voilà les grandes lignes du développement de l'exploitation des phosphates au Maroc. Il nous a paru que l'étude détaillée de l'Office chérifien des Phosphates présentait un intérêt particulier, non seulement en raison de l'importance pour notre Protectorat marocain, pour notre agriculture, pour notre commerce des gisements de phosphates de chaux qu'il exploite, mais encore parce qu'il est l'une des applications — et peut-être celle qui a le mieux réussi — des doctrines nouvelles sur les offices industriels.

Depuis la fin de la guerre, en effet, sous l'influence des idées socialistes et syndicalistes ¹, on a cru à la possibilité de créer une forme nouvelle d'organisation de la production qui, intermédiaire entre le monopole d'Etat et l'exploitation industrielle privée, participerait des avantages des uns et des autres, c'est-à-dire aurait à la fois un rendement fiscal et un rendement économique élevés. En raison de la lenteur avec laquelle nos Chambres poursuivent leur travail législatif, seul jusqu'à présent l'Office national industriel de l'azote a été doté d'un statut défi-

¹ « Les richesses de l'Etat français... seront-elles indéfiniment gâchées... dans de coûteuses expériences de collectivisme pratique ? » COMTE DE FELS, *L'office industriel*, REVUE DE PARIS du 1^{er} janvier 1928.

« Il convient d'y voir [dans les offices d'Etat] un trompe-l'œil destiné à masquer, sous de futiles apparences, la collectivisation croissante des richesses publiques et privées. » COMTE DE FELS, *Les mines domaniales de la Sarre*, REVUE DE PARIS, 15 octobre 1926.

nitif ¹, ce qui n'a du reste pas empêché de fonctionner suivant une formule pratiquement analogue et les mines de la Sarre ² et les mines de potasse d'Alsace ³. Ajoutons

¹ Loi du 11 avril 1924 et décret portant règlement d'administration publique du 30 mai 1925. Un crédit de 30 millions avait été voté pour l'exercice 1924 qui, d'après M. Léon Perrier, devait être suffisant pour installer, dans les bâtiments de la poudrerie de Toulouse, tous les appareils utilisant l'azote de l'air, en vue de la production des diverses matières fertilisantes à base d'azote dans des conditions et en quantités telles qu'il en résulterait une baisse des cours. Or, au cours de la seconde séance de la Chambre du 8 novembre 1927, M. Tardieu a été amené à déclarer que personne ne fabrique de l'azote aussi cher que l'Etat français dans l'usine de Toulouse et pourtant l'Etat a versé depuis trois ans à l'Office de l'azote 250 millions qu'on peut considérer comme perdus.

² Le statut actuel des mines de la Sarre est un statut provisoire qui a été réglé par le décret du 23 octobre 1919. Un projet de loi créant un « Office des mines domaniales de la Sarre » a été déposé sur le bureau de la Chambre des députés le 27 décembre 1919. Mais « on ne compte pas les discours prononcés, les rapports élucubrés, les avis donnés depuis six ans à la matière, sans que la question ait fait un seul pas. Le régime provisoire institué en 1919 a continué de fonctionner en vertu de la vitesse acquise... » COMTE DE FELS, *Les mines domaniales de la Sarre*, REVUE DE PARIS du 15 octobre 1926.

Au cours d'une récente réunion en Sarre de délégations des chambres de commerce françaises, invitées par la chambre de commerce franco-sarroise, le directeur général des mines de la Sarre a déclaré, qu'en six exercices, les mines de la Sarre ont versé à l'Etat français 287 millions et fait passer leur fonds de roulement de 34 millions à 480 millions.

Les mines de la Sarre empruntent encore en partie les règles de la comptabilité publique et dépendent étroitement du ministre des travaux publics.

³ Les débats parlementaires sur les potasses d'Alsace ont commencé le 30 mai 1920. Un projet de loi adopté par la Chambre et transmis au Sénat le 25 mars 1923 autorisait l'amodiation pour une durée de soixante-quinze ans à une société unique à participation

qu'il a été fait en France, un étrange abus de ce terme d'office ¹ devenu soudainement à la mode. La loi de finances de 1918 ordonna la publication de la liste des offices nationaux, liste qui ne fut cependant donnée pour la première fois que par le rapport des experts en 1926. Cette liste — qui ne comprenait du reste pas les offices n'ayant pas reçu la consécration législative (mines de la Sarre, mines de potasse d'Alsace) est déjà devenue incomplète. Il y a l'Office du travail, l'Office des renseignements agricoles, l'Office de pupilles de la nation, l'Office national d'hygiène sociale, l'Office national des combustibles, etc... la même étiquette couvrant ainsi des institutions de toutes sortes ² dont le caractère commun paraît bien être qu'elles sont alimentées par des budgets occultes ³.

ouvrière. Mais le Sénat a complètement abandonné le projet tel qu'il lui avait été transmis par la Chambre et a voté le 1^{er} décembre 1927 le statut des « mines domaniales de potasse d'Alsace » (le terme d'office a été pudiquement abandonné) qui est analogue à celui de l'Office national industriel de l'Azote.

Ce statut a déjà été modifié par la commission des mines de la Chambre et ne sera vraisemblablement pas voté avant la fin de la législature.

¹ « Office n. m... Se dit quelquefois pour Bureau. » *Larousse*.

² Qui ne sont du reste pas toutes des empiètements de l'Etat dans des rôles étrangers à son activité quoique ce soit là cependant le cas de la plupart.

Les communes aussi pourront avoir leurs offices industriels ; un décret du 28 décembre 1926 a en effet organisé le régime des « régies municipales à caractère industriel ou commercial ».

³ « Que faire donc ? Comment, à la fois, alléger le contribuable qui gémit sous le faix et trouver les fonds nécessaires pour l'habitat ouvrier, pour l'électrification des campagnes ?

Nous n'envisagerons ici le terme d'office qu'en tant qu'il désigne une exploitation industrielle d'Etat empruntant les formes d'organisation des exploitations industrielles privées ¹. L'office a un capital — fourni par l'Etat

En limitant dans la mesure du possible les dépenses, en bouchant les fissures trop complaisamment ouvertes, en contrôlant, en supprimant ce qu'on appelle des offices c'est-à-dire des budgets occultes où la prodigalité se donne cours... ». Discours prononcé à Joigny par M. JOSEPH CAILLAUX, le 16 octobre 1927.

Dans un article du *Capital* du 17 novembre 1927, revenant sur cette question, M. CAILLAUX dit : « Les offices nourris par la redevance de la Banque de France, nourris par les prélèvements sur le pari mutuel, sur les jeux, etc., pullulent. Offices dont une colonne de journal suffirait à peine à fournir l'énumération, offices dont beaucoup ont une utilité que je ne conteste pas, mais qui, dangereusement soustraits au contrôle du Parlement, même du gouvernement, sont déjà lourds d'abus ! Ceux-ci iront en grossissant et en se multipliant si on ne met le holà.

» Qu'est-ce donc qu'un office ?

» Apercevant l'impossibilité d'enfermer dans l'armature rigide de la comptabilité publique certains services que l'Etat croyait devoir assumer, administrateurs et gouvernants ont cherché un régime instituant hors de l'administration, à ses côtés cependant, des sortes de gestions d'affaires. L'idée ne manquait pas de justesse. Elle fut malheureusement mise en œuvre de façon tout à fait sommaire. On découvrit un mot, un mot qui séduisit, le mot : office. Ensuite... on se reposa. On ne fit plus guère qu'un effort ! On décida que chaque office serait pourvu d'un conseil d'administration composé de membres directement ou indirectement désignés par les pouvoirs publics. Et puis, vogue la galère ! Liberté presque entière aux conseils d'administration de choisir les personnels de direction, de gérer les fonds que la nécessité quelquefois, souvent la complaisance, parfois la fantaisie gouvernementale ou parlementaire arrachent au Trésor.

» Singulière institution, n'est-il pas vrai ? »

¹ La Commission sénatoriale des Finances a donné de l'office industriel la définition suivante que rapporte le COMTE DE FELS

au lieu de l'être par des actionnaires, — un conseil d'administration, — composé de fonctionnaires et de représentants des intérêts en cause, la proportion établie entre les uns et les autres étant variable, — un directeur général — ayant un aussi large pouvoir qu'un directeur général d'entreprise privée, — un bilan. Les bénéfices vont à l'Etat au lieu d'être répartis entre des actionnaires. Les règles de la comptabilité publique ne lui sont pas applicables. Les ingénieurs, les employés, les ouvriers occupés par l'office ne sont pas des fonctionnaires; ils sont embauchés par l'office exactement dans les mêmes conditions où ils pourraient l'être par une entreprise privée quelconque.

L'Office chérifien des Phosphates répond exactement à la définition de l'office industriel que nous venons de donner; mais il s'est développé dans un milieu politique complètement différent de celui où se développent les offices industriels français. L'Etat marocain dont

dans la *Revue de Paris* du 15 décembre 1924 (*Le gisement de potasse alsacien*): « C'est une société anonyme dans laquelle l'Etat représenterait les actionnaires et aurait tous les droits de ces derniers. » Le COMTE DE FELS le définit lui-même: « une entreprise d'Etat, qui, au lieu d'être dirigée directement par le ministre et ses fonctionnaires, comme dans le cas des monopoles des tabacs et des allumettes, admet l'interposition entre le ministre et le personnel, d'un conseil d'administration recruté d'une façon d'ailleurs arbitraire parmi les catégories administratives et sociales plus ou moins impliquées dans l'entreprise. » Et il ajoute plus loin: « Tranchons le mot. Le système de l'officiat, c'est de l'étatisme camouflé et mal camouflé, sans qu'il y ait rien de changé au fond des choses. »

il dépend est un état autoritaire¹, où il n'y a pas lieu de craindre les répercussions de la politique électorale et en particulier « l'indiscipline et le moindre effort du personnel employé qui, sous un régime électif, échappe aux prises de ses supérieurs et n'obéit qu'à un syndicat² ».

Ajoutons enfin, que les conditions naturelles n'ont pas été moins favorables à l'Office des Phosphates que les conditions politiques et qu'il est toujours permis de douter que la même organisation se trouvant en face des difficultés normales — qui attendent habituellement les entreprises privées à leur début — eût aussi bien réussi.

*
* *

¹ Le sultan est un souverain absolu et le résident général participe à son autocratie dans la mesure de l'indépendance que lui laisse le Gouvernement français. Cependant le régime électif a commencé à s'introduire au Maroc avec les arrêtés résidentiels du 1^{er} juin 1919 qui ont fait élire par leurs pairs les membres des chambres françaises consultatives d'agriculture, de commerce et d'industrie jusque-là nommés par le gouvernement. Or, les présidents ou vice-présidents des Chambres consultatives font partie du Conseil de Gouvernement qui se réunit une fois par mois. Un arrêté résidentiel du 13 octobre 1926 a organisé la représentation au Conseil du gouvernement des citoyens français non inscrits sur les listes électorales des chambres françaises consultatives.

Mais il est vraisemblable de croire que, pour longtemps encore, le développement du régime électif parmi la population française du Maroc restera sans influence sur la bonne marche de l'Office des Phosphates (dont du reste la grosse majorité du personnel est indigène). Les intérêts électoraux d'un résident général parlementaire, soumis à la réélection en France, seraient peut-être plus à craindre s'ils l'amenaient à intervenir dans la gestion de l'Office.

² COMTE de FELS, *l'Office industriel*, REVUE DE PARIS du 1^{er} janvier 1928.

II

Le phosphate et l'économie agricole ¹

Le tissu de la plante vivante renferme toujours les quatorze corps simples suivants ² : *carbone, hydrogène, oxygène, azote, phosphore, potassium, sodium, calcium, magnésium, silicium, fer, manganèse, soufre, chlore* ³.

¹ L'importance du phosphate est telle dans l'économie agricole que l'on a pu dire que « la découverte des gisements de phosphate de chaux est une découverte providentielle » (MALAGUITI), que « le phosphate de chaux est du pain et de la viande à l'état rudimentaire » (ELIE DE BEAUMONT), que « du jour où le phosphate de chaux viendra à manquer, le monde cessera d'exister » (L. S. JIMÉNEZ).

L'utilisation de beaucoup la plus importante du phosphate est celle qui en est faite dans la fabrication du superphosphate, mais une petite quantité en est employée dans la fabrication du phosphore et la métallurgie du fer peut en consommer une quantité qui n'est pas négligeable et qui du reste revient indirectement à l'agriculture sous forme de scories de déphosphoration. On peut même dire que dans la mesure où le but poursuivi par l'introduction de phosphate de chaux dans la charge du haut-fourneau n'est pas seulement de compenser une teneur de minerai en phosphore insuffisante pour obtenir de la fonte Thomas mais est encore d'obtenir des scories de déphosphoration à titre suffisant, c'est finalement la demande de l'agriculture qui, dans ce cas encore, détermine la production de phosphate de chaux. Le phosphate dur en roche, ne s'écrasant pas, convient seul aux hauts-fourneaux. En Afrique du Nord le seul gisement de phosphate répondant à ces conditions est celui de la Compagnie minière du M'Zaita, à Tocqueville, qui livre un phosphate dit « métallurgique » 53/58 qui fait prime sur le phosphate ordinaire.

² G. ANDRÉ, *Chimie agricole, chimie du sol*.

³ Il faudrait, pour être complet, ajouter encore d'autres infiniment petits minéraux (*zinc, bore, iode, etc.*) et aussi des infiniment petits organiques connus sous le nom d'*auximones* et qui joueraient

Les quatre premiers constituent la partie *organique*, les autres la partie *minérale*. Le *carbone*, absorbé par la plante pourvue de chlorophylle, provient de l'atmosphère qui le contient sous forme de gaz carbonique, l'*hydrogène* et l'*oxygène* viennent de l'eau (qui au point de vue quantitatif est l'élément le plus important pour la plante, le rendement croissant régulièrement avec la quantité d'eau mise à sa disposition jusqu'à une certaine limite due à la diminution corrélative de la provision d'air ¹), l'*azote* est dans certains cas (légumineuses, certaines algues vertes) pris directement à l'atmosphère à l'état gazeux, dans d'autres cas — les plus nombreux, — pris au sol. Tous les constituants de la partie *minérale* proviennent du sol.

Pour obtenir des résultats cultureux satisfaisants, il y a donc lieu de vérifier si le sol contient bien les éléments nécessaires à la croissance de la plante et *s'il les contient sous une forme assimilable*. « Il ne suffit pas, en effet,

chez les végétaux un rôle analogue à celui des vitamines chez les animaux.

¹ D'où l'intérêt de connaître la texture du sol « c'est-à-dire son architecture interne d'où dépendent ses propriétés physiques et notamment la manière dont il se comportera vis-à-vis de l'air et de l'eau ». L'argile proprement dite et l'humus qui sont des colloïdes influent sur la texture des sols par leur floculation. Ils jouent du reste aussi un rôle capital dans l'absorption des sels minéraux. « L'état colloïdal, qui conditionne la vie, régit aussi la fertilité des sols. La disparition progressive de colloïdes argileux et humiques a fait de certaines régions, réputées autrefois pour leurs richesses, des centres désertiques et nous pouvons enregistrer à l'époque actuelle des manifestations d'une évolution analogue. » A. DEMOLON, *Une science nouvelle, la Pédologie ou science du sol*, REVUE DE FRANCE du 15 février 1927.

qu'une terre renferme en quantité globalement suffisante les éléments nécessaires, il faut encore que ceux-ci puissent être rapidement assimilés par la plante. Beaucoup de sols renferment 1 pour 1000 d'acide phosphorique, cela représente environ 2,400 kilogs dans la couche exploitée par les racines, soit cinquante fois la quantité exportée par une récolte ; néanmoins, l'apport d'engrais phosphatés à action rapide y est toujours avantageux.

» De même la potasse en combinaisons silicatées des sols dérivés de schistes présente un coefficient d'assimilabilité si faible que sa présence en quantité très notable ne contre-indique pas l'emploi des sels de potasse solubles.

» Les sols les plus riches en azote que nous possédons sont représentés par certaines tourbières qui en renferment jusqu'à 2 %. Néanmoins cet azote est sensiblement inerte et sans valeur ¹. »

Si donc le sol ne contient pas, sous une forme assimilable, les éléments nécessaires à la croissance de la

¹ A. DEMOLON, *art. cité*.

Si des éléments nécessaires à la plante demeurent ainsi inutilisables dans le sol, c'est le plus souvent que les phénomènes biologiques qui devraient en assurer normalement la transformation en éléments assimilables, (phénomènes dont les plus connus sont ceux de nitrification), ne se produisent pas par suite des conditions de milieu. (Ainsi une acidification même légère du sol exerce une action dépressive sur la nitrification et il faut lutter contre elle par le chaulage. On a admis aussi la possibilité d'une « intoxication » du sol par les excréments des plantes et des microbes, intoxication qui, plus que l'épuisement du sol en matières nutritives justifierait la pratique de l'assolement).

plante, il faut l'améliorer par des engrais : *engrais azotés* ¹ (nitrate de soude et de chaux, sulfate ou chlorhydrate d'ammoniaque, cyanamide) qui agissent surtout sur la masse de matière produite et activent la végétation ; *engrais potassiques* ² (chlorure et sulfate) employés pour les betteraves (augmentation de la teneur en sucre), les pommes de terre et, en général, toutes les cultures exigeant l'application des engrais azotés ; *engrais phosphatés* ³ enfin (superphosphates, scories basiques, phosphates minéraux) qui agissent surtout sur la croissance des racines et contribuent ainsi à faciliter l'alimentation en éléments assimilables d'où une amélioration non seulement dans la quantité, mais dans la qualité des récoltes.

Jusqu'ici on a appliqué des doses d'engrais fixées

¹ Les engrais azotés favorisent particulièrement le développement des feuilles et des tiges et la formation de chlorophylle.

² « Le sol contient rarement des quantités suffisantes de potasse. La potasse influe nettement sur la production des hydrates de carbone, elle assure la formation d'un grain lourd, dense et bien formé ; elle augmente la densité des pommes de terre, leur teneur en fécule, le degré alcoolique du vin. Enfin elle augmente la résistance aux gelées tardives de printemps, préserve de la gelée les bourgeons des vignes et autres fruitiers et protège de certaines maladies cryptogamiques. L'action de la potasse sur la paille des céréales est remarquable. » (HAUMONT, *Bulletin de la Société industrielle de Mulhouse*, mars 1926, cité par *Le Phosphate et les Engrais chimiques*, du 15 septembre 1927).

³ Les engrais phosphatés représentent le tonnage le plus important des produits minéraux fournis à l'agriculture française par notre industrie. Si on fait le total de l'acide phosphorique contenu dans les phosphates employés directement en agriculture, dans le superphosphate minéral et dans les scories, on arrive à un tonnage de 430,000 tonnes d'acide phosphorique.

d'après les quantités exportées par les récoltes ; c'est un point de vue insuffisant, il faut faire intervenir aussi « la vitesse de mobilisation des engrais dans le sol ». Dans certains cas, les scories de déphosphoration pourront être substituées avantageusement aux superphosphates, dans certains autres les phosphates naturels, généralement peu efficaces, exerceront une action fertilisante réelle.

« D'autre part, on ne saurait plus envisager les engrais sous le même angle qu'à l'époque de la théorie minérale. Le fumier, que Liebig réduisait à ses cendres, représente un engrais biologique agissant peut-être plus par les phénomènes de fermentation qu'il détermine que par l'apport de ses seuls éléments minéraux... Il paraît infiniment probable que demain la fabrication du fumier artificiel apportera à l'agriculture un moyen de maintenir le sol dans un état de fertilité qui ne tarderait pas à disparaître si l'on se bornait au seul emploi des engrais minéraux...

» Une différence bien établie d'un hectolitre de blé par hectare représenterait pour notre économie nationale un résultat considérable ; mais le plus souvent une telle différence en l'absence de précautions spéciales est de l'ordre de grandeur des erreurs expérimentales ¹. »

Chaque récolte enlève au sol par hectare une quantité importante d'acide phosphorique, quantité du reste variable suivant les plantes ainsi que l'indique le tableau suivant :

¹ A. DEMOLON, *art. cité*

<i>Céréales</i>		<i>Racines et tubercules</i>		<i>Fourrages</i>	
	kg.		kg.		kg.
Blé	21	Carottes	43	Foin	21
Orge	17	Nave s, raves	47	Seigle vert	48
Seigle	21	Rutabagas	115	Maïs (fourrage)	42
Avoine	12 5	Betteraves fourragères	48	Choux	107
Maïs	20	Betteraves à sucre	45	Trèfle rouge	45
Sarrasin	13	Pommes de terre	37	Luzerne	51
		Topinambours	39	Sain foin	21
				Vesces	25
<i>Plantes industrielles</i>			<i>Légumineuses</i>		
	kg.		kg.		
Colza	48	Haricots	16		
Œillette	27	Pois	26		
Lin	22	Fèverolles	31		
Chanvre	24				
Houblon	13				

La culture des céréales seule enlève, en France, au sol annuellement deux millions de tonnes de matières minérales, dont 218,500 tonnes d'acide phosphorique correspondant à 477,000 tonnes de phosphate de chaux. De leur côté, les herbages enlèvent aussi au sol français 300,000 tonnes de phosphate de chaux.

Si les végétaux étaient consommés sur le lieu de leur production, l'acide phosphorique finirait par rentrer dans la terre même d'où les récoltes l'auraient tiré. En effet, la totalité de l'acide phosphorique, non assimilé par les animaux, retournerait au sol sous forme de fumier, tandis que la partie assimilée lui retournerait sous forme d'os. Mais, dès que les végétaux ne sont plus consommés

sur place ¹, il y a nécessité d'une restitution dont on se préoccupe depuis un siècle à peine ².

Au début du XIX^{me} siècle, aux environs d'une fabrique de couteaux de Sheffield, on remarqua qu'au voisinage de tas de débris d'os, déchets de la fabrication des manches, la végétation était particulièrement active. On attribua du reste ce résultat à l'osséine des os et, de 1825 à 1840, le commerce de la poudre d'os fut très actif en Angleterre; les commerçants anglais allèrent chercher les os jusque sur les champs de bataille et en particulier sur celui de Leipzig. La sentimentale Allemagne protesta; le savant Liebig fut ainsi conduit à étudier la question. Il montra que la poudre d'os calcinés était aussi active que celle des os verts. Ce n'était donc pas l'osséine (matière organique azotée), mais le phosphate de chaux qui favorisait la végétation. Une autre question se posa alors. Comment le phosphate de chaux insoluble, pouvait-il être absorbé par les plantes? Liebig attribua cette solubilisa-

¹ La terre s'appauvrit du reste plus rapidement en phosphate de chaux qu'en potasse, chaux et azote, parce que ces derniers éléments lui sont rendus en partie (fumier, fixation de l'azote par les bactéries sur les racines des plantes) tandis que le phosphate de chaux passe presque entièrement dans les éléments vendus.

² Cependant les Romains employaient déjà comme engrais les excréments d'oiseaux qui se vendaient un haut prix. Le géographe arabe El EDRISI, (XII^e siècle) rapporte que les Arabes utilisaient les dépôts de guano trouvés le long de leurs côtes. A la même époque, les Péruviens employaient aussi les dépôts de guano de leurs îles et l'importance qu'ils attachaient à ces gisements était telle que les premiers Incas punissaient de mort quiconque détruisait les oiseaux produisant cette précieuse matière.

tion aux acides organiques et constata en même temps que l'acide sulfurique rendait le phosphate de chaux soluble par transformation du phosphate tricalcique insoluble en phosphate monocalcique soluble. C'était l'apparition de l'industrie des superphosphates¹, intermédiaire entre la mine productrice de phosphate et l'agriculture

¹ 1 tonne de phosphate + 1 tonne d'acide sulfurique à 52° Beaumé = 1.8 tonne de superphosphate.

« Le produit industriel (*superphosphate*) qui résulte de ce traitement est assez complexe. Il contient :

» Du sulfate de chaux SO^4Ca ;

» De l'oxyde de fer et de l'alumine ;

» Du phosphate monocalcique, mais aussi du phosphate tricalcique non attaqué et de l'acide phosphorique : en effet la quantité d'acide sulfurique servant à la réaction a été calculée pour transformer tout le phosphate tricalcique en monocalcique ; or, en pratique, une partie de ce dernier reste inattaquée, tandis qu'une autre partie est complètement décomposée.

» Après la fabrication, le produit subit pendant son stockage les transformations suivantes :

» 1° L'acide phosphorique libre réagit sur le phosphate neutre pour donner le phosphate monocalcique soluble ; il en résulte une augmentation de la solubilité dans l'eau ;

» 2° Le phosphate monocalcique, en présence d'alumine et d'oxyde de fer, donne des phosphates insolubles ; il s'ensuit une diminution de la solubilité dans l'eau connue sous le nom de « rétrogradation du superphosphate ».

» Dans le sol, le produit peut avoir trois sorts différents :

» 1° Dans les terres siliceuses, aucune réaction n'a lieu, l'engrais est funeste, parce que caustique ;

» 2° Dans les terres calcaires, il y a saturation de l'acidité libre du phosphate monocalcique par la chaux, et le superphosphate est favorisant ;

» 3° Dans les terres argileuses chargées d'alumine et d'oxyde de fer, il y a également saturation de l'acidité libre et action favorisante du produit.

» Ainsi, le superphosphate soluble ne doit pas persister dans le

consommatrice. On s'aperçut, plus tard, qu'au contact du calcaire du sol, le superphosphate rétrogradait, c'est-à-dire que du phosphate monocalcique on repasse au phosphate tricalcique. La rétrogradation fait perdre ainsi au superphosphate sa faculté d'assimilation immédiate et ce n'est que plus tard que, grâce à l'action du gaz

sol : il rétrograde et retourne avant assimilation à sa forme primitive, insoluble dans l'eau...

» Le phosphate rétrogradé pendant le stockage est passé par les mêmes stades que le phosphate rétrogradé dans le sol et, par suite, a le même état gélatineux propre à l'assimilation directe ; aussi, le phosphate qui est rétrogradé au moment de l'utilisation doit-il être coté au même prix que le phosphate soluble dans l'eau. L'analyse chimique décèle la présence de ces deux sortes de phosphates de la façon suivante :

» 1^o Le phosphate monocalcique soluble est dosé après entraînement par solubilisation dans l'eau ;

» 2^o Le phosphate rétrogradé, qui a la propriété d'être soluble dans le citrate d'ammonium ammoniacal, est dosé après entraînement par ce réactif.

» La somme de ces deux phosphates, ramenée à l'anhydride P_2O_5 , constitue l'acide phosphorique assimilable, le seul intéressant du point de vue cultural.

» On a vu que le superphosphate est à éviter dans les terrains siliceux, en raison de sa causticité que rien ne peut neutraliser. En terrain chargé d'alumine ou d'oxyde de fer, la neutralisation, quoique lente, s'effectue et il peut être fait emploi de super. Mais cet engrais est surtout indiqué pour les terrains calcaires, où la saturation est rapide ; l'expérience montre que, en dépit de l'alcalinité du sol, l'action dissolvante des racines s'exerce dans de bonnes conditions.

» Le superphosphate est, soit répandu à la surface des terres — auquel cas il y a pénétration, saturation et assimilation progressive — soit, grâce au pouvoir absorbant du sol à son égard, enfoui, et cela quelques jours avant les semis pour qu'il ait le temps de se saturer et de perdre l'influence défavorable aux jeunes racines que lui confère son acidité initiale.

carbonique dont le sol est saturé, la circulation du phosphate et son absorption par les plantes peuvent se réaliser. Mais, alors, si le superphosphate une fois enfoui dans le sol devient insoluble, à quoi bon transformer le phosphate en superphosphate? C'est que l'expérience montre que l'action fertilisante du superphosphate est très supérieure à celle du phosphate naturel; la rétrogradation se faisant à l'état de précipité chimique, c'est-à-dire de matière extrêmement divisée, les réactions chimiques du sol en sont facilitées. On s'est efforcé depuis longtemps soit de faire agir sur le phosphate naturel, afin d'obtenir un phosphate soluble, un corps autre que l'acide sulfurique, soit de réaliser un état d'extrême division de la matière non plus chimiquement, mais physiquement par la mouture du phosphate naturel.

On n'est pas encore arrivé à faire subir au phosphate, avec un prix de revient inférieur ou égal à celui du traitement par l'acide sulfurique, un traitement chimique ¹

» Le superphosphate est employé à la dose moyenne de 500 kg/ha. La remarque suivante explique cette forte dose : le superphosphate, qui résulte de l'union de une partie d'acide sulfurique et de une partie environ de phosphate naturel, a en acide phosphorique, un titre moitié du titre du phosphate.

» Pour que la transformation industrielle soit avantageuse, et pour éviter de gros frais résultant du transport d'une trop grande proportion de matière inerte, on ne traite dans la préparation des supers que des phosphates riches ou enrichis donnant un produit finil titrant 14 à 18 % de P^2O^5 . » J. DUBOURG, *Etat actuel de la fabrication des engrais artificiels*, dans LA TECHNIQUE MODERNE, du 15 mai 1926.

¹ On a essayé d'utiliser l'acide sulfureux, l'acide chlorhydrique,

donnant un produit d'une qualité fertilisante équivalente à celle du superphosphate.

Quant au phosphate moulu, il n'est pas arrivé non plus à concurrencer sérieusement le superphosphate,

l'acide perchlorique, l'acide fluorhydrique, l'acide nitrique, l'acide phosphorique.

En septembre 1922, la Société des Phosphates tunisiens a fait breveter un procédé d'obtention de phosphates assimilables par traitement des phosphates naturels dans une dissolution d'acide sulfureux ; mais la société a fini par renoncer à exploiter le brevet en raison du prix de revient élevé du produit obtenu.

Il existe aussi des procédés faisant intervenir la pulvérisation avant le traitement chimique. Ainsi on obtient aux Etats-Unis de bons résultats (mais qui dépendent beaucoup de l'aération du sol, de sa température, de son humidité, de sa composition) en incorporant au sol le phosphate assez finement pulvérisé avec du soufre — ce qui revient à fabriquer sur place le superphosphate par voie biologique, — mais en France le procédé serait beaucoup trop coûteux, tandis que les Etats-Unis, qui ont des gisements formidables de soufre, peuvent le livrer à bon marché.

D'autre part des expériences faites par MM. G. TRUFFAUT et BERSONOFF — dont une note a été présentée récemment à l'Académie des Sciences par M. MANGIN — « montrent qu'il suffit d'ajouter une faible quantité d'acide phosphorique soluble à des phosphates naturels pour que leur action fertilisante devienne équivalente à celle des superphosphates. Les auteurs, utilisant la propriété intéressante de l'acide phosphorique assimilable d'activer la fixation de l'azote atmosphérique par les bactéries du sol, ont établi une méthode bactériologique permettant de mesurer la valeur agricole des mélanges de phosphates solubilisés et de phosphates naturels. » (*Temps*, 8 février 1928). MM. G. TRUFFAUT et BERSONOFF avaient déjà constaté (*Phosphates et Engrais chimiques*, du 15 septembre 1927) « que la fixation d'azote était nulle ou très faible avec les phosphates minéraux de Gafsa, de la Somme et du Maroc, qu'elle était considérable, et voisine de celle produite par le superphosphate, avec les phosphates dits neutres débarrassés du fluor qu'ils contiennent tous sous forme de fluophosphate ».

Enfin, une forte part de l'acide phosphorique utilisé à la fertili-

parce qu'on n'est pas encore d'accord sur sa valeur fertilisante¹. Il semblerait bien résulter de ce qui a été dit, en novembre 1922, à la Chambre des députés, au moment d'une discussion sur les phosphates marocains, que les phosphates naturels moulus auraient une valeur largement suffisante² et, qu'en conséquence, l'agriculture pourrait se passer de l'emploi des superphosphates infiniment plus coûteux à cause de la cherté de leur traitement par l'acide sulfurique. Mais, d'autre part, au cours de l'été 1927, la presse belge a publié un communiqué du ministre de l'agriculture affirmant, d'après les résultats des recherches effectuées tant en Belgique qu'à l'étranger par les services compétents, que la valeur fertilisante des phosphates naturels, même finement moulus, en tant qu'engrais phosphatés est nulle et que les phosphates naturels riches en calcaire, comme les craies phosphatées, constituent des engrais calcaires agissant d'autant mieux que leur degré de mouture est plus grand, mais dont l'emploi ne peut être recommandé, qu'autant qu'ils fournissent la chaux à un prix ne dépassant pas

sation des terres allemandes et fournie par les phosphates Rhénania qui sont obtenus en soumettant à l'action d'une température élevée un mélange de craie phosphatée et de roches phonolitiques particulièrement riches en silicate de potasse.

¹ Les Etats-Unis ont consommé en 1914, 48,317 long-tons de phosphate brut finement moulu et en 1920, 72,801 long-tons.

² Surtout, semble-t-il, en terres acides. En Indo-Chine, la petite quantité de phosphates produite sur place, est moulue et utilisée avec succès dans les terres acides des rizières. Les phosphates naturels sont employés à une dose de 300 kg/ha.

celui des autres amendements calcaires habituellement utilisés.

Il est certain que s'il était démontré qu'on peut obtenir avec des phosphates naturels finement pulvérisés des résultats équivalents à ceux qui sont obtenus avec le superphosphate, d'une part la consommation de phosphate augmenterait parce que l'engrais serait moins cher, d'autre part toute l'industrie extrêmement prospère des superphosphates disparaîtrait ¹.

III

Phosphates d'origine animale et phosphates minéraux

L'agriculture continue encore de nos jours à employer les os : os dégelatinisés pulvérisés (résidus de la préparation des colles et gélatines), cendres d'os calcinés (résidus de la préparation du noir animal) et surtout les poudres d'os verts ou frais (ces poudres ont l'avantage d'être en même temps azotées). Elle emploie également les *guanos* ² qui, lorsqu'ils proviennent de régions où les pluies sont rares, sont riches en acide phosphorique et en azote et constituent ainsi un des meilleurs engrais et qui, lorsqu'ils proviennent de régions où les pluies sont abondantes, renferment une moindre proportion d'azote,

¹ On comprend ainsi la campagne extrêmement vive menée par les superphosphatiers contre l'emploi des phosphates naturels.

² Les îles Chinchas, sur la côte péruvienne, ont exporté plus de dix millions de tonnes de guano.

mais par contre une plus forte proportion d'acide phosphorique (guanos phosphatés ou phospho-guanos).

Mais, la production des *phosphates minéraux* est beaucoup plus considérable que celle des phosphates d'origine animale. Les phosphates minéraux proviennent de deux sources : phosphates sédimentaires, scories de déphosphoration. La production des *phosphates sédimentaires* a atteint, en 1926, 9 millions de tonnes dont près de la moitié (4.300.000 tonnes provient de l'Afrique du Nord française et le tiers des Etats-Unis ¹ (Floride, Tennessee). Les *scories de déphosphoration* ² proviennent des convertisseurs Thomas et des fours Martin basiques utilisés pour l'affinage de la fonte phosphoreuse. Les scories Thomas titrent en moyenne 15 à 20 % d'acide phosphorique soluble dans les acides minéraux, ce qui correspond à une teneur de 35 à 44 % de phosphate tricalcique ; les scories Thomas ne titrent que 5 à 10 %. La France et l'Allemagne, à elles seules, en consomment près de 3 millions de tonnes.

¹ Quand au sixième restant, il provient, à peu près, pour un quart de l'Europe, pour un quart des îles d'Asie, pour la moitié de l'Océanie.

En 1913, les Etats-Unis avaient fourni près de la moitié de la production mondiale (3.118.000 tonnes sur 6.740.000) tandis que l'Afrique du Nord française (où les gisements marocains n'étaient pas encore exploités) n'en avait fourni qu'un peu plus du tiers.

² Ces scories « ont leur phosphore à l'état de phosphate tricalcique insoluble et sont, de ce fait, à rapprocher des phosphates naturels. On a admis également qu'il y avait de l'acide phosphorique à l'état de combinaisons particulières : tétraphosphate, $P^2 O^9 Ca^4$, silicophosphate, $Si O^2 P^2 O^5 5 CaO$, qu'on a quelque-

IV

Les phosphates sédimentaires dans le monde. Statistiques ¹

Principaux gisements de phosphates sédimentaires. —
Le phosphate de chaux en amas concentrés est très répandu dans la nature, mais très irrégulièrement. Le premier minéral phosphaté utilisé fut l'*apatite* ou fluo-phosphate de chaux. Les gisements sont filoniens, en général riches, mais de peu d'étendue. On extrait encore l'*apatite* en Norvège et au Canada. A partir de 1855 on exploita, en

fois isolé en petits cristaux. Il y a, en outre, un excès de chaux vive, des oxydes de fer, de magnésium, de manganèse pouvant jouer un rôle catalytique...

» Les scories ne doivent être utilisées qu'après une pulvérisation suffisante.

» Elles sont à réaction basique, riches en chaux et, par suite, efficaces en terrains non calcaires, argileux, humifères ou acides. Elles sont utiles aux prairies fraîches tendant à devenir acides. On les emploie à la dose de 500 à 1000 kg/ha. » J. DUBOURG, *art. cit.*

En France, où elles peuvent être utilisées sur le quart du territoire, les scories sont vendues à l'unité d'acide phosphorique moins cher que les autres engrais phosphatés. Au Maroc, dans les terres analogues à celles où on emploie en France les scories, les phosphates naturels doivent pouvoir être utilisés.

¹ Le XIV^e Congrès géologique international (Madrid 1926) a ouvert, sur les phosphates, une enquête mondiale qui n'est pas encore terminée.

France¹, des phosphates en nodules (Ardennes², Boullonnais, Drôme, Pas-de-Calais), des phosphorites³ (Quercy). En 1867 on découvrit les gisements de Caroline, à 60 % de phosphate tricalcique, qui réglèrent pendant longtemps le prix du marché. Vers 1870, on découvrit de la craie phosphatée dans la région de Mons ; en 1885 les premiers gisements tunisiens (djebel Seldja près de Gafsa) ; en 1886, les sables phosphatés de la Somme et les premiers gisements algériens (djebel Dekma près de Souk-Ahras) ; en 1889, — au moment où les gisements de Caroline s'épuisaient, — les gisements de Floride.

Plus récemment furent découverts les gisements du Tennessee, d'Egypte, de Palestine, du Pacifique, les gisements peu importants du Tonkin et du Cambodge.

Origine et âge des gîtes sédimentaires de phosphate de chaux. — L'apatite en constitue l'origine probable mais lointaine ; mise en dissolution dans l'eau sous l'influence de l'acide carbonique et entraînée dans la mer, elle a servi à l'alimentation des animaux marins qui ont plus

¹ Le phosphate fut employé en France d'abord à l'état préparé, c'est-à-dire réduit en poudre fine, puis on préféra l'utiliser à l'état de superphosphate et on admit une différence de 10 % en faveur de son emploi à l'état de superphosphate. Le phosphate avait été signalé pour la première fois en France en 1818.

² La première exploitation française de phosphate fut entreprise en 1855 à Grandpré (Ardennes).

³ Les phosphorites sont des produits d'altération et de remise en mouvement des phosphates sédimentaires.

tard constitué les gisements sédimentaires. Ceux-ci — à l'exception des gisements de phosphorites et de phosphates en nodules — ont pour origine les immenses charniers de certaines mers lagunaires peu profondes et peu agitées où d'immenses bancs de poissons amenés par les courants chauds venaient périr au contact des courants froids littoraux et constituaient ainsi petit à petit, par leur accumulation, les formidables gisements de phosphate actuellement en exploitation et où la proportion de phosphore a des relations très nettes avec celle des organismes vivants.

Les dépôts de phosphates se rencontrent dans les étages géologiques les plus divers ¹, depuis le silurien (phosphates noirs du Pays de Galles et de Pologne) et le dévonien (phosphates de Tennessee) jusqu'aux étages presque contemporains. Au jurassique appartiennent les phosphates

¹ Rappelons les principaux étages et sous-étages géologiques :

1. *Précambrien*

2. <i>Primaire</i>	{	cambrien
		silurien
		dévonien
		carbonifère
		permien

3 <i>Secondaire</i>	{	trias
		jurassique
		crétacé

3. <i>Tertiaire</i>	{	mammulitique	{	éocène
				oligocène
		néogène		miocène
				pliocène.

4. *Quaternaire*

de l'Auxois, les oolites ferrugineuses du toarcien de Meurthe-et-Moselle qui sont indirectement une source de phosphates par les scories de déphosphoration ; au crétacé inférieur, les phosphates des Ardennes, de la Drôme, du Boulonnais, d'Angleterre et de Russie ; au crétacé supérieur, ceux de la Somme et de la Belgique. Au tertiaire, on trouve les gisements de l'Afrique du Nord qui sont rapportés à la même formation et au même étage de l'éocène inférieure et principalement au suessonien. Ils peuvent géologiquement, sinon du point de vue utilitaire, s'étendre aux étages du tertiaire supérieur jusqu'au pliocène et à ceux du crétacé sous-jacent. Les phosphorites du Quercy datent de l'oligocène, les phosphates de la Caroline, de la Floride et de l'Océanie remontent au tertiaire récent.

Comment se vend le phosphate sédimentaire. — Le phosphate se vend à l'unité de phosphate tricalcique, par tonne de 1.000 kg. quand les prix sont en monnaie décimale, ou par tonne de 1.015 kg. quand les prix sont en monnaie anglaise. Le prix de l'unité est d'autant plus élevé que la teneur est plus forte. Au point de vue teneur, les gisements sédimentaires de phosphate de chaux se divisent en deux grandes classes :

Les gisements à teneur moyenne ou faible, 58-68 % (France, Caroline, Algérie, Tunisie) ;

Les gisements à forte teneur, 74-82 % (Somme, Floride, Maroc, Pacifique).

Le phosphate marocain 75-77 s'est vendu longtemps 1.55 fr. l'unité f.o.b. soit 117.80 fr. la tonne à 76 % ; au même moment les phosphates algériens et tunisiens (que les journaux techniques réunissent sous le nom de phosphates africains) étaient vendus les 58-63, 1.05 fr. l'unité, les 63-68, 1.15 fr. l'unité, soit donc 63 fr. la tonne à 60 % et 74.75 fr. la tonne à 65 %.

Exportations de phosphates (tonnages et valeurs) de l'Afrique du Nord
(d'après les statistiques douanières)

Année	TUNISIE			ALGÉRIE			MAROC		
	Tonnage exporté	Valeur globale	Valeur à la tonne	Tonnage exporté	Valeur globale	Valeur à la tonne	Tonnage exporté	Valeur globale	Valeur à la tonne
1921	1,455,000	99,000,000	68 00	372,020	25,297,000	68 00	6,981	878,358	125 82
1922	2,074,000	114,000,000	55 00	525,395	31,524,000	60 00	75,220	6,946,966	92 35
1923	2,252,000	135,000,000	60 00	551,368	34,185,000	62 00	178,009	15,862,147	89 11
1924	2,389,000	143,000,000	60 00	800,744	50,447,000	63 00	411,101	38,800,433	94 38
1925	2,578,000	142,000,000	55 00	760,097	47,886,000	63 00	691,355	72,928,389 ⁽¹⁾	105 48
1926	2,656,000	159,000,000	60 00	619,963	46,497,000	75 00	874,589	102,593,817	117 31
1927				876,304	65,723,000	75 00			

¹ Sur une valeur totale des exportations de 565 millions de francs.

Répartition par pays, pour l'année 1926, des quantités de phosphate de chaux destinées à la fabrication du superphosphate (1)

PAYS PRODUCTEURS		P A Y S C O N S O M M A T E U R S															Totaux par pays producteurs				
		E U R O P E																			
		France	Royaume-Uni	Belgique	Espagne	Portugal	Italie	Suisse	Suède et Norvège	Danemark	Hollande	Allemagne	Autriche et Hongrie	Pologne Tcheco-S. Yougosl.	Roum. Grèce Turqu.	Total Europe			Aérienne	Asie Océanie	
EUROPE																					
France	452,270	375	42,000	—	—	—	—	—	—	—	19,000	—	—	—	183,645	—	—	—	183,645	183,470	
Belgique	41,000	1,500	205,300	—	—	—	—	—	—	—	38,000	—	—	—	255,800	—	—	—	255,800	228,361	
Espagne	—	—	—	10,000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10,000	—	—	—	10,000	—	
Pologne	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15,000	—	15,000	—	—	—	15,000	—	
AFRIQUE																					
Algérie (Kouf)	181,330	82,267	—	41,420	—	78,240	5,620	7,172	6,335	7,508	54,281	2,000	76,485	—	542,718	—	—	—	—	—	
» (M'zaïa)	40,053	—	10,640	—	—	—	4,300	—	—	9,893	31,604	—	—	—	96,490	—	—	—	—	—	
» (Divers)	4,300	—	2,900	8,802	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16,062	—	—	—	—	—	
Tunisie (Gafsa)	876,497	81,750	137,388	102,434	62,093	441,687	5,463	—	—	75,185	9,326	1,400	45,737	19,492	1,861,662	—	—	—	—	—	
» Kabak-Senam	2,300	59,097	—	—	—	12,090	—	—	—	6,749	6,039	—	—	—	77,245	—	—	—	—	—	
» (Ph.-sp. Tun.)	86,509	24,134	31,095	5,632	—	138,787	—	—	—	20,624	32,846	—	15,130	—	374,757	—	—	—	—	—	
» (M'Dila)	22,739	19,257	48,587	53,814	—	100,584	—	8,027	—	14,908	7,462	—	—	—	275,078	—	—	—	—	—	
» (Rebbi)	69,766	—	—	—	—	—	—	—	—	8,450	3,050	—	—	—	81,268	—	—	—	—	—	
» (Tebaka)	900	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4,900	—	—	—	—	—	
Maroc	175,052	40,678	41,998	474,559	2,127	68,258	6,693	4,220	4,000	150,277	74,183	12,111	46,628	3,000	857,317	—	—	—	885,720	—	
Egypte (Kosseir)	—	—	—	—	—	19,000	—	—	60,558	7,000	—	—	—	—	29,000	—	—	—	92,000	—	
» (Safaga)	—	1,500	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4,500	—	—	—	236,485	—	
AMÉRIQUE																					
Floride (Hard Rock)	—	—	19,625	—	—	—	—	15,400	61,295	38,464	38,775	32,704	8,775	—	82,375	—	—	—	25,165	—	
» (Land Pebble)	—	19,292	35,387	94,551	—	25,666	2,671	5,839	—	—	72,278	—	41,816	—	151,963	—	—	—	145,932	—	
Tennessee	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	330,000	—	
Divers Etats Unis	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Antilles, Curaçao	—	—	—	—	—	—	—	31,413	9,614	4,730	28,751	—	29,261	—	103,766	—	—	—	106,262	101,040	
ASIE																					
Ile Christmas	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Ile Angaur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Ile Rasa	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Divers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Océanie																					
Ile Makatea	—	—	—	—	—	—	—	43,700	—	—	—	—	—	—	43,700	—	—	—	—	—	
Iles Océan et Nauru	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Totaux (1926)	1,622,716	320,850	514,920	494,272	64,220	904,282	24,692	415,771	143,859	313,898	415,445	71,285	278,832	22,492	5,361,776	205,138	2,312,403	81,600	468,520	125,300	413,857
Totaux (1913)	1,099,000	469,000	276,000	257,000	55,000	528,000	18,000	165,000	—	192,000	1,025,000	102,000	87,000	17,000	4,355,000	31,000	1,779,000	1,407,486	9,051,003	—	6,740,000

(1) Tableau extrait de l'Annuaire Lambert

(1) Tableau extrait de l'Annuaire Lambert

Origine des importations françaises de phosphate de chaux
(en tonnes métriques)

Pays	1913	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927
Tunisie	699,182	578,259	965,095	1,083,534	984,796	984,992	1,084,635	1,071,334
Algérie	94,924	19,358	137,623	176,149	308,280	259,537	229,894	216,459
Maroc	»	3,780	24,875	24,848	113,476	145,704	175,052	209,870
Belgique	144,069	8,059	11,463	7,174	1,000	5,000	11,000	11,001
Etats-Unis		16,190	30,293	30,029	8,797	5,897	»	
Autres pays				2,607	»	843	503	
TOTAL	938,175	705,646	1,169,349	1,324,341	1,416,349	1,401,973	1,501,084	1,508,664

Répartition de la consommation européenne
entre phosphates à haute teneur (Amérique, Océanie, Maroc)
et phosphates à teneur moyenne (Europe, Afrique)

Année	Phosphates 70/80	Phosphates 58/70	Consommation totale
1913	1,596,000	2,759,000	4,355,000
1920	1,028,000	2,165,000	3,193,000
1921	765,000	2,058,000	2,823,000
1922	848,000	2,815,000	3,663,000
1923	1,146,810	3,054,434	4,201,244
1924	1,280,000	3,465,200	4,745,200
1925	1,456,000	3,764,000	5,220,000
1926	1,464,000	3,900,000	5,364,000

Production de superphosphates dans le monde ¹
(en tonnes métriques)

PAYS	1913	1924	1925	1926
France	1,979,284	2,409,478	2,384,452	2,430,122
Royaume Uni. . . .	845,557	688,862	592,570	510,151
Belgique	497,932	522,245	715,327	766,423
Espagne	463,295	623,491	733,104	856,000
Portugal	99,527	177,894	85,601	98,257
Italie	951,539	1,233,774	1,387,184	1,437,808
Suisse	32,400	143,907	29,242	37,779
Suède-Norvège . . .	297,263	141,549	238,329	177,130
Danemark	90,000	199,755	208,014	220,104
Hollande	346,408	749,114	508,318	546,702
Allemagne	1,845,128	188,602	742,159	660,557
Autriche-Hongrie . .	291,877	98,477	77,763	109,066
Russie	158,288	—	—	—
Pologne	—	{	{	{
Tchéco-Slovaquie . .	—	420,995	488,955	426,613
Yougo-Slavie	—			
Roumanie, Grèce . .	—	—	—	—
Turquie	32,262	19,968	35,599	34,413
Algérie, Tunisie . .	55,831	129,888	98,882	125,009
Maroc	—	—	23,132	33,836
Amérique du Nord . .	3,201,248	3,346,589	4,233,505	3,674,342
Asie, Océanie, Div. .	1,034,699	1,170,595	1,308,901	1,856,303
Product. mondiale	12,222,478	12,259,183 ²	13,887,037	13,999,859

Production de scories de déphosphoration dans les principaux pays
(en tonnes métriques)

	1913	1924	1925	1926
France	617,320	945,245	1,136,196	1,224,412
Luxembourg	282,920	390,172	410,485	442,746
Sarre	378,180	217,495	262,504	298,688
Allemagne ³	2,029,720	797,934	1,022,129	1,090,444
Belgique	482,240	489,334	436,661	397,068
Royaume-Uni	123,420	22,344	5,750	4,061
Pologne	—	30,000	10,000	10,000
Suède	15,900	8,746	6,569	7,000
Tchéco-Slovaquie . .	—	120,000	80,000	70,000
Etats-Unis	—	30,000	32,000	32,000
Canada	—	12,000	13,000	13,000
TOTAUX	3,929,700	3,063,270	3,415,294	3,589,419

¹ Ce tableau et le suivant sont tirés de l'Annuaire Lambert.

Il s'est constitué en Europe une entente entre les fabricants d'engrais phosphatés et notamment de superphosphates dans le but d'étudier et de mettre en pratique les moyens de propagande les plus aptes à développer l'emploi de l'acide phosphorique. Cette association comprend actuellement parmi ses adhérents dix-huit pays.

² En 1921 la production mondiale avait été de 6.800.000 tonnes seulement.

³ Malgré sa forte production, l'Allemagne importe encore de grosses quantités de scories, 518.000 tonnes en 1924, 705.000 en 1925, 883.000 en 1926.

Situation du superphosphate en France ¹
(en tonnes métriques)

Années	Production	Importation	Exportation	Consommation
1913	1,979,284	100,822	145,228	1,934,878 ²
1920	1,713,009	61,405	17,642	1,756,772
1921	1,404,156	47,204	70,861	1,380,499
1922	1,952,338	39,151	77,044	1,836,643
1923	2,215,136	66,773	129,102	2,152,807
1924	2,409,478	30,783	228,431	2,211,830
1925	2,380,542	22,285	229,361	2,173,466
1926	2,430,122	17,813	283,149	2,164,786 ³

Situation des scories de déphosphoration en France ¹

Années	Production	Importation	Exportation	Consommation
1913	617,320	30,000	230,500	416,820 ⁴
1920	365,440	31,111	17,909	378,642
1921 ⁵	571,600	35,647	312,223	295,024
1922	794,000	27,358	318,708	297,350
1923	792,000	41,712	234,405	440,762
1924	1,160,700	45,050	468,126	502,069
1925	1,398,700	3,925	751,402	638,723
1926	1,523,100 ⁶	216	819,791	703,525

¹ *Phosphate et Engrais chimiques*, n° du 15 septembre 1927.

² Contre 425,000 en 1880.

³ Sur 40 millions d'hectares représentant le territoire agricole français, 36 millions seraient trop pauvres en acide phosphorique et exigeraient l'emploi annuel de 400 kg. de superphosphate par hectare, ce qui représenterait une consommation globale de 14 millions de tonnes de superphosphate.

⁴ Contre quelques tonnes seulement en 1880.

⁵ A partir de 1921, y compris la Sarre.

⁶ Soit deux fois et demie la production de 1913, mais notre production d'acier est passée de 2,800,000 tonnes en 1913 à 5,800,000 tonnes en 1926. La période de 1920 à 1923 correspond à la période de crise de la métallurgie française.

Il faut signaler la constitution en 1926 d'un « office de répartition des scories » qui sera sans doute dans un avenir prochain un régulateur pour le commerce et un organisme de propagande utile à l'emploi des scories en agriculture.

RENSEIGNEMENTS AGRICOLES DIVERS

1. Production mondiale de céréales ¹ (en millions de quintaux)

	1927	1926	Moyenne 1921 à 1925
<i>Blé</i>			
Europe	338.7	325.5	320.8
Canada, Etats-Unis et Mexique . .	361.3	341.0	323.5
Asie	106.5	103.7	105.4
Afrique du nord	30.0	27.0	27.0
Argentine	65.3	60.1	55.4
Australie	30.0	43.8	35.0
Totaux	931.8	901.1	867.1
<i>Seigle</i>			
Europe	204.5	186.3	194.6
Canada et Etats-Unis	19.0	13.5	22.6
Argentine	1.9	0.8	0.8
Totaux	225.4	200.6	218.0
<i>Orge</i>			
Europe	136.9	140.6	128.8
Canada et Etats-Unis	79.2	62.7	58.5
Asie	27.0	30.5	28.1
Afrique du nord	20.7	15.5	20.2
Argentine	3.7	4.0	2.2
Totaux	267.5	253.3	237.8

¹ Chiffres publiés par l'Institut international d'agriculture de Rome et qui ne comprennent pas la production russe. Le même institut, en admettant comme potentiel de consommation la quantité réduite de 3 quintaux à l'hectare ensemencé (soit la moitié de la quantité réellement nécessaire), estime que la possibilité potentielle de l'Europe — moins la Russie — est de 23 millions de tonnes tandis que la consommation actuelle n'est que de 9 millions de tonnes, soit un déficit annuel de consommation de 14 millions de tonnes, correspondant à environ 7 millions de tonnes de phosphate. La Russie à elle seule pourrait employer 12 millions de tonnes de superphosphate, soit près de 6 millions de tonnes de phosphate.

Enfin la consommation potentielle mondiale d'engrais phosphatés serait de 130 millions de tonnes contre une consommation actuelle de 12 millions de tonnes. Le déficit pour le monde entier serait donc de 118 millions de

			Moyenne 1921 à 1925
	1927	1926	
<i>Avoine</i>			
Europe	245.4	251.8	216.9
Canada et Etats-Unis	243.2	240.5	265.4
Afrique du nord	3.7	3.1	3.3
Argentine	9.4	9.6	8.6
Totaux	501.7	505.0	494.2
<i>Maïs</i> ¹			
Europe	117.4	163.0	121.8
Canada et Etats-Unis	708.9	674.3	727.5
Afrique	2.6	2.2	2.1
Totaux	828.9	839.5	851.4

2. Superficies ensemencées en France
(en hectares)

	1926	1927
Blé	5,446,000	5,368,790 ²
Avoine	2,658,000	2,638,740
Autres céréales	700,550	653,470
Totaux	8,804,550	8,661,000

tonnes correspondant à près de 60 millions de tonnes de phosphate. (A titre d'indication, la consommation potentielle mondiale d'engrais potassiques serait de 4 millions de tonnes, contre une consommation actuelle de 2 millions, celle d'engrais azotés serait de 40 millions de tonnes contre une consommation actuelle de 4 millions).

L'industrie minière des phosphates et l'industrie chimique des superphosphates ont donc un bel avenir en perspective.

¹ Non compris les pays de l'hémisphère sud.

² Contre 6,542,230 en 1913. Ainsi de 1923 à 1927 près de 1.200.000 hectares de terres à blé ont été transformés en herbages. L'élevage est, en effet, devenu plus rémunérateur que la culture tout en présentant l'avantage d'exiger peu de main-d'œuvre.

3. *Superficies ensemencées au Maroc en 1925* (en hectares)

Orge	1.363.251
Blé dur	971.487
Maïs	208.571
Blé tendre	89.103
Autres céréales	239.983
Total	2.872.395

4. *Rendements à l'hectare* (blé)

Maroc	7 quintaux
Algérie	9 »
France	12.2 ¹ »
Allemagne	22 ² »
Belgique	25 ³ »
Angleterre	28.8 »

5. *Situation de la France au point de vue engrais en 1923*
(en tonnes)

Engrais	Produc- tion	Impor- tation	Expor- tation	Consommation	
				totale	en kg. p. hect.
Acide phosphorique .	614.375 ¹	2,533	187.203	429.705 ⁵	49
Azote	41.700 ⁶	68,870	0	110.570 ⁷	12,5
Potasse pure . . .	366.664	0	233.327	133.337	15

¹ Contre 11,5 en 1870.
² Contre 11 en 1870.
³ Contre 14 en 1870.
⁴ Contre 388.817 en 1913.
⁵ Contre 345.910 en 1913.
⁶ Contre 17.400 en 1913.
⁷ Contre 71.970 en 1913.

CHAPITRE PREMIER

Le régime minier chérifien

Avant de faire l'historique de la découverte des gisements de phosphate marocains, il y a lieu d'étudier sommairement la législation minière sous l'empire de laquelle ont été effectuées les premières recherches.

SECTION PREMIÈRE

La réglementation de droit commun

La promulgation d'une législation minière avait été prévue, dès 1906, par l'art. 112 de l'Acte d'Algésiras. En juin 1910 un projet complet fut examiné par les représentants des puissances (France, Angleterre, Espagne, Allemagne) à la Conférence de Paris.

L'accord franco-allemand du 4 novembre 1911 (art. 5 et 7) revint sur la nécessité de la publication d'un règlement minier marocain. Ce fut l'objet du *dahir du 19 janvier 1914* ¹ qui n'offrait rien de particulièrement origi-

¹ A la réglementation proprement dite étaient jointes des dispositions transitoires qui étaient comme le règlement lui-même l'aboutissement de laborieuses discussions et qui avaient pour objet

nal. Il s'inspirait, en effet, visiblement des décrets qui venaient de refondre les législations minières de l'Indo-Chine (décret du 29 janvier 1912) et de la Nouvelle-

de régler les litiges et réclamations provenant de situations antérieures à la promulgation du dahir définitif. En effet de nombreuses recherches de mines avaient déjà été faites, mais leurs auteurs, n'ayant pas eu de moyen régulier de réserver leurs droits, avaient dû se borner à faire constater la priorité de leurs travaux par l'enregistrement de leurs déclarations dans les légations. Une commission arbitrale de trois membres, siégeant à Paris, fut ainsi instituée, un des membres était nommé par le Maghzen, un autre par la puissance de laquelle ressortissait l'intéressé et enfin un surarbitre avait été désigné par le roi de Norvège. Cette commission devait instruire les affaires en se transportant là où il était utile et par tous les moyens d'information. Elle avait pour les transactions des pouvoirs étendus. Elle décidait s'il y avait lieu d'accorder les permis de recherches ou d'exploitation aux personnes ou sociétés alléguant des droits antérieurs à la promulgation du régime nouveau ; elle pouvait déterminer elle-même les périmètres.

Les requêtes accompagnées des cartes permettant l'identification devaient être présentées à la commission arbitrale dans un délai de quatre mois à dater de la publication du dahir, c'est-à-dire avant fin mai 1914 ; mais ce délai, prolongé une première fois, dut l'être jusqu'à nouvel ordre en raison de la guerre.

Le traité de paix de 1919 a décidé que les droits miniers qui seraient reconnus à des Allemands par le Tribunal arbitral institué en vertu du règlement minier marocain seraient l'objet d'une estimation pécuniaire demandée à l'arbitre ; ces droits ont suivi ensuite le sort des biens appartenant au Maroc à des ressortissants allemands.

La Commission arbitrale a repris ses travaux en novembre 1919. Elle a statué sur 290 requêtes intéressant la zone française et 203 intéressant la zone espagnole. Elle a estimé que la concession accordée en octobre 1908 par Moulay Hafid aux frères Mannessmann n'avait aucune valeur légale. En équité, elle a institué 33 permis de recherches dans la zone française (dont 13 allemands et 14 français) et 27 dans la zone espagnole.

Calédonie ¹ (décret du 28 janvier 1913). Le décret beylical du 29 décembre 1913 refondant la législation minière de la Tunisie était trop récent pour que le dahir du 19 janvier 1914 pût s'en inspirer, comme s'en inspira plus tard le *dahir du 15 septembre 1923* qui remplaça le dahir de janvier 1914.

Jusqu'à la promulgation du dahir du 19 janvier 1914, le droit minier marocain était le droit minier musulman, qui distingue les mines visibles et les mines cachées.

La première catégorie comprend les gisements de sel, de bitume, de naphte, de soufre, d'antimoine, de pierres meulières. « Toutes ces substances sont communes à tous, au même degré que l'air et l'eau, et nul n'est admis à s'en réserver l'usage exclusif ². »

¹ On sait que ce fut un arrêté du gouverneur de la Nouvelle Calédonie en date du 13 septembre 1873 qui inaugura notre régime minier colonial. L'ordonnance du 21 juillet 1845 (modifiée par celle du 1^{er} septembre 1847) concernant la délivrance de concessions en Algérie ne différait en effet de notre loi minière de 1810 que sur quelques points dont le principal était la durée limitée de la concession (99 ans), encore la loi du 15 juin 1851 ordonnait-elle l'application pure et simple en Algérie de la législation générale française. Le décret du 1^{er} avril 1858 concernant la Guyane différait lui aussi très peu de la loi de 1810.

L'arrêté du 13 septembre 1873 était inspiré du système australien « des mines à surfaces réduites instituées par le seul fait de la priorité de l'occupation matérielle, de la prise de possession; mais qui n'étaient maintenues que s'il était satisfait à la double règle d'un travail minimum obligatoire et du paiement d'une redevance relativement élevée ». (HONORÉ PAULIN, *Le régime minier des colonies françaises et des pays de protectorat*, p. 9.) Le décret du 28 janvier 1913 a du reste été complété par ceux du 8 janvier et 27 février 1916; il a été refondu récemment.

² PAULIN, *op. cit.*, p. 63.

Toutes les autres substances forment la deuxième catégorie et leur situation juridique varie avec celle du terrain où on les découvre (terres de conquête ou de capitulation). En pratique, « il était admis, la terre marocaine étant une terre dont les habitants étaient islamisés, que les mines découvertes en territoire du Mahgreb se trouvaient à la libre disposition de l'Imâm.

» C'est cette dernière autorité, en dehors de tout autre, qu'a reconnue l'acte d'Algésiras. Celui-ci prévoyait, en effet, que le règlement minier à établir devait être promulgué par le sultan en s'inspirant des législations étrangères sur la matière ¹. »

Comme nous l'avons déjà dit, le règlement minier chérifien est actuellement constitué par le dahir du 15 septembre 1923. Nous étudierons le dahir du 19 janvier 1914 en indiquant en note les modifications apportées par celui de 1923.

Le dahir du 19 janvier 1914 comprenait six titres : dispositions générales, des recherches, — de l'exploitation, — des droits et obligations, — des directeurs et exploitants, — du service des mines, — dispositions diverses.

La classification en mines et carrières des gîtes naturels de substances minérales. — A la différence de notre loi minière du 21 avril 1810 qui distingue les mines, les minières et les carrières, et à la ressemblance de nos diverses réglementations minières coloniales, le dahir du

¹ PAULIN, *op. cité*, p. 64.

19 janvier 1914 classait seulement les gîtes naturels de substances minérales en mines et en carrières. Comme la loi française du reste, il omettait de donner une définition des mines et des carrières. Il procédait par énumération en ce qui concerne les mines ¹ (art. 2) ; mais cette énumération était limitative car (art. 3) « sont considérés comme carrières les gîtes de substances minérales non classés dans les mines ». C'est là une supériorité sur la loi française où seule l'énumération des minières est limitative, celle des mines et des carrières n'étant qu'énonciative.

Le dahir ajoutait qu'en cas de contestation sur la classification légale « d'une substance ou d'un gîte, il est statué par un dahir chérifien rendu sur avis conforme du service des mines ».

Le permis de recherches. — Les recherches étaient

¹ Dans son article 2, le dahir de septembre 1923 classe en cinq catégories, les gîtes naturels de substances minérales considérés comme mines, les phosphates constituant à eux seuls une catégorie dont la recherche et l'exploitation demeurent réservées à l'Etat. Voici l'intérêt que présente cette classification: les permis de recherches ou d'exploitation et les concessions sont valables pour une catégorie déterminée, ensuite suivant que la mine appartient à une des trois premières catégories ou à la quatrième (hydrocarbures liquides et gazeux, bitumes, asphaltes et schistes bitumineux), 1° la taxe annuelle (et éventuellement la taxe de transfert) due par les possesseurs de permis de recherches est de 500 fr. ou de 1,000 fr.; 2° le permis de recherches peut faire l'objet d'un renouvellement de trois ans ou de deux ans; 3° la taxe par hectare due par les possesseurs de permis d'exploitation est de 3 fr. ou de 6 fr.; 4° la durée de la concession est de 75 ans ou de 30 ans.

libres ¹, mais un permis exclusif de recherches était nécessaire pour disposer des substances abattues. Ce permis est délivré par le Service des Mines à la priorité de la demande régulière, l'ordre de priorité étant déterminé par l'ordre d'inscription sur un registre spécial déposé au bureau du Service des Mines.

« Le permis est valable pour trois années grégoriennes à partir du jour de sa délivrance ² (art. 18). A l'issue de ces trois ans le même attributaire, s'il n'avait pas demandé un permis d'exploitation, ne pouvait pendant trois ans se faire délivrer un nouveau permis sur les mêmes terrains ³.

Le permis d'exploitation ⁴. — Un dahir chérifien peut seul concéder un permis d'exploitation ⁵ et il ne peut le

¹ Elles ne peuvent plus maintenant être effectuées qu'en vertu d'un permis de recherches (dahir du 15 septembre 1923, art. 8).

² Et non compris celui-ci » précise l'art. 32 du dahir du 15 septembre 1923.

³ Comme on l'a déjà vu par une note précédente, le dahir du 15 septembre 1923 permet un ou deux renouvellements.

⁴ Les règlements miniers d'Indo-Chine et de Nouvelle-Calédonie ne parlent pas de permis d'exploitation, mais seulement de concessions. En Tunisie, le permis de recherches peut être transformé au choix du demandeur en concession ou en permis d'exploitation. Celui-ci n'est valable que pour cinq ans, n'est pas renouvelable, mais donne droit à l'obtention d'une concession. Le dahir de septembre 1923 a créé la concession, non prévue par celui de janvier 1914 et a ramené à cinq ans la durée du permis d'exploitation, non limitée par le dahir de 1914. A l'expiration du permis d'exploitation, son titulaire peut faire une demande de concession.

⁵ Au 31 octobre 1927, il avait été accordé au Maroc treize permis d'exploitation, dont deux en décembre 1925 (mine de man-

concéder qu'à un titulaire de permis de recherches (art. 23 et 24).

Les périmètres. — Le périmètre d'un permis de recherches ou périmètre réservé était un carré dont les côtés orientés nord-sud et est-ouest étaient longs de un à quatre kilomètres ¹.

Le périmètre d'un permis d'exploitation affecte, sauf exception admise par le service des mines, la forme d'un rectangle d'une superficie d'au moins cent hectares et dont les côtés sont orientés nord-sud et est-ouest, le petit côté n'étant pas inférieur au quart du grand ². Ce rectangle devait être compris pour les trois quarts au moins

ganèse du Djebel bou Arfa, à une centaine de kilomètres au N.-W. de Figuig), deux en 1926 (plomb) à la C^{ie} Royale Asturienne des Mines dans la région d'Oudjda, neuf en 1927 (huit pour du plomb, une pour de l'or) à diverses sociétés (C^{ie} Royale Asturienne des Mines, Société Minière de Rehamma, Société française des Mines du Maroc, Société Minière de la Zellidja, C^{ie} minière et métallurgique franco-marocaine) ou particuliers dans le Maroc Oriental (huit permis) et dans le Maroc Occidental (un permis).

Le Service des Mines ne publie au Maroc aucun rapport officiel. On a donné comme motifs de cette abstention le désir d'éviter des incidents diplomatiques (les étrangers ayant au Maroc les mêmes droits en matière de mines que les Français), la volonté de ne décourager personne et de ne donner prétexte à aucune combinaison financière plus ou moins hasardée.

¹ L'art. 25 de la loi du 15 septembre 1923 fixe la longueur du côté du carré invariablement à quatre kilomètres.

² Disposition qu'on retrouve également dans la réglementation minière d'Indo-Chine et de Nouvelle Calédonie.

dans les limites du périmètre de recherches et sa superficie pouvait atteindre deux mille hectares ¹.

Une même personne ne pouvait réunir plus de soixante mille hectares ². Etaient exceptés les adjudicataires prévus à l'art. 5 et les sociétés auxquelles le Maghzen croirait devoir concéder des ouvrages de viabilité ou de navigation dont les dites sociétés s'engageraient à assurer l'établissement et l'exploitation.

Nature des droits que constituent le permis de recherches et le permis d'exploitation. — Le permis de

¹ L'étendue du permis d'exploitation varie en Indo-Chine de cent à neuf cents hectares, en Nouvelle Calédonie de cent à deux mille cinq cents pour les combustibles minéraux, de cinq à deux mille pour les autres substances.

L'art. 47 du dahîr du 15 septembre 1923 a limité la superficie maximum du permis d'exploitation à celle d'un permis de recherches, soit seize cents hectares. Il doit en outre être contenu tout entier à l'intérieur du périmètre du permis de recherches (disposition empruntée à nos autres législations minières coloniales).

² Cette interdiction ne se retrouve pas dans le dahîr du 15 septembre 1923, qui indique seulement dans son article 115 qu'« aucune personne ou société ne peut obtenir directement ou indirectement la majorité des intérêts dans plusieurs permis de recherches et d'exploitation et concessions de mines d'une catégorie déterminée, d'une étendue totale de plus de vingt-cinq mille hectares, sans en avoir obtenu l'autorisation par dahîr ». Elle ne se retrouve pas non plus dans nos autres législations minières coloniales. Seul le décret du 17 octobre 1917 concernant l'Océanie prévoit que le Gouverneur peut — sous réserve de l'autorisation du ministre — interdire la réunion de deux ou plusieurs mines entre les mains d'une même personne ou société, si cette réunion est contraire à l'intérêt public.

recherches constitue un droit mobilier, mais dont la cession ou le transfert doit porter sur la totalité ¹.

Le permis d'exploitation constituait un droit mobilier ² cessible et transmissible comme tous les autres droits mobiliers, mais dont la cession ou le transfert doit porter sur la totalité et être notifié au service des mines.

Les redevances ³. — Pour les permis de recherches, il était dû :

¹ En Indo-Chine et en Nouvelle-Calédonie, il « constitue un droit immobilier réel, non divisible et non susceptible d'hypothèque » (PAULIN, *op. cit.*, p. 31) ; mais en Tunisie, c'est aussi un droit mobilier ; en A. O. F. (décret du 22 octobre 1924), il constitue « un droit mobilier indivisible, cessible et transmissible ».

² En Indo-Chine, en Nouvelle-Calédonie et en Tunisie, la concession d'une mine constitue « une propriété distincte de la propriété du sol, perpétuelle, immobilière, disponible et transmissible comme toute autre propriété immobilière » (PAULIN, *op. cit.*, p. 31).

L'art. 9 du dahir du 15 septembre 1923 dit dans son second paragraphe que « le permis d'exploitation et la concession constituent un droit immobilier, de durée limitée et distinct de la propriété du sol ».

Le décret du 22 octobre 1924 concernant l'A. O. F. ajoute : « cessible et transmissible et susceptible d'hypothèque ».

Cependant un décret publié au *Journal officiel* du 3 septembre 1927, fixant les conditions auxquelles seront soumises dorénavant les concessions de recherches et d'exploitations de substances minérales en Nouvelle-Calédonie, étend à la Nouvelle-Calédonie le régime des concessions *temporaires* et les dispositions spéciales aux hydrocarbures liquides ou aux gazeux et aux bitumes, dispositions déjà appliquées à Madagascar, en Afrique occidentale et en Afrique équatoriale.

Enfin les dispositions de la réglementation actuelle ayant trait aux permis d'exploitation d'alluvions n'ont pas été reprises, l'expérience ayant démontré leur inutilité.

³ Toutes nos législations minières coloniales prévoient des redevances analogues à celles dont nous allons parler. Le système tuni-

1° Une redevance à payer par année et d'avance (0.20 fr. par hectare avec minimum de 300 fr.) ¹;

2° Une redevance en cas de cession ou de transfert (300 fr.) ².

Pour le permis d'exploitation, il était dû :

1° Un droit fixe pour la délivrance du permis (500 fr.) ³;

2° Un droit par hectare et par an variable suivant qu'il s'agissait de mine de fer ou de combustibles (1 fr. la première année, 2 fr. la deuxième, 2.50 fr. à partir de la troisième) ou de mines d'autres substances (1.50 fr.

sien est seul particulièrement original car il comprend — outre une taxe fixe par hectare et une taxe proportionnelle à l'extraction, une taxe sur le produit net comprenant une partie proportionnelle (5 % du produit net) et une partie complémentaire calculée au moyen d'un barème.

En Afrique Occidentale Française (décret déjà cité du 22 octobre 1924) la taxe proportionnelle à l'extraction peut, après une année au moins d'exploitation, à la demande du concessionnaire, être remplacée par une redevance de 10 % sur le produit net de l'exploitation pendant l'année précédant celle pour laquelle la taxe est due.

¹ Et ce qui faisait un maximum de 320 fr. La superficie des permis de recherches ayant été fixée uniformément à 1600 hectares par le dahir du 15 septembre 1923, cette redevance est devenue un droit fixe annuel de 500 fr. pour les gîtes des trois premières catégories et de 1000 fr. pour les gîtes de la quatrième catégorie. Ces taxes sont doublées quand les permis sont renouvelés.

² Droit porté à 500 fr. et 1000 fr. par le dahir du 15 septembre 1923.

³ Maintenant 2000 fr.

la première année, 2.50 fr. la deuxième, 3.50 fr. à partir de la troisième) ¹ ;

3^a Un droit à l'exportation de 3 % (10 % pour l'or) ².

Les déchéances. — Le dahir du 19 janvier 1914 n'avait prévu aucune déchéance spéciale estimant sans doute que le titulaire d'un permis d'exploitation ne pouvant plus exploiter renoncerait de lui-même à son permis afin de ne pas continuer à payer les taxes.

Le dahir du 15 septembre 1923 prévoit des déchéances même pour les permis de recherches, tout au moins pour les permis de recherches concernant les mines de la quatrième catégorie, qui ne sont renouvelés que si un forage y a reconnu l'existence d'hydrocarbures liquides ou gazeux, en quantité estimée commerciale par le chef du service des mines ou bien si une certaine profondeur de forage a été effectuée.

D'autre part, le titulaire d'un permis d'exploitation qui désire voir son permis transformé en concession doit « justifier qu'il a, pendant la durée de son permis et dans les terrains où il exerce légitimement ses droits, entrepris l'exploitation régulière d'un gîte minéral de la catégorie indiquée par le permis » (art. 66).

¹ Le dahir de 1923 fixe cette taxe annuelle par hectare à 1 fr., 2 fr., 3 fr. pour les mines des trois premières catégories, à 2, 4, 6 fr pour celles de la quatrième catégorie.

² Le dahir de 1923 a porté le droit à l'exportation, uniformément à 5 %, à partir du 1^{er} janvier 1925.

La déchéance d'un concessionnaire peut être prononcée par dahir :

1° Quand les taxes annuelles n'ont pas été payées pendant deux ans et que deux mises en demeure adressées au concessionnaire à un mois d'intervalle sont restées sans effet ;

2° En cas de transfert de concession ne portant pas sur la totalité du périmètre ;

3° Au cas où l'exploitation est suspendue ou restreinte sans cause légitime et que le concessionnaire mis en demeure par le directeur général des travaux publics de reprendre les travaux dans un délai qui ne peut être inférieur à six mois ne peut justifier dans le délai imparti qu'il a repris l'exploitation régulière.

Le dahir du 3 novembre 1914 suspendit l'activité minière au Maroc et fut lui-même abrogé par le dahir du 9 juin 1918 qui fixa la réouverture du registre d'inscription au 3 septembre 1918, les demandes reçues dans le délai de cinq jours de l'ouverture du registre étant considérées comme simultanées.

SECTION II

La réglementation spéciale aux phosphates

Les gisements sédimentaires de phosphate se rapprochant beaucoup par leur importance et la manière dont

on les exploite ¹ de ce que l'on appelle communément une mine, il n'est pas étonnant que — contrairement au précédent français qui en fait des carrières — toutes nos législations minières coloniales aient été amenées successivement à les classer dans les mines. D'autre part, en raison de la facilité d'invention de ces gisements, en raison du fait que, concentrés en des points particuliers et peu nombreux du globe, ils constituent un monopole de fait, l'Etat peut, sans crainte de faire disparaître la matière imposable, chercher à en tirer des ressources fiscales considérables; c'est pourquoi ils ont souvent fait en outre l'objet d'une réglementation spéciale.

Déjà, le décret du 22 juillet 1888 en *Nouvelle Calédonie* ne laissait dans les carrières, c'est-à-dire à la libre disposition du propriétaire du sol, que les gîtes de tourbe, de matériaux de construction et d'amendements et classait les phosphates dans les mines. Enfin, les établissements français de l'Océanie — qui, depuis un arrêté du 27 mars 1874, étaient soumis à la loi française de 1810, — ont vu leur législation minière modifiée par un décret du 17 octobre 1917 qui a classé les phosphates dans les substances concessibles.

Au moment de la découverte des phosphates de Gafsa (1885), la *Tunisie* n'avait pas encore de législation minière. Un décret beylical du 1^{er} décembre 1881, revêtu le 15 décembre 1884 du visa résidentiel, avait seulement

¹ Tout au moins lorsque les travaux sont souterrains, ce qui constitue la majorité des cas en Afrique du Nord.

proclamé la domaniabilité des mines. La première mise en adjudication des phosphates de Gafsa eut lieu en 1887, six ans avant le décret du 10 mai 1893 réglementant la recherche des mines (et qui rangeait les phosphates dans les carrières) et onze ans avant le décret du 1^{er} décembre 1898 qui appliqua aux phosphates la réglementation qui venait d'être constituée pour eux en Algérie.

Le décret du 25 mars 1898 ¹ venait en effet d'établir pour l'*Algérie* — qui est soumise par ailleurs au même régime minier que la métropole — une réglementation particulière concernant les phosphates : « les phosphates restent classés dans la catégorie carrières ; ils sont soumis au régime métropolitain dans les terrains de propriété privée de droit français ; en outre l'Etat perçoit un droit fixe de 0.50 fr. par tonne expédiée hors de l'Algérie.

« Dans les terrains domaniaux, dans ceux qui appartiennent aux départements et aux communes et dans les terrains communaux de douars ou relevant du droit musulman, les recherches sont autorisées pour la durée d'un an ; l'exploitation a lieu en vertu d'amodiations passées après une adjudication publique qui porte sur une redevance à payer par tonne ². »

¹ Décret du 12 mars 1898 et décret beylical du 1^{er} décembre 1898 sont issus tous deux des travaux d'une même commission interministérielle.

² PAULIN, *op. cit.*, pp. 56 et 51.

Le décret du 31 octobre 1924, relatif à la recherche et à l'exploitation des gisements de phosphates de chaux en Algérie est venu remplacer le décret du 25 mars 1898. Comme ce dernier, il ne

Au Maroc, le dahir du 19 janvier 1914¹ a, dans son art. 1^{er}, classé les phosphates dans les mines et dans son art. 51 créé pour eux un mode de concession spécial : « les permis de recherches ne peuvent être suivis de per-

concerne que les phosphates de chaux situés dans les terrains domaniaux, départementaux, communaux, etc...

L'explorateur qui dans le périmètre ou il a été autorisé à faire des recherches découvre un gisement de phosphate de chaux, peut obtenir une déclaration d'invention qui lui donne simplement droit pendant 30 ans à une partie (1/10) des sommes à recouvrer par l'Algérie à titre de redevance et de participation dans les bénéfices.

ART. 12. — Le cahier des charges de l'adjudication fixe :

1° Les limites entre lesquelles le droit d'exploiter est accordé ;

2° La durée de l'amodiation (maximum 99 ans) ;

3° L'extraction minimum à laquelle l'amodiataire sera astreint (et s'il y a lieu l'extraction maximum) ;

4° S'il y a lieu, les subventions que l'amodiataire devra verser pour les travaux publics exécutés par la colonie et qui seront utilisés par lui ;

5° Les voies ferrées, installations, etc... que l'amodiataire devra établir ;

6° Les diverses sortes de voies ferrées, terrains, bâtiments, etc... servant à l'exploitation du gisement ou au transport des produits et qui devront faire gratuitement retour à la colonie à l'expiration de l'amodiation ;

7° La quotité et le mode de calcul de la participation de l'Algérie dans les bénéfices réalisés par l'amodiation de l'exploitation du gisement ;

8° Généralement, toutes les conditions particulières à l'amodiation.

ART. 14. — L'adjudication porte sur la redevance à payer à l'Algérie par tonne de phosphate expédiée, en dehors du droit général (0.50 fr.) prévu à l'art. 21 et de la participation aux bénéfices prévu par l'art. 12, 7°.

¹ Nous parlerons plus loin du dahir du 27 janvier 1920 qui a modifié le dahir du 19 janvier 1914 en ce qui concerne la recherche et l'exploitation des phosphates.

mis d'exploitation pour les phosphates, nitrates ainsi que pour les sels gemmes ou autres sels associés dans les autres gisements et les sources et eaux souterraines salées ¹. Ces substances ne pourront être exploitées qu'en vertu d'adjudications publiques dans le périmètre et pour une durée définie par le cahier des charges de chaque adjudication. L'adjudication portera sur le taux d'une redevance spéciale à payer par tonne de produits extraits » (outre les redevances dont nous avons parlé dans la section première).

Les explorateurs, *munis de permis de recherches*, qui auront découvert dans leurs périmètres des gîtes de phosphate ou de nitrate *nouveaux* et démontreront leur exploitabilité auront droit, durant quinze ans, à un cinquième des redevances spéciales à la tonne, payées par les adjudicataires.

Cette législation spéciale correspond trop à la conception que nous nous faisons d'une législation minière souhaitable pour que nous en critiquions le principe. Etait-il cependant nécessaire de ne reconnaître de droits d'inventeur qu'aux explorateurs munis de permis de recherches ²

¹ Le dahir du 15 septembre 1923 ne laisse plus en dehors du droit commun que les phosphates. Il se contente de confirmer dans son art. 6 les droits habous existant sur certains gisements de sel. Les nitrates, sels alcalins, etc., constituent maintenant la troisième des cinq catégories entres lesquelles sont classés les gîtes naturels de substances minérales.

² Cette restriction se comprend d'autant moins que le même dahir reconnaît ailleurs la liberté des recherches. Il est vrai qu'il appartenait aux inventeurs antérieurs d'introduire immédiatement

et n'était-ce pas là un moyen indirect de priver du bénéfice de leurs découvertes les inventeurs antérieurs au dahir.

En 1919, le gisement sud venait à peine d'être découvert, celui du centre ne l'était pas encore, mais celui du nord — le plus favorable à une exploitation immédiate — était parfaitement reconnu. Il ne restait plus qu'à procéder à l'adjudication du gisement, conformément au dahir de 1914. Cela semblait bien être toujours l'intention du gouvernement chérifien. Un arrêté viziriel du 22 juillet 1919 paraissait en effet au *Bulletin officiel* du 28 juillet 1919, fixant « les conditions dans lesquelles devaient être entrepris et poursuivis les travaux de recherches susceptibles d'aboutir à la mise en adjudication des gisements de phosphates ». Il indiquait dans ses considérants qu'il y avait lieu « de s'attacher à mettre en évidence, aux yeux des personnes qualifiées, la valeur industrielle des gisements de phosphates, afin d'en tirer le meilleur parti possible au point de vue de l'intérêt général aussi bien que de l'intérêt financier du Protectorat; ...de déterminer les conditions dans lesquelles peuvent être autorisées, au moment que l'administration juge opportun, les visites de ces travaux faites par des personnes désireuses de prendre part, le cas échéant, à l'adjudication des gisements ».

une demande de permis de recherches, mais la procédure de demande de permis de recherches fut suspendue du 3 novembre 1914 au 3 septembre 1918.

Une note ¹ qui paraissait au *Bulletin officiel* du 4 août 1919 justifiait encore les dispositions de l'arrêté viziriel précédent (arrêté qui avait vraisemblablement soulevé les protestations de quelques titulaires de permis de recherches de phosphates) et affirmait dès ses premières lignes qu'en conformité de l'art. 51 du dahir du 19 janvier 1914 portant règlement minier, leur exploitation ferait l'objet d'une adjudication dont l'administration comptait fixer très prochainement la date.

Mais, entre le 4 août 1919 et le 27 janvier 1920, le gouvernement du Protectorat devait — sous des influences que nous ignorons ² — changer brusquement d'avis. On

¹ Que nous donnons avec les pièces annexes.

² En 1919, la guerre venait à peine de s'achever et les esprits étaient encore tout imprégnés des idées socialistes qui avaient amené, petit à petit, l'Etat à s'emparer à peu près de tous les organismes indépendants de la Nation où à les contrôler. Cette mystique socialiste a pu influencer sur la décision des dirigeants marocains que l'on aurait pu supposer *a priori* anti-étatistes.

Notons aussi que c'est le 9 septembre 1919 qu'a été promulguée la loi modifiant celle du 21 avril 1810 sur les mines. Cette loi nouvelle prévoit le cas de l'exploitation par l'Etat des gisements nouvellement découverts, soit immédiatement, soit après l'expiration d'une concession d'abord accordée.

On peut lire à la page 286 du livre *Le Nouveau Maroc*, publié en 1923 par M. J. DU TAILLIS à la louange du Maréchal, le passage suivant : « Les prospecteurs en revanche ont pour le plus grand nombre glissé à côté des « mille milliards de tonnes » des phosphates sans les voir, pour le plus grand bien du Protectorat qui a pu désintéresser quelques possesseurs de permis et se réserver la totalité de leur exploitation. Ceci encore est l'œuvre personnelle du maréchal. « Si je me suis trompé quelquefois, là du moins je suis » sur d'être dans le vrai ; je n'ai pas voulu qu'on me fasse le coup de » l'Ouenza ; les compétitions étrangères n'auraient pas été sans

a donné comme motif officieux de cette volte-face le fait que, l'Acte général d'Algésiras nous obligeant à tenir les étrangers sur un pied d'égalité avec nos nationaux, l'adjudication des gisements de phosphates aurait dû aussi leur être ouverte. Nous ne craignons pas de dire que cette raison ne valait rien. Sous le régime de la loi du 21 avril 1810 sur les mines les étrangers ne pouvaient-ils pas en France même acquérir des concessions minières ¹ ?

» compliquer, retarder, embrouiller les choses les plus simples.
» Les phosphates du Maroc, le Maroc les garde et va immédiatement » les exploiter. »

» ... Pourtant moins d'une année s'est écoulée [depuis la création de l'office] et les phosphates du Maroc, d'une teneur supérieure à celle des phosphates de Tunisie, égale à celle des phosphates d'Amérique, commencent d'être expédiés vers la France, tout en permettant d'alimenter les agriculteurs du Maroc »

Ces lignes contiennent quelques erreurs de fait soit en ce qui concerne le tonnage reconnu, soit en ce qui concerne la façon dont on en a usé avec les possesseurs de permis, soit enfin en ce qui concerne la consommation marocaine de phosphates qui était négligeable en 1923 ; en outre, elles n'expliquent pas pourquoi le Maréchal a brusquement changé d'opinion quant à la possibilité d'une adjudication.

¹ Loi du 21 avril 1810, art. 13. Cette disposition se retrouve dans la plupart des législations nationales qui accordent généralement, en matière de mines, les mêmes droits aux étrangers qu'aux nationaux.

Mais, en France, la loi du 9 septembre 1919, modifiant la loi du 21 avril 1810, a prévu la création d'un cahier des charges type qui a été établi, sur les bases imposées par la loi, par un décret du 21 avril 1920 (modifié par un décret du 14 juin 1923). Ce cahier des charges impose au concessionnaire des conditions de nationalité. S'agit-il d'une société anonyme le président du conseil d'administration, les commissaires des comptes, les deux tiers, au moins des membres du conseil d'administration doivent être français ; s'agit-il d'une société en commandite par actions les gérants et les deux tiers des membres du comité de surveillance

N'en est-il pas de même dans la plupart de nos colonies et pays de Protectorat? A *Madagascar* les Européens et assimilés sont admis à la recherche et à l'exploitation des mines.

En *Indochine*, si « tout individu ou société peut, quelle que soit sa nationalité, obtenir un ou plusieurs permis de recherches, ne peuvent être propriétaires, possesseurs ou exploitants de concessions de mines que les nationaux, sujets ou protégés français, ou les sociétés constituées conformément à la loi française », mais une société peut être constituée conformément à la loi française par des étrangers ¹.

En *Nouvelle-Calédonie*, « toute personne peut, quelle que soit sa nationalité, obtenir ou acquérir un ou plusieurs permis de recherches, un ou plusieurs permis d'exploitation d'alluvions, une ou plusieurs concessions de mine.

» Toute société peut, quelle que soit sa nationalité, obtenir ou acquérir un ou plusieurs permis d'exploitation d'alluvions. »

doivent être français ; s'agit-il d'une société en nom collectif tous les associés doivent être français. Dans tous les cas les directeurs ayant la signature sociale doivent être français. Des dérogations à ces conditions de nationalité ne peuvent être accordées que par décret contresigné par le président du conseil, le ministre chargé de l'administration des mines et celui des affaires étrangères.

¹ Et ainsi la seule restriction apportée par la loi minière indochinoise aux droits des étrangers en matière de mines est que ceux-ci sont obligés de former une société pour pouvoir exploiter une concession.

Ne peuvent être propriétaire, possesseur ou exploitant de concession de mine que les sociétés constituées suivant la loi française ¹.

On notera qu'un étranger peut obtenir une concession minière, mais non une société non constituée suivant la loi française.

En Océanie (décret du 17 octobre 1917) et en Guyane (décret du 16 octobre 1917), même distinction entre les personnes et les sociétés.

En Tunisie, « tout individu, s'il n'est pas fonctionnaire ou agent en activité de service dans la régence, ou toute société régulièrement constituée peut obtenir un ou plusieurs permis de recherche ou d'exploitation une ou plusieurs concessions » ², mais la concession peut être refusée discrétionnairement pour des motifs d'ordre public.

On voit comment s'inspirant de l'intérêt bien entendu de nos colonies, notre législation minière coloniale est libérale. Il est donc certain qu'au Maroc, — même si le traité d'Algésiras ne nous y avait pas obligé, — nous aurions donné aux étrangers la possibilité d'y exploiter des mines et d'intervenir aux adjudications.

Quel danger présentait donc l'intervention d'étrangers dans l'adjudication du gisement de phosphate marocain ? L'avantage que les étrangers, nationaux de pays à change élevé, auraient eu sur les nôtres en raison de la valeur

¹ PAULIN, *op. cit.*, p. 46.

² IDEM, *ibid.*, p. 59.

de leur monnaie ¹? Mais en 1919, cet avantage était-il

¹ C'est également dans cet avantage de change qu'auraient eu les étrangers sur les Français, que M. CALARY DE LAMAZIÈRE, rapporteur du budget général de l'exercice 1920 (ministère de la guerre, 3^e section, Maroc) voit la justification du monopole que s'est réservé le gouvernement marocain. Le rapporteur ajoutait : « dans l'esprit de votre rapporteur, non seulement on ne peut envisager l'exploitation par concession directe mais, l'on doit renoncer aussi à la formule de la régie co-intéressée qui peut prêter des malentendus et qui déterminerait de la part des puissances étrangères des protestations ou du moins des demandes d'explications. Ne pourrait-on pas prétendre que la régie co-intéressée dissimule en effet une concession pure et simple et qu'il n'y a là qu'une supercherie pour duper la bonne foi de nos concurrents ?

» En réalité c'est à la régie directe que l'on doit s'en tenir et la formule de cette régie doit être nettement autonome en même temps que strictement industrielle. Il ne s'agit pas de créer une sorte de monopole d'Etat dont les résultats figurent tant en recettes et en produits, qu'en dépenses dans le budget général du Maroc, mais bien de mettre sur pied un organisme ayant ses finances propres, son administration distincte et son service technique assuré par des spécialistes qui ne seront pas des fonctionnaires.

» Cette formule souple, et qui doit être féconde, permettra d'émettre des emprunts spéciaux sous forme d'obligations avec la garantie de l'Etat, d'établir tous les ans un compte de profits et pertes, et d'envisager pour la direction administrative et pour la direction technique une part dans les bénéfices à espérer.

» Autant la méthode rigide qui consiste à laisser entre des mains inexpertes et à du personnel n'ayant pas un intérêt propre à celle-ci, l'exploitation des phosphates serait une lourde erreur, autant l'idée moderne et juste qui cherche à créer non plus un monopole d'Etat mais une véritable industrie d'Etat outillée comme une industrie privée, dirigée comme elle, paraît répondre aux nécessités d'un avenir prochain.....

» l'on peut espérer dans un délai de cinq ans une exportation annuelle qui dépassera un million de tonnes.

» Les dépenses à engager ne seront pas inférieures à 200 millions.

» Il faut, pour conclure, créer pour l'exploitation des phosphates

si considérable¹ ? On affirmait, d'autre part, que les Américains feraient l'impossible pour l'emporter à l'adjudication non pour organiser l'exploitation du gisement ; mais pour empêcher qu'un autre groupe n'en devienne maître et ne soit ainsi en mesure de concurrencer le phosphate américain. Mais, pour éviter cette éventualité, il était facile d'introduire dans le cahier des charges de la concession une clause résolutoire² en cas de non-mise en exploitation dans un délai donné ou en cas de développement insuffisant de l'extraction. Du reste étant donné le besoin mondial de phosphates et l'augmentation constante de la consommation propre des Etats-Unis, il est peu vraisemblable qu'une société américaine ait pratiqué au Maroc une politique malthusienne à laquelle elle n'aurait eu aucun intérêt. Remarquons en effet que le développement pourtant rapide des expéditions de l'Office chérifien des Phosphates n'ont amené aucune chute des cours.

une cellule administrative fortement organisée, autonome et complète : exploitation de la mine, *exploitation du chemin de fer*, aménagement des quais pour recevoir le minerai, ces divers services réunis sous un contrôle unique, celui de l'Etat chérifien, avec une direction technique appropriée, qui seront fortement articulés les uns aux autres pour obtenir un rendement maximum par une étroite coordination. » (*Documents parlementaire*, n° 810, annexé au P. V. de la séance de la Chambre du 18 avril 1920).

¹ En 1919, le cour moyen de la livre a été de 33.45 et celui du dollar 14.13.

² Analogue aux cas de déchéance des concessions que prévoit, — comme nous l'avons vu plus haut, p. 45, — le nouveau dahir minier du 15 septembre 1923.

Mais, enfin, ce qui tranche la question, c'est ce que nous dit M. Bel dans sa conférence du 28 mai 1923 : « On avait fait appel à de nombreux industriels qui avaient répondu en grand nombre ; *tous étaient français*, à notre connaissance du moins, à l'exception d'Italiens, ce qui ne pouvait nous causer de difficultés. »

Cependant le gouvernement chérifien prit enfin une décision ; ce fut le dahir du 27 janvier 1920 qui réserva exclusivement au Maghzen la recherche et l'exploitation des phosphates. Les considérants qui précèdent la dahir ne font allusion ni à ces motifs officiels, ni aux raisons d'ordre fiscal qui ont déterminé l'Etat, mais justifient le monopole par des nécessités qui n'étaient pas apparues aux auteurs du dahir de 1914. C'est d'abord la nécessité « de prendre des mesures pour que la reconnaissance et l'étude des gisements de phosphate s'opèrent à l'avenir d'une façon aussi méthodique que possible » ; c'est d'autre part la nécessité « en raison de l'importance que présente pour le développement agricole et commercial du Maroc, l'exploitation des gisements susdits, de l'organiser de manière à satisfaire à des convenances d'intérêt général dont l'Etat seul peut être juge » ¹.

¹ Dans les annexes au projet de loi de 1920 « tendant à autoriser le Gouvernement du Protectorat du Maroc à contracter un emprunt de 744,140,000 fr., on peut lire : « Cette procédure — [c'est-à-dire l'adjudication publique prévue par le dahir du 19 janvier 1914] — a paru présenter divers inconvénients tant au point de vue de l'intérêt fiscal du Protectorat que de la bonne exploitation des gîtes.

Il n'y a là naturellement que des prétextes. Nous avons vu qu'au moment de la promulgation du dahir la reconnaissance et l'étude des gisements de phosphate était en fait fort avancée et rien ne justifiait que l'Etat s'en réservât l'exclusivité ¹.

Le développement agricole du Maroc, pays neuf et de

On a considéré que le Protectorat assumait en fait d'une façon, il est vrai, indirecte, la plus lourde charge de l'entreprise, par la construction de la voie ferrée et la mise en état complète du port d'embarquement. Aussi il a paru opportun de réserver au Protectorat la recherche et l'exploitation des phosphates, il en a été ainsi décidé. »

Ainsi tout en résumant les nécessités invoquées par le dahir en de prétendus inconvénients qu'aurait présentés l'adjudication pour la bonne exploitation des gîtes, on ne dissimule plus cette fois l'intérêt fiscal du Protectorat que l'on croyait suivre — bien à tort nous le verrons — en réservant au Maghzen le monopole des phosphates.

Quant à la construction de la voie ferrée et du port, disons seulement pour le moment que, d'une part, les sociétés qui se préparaient à prendre part à l'adjudication étaient prêtes à construire à leurs frais le chemin de fer et que, d'autre part, le port de Casablanca était une nécessité pour le Maroc, qu'il y ait ou non exploitation des phosphates. Il était du reste facile de prévoir dans le cahier des charges de la société concessionnaire du gisement une contribution aux travaux du port.

Afin d'éviter, d'une part, la concurrence de plusieurs adjudicataires — chaque adjudicataire ayant obtenu le droit d'exploiter dans une zone déterminée — d'autre part, la mise en exploitation de phosphates à teneur comparable à celle des phosphates algero-tunisiens (ce qui aurait créé une concurrence nuisible à l'intérêt général de l'Afrique du Nord française), il y aurait eu lieu, semble-t-il, de mettre en adjudication le monopole de la recherche et de l'exploitation des phosphates pour tout l'Empire chérifien.

¹ D'autant plus que le Service des Mines n'avait jamais fait et ne devait jamais faire par la suite de découvertes proprement dites, mais seulement reconnaître et compléter les découvertes faites par des prospecteurs privés.

culture extensive ne nécessite pas de grosses quantités de phosphates et nous aurons, au cours de cette étude, l'occasion de constater que la consommation propre marocaine a été jusqu'ici excessivement faible. Du reste, quelle que fût la société exploitante, on ne voit pas comment elle aurait pu priver le Maroc du phosphate nécessaire à ses besoins et, à supposer qu'elle l'eût pu, quel intérêt elle y aurait eu ¹. En signalant l'importance pour le développement commercial du Maroc de l'exploitation des gisements de phosphate marocains, le dahir reconnaissait lui-même que les phosphates seraient, pour la majeure partie, exportés comme le sont les phosphates algériens ou tunisiens. D'ailleurs, par développement commercial du Maroc, il faut surtout entendre développement commercial de son port principal, Casablanca. Mais, à moins de supposer les phosphates aux mains d'une société décidée à en limiter volontairement la production — hypothèse dont nous avons déjà dit qu'elle était invraisemblable et qu'on pouvait en tout cas en empêcher facilement la réalisation — il est évident qu'il était indifférent au commerce marocain que l'exploitation des phosphates soit entre les mains de l'Etat ou entre celles des particuliers.

En réalité, comme le laissent du reste entendre les

¹ Si l'on tenait à favoriser l'agriculture marocaine, on pouvait imposer dans le cahier des charges de l'adjudication, pour le phosphate vendu au Maroc, une réduction de prix analogue à celle que l'Office des Phosphates a consentie à la Compagnie des Superphosphates du Maroc.

annexes au projet de loi d'emprunt de 1920, c'est pour des raisons purement fiscales que l'Etat chérifien s'est décidé à se réserver l'exploitation des phosphates. On connaissait les bénéfices réalisés par l'Algérie et la Tunisie du fait des taxes diverses supportées par les compagnies phosphatières, on savait que le gisement marocain en raison de son importance, de ses facilités d'exploitation, de sa proximité relative de la mer et surtout de son phosphate à haute teneur donnerait un bénéfice à la tonne bien supérieur à celui — déjà fort intéressant pourtant — obtenu dans les exploitations de phosphates algéro-tunisiennes. On estima qu'il valait mieux, au lieu de partager les bénéfices avec un concessionnaire, les garder entièrement pour l'Etat ¹. C'était déjà admettre

¹ Ce raisonnement aurait pu s'appliquer tout aussi bien à l'ensemble de la production minière marocaine, aux chemins de fer, à l'hydraulique industrielle et plus généralement à toutes les entreprises qu'il est dans les habitudes des Etats de concéder. Mais certaines de ces entreprises — les chemins de fer et l'hydraulique industrielle par exemple — exigent des mises de fonds très élevées et il n'est pas sûr que l'épargne publique ait répondu aussi volontiers à des appels de fonds destinés à financer des entreprises d'Etat qu'à des demandes d'emprunts — garantis ou non par l'Etat — émanant de sociétés privées. D'autre part, en général, dans toutes ces entreprises la marge entre le prix de vente et le prix de revient est relativement réduite, (l'exploitation des gîtes métallifères par exemple est toujours très aléatoire, les chemins de fer sont souvent en déficit), et aurait même des chances de disparaître dans une exploitation d'Etat qui — même conduite industriellement — ne donnera jamais les résultats obtenus par une exploitation privée. Il ne suffit du reste pas de prévoir un bénéfice suffisant par unité produite, encore faut-il avoir la possibilité de produire un nombre d'unités suffisant pour que le bénéfice total fourni par l'entreprise

que l'Etat se montrerait capable de gérer l'exploitation, sinon aussi bien qu'une société privée, du moins suffisamment bien pour obtenir des bénéfices au moins équivalents aux taxes qu'aurait payées une société privée. C'était une expérience à tenter, mais qui n'était rendue indispensable ni par l'intérêt public, ni par l'intérêt fiscal. Nous estimons qu'au point de vue d'un intérêt politique intérieur, il aurait mieux valu éviter de faire au Maroc du socialisme d'Etat. Il aurait été facile de trouver une formule qui laissât à l'Etat chérifien de gros bénéfices — supérieurs même à ceux qu'il a pu obtenir par exploitation directe — tout en lui évitant de se faire industriel.

Le dahir du 27 janvier 1920 se terminait par un art. 3 affirmant qu'il serait « tenu compte des droits des exploitrateurs qui les auraient acquis avant la mise en vigueur du présent dahir en application des dispositions de l'art. 51 du dahir du 19 janvier 1914 ». Naturellement, avec le monopole d'Etat disparaissaient les redevances spéciales à la tonne payées par l'adjudicataire au cinquième desquelles d'après cet art. 51 les possesseurs de permis de recherches auraient eu droit pendant quinze ans. Il aurait donc fallu leur donner des indemnités sous une autre forme. Mais l'art. 51 n'accordait cette participation

ne soit pas négligeable devant le total du budget, sans quoi l'Etat n'a guère intérêt à courir le risque d'une exploitation déficitaire. Les phosphates par le capital relativement faible, nécessaire à leur mise en exploitation, par la large marge assurée entre le prix de vente et le prix de revient, par les possibilités offertes de développement de la production satisfaisaient à toutes ces conditions.

aux redevances qu'aux possesseurs de permis de recherches ayant découvert des gîtes de phosphate *nouveaux*. Cette disposition a permis de résoudre la question le plus simplement du monde en n'accordant absolument aucune indemnité aux dix titulaires des soixante-cinq permis de recherches de phosphates qui avaient été accordés jusqu'au 30 janvier 1920 ¹.

¹ M. Cyprien Ferrier, l'inventeur du gisement sud, *sur lequel il s'était fait délivrer des permis de recherches*, aurait dû certainement être indemnisé. Il ne l'a pas été.

L'Office a installé ses exploitations minières dans une zone sur laquelle n'avaient pas été pris de permis de recherches. Il était difficile aux prospecteurs de déclarer les trois cent mille hectares sous lesquels s'étend le gisement nord.

CHAPITRE II

Historique de la découverte des gisements de phosphate au Maroc Constitution et importance de ces gisements

L'honneur de l'invention des phosphates marocains revient à M. Francis Busset qui, en novembre 1912, découvrit le gisement d'El Bouroudj, mais qui, en l'absence de règlement minier, s'abstint de toute déclaration écrite. A quelques jours d'intervalle, M. Combelas ¹, ancien aide-

¹ M. Combelas avait suivi nos troupes dans leur pénétration dans l'intérieur du Maroc et s'était établi restaurateur à El Bouroudj.

MM. Busset et Combelas s'associèrent dans la déclaration officielle faite à la Commission arbitrale qui du reste ne leur reconnut pas la qualité d'*inventeurs* du gisement.

Au cas où le requérant n'appuyait pas sa demande sur une base juridiquement valable, (cas de MM. Busset et Combelas), il appartenait cependant à la Commission arbitrale de décider s'il y avait lieu *pour des raisons d'équité* d'accorder des permis de recherches. Il semblait à première vue qu'il se trouverait de ces raisons d'équité en faveur de MM. Busset et Combelas. Mais la Commission soutenait qu'une déclaration de découverte « produite toute seule ne peut prétendre à être appréciée du point de vue de l'équité. »

Au cours de l'année 1919, M. Busset se fit délivrer trente permis de recherches dans la région d'Oued Zem pour lesquels, comme nous l'avons vu, il ne devait pas plus toucher d'indemnité que pour l'invention du gisement.

M. Combelas est venu s'établir à Bou Jniba d'abord, à Kourigha

pharmacien à Gafsa, reconnu à son tour la présence de phosphate dans les déblais de puits indigènes et, dès le 3 décembre 1912, adressa au lieutenant de Feraudy, chef du service des renseignements à El-Boroudj, aux fins de transmission au gouvernement du Protectorat un rapport qui signalait la présence d'un gisement important de phosphate de chaux dans le périmètre du cercle d'El-Boroudj¹. M. Combelas indiquait que les affleurements devaient s'étendre jusqu'à la région Guisser-Darould Chaffai, demandait que l'Etat se réserve la propriété du gisement et envoie les agents techniques nécessaires à sa reconnaissance, et prévoyait déjà l'embarquement du phosphate à Casablanca. Il ne fut donné aucune suite à cette demande.

Le même gisement fut également découvert plus tard par d'autres prospecteurs du côté d'Oued Zem où les indigènes utilisaient le phosphate comme sable dans la construction des maisons. La guerre retarda les recherches. Cependant le service des mines poursuivit lui-même pour son compte les recherches de phosphate et — durant les années 1918 et 1919 en particulier —

ensuite où il est actuellement directeur d'une boulangerie mécanique. Il a retiré ainsi de sa découverte quelques minces avantages que lui a accordés l'Office (construction d'une maison avec magasin, dont il ne paye pas la location, etc...).

¹ Voir, en tête des notes annexes, copie de ce rapport dont H. de Saint-Aulaire, alors secrétaire-général du Protectorat, accusa réception à M. Combelas, qui possède, en outre, de nombreuses pièces officielles signées de divers chefs de service et du général Lyautey et datant de 1912 et 1913.

poussa la reconnaissance du gisement Oued-Zem-El-Boroudj; en 1920, il entreprit sur le plateau des Oulad Abdoun une reconnaissance méthodique du gisement en faisant foncer une série de puits de recherches aux sommets d'un quadrillage de quatre kilomètres de côté.

En 1919, M. Cyprien Ferrier, prospecteur, découvrait le gisement sud. Plus tard (1921), M. Bel reconnaissait le gisement centre ¹.

Ainsi furent donc successivement reconnus trois gisements ²:

1° Gisement du Nord (El-Boroudj-Oued Zem), distance moyenne à la mer (Casablanca), 150 kilomètres ³;

2° Gisement du centre (rive gauche de l'oued Oum er

¹ M. Bel avait été chargé d'une mission géologique par le Gouvernement chérifien.

² Il existe encore au Maroc des gisements d'âge plus récent, voisins de la mer, mais dont la teneur est inférieure à la limite d'exploitabilité.

³ Les recherches faites par l'Office, de 1921 à 1923, ont montré que le gisement du Nord se prolongeait, mais avec des teneurs moins intéressantes, à l'ouest, au sud de Ben Ahmed où il va jusqu'à la route de Settât à Guisser; à l'est, jusqu'à 15 kilomètres à l'est de Tadla. (Le livre de M. VICTOR PIQUET sur le Maroc, paru en 1920, signalait déjà, page 114, la présence de phosphate de chaux dans le Tadla.)

Dans une étude sur les phosphates marocains, publiée en 1923 par la Chambre de commerce de Casablanca dans son *Bulletin*, les limites du gisement nord étaient indiquées comme suit: « Oued Zem à Melgou; Melgou à km. 18 de la route de Settât à El-Boroudj; km. 18 ci-dessus à El Boroudj; El Boroudj à Oued Zem », la surface utile du gisement est estimée à 3,000 km², sa richesse à 25 milliards de tonnes de phosphate marchand.

Rbia, aux pieds et au nord des Monts Djebilet), distance moyenne de la mer (Safi), 90 kilomètres;

3° Gisement du sud ou de Chichaoua (rive gauche de l'Oued Tensift), distance moyenne de la mer (Mogador), 80 kilomètres.

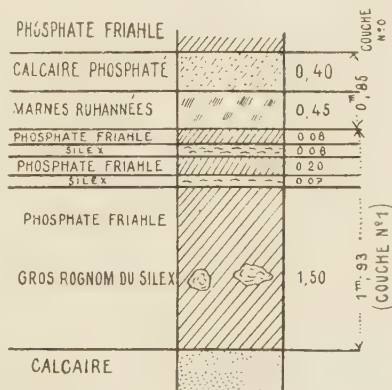
Ces trois gisements sont du même âge géologique (éocène inférieur) et n'en faisaient du reste que deux avant les érosions de l'oued Oum er Rbia qui séparèrent le gisement du nord de celui du centre. Ils reposent cependant sur des terrains d'âges différents: crétacé (séno-nien) pour le premier, schistes anciens et terrains métamorphiques vers Ben Guérir, terrains salifères (triasiques) vers le lac Zima pour le second, crétacé et vers l'Atlas terrain gypsifère, probablement triasique, pour le troisième.

La formation phosphatière se retrouve à peu près semblable dans les trois gisements. Les différences viennent des teneurs des couches, de leur puissance et de leur inclinaison; et du reste il faut noter dans chaque gisement de grosses différences locales entre des points voisins. L'ensemble de la formation a une puissance totale de 60 à 80 mètres comprenant plusieurs couches de phosphate — généralement pulvérulent, granuleux ou sableux, plus rarement en roche et alors pauvre et inexploitable — séparées entre elles par des entre-deux formés de dépôts calcaires, magnésiens, marneux ou siliceux souvent phosphatés et d'épaisseur variable, mais sans valeur exploitable.

Les couches elles-mêmes sont souvent formées de bancs distincts séparés par des lits et bancs, soit de marne difficile à séparer à l'abatage, soit de silex ou de calcaire plus ou moins phosphaté en nodules ou en rognons de grosseur notable et qu'on peut trier au chantier même assez facilement. Il y a sept ou huit couches dont la puissance serait suffisante pour permettre une exploitation si la teneur était suffisante, c'est-à-dire supérieure ou égale à la limite d'exploitabilité africaine qui est de 56 à 58 %. La nécessité de ne pas descendre au-dessous de cette teneur oblige à ne considérer *actuellement* comme toujours exploitable que deux couches, celles portant les numéros 1 et 4 et comme exploitable par places la couche portant le numéro 2.

La couche N° 1 voisine du sommet de la formation a, dans le gisement nord, une épaisseur utile d'un mètre à trois mètres cinquante (moyenne un mètre soixante-dix) plus ou moins mêlée de lits de silex et de marne comme le montre la

coupe ci-jointe. C'est la couche la plus riche : Sa teneur est de 66.8 à El-Boroudj, de 74-76 à Bou-Jniba, de 81-82 à Oued Zem. La même couche dans le gisement du sud



a une puissance utile de 2.40 m. sans intercalation de lits étrangers, sa teneur varie de 58 à 72 avec une moyenne de 66.5.

Sa teneur est de 66.8 à El-Boroudj, de 74-76 à Bou Jniba, de 81-82 à Oued Zem. La même couche dans le gisement du sud a une puissance utile de 2.40 m. sans intercalation de lits étrangers, sa teneur varie de 58 à 72 avec une moyenne de 66.5.

La couche N° 2 est constituée uniquement par du phosphate, sa puissance varie entre 1 m. et 2 m., sa teneur entre 50 et 78 %, se tenant en moyenne entre 65 et 75 %.

La couche N° 4 est généralement formée d'un, deux ou trois bancs voisins, séparés par des lits de marne souvent assez épais pour pouvoir être abattus d'une façon séparée du phosphate; dans le gisement nord, sa puissance utile totale varie de 1.80 m. à 3 m.; dans le gisement sud, son épaisseur utile moyenne est de 2.90 m. La teneur moyenne est de 58 % dans le gisement nord, de 65.5 dans le gisement sud.

L'ensemble de ces trois gisements constitue une réserve de phosphate de plusieurs milliards de tonnes, c'est-à-dire pratiquement illimitée ¹.

¹ « Aux dernières évaluations, la masse exploitable du gisement marocain contiendrait 25 milliards de tonnes de phosphate marchand... Au centre de Kourigha on évalue à plus de 100 millions de tonnes l'importance du gisement en phosphate d'une teneur supérieure à 75 % » (Article *Les Phosphates* dans *Le Trafic et l'Outillage des Ports Nord-Africains*).

Mais, dans la brochure *Ce qu'il faut savoir du Maroc*, publiée par

les soins du Protectorat, la réserve des gisements marocains n'est évalué qu'à trois milliards de tonnes ; en tout cas, même si l'on adopte cette évaluation modérée ils ne sont pas près d'être épuisés.

Les réserves de phosphate des Etats-Unis seraient de 5 milliards de tonnes. Celles des trois gisements tunisiens de Metlaouf, Redeyef et Ain-Moularès, exploités par la Compagnie des Phosphates et du Chemin de fer de Gafsa, de 160 millions de tonnes ; celles du gisement du Djebel M'Dilla exploité par la compagnie des phosphates de même nom, de 100 millions de tonnes ; enfin le Djebel Kouif exploité par la Compagnie des Phosphates de Constantine ne contiendrait que 50 millions de tonnes. Mais pour l'Algérie et la Tunisie les gisements non encore mis en exploitation constituent des réserves importantes. On peut lire dans un rapport fait en 1922 à la Chambre, au nom de la Commission de l'Algérie, des Colonies et des protectorats, par M. Morinaud, député : « Jusqu'à présent on s'est appliqué en Tunisie à rechercher les gisements en élévation, c'est-à-dire exploitables par simples galeries à flanc de coteau ou au moyen de puits peu profonds, gisements qui suffiront d'ailleurs amplement et pour une longue période à alimenter la production, même largement développée.

» Mais il existe en outre dans les vallées synclinales d'immenses réserves de phosphates de l'ordre de plusieurs milliards de tonnes. »

CHAPITRE III

L'organisation administrative et commerciale de l'Office chérifien des Phosphates

Le dahir du 27 janvier 1920 avait réservé à l'Etat la recherche et l'exploitation des phosphates. Il restait à décider comment l'Etat effectuerait ces recherches et surtout cette exploitation. On songea un moment à une exploitation directe par le service des mines, puis on se décida à créer un office jouissant d'une large autonomie et chargé d'exploiter industriellement les phosphates. Ce fut l'objet du dahir du 7 août 1920 qui s'inspira, en partie, du décret français du 23 octobre 1919 et de l'arrêté ministériel du 9 janvier 1920 relatifs à l'organisation provisoire des mines de la Sarre. Le dahir du 7 août 1920 laissait à des arrêtés viziriels le soin de fixer les détails de l'organisation et du fonctionnement du conseil d'administration et de réglementer la comptabilité de l'Office ¹. Ces arrêtés viziriels furent pris respectivement le 13 août et le 10 octobre 1921.

¹ Pour abrégé, dans la suite de cette étude, nous écrirons simplement « l'Office » pour « l'Office chérifien des Phosphates ».

SECTION PREMIÈRE

L'organisation administrative

« L'Office jouit de la personnalité civile ¹.

» Il est géré par un directeur général sous le contrôle d'un conseil d'administration » (Art. 2 du dahir du 7 août 1920).

Ce conseil d'administration comprend deux sortes de membres : les uns en font partie en raison des fonctions qu'ils occupent dans l'administration chérifienne, les autres sont nommés pour un an par arrêté viziriel, mais voient pratiquement leur mandat renouvelé tant qu'ils conservent leur situation à la chambre de commerce de Casablanca ou à la chambre d'agriculture de Rabat par exemple.

Sont membres de droit du conseil d'administration six fonctionnaires :

le secrétaire général du Protectorat, président ;

le directeur général des finances ;

le directeur général des travaux publics ;

le directeur général de l'agriculture, du commerce et de l'industrie ;

l'inspecteur général conseiller technique du Protectorat pour les mines ;

¹ En France, parmi les exploitations industrielles d'Etat pouvant être rapprochées de l'Office des Phosphates, les mines de la Sarre et les mines de potasse d'Alsace, n'ont qu'une personnalité de fait, l'Office national industriel de l'Azote a la personnalité civile.

l'ingénieur en chef du contrôle des chemins de fer ¹.
Est également membre de droit le directeur général de l'Office.

Sont nommés pour un an :

1° Quatre représentants de l'agriculture, du commerce et de l'industrie « après présentation par chacune des sections française et indigène du conseil supérieur de l'agriculture et du conseil supérieur du commerce et de l'industrie d'une liste de trois membres » (art. 2 de l'arrêté viziriel du 13 août 1921) ² ;

¹ Qui est en même temps directeur général adjoint des travaux publics.

² La critique des conseils d'administration ainsi composés a été faite dans l'exposé des motifs d'un projet de loi tendant à confier les opérations dont a été chargé l'Office national industriel de l'Azote à une Société nationale de l'Azote au capital de 250 millions dont la moitié fournie par l'Etat et l'autre moitié obtenue par souscription publique. Ce projet de loi a été déposé en janvier 1926 sur le bureau de la Chambre par le ministère des travaux publics. On y lit dans l'exposé des motifs :

« ...Par ailleurs la composition du conseil de l'Office offre matière à critiques de raison. Le conseil est composé moitié de membres représentant les départements ministériels intéressés, moitié de personnes choisies dans l'agriculture, l'industrie et le commerce.

Or seul l'Etat a constitué le capital, ou, en cas d'obligations, est seul à assurer la charge du capital sous la forme de la garantie d'intérêt. Les administrateurs industriels ne représentent donc pas des intérêts investis dans l'affaire ; au contraire les intérêts de la collectivité qu'ils représentent peuvent parfois entrer en conflit avec ceux de l'entreprise ; des administrateurs peuvent se trouver de ce fait dans une position singulièrement délicate quelles que soient leur conscience et leur indépendance.

Pour échapper à ce défaut essentiel, il faut que les administrateurs industriels cessent d'être en quelque sorte des conseils

2° Un représentant du troisième collège électoral « après présentation d'une liste de trois de leurs collègues par les représentants du troisième collège électoral au conseil du gouvernement ¹ » (art. 2 de l'arrêté viziriel du 27 août 1927) ;

Depuis l'arrêté viziriel du 17 septembre 1921 qui a nommé les premiers représentants de l'agriculture, du commerce et de l'industrie, ont toujours été administrateurs : le président de la chambre de commerce de Casablanca, le président de la chambre d'agriculture de Ra-

bénévoles auxquels l'Etat recourt pour les adjoindre à ses représentants officiels ; il faut qu'ils représentent des capitaux car une affaire industrielle est faite pour gagner de l'argent, et une entreprise qui n'est pas gérée dans le but de réaliser des bénéfices ne ressemblera que très vaguement à une entreprise privée.

¹ Le Conseil de Gouvernement, assemblée consultative, ne comprenait jusqu'en 1927 que les chefs des divers services du Protectorat et les représentants des chambres consultatives françaises (chambres d'agriculture, chambres de commerce et d'industrie et chambres mixtes d'agriculture, de commerce et d'industrie) ; mais un arrêté résidentiel du 13 octobre 1926 organisa la représentation au Conseil de Gouvernement des citoyens français non inscrits sur les listes électorales des chambres françaises consultatives. Ces représentants du troisième collège assistèrent pour la première fois au Conseil de Gouvernement le 28 juin 1927 et demandèrent immédiatement qu'un représentant du troisième collège soit admis au sein du conseil d'administration de l'Office. (Il fut du reste décidé de faire une place aux délégués du troisième collège dans toutes les commissions comprenant déjà des membres du Conseil de Gouvernement. Seul l'accès au comité consultatif des mines leur fut refusé, aucun membre du Conseil de Gouvernement ne participant aux délibérations de ce comité). La présence d'un représentant du troisième collège dans le conseil d'administration de l'Office — où il manquait justement un représentant véritable des contribuables — constitue en principe une excellente innovation.

bat, un membre de la section indigène de commerce et d'industrie de Rabat, un membre de la section indigène mixte de commerce, d'industrie et d'agriculture de Fès.

Des onze administrateurs qui ont constitué le premier conseil de l'Office, sept sont encore en fonctions ; il y a eu trois présidents successifs (le Protectorat ayant eu depuis 1921 trois secrétaires généraux) ; un fonctionnaire et un membre indigène ont été remplacés une fois, de même que le président de la chambre de commerce de Casa. Cette stabilité relative du conseil d'administration est naturellement favorable la bonne marche de l'entreprise.

Ainsi sur douze membres du conseil d'administration ¹, six sont des fonctionnaires, deux, les membres indigènes, n'ont vraisemblablement pas d'autre avis que celui de la majorité, trois, les membres français sont choisis par le gouvernement chérifien chacun sur une liste de trois membres, le douzième, le directeur général, dépend également du gouvernement chérifien qui l'a nommé. L'Etat chérifien est donc assuré d'avoir une large majorité sinon l'unanimité lorsqu'il lui plaît de donner une directive quelconque à l'Office des Phosphates.

¹ « Le conseil provisoire des Mines de la Sarre » comprend quinze membres : neuf fonctionnaires, deux représentants des consommateurs de houille, deux représentants des exploitants des mines de houille. Les six derniers sont nommés par le ministre chargé des mines. Ce conseil est un corps essentiellement consultatif et ne peut être plus indépendant du Gouvernement que le conseil d'administration de l'Office des Phosphates.

Reconnaissons du reste que l'Etat chérifien ayant fourni les fonds, il est assez naturel qu'il ait la majorité au conseil. Les six fonctionnaires, membres de droit du conseil, occupent les sommets de la hiérarchie administrative, leurs fonctions mêmes impliquent une certaine compétence dans la direction d'une affaire industrielle.

« Un *Comité technique permanent* formé par les trois membres du conseil représentant la direction générale des finances, des travaux publics et de l'agriculture, commerce et industrie et par le directeur général de l'office, est délégué pour l'examen des affaires courantes et urgentes soumises par le directeur général de l'Office » (Art. 4 de l'arrêté viziriel du 13 août 1921).

Ce comité technique, composé uniquement de fonctionnaires, est le véritable conseil d'administration, celui-ci se contentant en fait de ratifier les décisions prises par le comité technique.

Les pouvoirs respectifs du directeur général et du conseil d'administration ont été définis par le dahir du 7 août 1920 dans son art. 2, mais d'une façon assez générale pour laisser à l'organisme suffisamment de souplesse :

« Le directeur général est chargé de l'exécution des explorations et aménagements et des opérations de l'exploitation technique et commerciale.

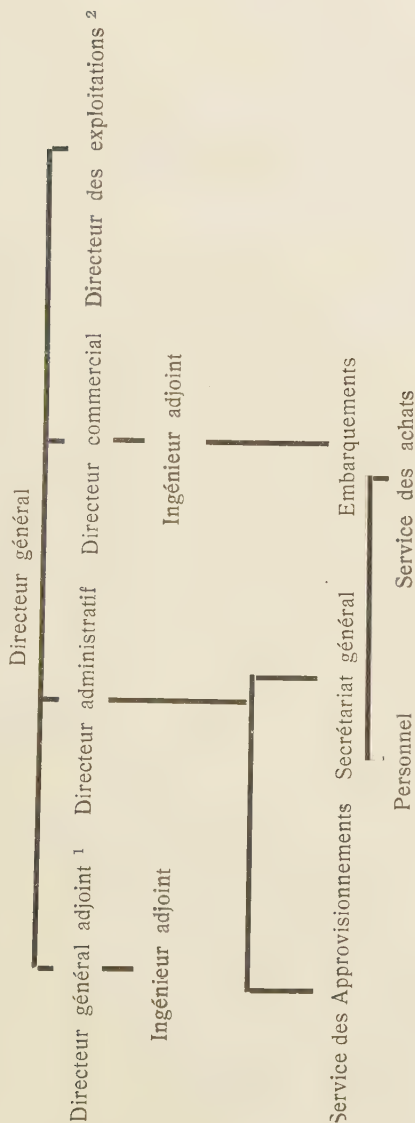
» Il représente l'office vis-à-vis de toutes administrations et de tous particuliers.

- » Le conseil délibère :
- » sur les programmes techniques et financiers ;
- » sur les affaires relatives à la mise en valeur et à l'exploitation des gisements et sur toutes les questions dont il sera saisi par le directeur général. »

Somme toute, le conseil d'administration exerce sur le directeur général le contrôle le plus complet et l'indépendance de celui-ci est faite de la liberté que le conseil veut bien lui laisser, cette liberté étant naturellement fonction de la confiance qu'on lui accorde.

Dans ce même art. 2, le dahir envisage le cas d'un désaccord entre le directeur général et le conseil d'administration ; dans ce cas le gouvernement chérifien pourra toujours provoquer une nouvelle délibération du conseil. Le dahir n'envisage pas le cas où, après cette nouvelle délibération, le désaccord persisterait ; mais le conseil d'administration étant constitué en majorité de fonctionnaires qui représentent nécessairement les idées de leur gouvernement, si le désaccord persistait le directeur général devrait se soumettre ou se démettre.

ORGANISATION GÉNÉRALE DE L'OFFICE



¹ Lorsque le directeur général est au Maroc, les quatre directeurs sont sur un pied d'égalité et le directeur général adjoint joue le rôle de directeur technique (passation des marchés — étude des installations) ; lorsque le directeur général est absent du Maroc, le directeur général adjoint le remplace et a naturellement autorité sur tout le personnel de l'Office.

² Voir le tableau de la page 116.

SECTION II

L'organisation commerciale.

Les embarquements, les livraisons de l'office.

Le marché des phosphates.

§ 1^{er}. — L'ORGANISATION COMMERCIALE

L'organisation commerciale de l'Office chérifien des Phosphates est assez réduite. Un directeur commercial¹, assisté d'un ingénieur adjoint, réside à Rabat. Le rôle de la direction commerciale a été surtout actif aux débuts de l'Office, quand il s'agissait de faire connaître le phosphate marocain. Actuellement les pays importateurs de phosphates marocains sont répartis en quatre groupes et dans chaque groupe un agent général a le monopole de la vente.

Ces quatre groupes sont les suivants :

1° Hollande, Espagne, Portugal, Royaume-Uni, Afrique du sud ;

2° Allemagne, Suisse, Autriche, Hongrie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie ; Roumanie ;

3° Belgique, Danemark, Suède, Norvège, Italie, Grèce ;

4° Pologne, Dantzig, Pays Baltes.

La direction commerciale ne s'est donc réservé la vente

¹ Dont dépend le service des embarquements.

directe que pour la France et le Maroc. L'Australie, touchée pour la première fois en 1926, ne dépend pas encore d'un agent général.

Le phosphate marocain 75-77 est actuellement vendu 5 d. l'unité f.o.b. ¹. Pour déterminer la teneur du chargement, deux échantillons sont pris contradictoirement au départ, et deux à l'arrivée. La teneur adoptée est la moyenne des quatre résultats trouvés. Quant au tonnage payé, c'est celui reconnu à l'arrivée.

§ 2. — LES EMBARQUEMENTS.

Le phosphate arrive en wagons-trémies à Casablanca-quai. Il est ainsi déchargé automatiquement dans des trémies constituant stock d'où, repris par un système de norias et de tapis roulants, il est chargé en bateau.

Le premier cargo de phosphate a quitté le port de Casablanca le 23 juillet 1921. Au cours de cette année 1921 « l'embarquement a été fait partie à quai, à l'aide des grues de la Manutention marocaine, partie en rade à l'aide des chalands de cette même société, concessionnaire de l'aconage ² ». En attendant son expédition, le phosphate était stocké sous un hangar de 2,400 mètres carrés aux Roches-Noires ³, non loin du port. Au cours de l'année 1922, la Manutention marocaine chargea

¹ Soit 196.40 fr. la tonne à 76 %.

² Rapport sur la marche de l'Office chérifien des phosphates pendant l'année 1921.

³ Où il était ensaché. Les sacs étaient ensuite amenés aux quais et vidés dans la cale des navires.

encore en janvier 592 tonnes puis, à partir du 5 mai 1922 (date de la reprise des livraisons interrompues pendant les pluies d'hiver 1921-1922 par suite du manque de phosphate séché); le phosphate fut entièrement chargé par les soins de l'Office, ce chargement s'effectuant du reste à bras. Le rapport annuel pour l'année 1921 prévoyait bien pour la fin de l'été 1922, la mise en service d'une première moitié d'une installation mécanique de chargement, commandée à la fin de 1921, mais les gros temps de l'hiver 1921-1922 gênèrent considérablement le travail des scaphandriers pour l'établissement des fondations du quai; l'emplacement de cent mètres de long ¹ prévu pour l'Office au bout du quai d'escale des paquebots ne put être livré à l'Office qu'à la mi-juillet 1922 et finalement la mise en service régulière de la première tranche de l'installation provisoire ne fut faite que le 3 avril 1923 ². A propos de cette mise en service le rapport annuel pour 1922 ajoutait: « la présence d'un stock-volant ³ au lieu même d'embarquement facilitera et régularisera sensiblement la rapidité des opérations forcément ralenties à plusieurs reprises cette année par la nécessité d'amener le phosphate du dépôt situé à quatre kilomètres et la difficulté d'approvisionner plus d'un millier de tonnes d'avance sur un quai non abrité de la pluie ».

¹ Et de 37 m. de large.

² 39.000 tonnes furent ainsi encore chargées à la main en 1923.

³ La capacité des silos de la première tranche de l'installation provisoire était de 6000 m³.

Le deuxième portique de chargement a été mis en service en 1924. Au cours de cette même année 1924, afin de régulariser sa situation dans le port de Casablanca, l'Office demanda au gouvernement chérifien et obtint la concession affectée à l'Office sur le quai accolé à la jetée transversale en construction. Le cahier des charges de cette concession fut approuvé par dahir du 27 février 1925 ¹. Le rapport annuel pour 1924 continue ainsi : « L'Office disposera là d'un quai de 300 mètres de long constituant deux portes d'accostage de navires, et d'un terre-plein de 85 mètres de large :

» Comme premier stade, les services de l'Etat ne font que la moitié des travaux soit un quai et un terre-plein de 150 mètres de long.

» Le cahier des charges de notre concession impose le remboursement à l'Etat des travaux d'infrastructure : le montant estimé des premiers travaux est de 10 millions pour l'exercice 1925.

» L'Office reste bien entendu chargé d'édifier à ses frais toutes les installations d'embarquement proprement dites, trémies en ciment armé, hangar-silo métallique et machinerie... »

» L'Office a pu commencer ses travaux à la fin de

¹ Dahir approuvant, avec le cahier des charges y annexé, la convention du 11 février 1925 portant concession à l'Office d'un établissement maritime au port de Casablanca et déclarant d'utilité publique les travaux.

Contrairement à ce qui se fait habituellement, la convention dont il s'agit n'a pas été publiée au *Bulletin officiel* à la suite du dahir.

juin 1925 et le rapport pour 1926 conclut ainsi : « Les travaux de notre poste définitif sur le quai de la jetée transversale se sont poursuivis normalement au cours de l'exercice : les premiers trains de phosphate ont pu y être déchargés quelques jours avant la fin de l'année comme nous l'espérions. Mais ce n'est qu'en février 1927 que nous avons fait la mise en marche définitive, après les essais et la mise au point d'usage de tous les appareils.

» Ces installations nous donnent toute satisfaction ; elles permettront un rendement au mètre courant de quai ¹ qui sera susceptible d'être noté parmi les plus importants du monde. Elles font grand honneur aux constructeurs qui en ont conçu les détails et en ont assuré l'exécution ². »

¹ Ces installations comprennent deux portiques de chargement. Aux essais, il a été embarqué jusqu'à 350 tonnes par heure et par portique. En comptant sur une moyenne de 250 tonnes par heure — ce qui est un minimum — et sur seize heures par jour, on obtient pour 300 jours ouvrables une capacité annuelle d'embarquement de 2,400,000 tonnes. (Dans son numéro du 15 septembre 1927, le journal *Le Phosphate et les Engrais chimiques* donne le chiffre de 1,800,000 tonnes, qui correspondrait seulement à douze heures d'embarquement par jour.)

On prévoit l'exécution d'un second poste, doublant celui qui existe et dont la réalisation demandera environ quatre ans.

² On avait pensé à l'origine que l'installation provisoire de la grande jetée pourrait être transportée sur la petite comme élément de l'installation définitive ; mais celle-ci a été établie suivant un modèle quelque peu différent. L'installation provisoire restera donc sur la grande jetée où elle sera vraisemblablement transformée en vue de la manipulation des grains.

Statistiques.

	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927
Tonnage embarqué	8,181	79,781	190,505	429,998	711,887	⁽¹⁾ 870,642	1,198,077
Nombre des navires chargés	?	59	138	224	333	344	?
Portée moyenne en lourd des cargos venus en chargement	?	?	?	1,920	2160	2525	?
Nombre des ports destinataires	?	?	40	68	74	?	?
Trafic du port de Casablanca (en tonnes)	420,504 ⁽²⁾	523,923	637,863	1,028,670	1,444,384	1,637,001	2,200,000
Pourcentage que représente le trafic des phosphates	2 %	15 %	33 %	41 %	49 %	53 %	54 %
Nombre de navires (entrées et sorties)	2 809	2,734	2,904	3,136	3,546	?	4,047

Afin de donner une idée du prix maximum auquel l'embarquement de phosphate peut revenir à l'Office, indiquons que la Compagnie des Superphosphates du Maroc paie à la Manutention marocaine 5.75 fr. par tonne embarquée.

¹ Le total des exportations marocaines d'autres minerais a atteint, pour 1926, le chiffre de 3,727 tonnes (3,000 tonnes de minerai de plomb, 410 tonnes de minerai de cuivre, 305 tonnes de minerai de manganèse, 8 tonnes de concentrés d'étain et 4 tonnes de molybdénite.)

² Contre 180,040 en 1912 et 242,300 en 1913.

§ 3. — DÉTAIL DES LIVRAISONS
DE L'OFFICE CHÉRIFIEN DES PHOSPHATES

	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927
France	3,780	24,875	24,848	113,476	145,704	175,052	209,870
Espagne	1,415	22,470	60,086	108,564	145,538	174,560	222,739
Hollande	1,070	14,876	51,454	77,876	96,076	150,277	170,340
Allemagne	933	—	255	7,680	74,662	74,183	122,722
Italie	—	750	11,622	8,796	47,773	68,258	105,452
Danemark	—	—	203	33,108	60,379	60,558	99,706
Royau.-Uni	—	8,170	17,493	30,228	35,599	40,678	41,841
Tchécoslov.	—	—	4,394	14,175	37,788	32,674	41,716
Belgique	880	3,225	5,119	11,213	25,100	41,998	34,106
Hongrie	—	—	200	1,570	2,477	12,121	33,799
Yougo-Slavie	—	—	—	6,074	6,713	10,209	14,710
Norvège	—	—	—	3,367	5,859	4,220	7,227
Suisse	100	525	1,476	5,729	7,571	6,698	5,023
Portugal	—	2,640	4,707	1,678	2,069	2,126	4,029
Australie	—	—	—	—	—	6,258	39,475
Afr. du Sud	—	—	—	—	5,751	7,017	19,940
Etats-Unis	—	—	—	—	—	—	10,703
Finlande	—	—	—	3,420	—	3,735	—
Pays Baltes	—	—	—	—	3,364	—	—
Dantzig	—	—	—	2,895	8,406	—	—
Autriche	—	—	—	—	1,031	—	—
Suède	—	2,250	8,648	—	—	—	—
Divers	—	—	—	55	26	20	—
Maroc	51	34	218	437	9,342	15,078	14,608
Totaux	8,232	79,815	190,723	430,441	721,228	885,720	1,198,066

§ 4. — L'OFFICE CHÉRIFIEN DES PHOSPHATES
ET LE MARCHÉ DU PHOSPHATE

Nous avons vu que l'emploi du phosphate de chaux comme engrais date seulement du milieu du XIX^e siècle. En 1866, la *production* mondiale de phosphate de chaux n'était encore que de 835,000 tonnes; en 1906, elle dépassait 3 millions de tonnes; en 1913, elle atteignait le chiffre de 6,740,000 tonnes ¹.

Les deux centres de *consommation* étaient, avant la guerre, l'Europe et les Etats-Unis. Ceux-ci, grâce à leur forte production, pouvaient après avoir satisfait à leurs propres besoins, être encore largement exportateurs. Aussi les exploitations phosphatières nord-africaines n'exportaient-elles leur production que vers l'Europe dont elles assuraient la consommation en phosphate pour deux tiers, l'autre tiers venant d'Amérique et d'Océanie.

La consommation européenne avait atteint, en 1913,

¹ Se décomposant ainsi :

Afrique du nord française .	2,452,000
Egypte	100,000
Etats-Unis.	3,161,000
Océanie	538,000
Europe	412,000
Divers	77,000
	—
	6,740,000

4,382,434 tonnes¹, dont 2,368,630 tonnes avaient été importées d'Algérie et de Tunisie. L'industrie phosphatière nord-africaine n'était du reste pas parvenue à un tel résultat sans subir des périodes de crise, dont la principale avait été la crise financière américaine de 1909 et 1910 qui provoqua l'afflux en Europe des phosphates américains. Toutefois, de 1909 à 1913, la production algéro-tunisienne avait fait un bond de 833,000 tonnes, l'augmentation du tonnage produit venant surtout d'ailleurs de la Tunisie. Ainsi à l'augmentation annuelle moyenne de la consommation européenne — qui a été pour les dix dernières années précédant la guerre de 240,000 tonnes par an, — il avait été fait face surtout par une augmentation des importations originaires de Tunisie et d'Algérie.

La guerre amena une chute de la consommation européenne qui, en 1917, tomba au chiffre minimum de 1,063,758 tonnes. Pendant la guerre, seuls la France et les pays alliés utilisèrent la production des gisements algéro-tunisiens. Au début de 1917, M. Clémentel, alors ministre de l'agriculture, signalait que la consommation

¹ Se décomposant ainsi :

Algérie	449,805
Tunisie	1,918,825
Etats-Unis	1,284,292
Europe	411,972
Egypte	5,721
Asie et Océanie	311,819
	4,382,434

annuelle de la France en superphosphates était tombée de 1,800,000 tonnes à moins de 200,000 tonnes et que le rendement des cultures avait subi de ce fait une diminution considérable. Pour essayer de remédier à cette situation, le gouvernement français créa, cette même année 1917, un organisme d'Etat, « l'Office central des produits chimiques agricoles » chargé de répartir entre la France et les pays alliés la production nord-africaine¹. Mais en raison de l'insuffisance des frêts et malgré la marche ralentie des exploitations, les stocks de phosphates s'accumulaient sur les carreaux des mines pour atteindre en Tunisie 1,700,000 tonnes à la fin des hostilités.

A partir de 1918, le marché devint plus actif et les exportations reprirent, dépassant sensiblement l'extraction qui subit en 1919, 1920 et 1921 une crise de main-d'œuvre particulièrement intense; les exploitants recrutèrent alors une nouvelle main-d'œuvre en Italie, Algérie, Maroc, développèrent leurs moyens mécaniques

¹ Non seulement l'industrie minière phosphatière perdait la liberté absolue de contracter avec l'étranger, mais encore les prix pour la France étaient contrôlés. La liberté commerciale ne fut rendue aux exploitants qu'au mois de juin 1921. L'Office central des produits chimiques agricoles paraît avoir plutôt entravé le développement des ventes, si l'on en croit toutefois le rapport du conseil d'administration des Phosphates tunisiens pour l'exercice 1921 qui assure « que le seul résultat positif obtenu par l'Office central des produits chimiques agricoles en 1920, a été de permettre aux producteurs américains de vendre en Europe quelques centaines de mille tonnes qui auraient pu être livrées aux termes de contrats existants par l'Algérie et la Tunisie ».

d'abatage et mirent en valeur les gisements encore inexploités d'Aïn-Moularès, Meherri-Zebbeus et M'Dilla. Mais, à partir de 1921, apparut sur le marché le phosphate marocain qui, d'une part, grâce à sa proximité plus grande de la mer était susceptible d'être obtenu avec un meilleur prix de revient que les phosphates algéro-tunisiens et qui, d'autre part, était à aussi haute teneur que le phosphate américain. Il semblait donc évident que le phosphate marocain allait chasser plus ou moins rapidement le phosphate américain du marché européen, mais n'était-il pas destiné à éliminer ensuite de ce même marché le phosphate à basse teneur nord-africain ?

Les rapports du conseil d'administration de l'Office se sont efforcés chaque année de démontrer que les craintes exprimées à ce sujet par les compagnies phosphatières algéro-tunisiennes étaient sans fondement et que le développement des exportations de l'Office n'empêcherait pas un développement simultané des exportations de phosphates d'Algérie et de Tunisie parce que les besoins de la consommation européenne augmenteraient plus vite que les exportations de l'Office.

Déjà le rapport du conseil d'administration pour l'exercice 1921 avait dit que « l'exploitation immédiate des phosphates à teneur moyenne, c'est-à-dire de 63 à 72, ne saurait être faite qu'au détriment des grands intérêts généraux des pays voisins, Algérie et Tunisie, qui sont précisément producteurs de cette catégorie de minerais et en ont des réserves considérables ».

Le rapport du conseil d'administration pour l'exercice 1923 notait que la consommation européenne pour 1923 n'avait pas encore rattrapé la consommation de 1913, le déficit provenant « des pays Centraux d'Europe dont le change arrête les transactions : arrivés jusqu'à 1,275,000 tonnes en 1913, ils n'ont consommé que 480,000 tonnes environ en 1923, non compris ce qu'ils ont pu extraire de leurs propres gisements, sur lesquels aucun renseignement précis n'a encore été publié. Il y aura donc de ce côté des possibilités de ventes importantes lorsque ces pays auront retrouvé leur équilibre financier. Nous nous préoccupons activement de ces débouchés. » Le même rapport notait aussi que le phosphate marocain n'intervenait que « pour 190,000 tonnes dans le chiffre de 1,140,000 tonnes de phosphates riches consommés en Europe », chiffre du reste inférieur de plus de 450,000 tonnes au chiffre correspondant de 1913 qui ne pouvait du reste pas être considéré comme une limite.

Le rapport du conseil d'administration pour l'exercice 1924 indiquait que l'accroissement de 239,000 tonnes des livraisons du Maroc en Europe correspondait en partie à une augmentation de la consommation du phosphate riche et pour une part appréciable (61,000 tonnes) au remplacement des phosphates étrangers ; que parallèlement les phosphates d'Algérie et de Tunisie avaient marqué une progression de ventes d'environ 370,000 tonnes dont une petite partie (23,000 tonnes environ) en remplacement de phosphate d'Europe ou étranger ; que les

pays centraux n'avaient encore augmenté leurs achats que de 72,000 tonnes, mais que d'après les résultats du premier trimestre 1925, il semblait déjà que leur progression allait être plus rapide, en particulier pour l'Allemagne.

Le conseil estimait donc qu'étant donné le déficit d'enrichissement des terres depuis 1914 dans les pays centraux, étant donné l'accroissement moyen annuel de 240,000 tonnes avant 1913, ce chiffre serait certainement dépassé de beaucoup dans l'avenir quand l'équilibre économique de l'Europe serait rétabli.

« Il en résulte à l'évidence, que nous pouvons répéter en l'élargissant, notre conclusion de l'an dernier : il demeure ouvert en Europe un champ d'action très intéressant non seulement pour le phosphate riche du Maroc, mais aussi pour tous les autres. »

Dans son rapport pour l'exercice 1925, le conseil d'administration se réjouissait de la réalisation de ses prévisions. Pour l'année 1925 « dans presque tous les pays, en France au premier rang, on constate une augmentation de consommation beaucoup plus élevée que les moyennes d'avant-guerre.

» Le chiffre de 10 %, qui était autrefois considéré comme pourcentage moyen de l'accroissement annuel a été en 1924 et 1925 très largement dépassé. Une enquête assez serrée menée cette année dans les divers pays consommateurs nous permet de prévoir que cela doit se continuer encore dans les années immédiatement à venir. »

L'augmentation des expéditions marocaines en Europe (276,000 tonnes) est inférieure à l'augmentation totale des hauts titres dans cette partie du monde. Nous assistons donc à la continuation du mouvement économique que nous avons déjà signalé l'an dernier, à savoir une faveur plus grande des acheteurs pour les hautes teneurs¹; mais si le pourcentage d'accroissement des moyennes et basses teneurs diminue, leur consommation ne s'en est pas moins accrue en valeur absolue de 252,000 tonnes: leur total en Europe est passé à 3,764,000 tonnes en face de 1,456,000 tonnes de hauts titres...².

» Quelle que soit l'augmentation de production des hauts titres, l'emploi des engrais, en Europe, paraît donc devoir être tel que l'ensemble des moyens et bas titres ne saurait que continuer à marquer de son côté une augmentation. »

¹ L'Office ne signalait rien de pareil dans son rapport précédent. Du reste pour 1924 l'accroissement de consommation des phosphates à haute teneur avait été de 15.5 % environ, celle des phosphates de teneur moyenne de 11.5 % ; il n'y avait donc pas encore grande différence entre les pourcentages d'augmentation.

² Les chiffres indiqués par l'Office sont approximatifs. Le rapport pour 1923 indiquait pour cette année là une consommation de phosphates riches de 1,140,000 tonnes, le rapport pour 1924 indiquait une progression sur 1923 de 178,000 tonnes ; celui pour 1925 indiquait une nouvelle progression de 328,000 ce qui donnerait pour 1925 une consommation de 1,646,000 tonnes au lieu de 1,456,000 ; pour les phosphates à moyenne teneur, on obtiendrait de même pour 1925 une consommation de phosphates de moyenne teneur de $3,000,000 + 347,000 + 252,000 = 3,599,000$ au lieu de 3,764,000.

Malheureusement si. « les résultats du premier semestre 1926 étaient venus confirmer ce que nous avions cru pouvoir annoncer l'an dernier, la situation a brusquement changé durant le second semestre, par suite des difficultés mondiales causées par la grève anglaise des charbonnages. Le frêt devenu rare et considérablement plus cher a gêné les livraisons, notamment les livraisons américaines ¹.

D'autre part, le manque de charbon a ralenti plusieurs usines de transformation ; de ce côté, l'Angleterre a été plus frappée et a marqué pour 1926 une régression importante dans son chiffre d'importation de phosphates.

» Toutefois, aucun des renseignements que nous possédons actuellement sur 1927, n'infirme jusqu'à présent les conclusions optimistes de notre rapport de l'an dernier ; nous avons tout lieu de penser, qu'après avoir marqué une moindre augmentation en 1926, la consommation va reprendre en Europe au moins suivant le rythme moyen d'accroissement d'avant 1914.

» Il est difficile, en raison des troubles économiques mondiaux de l'exercice 1926, d'apprécier si le mouvement de faveur que nous signalions depuis deux ans ² au sujet de l'emploi des phosphates haut titre, se continue : la stabilisation presque absolue de la consumma-

¹ Les frêts du phosphate africain ont à ce moment triplé passant de 5 shillings par tonne à 16 shillings.

² Voir la note de la page précédente.

tion des hauts titres en 1926 peut provenir simplement des difficultés de frêt pour les provenances éloignées (Etats-Unis, Curaçao, Océanie). Il est en tout cas intéressant de noter que, comme nous l'avions dit, les moyens et bas titres français ne pouvaient manquer de continuer leur accroissement : si l'Algérie a eu ses ventes en Europe un peu diminuées, la Tunisie a vu les siennes croître de 111.400 tonnes en 1926 par rapport à 1925.

» Les prix ont marqué une légère hausse ¹, pour toutes les teneurs, ce qui indique que le marché n'a pas subi une crise de sous-consommation ou de surproduction, mais a été gêné par des causes économiques indépendantes de la consommation proprement dite en phosphates et superphosphates. »

Les rapports des conseils d'administration des sociétés algéro-tunisiennes ont d'abord partagé l'optimisme de ceux du conseil d'administration de l'office : « Sur un total de livraison de 80.000 tonnes, le Maroc n'en a livré que 24.000 en France. Ces chiffres démontrent que les débouchés du phosphate à haute teneur du Maroc sont ailleurs qu'en France.

» Aussi doit-on admettre pour peu que l'augmentation de la consommation mondiale suive sa progression nor-

¹ Cette « légère » hausse correspond à la cotation des cours en monnaie anglaise qui fit passer le prix de vente de la tonne de phosphate marocain de 133 fr. sinon à 242.10 fr. (prix calculé avec le cours moyen de la livre pour 1926) mais certainement à 196.40 fr. (prix calculé avec le cours stabilisé actuel de la livre).

male que le Maroc trouvera facilement des débouchés sans préjudice pour les produits algériens et tunisiens ¹. »

Mais, à partir de 1923, on voit la production tunisienne dépasser l'exportation ², tandis que le prix de vente du phosphate reste avili, ne valant que deux fois et demi son prix d'avant-guerre, alors que le prix de vente du superphosphate a été multiplié par cinq. Le conseil d'administration de la Compagnie des Phosphates de Constantine, dans son rapport pour l'exercice 1923, semble craindre que l'Office n'exporte promptement des quantités de phosphates massives de nature à submerger brutalement le marché. « On parle d'une production de 4 millions de tonnes à bref délai, soit plus que l'ensemble de la consommation européenne de ces dernières années. » Cependant on lit encore dans le rapport du conseil d'administration de la Compagnie de Gafsa pour 1924 : « Cette progression [des ventes de l'Office] va certainement se poursuivre durant les prochaines années ; nous pouvons cependant espérer qu'elle ne gênera pas notre activité à brève échéance, si l'Office s'applique surtout, comme il est logique, à conquérir le marché européen des hautes teneurs si forte-

¹ Rapport du conseil d'administration de la Société des Phosphates Tunisiens pour l'exercice 1922.

²		Production	Exportation	
	1923	2,357,000	2,252,000	
	1924	2,862,000	2,389,000	-
	1925	2,691,000	2,579,000	
	1926	2,650,000	2,500,000	-

ment alimenté encore par du phosphate de provenance lointaine. »

Au début de 1925, les prix en valeur-or restant toujours bien inférieurs à ceux pratiqués avant la guerre, une série d'accords commerciaux furent conclus entre les différentes compagnies suivantes : Compagnie de Gafsa, Compagnie des Phosphates tunisiens, Compagnie des phosphates de M'Dilla, Compagnie des phosphates du Dyr, compagnie des phosphates de M'Zaïta. Le but de ces accords était de ramener le phosphate à son prix d'avant-guerre (soit 35 centimes-or l'unité f.o.b. pour le 58-63) par l'organisation méthodique des ventes et un contingentement de la production. Ces accords aboutirent au début de 1926 à la cotation en pence des phosphates nord-africains.

Malgré cette cotation des prix en monnaie anglaise, malgré l'augmentation des ventes tunisiennes en 1926, les rapports, fait aux assemblées générales des grandes compagnies phosphatières tunisiennes pour l'exercice 1926 par leurs conseils d'administration, sont encore loin d'être optimistes. Voici comment s'exprime le rapport présenté à l'assemblée générale des Phosphates de Gafsa :

« Les cours cotés en pence restent moins élevés qu'ils ne l'étaient avant la guerre. Cette faiblesse des cours, qui se joint à une augmentation constante des prix de revient n'a pas pour cause un manque de débouchés ; elle est le résultat de la concurrence entre les mines de phosphates et de l'ouverture de nouvelles exploitations, notamment

des mines marocaines. Il faut donc espérer que dans l'intérêt commun de l'Algérie, de la Tunisie ¹ et du Maroc, les trois gouvernements de l'Afrique du Nord se préoccuperont de cette situation, et arriveront à un accord non pas pour restreindre la production, mais pour en assurer le développement dans les trois pays, en attribuant à chacun d'eux une part rationnelle dans l'accroissement des importations européennes. »

La situation du marché des phosphates nord-africains préoccupe également au plus haut point la Société des Phosphates Tunisiens :

« Malgré les espoirs que certains pourparlers avaient laissé surgir, l'année 1926 n'a marqué aucune amélioration dans les conditions des ventes... La course au tonnage a continué, augmentant parfois le chiffre des expéditions, mais non celui des bénéfices réels... Les bénéfices des sociétés phosphatières ne se sont accrus qu'en apparence, les prix de vente n'ayant pas été adaptés à la dépréciation exceptionnelle de la monnaie survenue dans le courant de 1926 ; la concurrence que se font les phosphatiers nord-africains sur les marchés extérieurs a aussi entraîné pour l'économie nationale un manque à gagner d'une centaine de millions.

» Depuis quelque temps d'ailleurs, le gouvernement français s'est ému de cette situation et l'honorable M. Queuille, ministre de l'agriculture, l'a compris tout

¹ En Tunisie, 75 % des transports par voie ferrée sont des transports de phosphate.

le premier. C'est à lui, en effet, que revient l'initiative de la constitution d'une commission chargée de régler les contingents d'exportation de chacune des trois colonies nord-africaines...

» Il ne nous reste qu'à souhaiter que le gouvernement français mette fin à la situation actuelle, au besoin d'autorité, car si les mesures devaient trop tarder, elles deviendraient inopérantes du fait des contrats importants et à longue échéance que certaines sociétés continuent à passer.

» Pour notre part, nous sommes et nous restons des industriels et nous ne saurions nous engager à livrer à un prix impossible à fixer, une marchandise dont nous ignorons ce qu'elle nous coûtera. » (Rapport du conseil d'administration des Phosphates tunisiens pour l'exercice 1926.)

D'ailleurs, déjà la troisième conférence nord-africaine (1926) avait émis le vœu « qu'aient lieu en principe deux fois par an, des réunions des services des trois gouvernements de l'Afrique du Nord à l'effet d'examiner la situation d'ensemble de l'industrie phosphatière, de procéder à des échanges de vues sur le marché mondial et de prendre, chacun en ce qui le concerne, les mesures nécessaires pour la consommation en assurant dans la mesure du possible la bonne marche des entreprises productives ».

D'autre part, le 20 janvier 1927, le député Charles Baron, président de la commission des mines; avait

déposé sur le bureau de la Chambre un rapport « sur la situation de l'industrie phosphatière tunisienne et sur l'opportunité d'un contingentement de la production entre les trois pays français de l'Afrique du Nord » dont le rapport du Conseil des Phosphates tunisiens cite le passage suivant : « Grâce à ses possessions de l'Afrique du Nord, la France serait en mesure de contrôler efficacement le marché européen des engrais phosphatés et d'alimenter son agriculture dans des conditions exceptionnellement favorables ¹. Il lui appartient de suivre une politique phosphatière appropriée aux contingences, non certes pour raréfier un produit dont il faut intensifier le plus possible la production, mais pour éviter le retour entre producteurs d'une concurrence désastreuse qui, en ruinant certaines entreprises, irait à l'encontre des intérêts particuliers de chacun et de l'intérêt général.

» Sous le haut patronage du gouvernement français, sans gêner le Maroc dans l'extension normale de sa production et en tenant compte des droits légitimes acquis par les exploitations doyennes d'Algérie et de Tunisie, l'entente sur une répartition des ventes de phosphates

¹ Ce serait du reste une erreur de croire qu'une baisse de prix sur le phosphate vendu en France (compensée par une hausse sur le phosphate vendu à l'étranger) soulagerait beaucoup l'agriculture française. En effet, dans le prix de revient du superphosphate, l'élément phosphate, en y comprenant l'extraction, le séchage à la mine, les frais de chargement sur wagon ne dépasse pas 7 % du prix du superphosphate. Il est bon aussi de noter que pour le prix d'un quintal de blé on pouvait avoir en 1913, 495 kil. de superphosphate et, en 1926, 640 kil.

entre les trois colonies devrait être réalisée de manière que leur production s'harmonise, sans les devancer, avec les progrès annuels de la consommation européenne des phosphates.

» L'Algérie et la Tunisie procéderaient ensuite, chacune de son côté, à une sous-répartition par entreprise du contingent qui leur serait attribué respectivement ¹. »

¹ Le 20 juillet 1926, une conférence s'était tenue à Paris sous la présidence du Ministre de l'Agriculture et un projet avait été élaboré recherchant dans le développement de la consommation la sauvegarde des intérêts d'avenir des exploitations algéro-tunisiennes. Les gouvernements tunisien et algérien se seraient engagés à verser à une caisse de propagande pour l'emploi des engrais phosphatés d'origine africaine, une contribution de un franc par tonne de phosphates exportée des ports de Tunisie et d'Algérie, les compagnies d'exploitation de phosphates s'engageant, de leur côté, à verser une contribution égale.

Les sommes mises ainsi à la disposition du Ministre de l'Agriculture auraient servi à développer en France l'emploi des engrais phosphatés par tous les moyens appropriés : articles, tracts, conférences, champs d'expérience et aussi dégrèvement sur les frais de transport pour les localités éloignées des ports.

A cette œuvre de propagande aurait contribué également l'Office chérifien des phosphates pour une cotisation égale à celle des producteurs d'Algérie et de Tunisie.

Mais ce projet n'a jamais été adopté et le seul résultat pratique de cette conférence a été l'engagement de l'Office de limiter ses exportations pour 1927 à 1,200,000 tonnes et de ne les augmenter en principe que de 200,000 tonnes par an, ce qui constitue une augmentation annuelle très modérée. En fait, en 1927, toutes les exploitations nord-africaines ont développé leurs exportations. En particulier les ventes de la Compagnie de Gafsa ont crû de 160,000 tonnes atteignant 2,039,570 tonnes.

Au cours de la séance de la Chambre du 28 novembre 1927, le ministre de l'agriculture a reconnu « qu'on était arrivé à préparer un projet d'accord qui garantissait les intérêts des agriculteurs fran-

Mais il n'est malheureusement pas possible de prévoir entre les exploitants de phosphates d'Algérie, de Tunisie et du Maroc des accords permettant d'instituer un régime permettant à l'agriculture française de tirer un avantage particulier de la situation que paraît avoir la France, puisque c'est du sol de son domaine africain que sont extraits les engrais phosphatés en quantités plus que suffisantes non seulement pour elle, mais pour l'Europe entière. Nous n'avons pas en effet quant à nos phosphates, la liberté qu'avait l'Allemagne quand il s'agissait de ses potasses. Nous ne l'avons pas parce que le Maroc est sous le régime de la liberté économique en vertu de l'Acte d'Algésiras et que tous les produits qui quittent le Maroc, quelle que soit leur destination, doivent le quitter dans des conditions absolument comparables.

çais, et le problème allait être résolu lorsque tout a été remis en question à la suite d'une demande formée par l'Algérie et tendant à l'adjudication du Djebel Onk. » (Le Djebel Onk, situé à une centaine de km. au sud de Tébessa, contiendrait un milliard de tonnes de phosphate à 66 % de teneur moyenne et pourrait être exploité en carrière sur sa plus grande partie. Un embranchement de 45 km. facile à établir aurait suffi pour raccorder ce gisement aux chemins de fer tunisiens, le mettant à 320 km. de Sousse ; mais l'établissement d'un chemin de fer à voie normale entre le Djebel Onk et Tébessa a été déclaré d'utilité publique en 1925. Cette ligne de 110 km. aura un profil difficile et le Djebel Onk n'en restera pas moins à 356 km. de Bône. Du reste le gouvernement algérien, ayant posé des conditions d'adjudication draconiennes, n'est pas encore parvenu à trouver un adjudicataire.)

» La mise en adjudication de cette concession n'a pas encore été réalisée. Quand elle le sera, nous poursuivrons la conclusion de l'accord qui avait été amorcé. »

En outre, nous n'avons pas la liberté absolue d'imposer au Maroc la réglementation qui conviendrait pour que l'exploitation de ses phosphates soit faite d'accord avec celle des phosphates d'Algérie et de Tunisie

Quoiqu'il en soit, s'il est certain, d'une part, que l'Office pourrait, s'il le désirait, amener la ruine complète des autres exploitations phosphatières nord-africaines, il est également certain qu'il n'a jamais cherché à entrer dans cette voie et, qu'au contraire, il s'est seulement donné comme but de chasser du marché européen les phosphates américains à haute teneur et une fois ce premier point atteint, de chercher l'augmentation de ses exportations soit dans l'augmentation de la consommation européenne, soit dans la recherche de débouchés nouveaux. L'Office a ainsi touché l'Afrique du Sud pour la première fois en 1925 et depuis ses exportations dans ce pays ont crû régulièrement; en 1926 il a touché pour la première fois l'Australie et en 1927 les Etats-Unis ¹

Il semble donc qu'étant donné d'une part le programme de développement relativement modéré que s'est fixé l'Office et, d'autre part, l'augmentation de la consommation (non seulement en Europe, mais encore dans de nombreux pays neufs qui n'utilisaient pas encore de phosphate avant la guerre), les sociétés phosphatières algéro-tunisiennes s'inquiètent à tort et que leurs perspectives d'avenir sont encore belles.

¹ Il s'agit sans doute des Philippines.

CHAPITRE IV

Les exploitations minières de l'Office chérifien des Phosphates

SECTION PREMIÈRE

Le choix de l'emplacement du centre d'exploitation Le centre provisoire du Bou Jniba et le centre définitif de Kourigha

Au moment de la création de l'Office chérifien des Phosphates, les recherches du service des mines étaient assez avancées pour permettre un choix rapide du point d'exploitation. Il est vrai pourtant que le gisement du centre n'était pas encore découvert et que seuls les gisements du sud et du nord étaient connus. Les premiers étaient sans doute plus près de la mer, mais l'économie qui aurait été réalisée sur les frais de transports jusqu'à la mer aurait été de beaucoup insuffisante pour compenser, d'une part, l'infériorité du prix de vente correspondant à une teneur moyenne de 65 % au lieu de 75 %, d'autre part les dépenses d'aménagement élevées du port de Mogador que l'Office aurait dû vraisemblablement supporter. L'aménagement de ce port aurait été en effet réalisé à peu près exclusivement en vue de l'exportation.

des phosphates ¹, tandis qu'il était possible de profiter de l'aménagement du port de Casablanca auquel, avec juste raison, le Maroc consacrait tous les crédits disponibles au lieu de les éparpiller suivant l'habitude métropolitaine sur une poussière de ports.

Un intérêt politique venait enfin s'ajouter à ces raisons, chacune suffisante déjà : la teneur des phosphates du gisement sud se rapprochait beaucoup de celle des gisements algériens et tunisiens auxquels il fallait éviter de faire concurrence inutilement alors qu'on avait des gisements à haute teneur permettant de concurrencer seulement les Etats-Unis.

Il fut donc décidé que l'on exploiterait le gisement nord, mais il y eut longtemps incertitude entre El-Boroudj et Oued Zem. On avait d'abord pensé — avant la campagne de recherches de 1919 dans la région d'Oued Zem — faire l'exploitation à El-Boroudj. Elle aurait été desservie par un chemin de fer rejoignant à Settât la ligne déjà existante d'El-Boroudj à Settât. Mais les recherches du service des mines permirent d'établir la supériorité de teneur des phosphates de la région Oued Zem-Oulad Abdoun (66.8 % à El-Boroudj, 74-76 % à Bou Jniba, 81-82 % à Oued Zem) ².

¹ En 1919, le trafic du port de Casablanca avait été de 332.500 tonnes, celui du port de Mogador de 20.139 tonnes seulement.

² Le personnel européen qui habite actuellement Kourigha, à 800 m. d'altitude, n'a pas lieu de regretter qu'El-Boroudj n'ait pas été choisi comme centre d'exploitation. Situé à 50 km plus au sud et à 400 m. seulement d'altitude, ce centre offre un séjour fort

Il restait encore à choisir entre le plateau des Oulad Abdoun et Oued Zem. Le maréchal (alors général) Lyautey avait, un jour qu'il était reçu par elle, assuré à la population d'Oued Zem que les phosphates seraient pour elles une source de richesses et avait désigné du geste le point où s'élèverait plus tard le village des phosphates¹. Il était certain qu'à teneur égale il y avait intérêt à s'installer le plus à l'ouest possible afin de réduire au minimum la longueur du chemin de fer et par suite les frais de transport. La teneur du phosphate d'Oued Zem était de six degrés environ supérieure à celle du phosphate des Oulad Abdoun, le prix de vente à la tonne aurait été de 9 à 10 francs supérieur, tandis que l'augmentation du prix de transport aurait été de 5 à 6 francs. Le gain était donc relativement faible; d'autre part, les

pénible en été. Le seul avantage aurait été l'abondance de l'eau (proximité — 15 km. — de l'oued Oum er Rbia et nappe d'eau souterraine à faible profondeur).

¹ Aussi quand l'Office commença de s'installer à Kourigha et que les délégués d'Oued Zem eurent vainement essayé de le faire revenir sur sa décision, la population d'Oued Zem s'estima sacrifiée. A titre de compensation on consentit à prolonger le chemin de fer à voie normale jusqu'à Oued Zem. (La loi de concession des chemins de fer concédait en effet à la Compagnie des chemins de fer du Maroc une ligne « de Settat ou d'un point voisin de la ligne Casablanca-Marrakech, à l'Oued Zem ou à un point voisin » et il ressort bien de l'exposé des motifs que le terminus de la ligne devrait être le point d'exploitation des phosphates, point que l'on pensait alors installer au voisinage d'Oued Zem.

Il faut noter du reste qu'Oued Zem se trouvant sur la bordure nord du gisement qui est incliné du nord au sud, les nécessités de l'exploitation auraient conduit à s'installer à quelques kilomètres au sud d'Oued Zem.

dirigeants de l'office ne tenaient sans doute pas à s'installer au voisinage immédiat du chef-lieu de la région où résidait le contrôleur civil. Toutes les exploitations minières nord-africaines qui créent de véritables villages supportent assez impatiemment le joug, pourtant léger, de l'autorité civile et leurs directeurs d'exploitations se montrent volontiers assez indépendants. C'est pourquoi vraisemblablement l'Office s'est établi sur le plateau des Oulad Abdoun au lieu de Oued Zem ¹.

Le centre choisi il fallait y amener la voie normale ce qui exigeait un certain temps. Or il était intéressant de ne pas conserver en stock les produits qui ne manqueraient pas d'être extraits même si l'on se contentait de faire de la préparation; il était intéressant aussi de faire connaître le phosphate marocain aux superphosphatiers européens. Or il existait déjà un chemin de fer stratégique à voie de 0.60 m. reliant Casablanca à Oued Zem. On commença donc « à la fin de 1920 les études d'un raccord de onze kilomètres partant de la gare de Bir Bettane et venant aboutir à un point dit Bou Jniba particulièrement intéressant par ses facilités d'extraction immédiate et sa possibilité de liaison ultérieure avec la voie normale » ². Les travaux commencèrent ainsi le

¹ Un bureau de l'état-civil a été ouvert à Oued Zem, siège du contrôle civil, le 1^{er} avril 1919, Kourigha, — où l'on n'a encore osé déléguer aucun contrôleur adjoint — est rattaché au bureau de l'état-civil d'Oued Zem.

² Rapport sur la marche de l'Office Chérifien de Phosphates pendant l'année 1921.

Ce point était à proximité d'un puits de recherches foncé par le

1^{er} mars 1923 ¹ dans le ravin de Bou Jniba (ravin de l'oued Rherraf) où la couche N° 1 affleurerait. Le phosphate extrait fut provisoirement stocké au fond du ravin. Afin de permettre des expéditions immédiates d'échantillons, en attendant l'achèvement du plan incliné ² et du raccord Bir Bettane-Bou Jniba, une partie de ce stock fut transportée à dos d'ânes du fond du ravin à la route d'Oued Zem, d'où des camions le transportaient jusqu'à la gare de Bir Bettane.

Mais Bou Jniba ne devait fonctionner dans l'avenir que comme « une des recettes ³ de la région desservie par ce

service des mines (puits *Bou Jniba 2* qui avait reconnu une couche de 3,50 m. d'épaisseur), et à proximité de la région où des permis de recherches avaient été accordés. Au contraire les affleurements au nord de la route de Casablanca à Oued Zem ont été délaissés malgré leur proximité (1 km. environ) de la voie de 0,60 m. du fait que les deux ou trois recherches qui y avaient été faites par le service des mines ont mis à jour du calcaire phosphaté d'une teneur de 45 % seulement.

¹ Un dahir du 25 septembre 1920 avait déclaré d'utilité publique les installations nécessaires à l'exploitation des phosphates:

² Ce plan incliné (à 22 cm. par m.), destiné à remonter sur le plateau les produits de la mine Bou Jniba, fut desservi par un ancien treuil de cale du *Venezuela*, paquebot qui s'était échoué à Casablanca et qu'on n'avait pu renflouer.

³ La décision de faire de Bou Jniba une des recettes du centre général n'était pas à l'origine aussi ferme que semble le dire le rapport du conseil d'administration. En réalité les premières instructions prévoyaient que la préparation de la mine de Bou Jniba devait être limitée au strict nécessaire, pour alimenter pendant trois ans le chemin de fer à voie de 0,60 m. dont la capacité de transport annuelle était estimée à 150.000 tonnes, c'est-à-dire pour permettre l'extraction totale d'un tonnage de quatre cent cinquante mille.

centre général » et ce centre général était placé à Kourigha à 12 kilomètres plus à l'ouest « à la limite ouest de la zone qui contient du phosphate à haute teneur. Il se trouve sur le tracé général de la voie normale qu'il aurait été difficile de mener plus à l'est sur le plateau des Oulad Abdoun autrement qu'en cul-de-sac minier ¹. »

tonnes qu'on dépilerait en se repliant vers l'entrée. C'est pourquoi deux descenderies avaient été mises en fonçage en même temps à Kourigha. En raison du retard des travaux préparatoires à Kourigha, on fut bien contraint, afin de pouvoir continuer les expéditions, de modifier le programme primitif prévu pour Bou Jniba (d'où du reste un plan de travaux qui peut paraître extraordinaire à un observateur non prévenu). Mais le rapport du conseil d'administration pour l'exercice 1923 parlait de « la division provisoire de Bou Jniba que nous conservons encore en attendant la fin des montages des installations définitives ».

¹ Rapport du conseil d'administration pour l'exercice 1921. Le passage cité contient l'aveu implicite que l'emplacement du centre n'a été déterminé qu'une fois fixé le tracé de la voie normale. On a alors cherché, à proximité de la voie, un emplacement convenant à l'établissement des installations extérieures et du village européen. Mais, personnellement, les dirigeants de l'Office auraient désiré placer le centre plus au sud (ils sont revenus partiellement à cette idée en développant vers le sud la ligne nouvelle à voie normale reliant Kourigha à Bou Jniba).

Il est enfin intéressant de noter 1° que le rapport ne fait pas allusion à l'éloignement de l'exploitation du centre d'Oued Zem ; 2° qu'il parle de « cul-de-sac minier » alors que l'embranchement de Sidi el Aïdi devant sa construction à la présence des phosphates, il aurait été naturel que, dans la mesure des possibilités techniques, son tracé se fut plié aux désirs de l'Office.

Les travaux préparatoires à Kourigha. — « A Kourigha même a été amorcée, en novembre 1921, une descenderie en plan incliné qui doit aller chercher le phosphate à 40 mètres de profondeur ¹. ». Cette descenderie tomba sur un pilier calcaire analogue à ceux rencontrés à Bou Jniba ². Une galerie fut poussée dans le prolongement de la descente qui se trouva vraisemblablement en direction du grand axe du pilier calcaire, une recherche perpendiculaire ayant rencontré le phosphate à quelques mètres de la galerie principale. Une seconde descenderie ³ commencée plus à l'est sur le parcours de la voie ferrée minière à voie de 0.60 m. de Bou Jniba à Kourigha parvint au début d'août 1922 à la couche N° 1. Mais on abandonna brusquement les deux descenderies pour créer une

¹ Rapport du conseil d'administration pour l'exercice 1921.

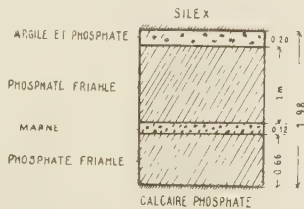
² A Bou Jniba, en effet, la couche se présente un peu différemment que dans la région au sud-est de Kourigha ; elle est plus ouverte (des ouvertures de 3 et même 4 mètres se rencontrent fréquemment), plus tendre et plus propre (en raison d'une part de l'absence des rognons de silex du tiers inférieur de la couche, d'autre part de la possibilité d'exploiter sous le faux-toit constitué par les deux couches de silex ; on peut ainsi supprimer le criblage) ; mais, en revanche, le phosphate disparaît par endroits remplacé par des piliers calcaires de forme allongée ou des piliers d'argile.

³ On avait adopté pour la première descenderie une pente de 22 cm. par m. ; afin d'atteindre plus vite la couche, on fonça la seconde descenderie avec une pente de 30 cm. par m.

nouvelle division dans un ravin à une distance de quatre à cinq kilomètres à vol d'oiseau de Kourigha et dans des conditions analogues à celles de Bou Jniba, la position de cette nouvelle division étant déterminée par un éperon qui s'avancait dans le ravin et qui permettait l'établissement d'un trainage avec le minimum de travaux de terrassement. Les dirigeants de l'Office manquèrent ainsi de persévérance. Les descenderies 1 et 2 auraient permis — comme le montrèrent les résultats des puits de recherches entrepris plus tard — d'installer des exploitations analogues à celles de Bou Juiba où l'on obtient un rendement supérieur à celui obtenu dans les divisions 1 et 2 et elles auraient permis d'éviter l'installation de traînages coûteux ².

Quoiqu'il en soit les travaux préparatoires de la division 1, commencés en août 1922, se trouvèrent assez avancés pour permettre, en automne 1923, la mise en ex-

¹ L'ouverture de la couche était de près de 2 mètres sous faux-toit, ainsi que le montre la coupe ci-dessous :



² Et aussi de la voie ferrée à voie de 0,60 m. reliant Kourigha aux divisions 1 et 2. Le personnel d'exploitation aurait été ainsi beaucoup plus près de son travail.

exploitation d'un premier quartier dont les produits furent stockés au fond du ravin, et, en 1924, une production de 230.800 tonnes (dont 175.000 pour le second semestre) alors que la production de 1923 n'avait été que de 38.000 tonnes.

En mars 1924 furent commencés les premiers travaux préparatoires de la division 2.

SECTION II

Le phosphate du chantier d'abatage à son chargement pour Casablanca L'organisation des exploitations minières

Le phosphate se présente sous forme pulvérulente et vient ainsi très facilement au pic, donc aucune difficulté d'abatage. La présence au dessus de la couche d'un banc calcaire constituant un toit excellent permet de se dispenser de boisage dans les voies. L'exploitation se ramène donc purement et simplement à une question d'organisation de roulage, organisation du reste assez complexe, car si le gisement est presque en plateau avec une pente générale de onze millimètres par

mètre, les courbes de niveau du toit de la couche ¹ n'en sont pas moins très tourmentées.

Comme on n'a nullement à s'occuper des accidents de surface ², on emploie la méthode d'exploitation dite « *par foudroyage* » : on trace dans les thalwegs de la

¹ Les courbes de niveau du mur de la couche sont encore plus irrégulières, la couche s'ouvrant par endroits aux dépens du mur calcaire.

Du reste, les dirigeants de l'Office, ayant adopté cette théorie singulière que les courbes de niveau du fond étaient la reproduction exacte de celles de l'extérieur, se refusèrent systématiquement jusqu'en 1924 à compléter le quadrillage à larges mailles des puits de recherches du Service des Mines — suffisant pour avoir une idée générale de l'allure du gisement, insuffisant pour permettre aux divisions un traçage rationnel — par un quadrillage à mailles plus étroites. Pourtant ces puits de recherches profonds de quelques mètres à 45 mètres, de 0.80 m. à 1 m. de section, sont réalisés très rapidement et à peu de frais par les puisatiers indigènes.

Cependant on put lire, enfin, dans le rapport du conseil d'administration pour l'exercice 1924, le passage suivant : « Nous avons décidé d'exécuter, à l'aide de puits, une reconnaissance de détail de la couche exploitée, au voisinage des divisions actuelles et sur l'emplacement éventuel d'autres divisions. Ces puits, profonds de 25 à 40 mètres, et formant un quadrillage d'environ 200 mètres de côté, nous sont nécessaires pour déterminer approximativement à l'avance le tracé des galeries de grand roulage : nous avons pu en effet, au cours des premières années de travail, nous convaincre de l'impossibilité générale de prévoir ce tracé à priori. Nous sommes en présence d'un gisement peu incliné vers le sud-ouest, formant plateaux dans son ensemble, mais très mamelonné dans le détail, et où l'extrême torsion des courbes de niveau prend une importance énorme pour le roulage. »

² Des tentes de nomades constituent en effet les seules habitations au-dessus de la zone en exploitation.

couche des galeries principales ; à partir de ces galeries, on trace, sensiblement suivant des lignes de plus grande pente, des galeries secondaires appelées « plans » ; chaque plan dessert un panneau d'exploitation qu'on découpe par des voies de roulage de niveau espacées les unes des autres de 15 m. ; les voies de roulage ayant été tracées jusqu'à la limite du panneau d'exploitation, on se replie vers le plan en dépilant la couche par tranches de quatre à cinq mètres de large et de 15 m. de long (intervalle entre deux voies de roulage voisines) ; naturellement, afin d'éviter les éboulements indésirables, les chantiers de deux voies de roulage successives sont décalés, celui de la voie supérieure devant être en avance de quinze à vingt mètres sur celui de la voie inférieure qui viendra ainsi percer dans une zone déjà dépilée ; dès qu'une tranche est dépilée, on déboise et on laisse s'écrouler le toit.

Une fois abattu au pic, le phosphate est chargé à la pelle en berlines métalliques de cinq cents litres de capacité qui sont roulées à bras jusqu'au plan et qui sont ensuite conduites vers le jour soit par mulets, locomotives

En outre « dans un but de sécurité publique » le *dahir* du 28 janvier 1922, a défini une zone dans laquelle aucune construction en maçonnerie ne pourrait être édiflée sans l'autorisation du directeur général des travaux publics. Les demandes d'autorisation, accompagnées des plans des constructions, doivent être adressées au directeur général de l'Office qui les transmet avec son avis au directeur général des travaux publics.

à benzol (division Bou Jniba) ou électriques ¹ (division 1) ou par traînage (division 2). Aux divisions 1 et 2, un traînage à accrochage souterrain amène les berlines jusque sur le plateau où elles sont culbutées dans des trémies, d'où le phosphate est repris par les godets d'un élévateur et amené à un trommel tronconique où il est débarrassé du stérile ² (marne, silex) échappé au triage au chantier, (chaque trommel est capable de cribler à l'anneau de 10 m/m quarante tonnes de phosphate par heure) ³. Le phosphate ayant traversé le trommel tombe dans une trémie puis sur une bande à racleurs qui assure sa répartition entre les divers goulottes qui permettent le chargement dans les wagons de 10 tonnes de la voie de 0.60 m. de l'Office. Ces wagons transportent le phosphate jusqu'à l'usine de séchage. Le phosphate est déchargé à la pelle dans des silos de phosphate humide où il est repris par des courroies transporteuses qui l'amènent aux trémies d'alimentation des fours sécheurs qui alimentent ceux-ci par l'intermédiaire d'un distributeur à table tour-

¹ Locomotives électriques alimentées par du courant continu à 500 volts.

² Le traînage de la division 1 à 2.807 m. de longueur pour une différence de niveau de 69 m. ; celui de la division 2 à 2.920 m. de longueur pour une différence de niveau de 67 m. Ils sont actionnés chacun par un treuil électrique de 200 C. V. Le premier a été mis en marche au printemps 1924 ; le second au printemps 1926.

³ En 1926, le stérile évacué par le criblage de la division 1 a représenté 11,2 % du tonnage amené. La même année, le stérile évacué par la division 2 (où le phosphate est plus propre qu'à la division 1) n'a représenté que 6,6 % du tonnage amené.

nante de débit facilement et rapidement réglable. Le four sécheur est constitué par un cylindre tournant où un four chauffé à 1,200° projette un air chaud dont la température peut être évaluée à 800° à son entrée dans le cylindre et à 80° lorsqu'il en sort. Le séchage est presque instantané. Il passe ainsi dans le cylindre 25 tonnes par heure qui en sortent vers 3 ou 4 degrés à peine d'humidité au lieu de 15 à 18 à l'entrée ¹. Du four sécheur des courroies transporteuses amènent le phosphate à la partie supérieure de silos aériens ² en béton armé longs de 120 m., larges de 60 m. en travées de 20 m., pouvant contenir jusqu'à 60,000 tonnes de phosphate sec ³. Celui-ci est distribué par courroie sur toute

¹ La consommation de charbon à la tonne séchée a été de 16 kg. 676 en 1925 et de 17 kg. 043, les pluies et l'humidité atmosphérique étant un des facteurs les plus importants qui agissent sur la consommation du charbon (il est tombé à Kourigha 271 mm. d'eau en 1925, 424 en 1926.)

² Une étude sur ces silos en béton armé, a paru dans le *Génie Civil* (n° du 24 janvier 1925). Le doublement des ces silos a été achevé en août 1927. (Pour une production future de 4 millions de tonnes, il est prévu au total 240,000 tonnes de capacité de silos soit le double de la capacité existante en août 1927.)

³ Pendant la saison sèche les exploitants tunisiens et algériens font du séchage au soleil sur aire, qui est naturellement beaucoup plus économique que le séchage au four, à condition d'être organisé en grand. L'Office est du reste moins favorisé que les exploitants algéro-tunisiens, la durée de la saison sèche étant moins longue au Maroc occidental que dans le reste de l'Afrique du Nord et des brouillards nocturnes font, dès la fin de septembre, repêcher la nuit une partie du gain obtenu le jour. Sauf à l'origine de l'Office, le séchage sur aire a été jusqu'ici — y compris l'année 1927 — presque nul. L'aire a servi simplement à mettre en stock. Il y a là pour l'avenir une source de nouvelles économies à réaliser par l'Office,

la surface des silos. Six séries de trémies permettent le chargement des rames de wagons de la voie normale qui se succèdent sous l'accumulateur; le chargement d'un train de trois cents tonnes peut être assuré en deux minutes par chaque série de trémies.

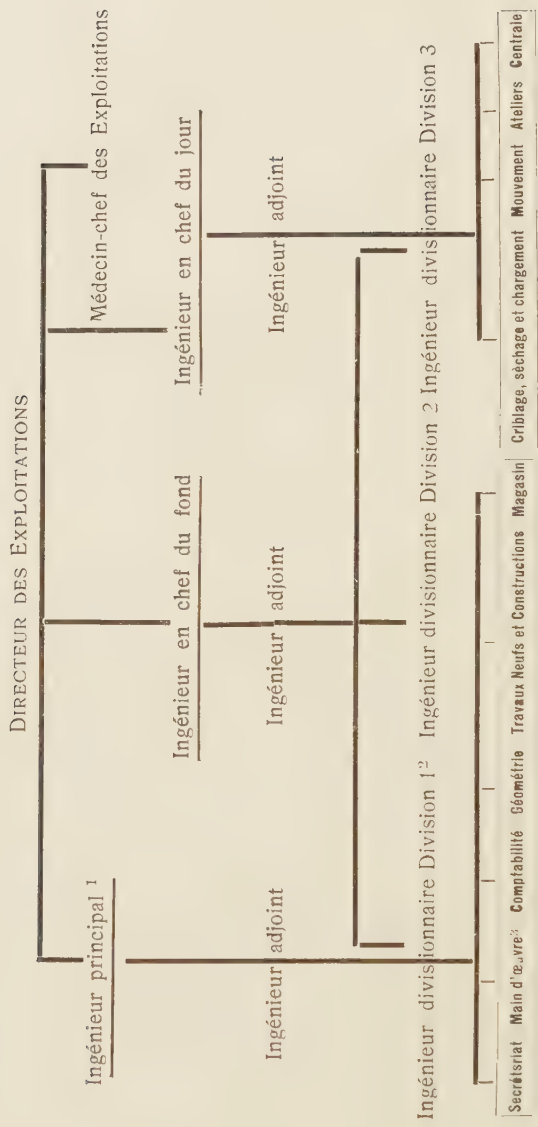
Le phosphate provenant de Bou Jniba est transporté jusqu'à Kourigha par une voie de 0.60 m. (qui sera remplacée par une voie normale ¹) en des wagons de 10 tonnes dont la traction est assurée par des locomotives à vapeur ou des tracteurs à benzol.

L'organisation du service des exploitations se trouve indiquée page 116.

quand il se décidera à organiser sérieusement le séchage au soleil, pour lequel une aire de 16 hectares a été prévue, les gros frais à engager pour une installation pratique, devant être rapidement récupérés, grâce à l'économie réalisée; à la fin de 1926, il y avait en service trois batteries de fours de séchage de chacune 4 fours. (Pour la production future de 4 millions de tonnes il est prévu 32 fours.)

³ Longue de 17 km. 800 qui descend vers le sud — en prévision de l'ouverture de divisions futures aux affleurements — et aboutit au ravin de Bou Jniba. Le phosphate extrait à Bou Jniba pourra être ainsi culbuté directement en wagon au lieu d'être comme actuellement remonté par plan incliné jusqu'au niveau du plateau.

Cette nouvelle liaison entre Bou Jniba et Kourigha a dû être achevée à la fin de l'année 1927.



¹ Adjoint au directeur des exploitations, le remplaçant en cas d'absence et ayant normalement autorité sur tout le personnel.

² Chaque ingénieur divisionnaire a sous ses ordres un chef de secrétariat, un chef mécanicien, deux ou trois maîtres-mineurs, entre lesquels sont répartis un certain nombre de chefs de poste) ; un magasinier

³ A laquelle est rattaché le service anthropométrique.

SECTION III

La question de l'eau

Dans toute la région de Oulad Abdoun l'eau est rare et les femmes indigènes puisent l'eau dans des puits — dont la profondeur varie de quelques mètres à une cinquantaine de mètres — au moyen d'outres suspendues par des cordes faites à l'aide de feuilles de palmier nain, l'outre remplie étant remontée à la force des poignets.

Malgré ses besoins en eau tant au point de vue industriel qu'au point de vue des besoins domestiques, l'Office n'a jamais eu une politique de l'eau et ne s'est préoccupé de s'en procurer qu'au fur et à mesure qu'il constatait l'insuffisance de son alimentation par rapport à ses besoins.

A l'origine, une pompe à essence prenait l'eau dans un des nombreux puits du ravin de Bou Jniba et la refoulait sur le plateau dans un réservoir d'où elle était distribuée à la population par un « caporal de l'eau » qui avait à sa disposition des ânes dont le bât fabriqué avec de vieilles caisses à essence portait quatre bidons¹. A Kourigha le ravitaillement fut d'abord assuré grâce à l'eau puisée dans les puits du ravin des Oulad Abdoun, au nord de la route de Casablanca à Oued Zem, et trans-

¹ Chacun était taxé de un à quatre bidons suivant le poste occupé à l'Office et la situation de famille.

portée à Kourigha dans des tonneaux portés par des charrettes. En outre l'eau de pluie était recueillie dans des citernes creusées à côté de chaque logement.

En 1924 furent exécutés le captage de la source d'Aïn Kahla à 10 kilomètres au nord de Kourigha et la pose d'une conduite de refoulement. Les pompes sont mues par des moteurs électriques, la ligne de transport du courant alternatif fourni par la centrale étant de 5,500 volts; la transformation étant faite sur place en 200 volts alternatifs (chiffre adopté pour tous les moteurs de l'Office).

En 1925 et 1926 fut captée une deuxième source, Aïn Bouirat, à quelques kilomètres de celle captée en 1924 et dont les eaux sont envoyées dans le réservoir de l'Aïn Khala qui avait été prévu à cet effet, ainsi que la conduite générale de refoulement.

Enfin en 1927 un arrêté du directeur général des travaux publics, en date du 19 juillet, a déclaré ouverte une enquête publique « dans le territoire de l'annexe du contrôle civil de Ben Ahmed, sur la demande de l'Office chérifien des Phosphates tendant à être autorisé à utiliser une partie des eaux des sources de l'Aïn Neja ¹ pour l'alimentation en eau du centre minier de Kourigha. » L'Office devra du reste laisser aux usagers un débit permanent de 5 litres-seconde, construire pour les besoins

¹ Ces sources sont situées à quinze kilomètres à l'ouest de Kourigha et à trois kilomètres au nord de la route de Casablanca à Oued Zem.

de ces mêmes usagers un réservoir de 100 mètres cubes, deux lavoirs bas de 5 mètres de long, un abreuvoir de 20 mètres de long, muni d'un robinet richeur et entouré d'un dallage en pierres riches de 5 m. de largeur. L'autorisation est valable pour quinze ans, et donnera lieu à la perception au profit de la caisse de l'hydraulique agricole et de la colonisation d'une redevance annuelle de cent francs.

SECTION IV

Le recrutement du personnel

§ 1^{er}. — LE PERSONNEL EUROPÉEN

Les *employés de bureau* qui n'ont pas besoin de capacités spéciales se recrutent naturellement très facilement ; les chefs de bureau sont d'anciens employés de la compagnie des phosphates et du chemin de fer de Gafsa et constituent un cadre excellent susceptible de former les employés placés sous leurs ordres, mais dépourvu d'idées originales et ayant tendance à se cantonner dans les habitudes de Gafsa. Ce cadre de bons employés supérieurs était d'autant plus nécessaire aux exploitations minières que le personnel dirigeant y manquait de pratique industrielle.

Le personnel de bureau, à peu près entièrement français, est en légère majorité constitué par des Corses, à qui la pauvreté de leur île rend l'expatriement plus facile qu'aux Français des autres provinces. Comme tous leurs compatriotes exilés de leur île, les Corses de Kourigha sont extrêmement solidaires.

Le recrutement des *employés techniques* est plus difficile, l'Office s'étant interdit de débaucher le personnel des autres exploitations nord-africaines. C'est le département du Gard qui a fourni la grosse majorité des géomètres et des surveillants du fond. La plupart des géomètres et quelques maîtres-mineurs sortent de l'école des maîtres-mineurs d'Alès.

Le recrutement des chefs de poste est celui qui a donné les résultats les plus médiocres : les traitements peu élevés offerts n'ont attiré qu'un certain nombre de jeunes ouvriers n'ayant jamais exercé en France des fonctions analogues, ne parlant naturellement pas l'arabe et l'apprenant peu malgré les cours qui ont été créés et les primes qui ont été accordées au personnel parlant cette langue. Aussi s'est-on efforcé de les recruter sur place parmi les ouvriers, ce qui a ainsi conduit à avoir des étrangers dans le personnel surveillant, mais ce qui a l'avantage d'éviter le paiement des frais de voyage aller et retour d'ouvriers recrutés en France qu'on doit rapatrier ensuite en raison de leur inaptitude à exercer les fonctions de chefs de poste.

L'Office a rencontré les mêmes difficultés de recrute-

ment en ce qui concerne les *ouvriers spécialisés* (par exemple électriciens, mécaniciens) en raison des salaires insuffisants offerts. Si parmi les ouvriers du jour, la proportion des Français est encore assez élevée, elle est presque nulle parmi les ouvriers du fond qui sont presque tous d'origine espagnole et qui à quelques exceptions près sont assez médiocres ¹.

Au 31 décembre 1927, la répartition par nationalité des ouvriers européens des Exploitations minières était la suivante .

Français... ..	184
Espagnols	107
Italiens	318
Divers	15
Total	624

§ 2. — LE PERSONNEL INDIGÈNE

a) Indigènes libres. — Malgré les affirmations parfois contraires des rapports annuels, l'Office a rencontré de grosses difficultés dans le recrutement de la main-

¹ Le salaire moyen des ouvriers européens employés au service du Fond, a été compris, pendant le dernier trimestre de 1927 entre 37.50 fr. et 42 fr. suivant les divisions (pour dix heures de travail) ; en France, dans l'industrie houillère, pour sept heures trois quarts de travail, le salaire moyen pour le second trimestre 1927 a été de 33.46 fr. pour les ouvriers du fond et de 24.72 fr pour les ouvriers du jour.

d'œuvre indigène¹. La main-d'œuvre locale fournie par diverses tribus arabes est excessivement instable : instabilité annuelle au moment des moissons et des labours ; instabilité journalière, les ouvriers chômant très facilement (au moins une fois par semaine). En dehors de la main-d'œuvre locale, on recrutait aussi un certain nombre de Berbères qui venaient d'eux-mêmes s'embaucher à Kourigha. Les premières années, l'Office négligea

¹ Le problème de la main-d'œuvre s'est posé aussi à toutes les exploitations nord-africaines particulièrement depuis la guerre qui a amené une expatriation vers la France des indigènes nord-africains (expatriation qui atteignait encore 100,000 individus à la fin de 1925). On a essayé aux phosphates du Kouif d'utiliser la main-d'œuvre polonaise, mais, malgré toutes les précautions prises et tous les avantages accordés, cette tentative a lamentablement échoué, n'ayant eu comme résultat pratique que l'interdiction par les gouvernements polonais, yougo-slave et tchéco-slovaques de l'immigration en Afrique du Nord.

En Tunisie jusqu'en 1925, l'emploi de la main-d'œuvre pénitentiaire militaire par les exploitations minières était autorisé ; il a été interdit ensuite, la suppression s'en étant du reste opérée du jour au lendemain, mais en compensation l'administration a autorisé l'emploi de la main-d'œuvre pénitentiaire civile.

Au Maroc on s'est également préoccupé de la sortie de la main-d'œuvre marocaine et d'accord avec le service de la main-d'œuvre étrangère du ministère du travail, une nouvelle réglementation de la sortie des travailleurs marocains a été mise sur pied en mars 1925 rendant plus étroites les prescriptions existant jusqu'alors de manière, notamment, à combattre de façon plus efficace le trafic des contrats de travail qui avait eu pour effet de provoquer la sortie d'un grand nombre de travailleurs.

Un *Office de la Main-d'œuvre* a été créé par un arrêté viziriel du 2 juillet 1926 et chargé de « centraliser les renseignements concernant l'offre et la demande de main-d'œuvre agricole et industrielle et d'en assurer la répartition rapide par les soins des autorités de contrôle ».

complètement le recrutement, il omit aussi d'avoir une politique du logement, la construction de logements pour indigènes devant précéder naturellement leur recrutement. On ne comprend pas les motifs d'une pareille abstention, les demandes de phosphate marocain ayant toujours été supérieures aux possibilités de production. Il est vraisemblable que l'intention de l'Office fut de forcer la main au gouvernement chérifien et de se faire donner du personnel détenu dont on connaissait — par l'expérience qu'en avait Gafsa — le rendement supérieur. Avec l'arrivée de M. Steeg au Maroc qui se refusa à augmenter le nombre des détenus mis à la disposition de l'Office, celui-ci dut réellement se préoccuper de recruter de la main-d'œuvre. Les premiers résultats furent désastreux. Un secrétaire interprète et des « caporaux » indigènes furent envoyés dans le Sous. Aucun logement n'était préparé à Kourigha pour recevoir les chleuhs envoyés par ces agents recruteurs et, malgré toutes les précautions prises — qui allèrent jusqu'à l'institution d'un cabinet noir pour les lettres que ces indigènes s'étaient fait écrire pour les envoyer à leurs familles —, ils s'enfuirent peu à peu de Kourigha, n'y laissant que la variole qu'ils avaient apportée avec eux. Le rapport annuel pour 1924 mentionnait que l'Office songeait à commencer tout prochainement la construction d'un village indigène. Le rapport annuel pour 1925 constatait qu'au 6 mars 1926 deux groupes de logements étaient occupés, c'est-à-dire achevés; cela représente environ 140 indigènes logés et

ces indigènes logés étaient en général des indigènes jusque là logés chez des camarades ou dans des logements provisoires devenus inhabitables. Mais pendant l'année 1926, devant les échecs dont nous avons parlé plus haut, l'Office se résigna enfin à poursuivre largement sa politique de construction et au 31 décembre 1926 « 10 groupes de logements étaient prêts, permettant d'abriter 700 ouvriers; 20 autres groupes étaient en construction »¹.

b) *Indigènes détenus*². — En l'absence d'une politique de recrutement et de logement, ce furent les détenus confiés à l'Office par le gouvernement chérifien qui seuls permirent le développement de la production. On peut affirmer de même que ce fut la brusque augmentation du nombre de détenus mis à la disposition de l'Office

¹ Ces logements sont loués aux indigènes 30 fr. par pièce et par mois, prix qui peut paraître élevé par comparaison avec le prix de location beaucoup plus bas fait aux ouvriers européens (qui pourtant ont des salaires beaucoup plus considérables) ; mais dans chaque pièce logent dix indigènes, qui entretiennent du reste souvent à frais communs une femme pour aller leur chercher de l'eau et leur faire la cuisine. Le prix est perçu sur chaque ouvrier par un agent s'occupant uniquement des logements indigènes.

Au 31 décembre 1927, l'Office logeait ainsi 1.500 indigènes sur 1.900 environ employés aux divisions (760 à la Division 1, 730 à la Division 2, 410 à la Division 3 (Bou Juiba). Suivant les divisions le salaire moyen des indigènes était à la même époque de 10.50 fr. à 12.50 fr. pour les indigènes à la tâche et de 8.50 fr. à 9.25 fr. pour les indigènes en régie.

Le recrutement des indigènes libres a été facilité à l'Office ces dernières années par une série de mauvaises récoltes.

² Il est curieux de noter qu'aucun rapport annuel ne fait allusion à l'emploi d'indigènes détenus.

en 1924 qui permit le retournement de la situation après la mauvaise année 1923.

Les détenus furent d'abord employés uniquement à la division Bou Juiba et installés dans des baraquements entourés de fil de fer barbelé à Bou Jniba même. Puis, pour les détenus employés aux divisions 1 et 2, un pénitencier fut élevé par l'Office sur un mamelon entre les deux divisions. L'Office nourrit les détenus et paie à l'administration pénitentiaire 2 francs par journée de travail.

Les détenus se divisent en deux catégories : détenus condamnés par la justice indigène et détenus condamnés par la justice française ¹, ces derniers méritant vraisemblablement tous les peines auxquelles ils sont condamnés ce dont on ne pourrait dire autant des détenus condam-

¹ « Les tribunaux répressifs français n'ont, en principe, compétence qu'à l'égard des Français ou protégés français ou des étrangers ressortissant aux pays qui ont renoncé au privilège de juridiction. Toutefois aux termes des articles 6 et 7 du dahir du 12 août 1913. il sont compétents vis-à-vis des sujets marocains : 1° pour des faits qualifiés crimes, commis au préjudice de ressortissants français ou étrangers ; — 2° lorsque, en dehors de ce cas, l'inculpé marocain est auteur ou complice d'un crime ou d'un délit dont un ressortissant français ou étranger est complice, co-auteur ou auteur principal ; — 3° pour les crimes ou délits d'audience, pour ceux commis contre la personne des magistrats français dans l'exercice de leurs fonctions ou contre l'exécution des décisions de la justice française ; — 4° pour les crimes et délits commis par les assesseurs marocains dans l'exercice de leurs fonctions ou par suite d'un abus d'autorité ; — 5° pour les crimes et délits de faux témoignage, faux serment ou subornation de témoins devant les juridictions françaises. » P. LOUIS RIVIÈRE, *op. cit.* p. 85.

nés par la justice indigène. La mentalité des indigènes est tellement spéciale que les détenus condamnés par la justice française se considèrent comme supérieurs aux autres ¹.

Naturellement la discipline habituelle des pénitenciers est un peu relâchée et en particulier les détenus ont l'autorisation de fumer.

Le rendement des indigènes détenus est en moyenne supérieur de 30 % à celui des indigènes libres de la région, résultat qu'il faut sans doute attribuer à la stricte discipline et à la meilleure nourriture.

Dans les derniers mois de l'année 1927, l'effectif des détenus *présents* aux pénitenciers a varié entre 750 et 800, fournissant une moyenne de 675 *travailleurs* ².

Le tableau suivant indique les variations du personnel de l'Office.

¹ Peut-être parce que — comme en cas d'évasions il y a plus « d'histoires » s'il s'agit d'un détenu condamné par la justice française que s'il s'agit d'un détenu condamné par la justice indigène — on laisse toujours de jour les premiers.

² Dont environ 265 à la Division 1, 235 à la Division 2 et 175 à la Division 3 (Bou Jniba). Le prix de revient de la journée de détenu — y compris la taxe payée au service pénitentiaire et les primes — varie actuellement entre 11.50 fr. et 12 fr.

Office chérifien des phosphates. Répartition entre les différents services des exploitations minières des journées faites par le personnel européen et indigène pendant l'année 1926.

		EUROPÉENS								INDIGÈNES LIBRES								INDIGÈNES DÉTENUS				TOTAUX			Rendement par homme																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																		
		Au mois				A la journée				A la tâche				En régie				Total des journées	Moyenne journalière	Heures de travail par tonne	Prix de revient	Prix de revient	Moyenne journalière	Total des journées																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																			
		Total des journées	Moyenne (1) journalière	Heures de travail par tonne	Prix (2, de revient	Total des journées	Moyenne journalière	Heures de travail par tonne	Prix de revient	Total des journées	Moyenne journalière	Heures de travail par tonne	Prix de revient	Total des journées	Moyenne journalière	Heures de travail par tonne	Prix de revient									Prix de revient	Moyenne journalière	Total des journées																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																															
I. Service dont le compte d'exploita- tion ne se solde pas par zéro																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																											

¹ Il y a eu, en 1926, 305 journées de travail.
² Tous les prix de revient indiqués ici sont *approximatifs*; nous les avons obtenus à l'aide des rendements de l'année 1926 et des salaires moyens tels qu'ils étaient à la fin de 1927, c'est-à-dire que nous obtenons un prix de revient certainement supérieur à celui réalisé en 1926, mais sans doute assez voisin de celui obtenu en 1927. Nous avons ainsi adopté comme base les salaires moyens suivants (par journée de travail):

pour le personnel des divisions	Européens	fr. 40
	Indigènes	fr. 11,60
pour le personnel de Kourigha	Européens	fr. 50
	Indigènes	fr. 10,50

à la tâche en régie

quant au personnel au mois nous avons compté un taux moyen de 60 fr. par journée de travail; nous avons estimé les fournitures aux taux suivants: tonne de charbon, 250 fr.; litre d'essence, 2 fr.

³ Nous donnons entre parenthèses, les tonnages diviseurs: tonnage

extrait par chaque division; tonnage total extrait, tonnage repris au stock, tonnage criblé, tonnage séché, tonnage expédié.

⁴ Nous indiquons le personnel européen au mois seulement dans le total fond et jour; mais en réalité ce personnel est surtout employé au fond.

⁵ Contre 1774 en 1925.

⁶ Au début de 1925, la Division n° 2 était encore en période de préparation. Il n'en a plus été de même en 1927 et son prix de revient a dû ainsi se rapprocher de celui de la division n° 1. En 1927, le tonnage extrait s'est élevé à 1.442.379 tonnes se répartissant ainsi: D. 1: 659.469,5; D. 2: 415.029,5; D. 3: 367.885. Si nous supposons que les deux divisions 1 et 2 ont eu un prix de revient main-d'œuvre de 8 fr. 846 et la division 3 (Bou Jniba), de 6 fr. 302, nous obtenons un prix de revient main-d'œuvre moyen de 8,107 (au lieu des 9 fr. 331 donnés sur ce tableau) qui correspondrait à un prix de revient fournitures de 2 fr. 732 (au lieu de 2 fr. 914) d'où un prix de revient fond de 10 fr. 929 au lieu de 12 fr. 245; si nous tenons compte aussi que les dépenses de criblage — du fait que le phosphate de Bou Jniba n'est pas criblé, n'ait été en moyenne par tonne extrait que de 0,830 (au lieu de 1 fr. 102), nous obtenons un prix de revient (travaux neufs et constructions non com-

prises) de 23 fr. 437 au lieu de 25 fr. 023. Il est possible enfin que les dépenses de frais généraux par tonne aient diminué en même temps que le tonnage expédié augmentait.

⁷ Contre 1 T. 955 en 1925.

⁸ On peut en juger d'après les rendements et le prix de revient main-d'œuvre, combien le choix de l'emplacement de Bou Jniba a été plus judicieux que celui des D. 1 et 2, d'autant plus que le phosphate extrait à Bou Jniba n'est pas criblé (mais par contre il supporte les frais de transport de Bou Jniba à Kourigha).

⁹ Contre 2 T. 412 en 1925.

¹⁰ Soit 47,5 % du personnel indigène du fond (305.462 journées sur 433.877), tandis qu'en 1925 ils avaient représenté 72,5 % de ce personnel (229.369 journées sur 315.987).

¹¹ On admet généralement dans l'industrie minière que les dépenses de fournitures atteignent 40 à 50 % des dépenses de main-d'œuvre. Nous estimons en raison des faibles dépenses de bois, d'explosifs, d'air comprimé que les divisions de l'Office dépensent en fournitures 1/3 de ce qu'elles dépensent en main-d'œuvre.

¹² Le compte «Frais généraux travaux extraordinaires» correspond à peu près uniquement aux dépenses de main-d'œuvre correspondant à

l'établissement des voies de 0,60 et des lignes électriques, le matériel correspondant étant inscrit au compte d'immobilisation.

¹³ Contre 1 T. 695 en 1925. La baisse de rendement (17 % environ) qui s'est produite en 1926 doit sans doute être attribuée à la diminution du pourcentage des indigènes détenus qui, comme nous l'avons dit, ont toujours eu un meilleur rendement que les indigènes libres.

¹⁴ Nous avons obtenu ce chiffre par différence; nous estimons, en effet, que pour le criblage les dépenses de fournitures doivent être sensiblement égales à celles de main-d'œuvre.

¹⁵ Si on répartit les dépenses de criblage sur le tonnage total extrait, on ne trouve plus que 0 fr. 734 par tonne.

¹⁶ L'Office payait encore en 1926 aux Chemins de fer du Maroc 267 francs pour la formation de chaque train de 900 tonnes. Nous avons en outre estimé les autres fournitures à la moitié des dépenses de combustibles.

¹⁷ Nous estimons ici les dépenses de fournitures à un tiers de celles de main-d'œuvre.

¹⁸ Bien que le tonnage diviseur varie avec chacune des rubriques, nous avons adopté comme prix de revient de l'ensemble des services extérieurs, la somme des prix de revient partiels, car chaque tonne passe

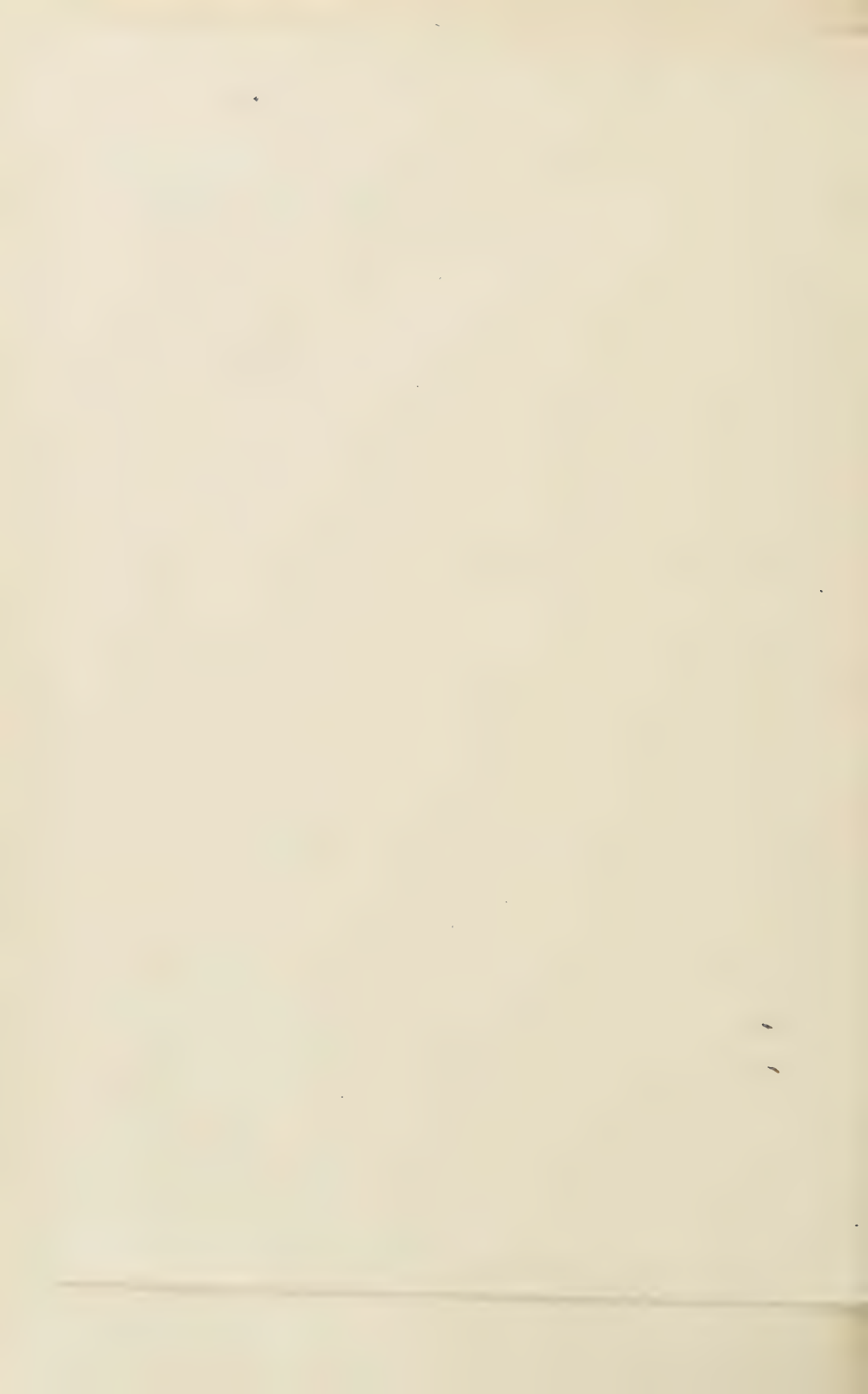
successivement dans chacun des services extérieurs (exception faite pour le criblage).

¹⁹ Sans le personnel des frais généraux, le rendement atteindrait 1 T. 137.

²⁰ Chiffre assez voisin de celui de 26 fr. 21, correspondant à la valeur propre moyenne du phosphate en stock au 31 décembre 1926. Si on ajoute 5 fr. 75 — somme qui est — nous l'avons vu — le prix maximum auquel peut revenir l'embarquement et 1 fr. 50 pour les frais généraux de la Direction générale (frais que nous supposons être égaux à ceux de la Direction des exploitations), on arrive à un prix de revient propre maximum de 34 francs.

²¹ Soit une moyenne journalière de 3265 ouvriers (8513 en Tunisie pour l'ensemble des exploitations de phosphates qui ont produit 2.561.000 tonnes en 1926).

²² Soit seulement un rendement de 270 tonnes par ouvriers et par an (au lieu de 307 tonnes la même année, en Tunisie où pourtant les conditions des exploitations sont moins favorables). En 1925, ce même rendement avait été de 321 tonnes. En 1926 outre la chute du rendement fond, il y a lieu de tenir compte de l'augmentation du personnel employé aux Travaux neufs et Constructions (117.678 en 1926 contre 64.722 en 1925).



DATES	Person- nel indigène employé au fond	Personnel des exploitations minières (travaux neufs compris)			Total du personnel employé par l'Office		
		Euro- péens	Indi- gènes	Total	Euro- péens	Indi- gènes	Total
31 décembre 1921	?	68	360	428	115	600	715
31 décembre 1922	?	?	?	?	149	950	1,099
31 décembre 1923	?	338	?	?	396	2,000	2,396
31 décembre 1924	1,200	345	1,700	2,045	405	1,925	2,330
31 décembre 1925	1,410	368	2,170	2,538	447	2,330	2,777
31 décembre 1926	2,200	507	3,767	4,274	587	3,920	4,507

SECTION V

L'organisation et la durée du travail

§ 1^{er}. — L'ORGANISATION DU TRAVAIL

Nous n'insisterons que sur le travail au fond.

Par suite des difficultés de surveillance, il est nécessaire dans une mine plus encore que partout ailleurs de faire effectuer à la tâche le plus grand nombre de travaux possible; mais au Maroc, comme du reste dans toutes les colonies, il faut tenir compte de la mentalité spéciale des indigènes. Il semblerait qu'un ouvrier payé à la tâche veuille travailler le plus possible afin de gagner le plus possible. Pour de nombreux ouvriers européens ce serait déjà une affirmation osée, mais en ce qui con-

cerne les indigènes c'est une affirmation tout à fait inexacte. L'indigène n'a que des besoins limités, il n'a aucune idée de l'épargne et ses efforts ne vont donc pas au delà de ses modestes besoins. Sans être absolument paresseux, il n'est pas particulièrement désireux de travailler. Un proverbe arabe ne dit-il pas « on est mieux assis que debout, couché qu'assis, mort que couché ». Toute la difficulté réside donc dans l'établissement du prix à la tâche ; le prix théoriquement parfait serait tel que l'indigène pour arriver à gagner juste de quoi satisfaire à ses besoins minimum, soit obligé de travailler régulièrement et en fournissant un effort normal. Si le prix fait est trop fort, l'ouvrier limitera sa production ou chômera. Si l'on a affaire à des ouvriers de la région qui font de la culture en même temps qu'ils travaillent à la mine, les années de bonne récolte le chômage sera plus fort parce que l'indigène aura moins de besoins. L'intérêt de l'exploitant et les principes d'humanité commandent donc de développer chez l'indigène la quantité et la qualité de ses besoins. L'alcoolisme est peu à craindre chez ces populations soumises à la loi musulmane. Il faudrait donc apprendre à l'indigène à mieux se nourrir, à mieux se vêtir, à mieux se loger, à avoir des soucis d'hygiène plus nombreux, à épargner. En procédant ainsi le rendement du travail serait amélioré, l'indigène désirant travailler plus pour gagner davantage et pouvant également travailler davantage parce que son état physique s'amé-

liorerait ¹. Malheureusement les exploitants coloniaux se soucient souvent peu de ce programme et cherchent justement à accroître leurs bénéfices grâce à la différence de prix existant entre la main-d'œuvre indigène et la main-d'œuvre européenne.

Quel que soit le prix de la tâche, il est nécessaire de tenir compte du fait que les indigènes sont absolument illettrés, que beaucoup sont pour la première fois en contact avec les Européens et qu'il faut par conséquent employer des formules de prix à la tâche extrêmement simples pour qu'ils puissent les comprendre.

a) *Indigènes libres*. — Dans les débuts de l'Office on estimait dans chaque chantier d'abatage le nombre de berlines que l'équipe pouvait faire, c'était la *tâche*. L'équipe qui avait fini sa tâche avant la fin du poste, quelle que soit l'heure quittait le chantier. Il n'y avait, en théorie, pas de sanction pour l'équipe qui en fin de poste n'avait pas achevé sa tâche. En pratique, le poste étant de dix heures, et dix heures étant pointées aussi bien à l'équipe ayant fini sa tâche avant l'heure qu'aux ouvriers en régie, on en arriva vite à ne pointer aux ouvriers des équipes qui n'avaient pas fait leur tâche qu'un nombre d'heures proportionnel au nombre des berlines chargées. Ainsi si une équipe avait une tâche de 50 berlines et n'en faisait que 40, à chaque ouvrier de

¹ Il est regrettable que l'Office n'ait jusqu'ici rien fait, en dehors de la construction de logements, — et encore combien tardivement, — pour améliorer les conditions de vie des indigènes.

cette équipe on ne pointait que huit heures ; pratiquement donc ces ouvriers étaient à la tâche, le prix de la berline étant évalué non en francs mais en heures de travail ¹. Dans les chantiers de traçage, on estimait l'avancement par poste qu'il était normal de demander, deux mètres par exemple : et ces deux mètres jouaient le rôle des cinquante berlines de l'exemple précédent.

Ce fut pour ces chantiers de traçage qu'on commença d'inaugurer une nouvelle méthode. Ces traçages furent donnés à la tâche à tant du mètre à des indigènes véritables tâcherons qui se chargeaient de rémunérer les ouvriers qu'ils employaient. Ce système est particulièrement avantageux puisqu'il réduit les opérations comptables au minimum. Mais pour qu'il fonctionne d'une façon satisfaisante, il faut que les ouvriers constituant l'équipe se connaissent et aient confiance en celui d'entre eux qui traite avec l'Office. Aussi au fur et à mesure qu'on voulut développer le système, se heurta-t-on à des difficultés : refus des ouvriers de travailler avec tel tâcheron, disparition du tâcheron avec la paye de la quinzaine ou enfin tâcheron dégoûtant en cours de quinzaine une partie de ses ouvriers qui quittaient le pays sans attendre

¹ Ceci n'est pas tout à fait exact. On promettait bien aux ouvriers qui faisaient des berlines au-dessus de leur tâche, de les leur payer en heures supplémentaires, mais en fait, presque aucune équipe ne consentait à en faire et, la tâche finie, les indigènes préféraient rentrer chez eux. D'autre part, les équipes qui n'avaient pas achevé leur tâche à la fin du poste restaient souvent jusqu'à l'arrivée du poste suivant.

la paye. Quand on commença à appliquer le système aux chantiers d'abatage, on se trouva encore en face de difficultés nouvelles, car il est plus facile de se mettre d'accord sur un métrage que sur un nombre de wagons surtout si l'on a affaire à des indigènes illettrés et se volant facilement leurs berlines de phosphate entre équipes.

Aussi renonça-t-on finalement pour la plupart des chantiers au système du tâcheron. Les travaux furent donnés à la tâche, mais l'Office lui-même assura la répartition de la somme gagnée, des coefficients spéciaux étant affectés au chef d'équipe, aux mineurs et aux rouleurs (pour ceux-ci dans la mesure où les hommes de l'équipe se spécialisent entre mineurs et rouleurs ce qui est rare). En somme, après bien des tâtonnements, on en est arrivé à Kourigha à adopter le système en usage depuis bien longtemps dans les mines européennes.

b) *Indigènes détenus*. — La question se complique encore avec les indigènes détenus, ceux-ci ne pouvant être payés. On a donc été obligé de créer pour eux un système spécial de primes¹ : données sous forme de tabac et de sucre (et accessoirement de thé). Il est fixé —

¹ Les surveillants du pénitencier ont reçu une prime à partir de 1925. Cette prime qui était d'abord fixe fut rendue variable à partir de 1926. Elle se décompose en quatre parties : prime sur le rendement aux traçages, prime sur le rendement en défilage, prime sur l'avancement à l'homme en traçage, prime sur le pourcentage des détenus productifs du pénitencier.

Le principe de ces primes nous paraît contestable, surtout en ce qui concerne les primes variables.

comme à l'origine pour les indigènes libres — une tâche par chantier. Si la tâche est faite, l'équipe touche un certain nombre de paquets de tabac, si des berlines sont faites au-dessus de la tâche, on donne à l'équipe un certain nombre de kilogrammes de sucre proportionnellement à l'excédent fait. Si la tâche n'est pas faite et s'il n'y a pas d'excuse plausible et, particulièrement, si le fait se reproduit, les détenus sont signalés à la surveillance pénitentiaire qui prend des sanctions disciplinaires : suppression de soupe, cellule.

Ce système, quoique primitif, a donné d'excellents résultats. Mais il n'en présente pas moins des inconvénients : sans doute tout indigène marocain est consommateur de sucre ¹ et de thé, mais cependant sa consommation est limitée et d'autre part tout indigène n'est pas consommateur de tabac ; il serait enfin intéressant que le détenu ne consomme pas toute sa prime et en conserve une partie qui lui constituerait un pécule à sa sortie du pénitencier.

Actuellement — et sauf cas exceptionnel — les détenus quittent le pénitencier, à l'expiration de leur peine, sans aucun pécule et sont sans ressources même pour regagner leur pays d'origine souvent éloigné. (Il n'y a donc rien d'étonnant s'ils commettent souvent dès leur sortie du pénitencier et sur le chemin de leur bled des

¹ La consommation de sucre par habitant est au Maroc de 20 kg. La taxe sur le sucre a rapporté à l'Etat chérifien plus de 60 millions en 1926.

vols qui les font de nouveau emprisonner.) L'Office a essayé de faire admettre par le service pénitentiaire des primes données sous forme de jetons métalliques représentant une certaine valeur en francs. Ces jetons permettaient aux détenus d'acheter à un économat les fournitures les plus diverses non seulement thé, sucre, tabac, mais encore huile, dattes, raisins, sandales, mouchoirs, etc... Un certain pourcentage des primes gagnées était conservé par l'Office pour être remis en monnaie chérifienne au détenu au moment de sa libération. Les jetons économisés par celui-ci auraient été également échangés par l'Office contre des francs. On fit un essai qui dura deux mois, mais l'administration pénitentiaire s'opposa à la continuation de cette méthode de primes, ne voulant pas laisser entre les mains des détenus quelque chose ressemblant à de l'argent. L'on revint donc au système primitif qu'on améliora cependant en admettant l'échange à jours fixes d'un certain nombre de paquets de tabac contre du sucre ¹.

En fait il existe toujours un certain commerce clandestin de tabac et de sucre entre les indigènes libres (et même les ouvriers européens) et les détenus qui leur vendent leurs primes à moitié prix et qui avec l'argent qu'ils se sont ainsi procurés se font acheter aux souks de la région les objets les plus divers.

Parmi les meilleurs indigènes détenus sont choisis des

¹ On est revenu récemment au système des jetons, mais sans constitution d'un pécule.

« *caporaux* » (environ un sur vingt) qui ne travaillent pas effectivement mais assurent à la fois la surveillance du travail et une surveillance contre les évasions. Parmi ces caporaux certains exercent une action réellement utile grâce à l'énergie avec laquelle ils font travailler leurs camarades. On consent volontiers à caser leurs protégés ¹ dans des services faciles afin d'obtenir d'eux la surveillance la plus effective.

Au-dessus des caporaux, il existe par division un ou deux « *sergents* » qui rendent parfois des services.

§ 2. — LA DURÉE DU TRAVAIL ²

La durée du travail est de dix heures comptée de l'entrée dans la mine à la sortie de la mine. Si l'on déduit une demi-heure pour la soupe qui est portée du

¹ M. André Gide pourrait, en effet, compléter dans les pénitenciers marocains sa documentation pour Corydon.

² La durée du travail n'est encore légalement limitée au Maroc que dans deux cas :

1° les mineurs de seize ans et les femmes employés dans des établissements industriels et commerciaux ne peuvent faire plus de dix heures de travail (dahir du 13 juillet 1926) ;

2° les mineurs de seize ans employés dans les travaux souterrains ne peuvent faire plus de huit heures ; mais ne sont compris dans ces huit heures ni le temps employé pour aller au chantier et en revenir ni la durée du repos qui doit être au minimum d'une heure (arrêté viziriel du 18 janvier 1927).

Au cours de la séance du conseil de gouvernement du 28 juin 1927, un délégué du troisième collège a demandé l'application au Maroc de la loi de huit heures. Le Résident général a répondu en faisant ressortir l'effort déjà réalisé en faveur des travailleurs,

pénitencier dans la mine vers midi et du temps nécessaire pour se rendre au chantier, la durée du travail effectif n'est nulle part supérieure à neuf heures, ce qui est encore beaucoup si l'on réfléchit que ces neuf heures sont des heures de travail effectif dans une atmosphère humide et chaude insuffisamment ventilée ¹. Le poste de jour va de 7 heures à 17 heures, celui de nuit de 18 heures à 4 heures ².

Cette durée de travail de dix heures s'applique du reste à tous les services de Kourigha sauf aux employés de bureau qui ne font que huit heures.

et en indiquant que les agents de l'inspection du travail, « outre leur rôle d'inspection, ont été chargés de faire l'éducation de l'industriel et de l'ouvrier en vue de les préparer à d'autres règlements en préparation parmi lesquels figure la loi de huit heures. » Il a ajouté que « l'application de cette dernière est encore prématurée et qu'elle ne paraît en tout état de cause pouvoir être utilement envisagée dans l'avenir qu'en ce qui concerne les industries organisées suivant les méthodes modernes, en très petit nombre au Maroc. »

Notons que la loi de huit heures a déjà été rendue applicable en Algérie et en Tunisie.

¹ Les chantiers sont aérés seulement par diffusion, le courant d'air n'existant que dans les voies de roulage principales. Sauf à Bou Jniba, où la présence de locomotives à benzol a obligé d'installer un ventilateur, ce courant d'air n'est entretenu que par aérage naturel entre les entrées de descenderies et les orifices des puits d'aérage, qui sont en fait des puits de recherches dont le nombre ne compense pas le diamètre insuffisant. En été aux heures chaudes de la journée, il n'y a presque plus d'aérage.

² Les détenus cessent bien le travail à 4 heures, mais ne regagnent le pénitencier qu'au jour et en attendant stationnent ou bien dans les chantiers dont l'aérage est peu satisfaisant ou bien dans les galeries principales où ils risquent d'attraper froid.

Quoique les divisions soient assez éloignées de Kourigha, le principe admis dès le début a été que toute la population européenne (sauf celle de Bou Juiba) logerait à Kourigha. Une autre solution — qui est du reste généralement adoptée par les exploitations minières — aurait consisté à construire auprès de chaque division une colonie où auraient logé surveillants et ouvriers, solution qui aurait certainement prévalu si l'on avait demandé leur avis aux intéressés car elle réduisait au minimum la différence entre le temps passé par l'ouvrier au dehors de chez lui et la durée du travail. Elle aurait également facilité la surveillance. Sans doute elle aurait eu l'inconvénient de disperser le village de Kourigha, symbole de l'effort accompli par l'Office, et aurait nécessité une organisation de ravitaillement qui aurait pu, vraisemblablement, être facilement établie.

Par suite de l'éloignement de Kourigha, il a fallu relier le village aux deux divisions par un chemin de fer à voie de 0.60 m. servant au transport des fournitures aussi bien qu'à celui du personnel et passant d'abord à la division 1 puis à la division 2. La durée du trajet est d'une demi-heure jusqu'à la division 1 et de quarante minutes jusqu'à la division 2 et, entre le départ du train du matin et l'arrivée du train du soir, il s'écoulait onze heures quarante-cinq minutes. Comme pendant longtemps la gare fut assez éloignée du village ouvrier proprement dit, les ouvriers européens passaient douze heures trente minutes hors de chez eux. Le prolongement de la voie fer-

rée jusqu'à la place centrale (fin 1925) réduisit ce temps à douze heures ¹ (ce qui défavorisait encore nettement les mineurs par rapport aux ouvriers travaillant à Kourigha même, qui économisaient une heure quarante-cinq minutes de trajet en chemin de fer ou d'attente aux gares). Enfin en juin 1927, prévalut une solution réclamée depuis longtemps : le transport du personnel aux divisions est maintenant assuré par des cars partant de la place centrale ce qui réduit à moins d'un quart d'heure la durée du trajet.

SECTION VI

Les services de la comptabilité de la main-d'œuvre et de l'anthropométrie

§ 1^{er}. — LE SERVICE DE LA COMPTABILITÉ

Les différents comptes d'exploitation ne sont débités des fournitures qu'au fur et à mesure de leur consommation ; les magasins des divisions ou des autres services sont, en ce qui concerne les marchandises entreposées, des succursales du magasin central de Kourigha et lui fournissent à la fin de chaque mois un inventaire des marchandises restant en stock. Cela permet au maga-

¹ Le personnel des bureaux des divisions, les maîtres-mineurs et chefs-mécaniciens, qui reviennent déjeuner chez eux, passaient ainsi plus de trois heures par jour en trajet pour huit heures de présence à la mine.

sin central de débiter chaque mois le service intéressé de la quantité exacte de marchandises consommées.

Le service de la comptabilité outre le contrôle des diverses pièces (feuilles de paie, factures de service à service, etc...) a pour rôle principal l'établissement des prix de revient et la tenue des registres d'inventaire.

Certaines dépenses, comme celle de courant, par exemple, sont facturées chaque mois à un prix d'ordre indiqué au début du mois; en fin d'année les services sont crédités ou débités d'une somme représentant la différence entre les consommations facturées au prix d'ordre et ces mêmes consommations facturées au prix de revient exact.

Le magasin des Exploitations établit chaque mois ses factures aux services en facturant les fournitures à leur prix de revient (y compris s'il y a lieu les droits de douane et les frais de transport) majoré de 5 % ¹ qui correspondent aux frais généraux du magasin. En fin d'année si le total des sommes ainsi retenues à chaque service est supérieur aux dépenses du magasin, il est fait à chaque service une ristourne proportionnelle à la somme des marchandises consommées ².

¹ Le prix des marchandises destinées à entrer en inventaire n'est pas majoré de ces 5 %.

² Si au contraire les dépenses du magasin, étaient supérieures au montant produit par la majoration, les services seraient débités de la somme nécessaire pour parfaire la différence.

§ 2. — LE SERVICE DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Les opérations de main-d'œuvre sont en principe centralisées à Kourigha, ce qui n'est du reste pas une simplification. Il n'y a pas comme dans une mine de houille par exemple un contrôle préliminaire au moyen d'un jeton échangé à la lampisterie contre une lampe et un second jeton remis au puits au moment de la descente. Il n'y a donc d'autre preuve de la présence de l'ouvrier au fond que le pointage du chef de poste sur son carnet de pointage. Ce pointage est relevé par les employés du bureau de la division sur des tableaux de pointage affichés chaque jour, l'ouvrier ayant vingt-quatre-heures pour venir réclamer en cas d'erreur. Faute de réclamation dans ce délai, le tableau fait foi.

A la fin de chaque huitaine tableaux et carnets sont envoyés au service de la main-d'œuvre qui en vérifie la conformité, ce qui n'est du reste d'aucune utilité puisque l'ouvrier ne peut réclamer au-delà de qui est inscrit sur le tableau de pointage et que le service de la main-d'œuvre ne peut ainsi relever que des erreurs matérielles de recopiage des tableaux ¹. Ce service établit ensuite la feuille de paie et les bons de paye qui sont envoyés aux services

¹ Il peut cependant signaler les journées pointées sur les tableaux de pointage et non pointées sur les carnets, journées pour lesquelles les ouvriers intéressés ne réclament naturellement pas. En fait, la comparaison des carnets avec les tableaux, n'est pas effectuée chaque quinzaine et la main-d'œuvre se contente souvent pour établir sa feuille de paye de recopier les tableaux de pointage.

dès qu'ils sont prêts et là distribués au personnel par les surveillants qui doivent en principe le connaître entièrement.

Le paiement des salaires ¹ se fait chaque quinzaine, une semaine environ après la fin de la première ou de la deuxième quinzaine du mois ². Ce paiement a été fait successivement d'abord par le caissier des exploitations qui se déplaçait aux divisions, ensuite par des employés de la main-d'œuvre qui, munis de caisses contenant dans des casiers la somme à payer à chaque ouvrier toute préparée, se rendaient également aux divisions, enfin par ces mêmes employés à Kourigha même. Cette dernière solution oblige les indigènes à se déplacer pour venir se faire payer. Leur déplacement leur est facilité par l'établissement de trains soit pour l'aller soit pour le retour. Des policiers indigènes veillent à ce qu'après la paie les indigènes ne se répandent pas dans le village indigène de Kourigha, c'est là une mesure certainement conforme à l'intérêt de l'Office et à celui de l'indigène, mais que nous ne concevrions plus en Europe.

Pendant que l'employé de la main-d'œuvre paie sur présentation du bon de paie, un employé du service intéressé pointe sur la feuille de paye au fur et à mesure du paiement et un surveillant de ce même service

¹ La législation marocaine « *sur le paiement des salaires des ouvriers et employés* » ne date que du dahir du 13 juillet 1926.

² Deux ou trois jours après chaque paie principale a lieu une paie pour les retardataires qui, pour une raison ou pour une autre, n'ont pu être payés lors de la paie principale.

se tient à l'extérieur du guichet. La feuille de paye est signée par deux témoins (qui sont généralement l'employé et le surveillant dont nous venons de parler). En outre les ouvriers européens acquittent leur bon de paye.

§ 3. — LE SERVICE ANTHROPOMÉTRIQUE

1° *L'embauchage avant la création du service anthropométrique.*

Les indigènes sont embauchés par les services. Le secrétaire qui procède à l'embauchage demande à l'indigène son nom, celui de la tribu dont il est originaire, celui du caïd dont il dépend, il évalue à l'œil l'âge de l'indigène qui naturellement l'ignore. Il inscrit ces renseignements sur un registre ou sur une fiche et remet à l'indigène un jeton métallique portant un numéro (chaque service ayant une série de numéros). L'ouvrier est alors embauché.

Le secrétaire signale seulement à la main-d'œuvre l'embauchage en lui communiquant les renseignements et le taux d'embauche.

Les inconvénients de cette méthode sommaire apparaissent à première vue ; les renseignements fournis par l'indigène qui est absolument dépourvu de toute pièce d'identité ne sont vrais que dans la mesure où il n'a pas intérêt à les travestir. Si en particulier tel ouvrier a été renvoyé d'un service où il a été reconnu très mauvais,

il ira sous un autre nom se faire embaucher par un autre service où il sera pris sans difficulté s'il ne présente pas de signes distinctifs caractéristiques.

Cette imprécision des renseignements favorise en outre le trafic des jetons métalliques. Les ouvriers indigènes désirant quitter l'Office n'ont qu'à demander leur bon de règlement qui leur sera accordé immédiatement; mais assez souvent — est-ce ennui de perdre une journée à se faire payer, crainte qu'il leur soit retenu une certaine somme ou même qu'on l'empêche de quitter Kourigha? — ils ne vont pas toucher ce qui leur est dû ¹ et passent leur jeton, leur droit à la paye et l'usage de leur nom à

¹ Il est très rarement demandé un bon de règlement; même s'il ne vend pas son jeton, l'indigène préfère travailler jusqu'au dernier jour de la quinzaine, puis attendre le jour de la paie pour toucher son argent et s'en aller en oubliant de régler l'usurier, grâce à l'argent ou aux marchandises duquel il a vécu dans l'intervalle des paies. Très souvent — peut-être afin de ne pas donner l'éveil à son créancier — il travaille jusqu'au dernier jour et abandonne à l'Office les cinq ou six jours séparant la fin de la quinzaine du jour de la paie. L'abandon de ces journées — et aussi celui des journées faites par des indigènes qui, après s'être fait embaucher, trouvent le travail trop fatigant et s'en vont au bout de quelques jours sans rien réclamer — constitue à peu près la seule source des salaires prescrits dont l'Office inscrit chaque année le montant à son compte de Pertes et Profits. Au Maroc, la prescription applicable aux salaires, au lieu d'être de six mois comme en France (C. civ., art. 2271), est d'un an (C. des Obligations et des Contrats, art. 388). Les salaires non payés pendant l'année 1921 se sont trouvés prescrits au plus tard le 31 décembre 1922 et auraient dû être inscrits au compte de Pertes et Profits de l'exercice 1922. Mais il faut attendre l'exercice 1924 pour lire sur le compte de Pertes et Profits :

« Salaires prescrits depuis l'origine jusqu'au 31
décembre 1923 38.610,69 »

un camarade qui lui désire justement se faire embaucher. Il y a aussi, au bout d'un certain temps assez peu de rapport entre les noms inscrits sur les cahiers de contrôle et les noms réels des ouvriers¹.

2° *L'embauchage après l'institution du service anthropométrique*².

On lit de même sur les comptes de Pertes et Profits des exercices 1925 et 1926 :

« Salaires de 1924 prescrits . . 22.489,50 »

« Salaires de 1925 prescrits . . 22.303,94 »

Par rapport au montant total des traitements et salaires, les salaires prescrits représentent 3,5 ‰ pour la période 1921-1923

$\left(\frac{38.610,69}{11.376,600} \right)$ et 3 ‰ pour 1924 $\left(\frac{22.303,94}{7.737,698} \right)$. (A partir de

l'exercice 1925, le conseil d'administration de l'Office n'a plus indiqué dans son rapport le montant total des traitements et salaires.)

¹ On peut se demander comme les surveillants ne s'aperçoivent pas que sous le même numéro ce n'est plus le même ouvrier qui travaille. D'abord, les surveillants venant de France sont assez long à distinguer les indigènes les uns des autres et l'instabilité du personnel indigène ne leur en facilite pas la connaissance ; ensuite, l'indigène acheteur du jeton prend soin d'aller travailler dans un autre quartier.

² Cette difficulté d'établir l'identité des indigènes n'est ni nouvelle, ni spéciale à l'Office. Déjà le *Bulletin officiel* du 12 mai 1919, avait publié un arrêté viziriel en date du 26 avril 1919 « portant institution d'un *carnet de travail* pour les ouvriers et employés indigènes ». Ce carnet délivré gratuitement par les autorités locales de contrôle comprenait deux parties, d'une part les énonciations relatives à l'identité de l'individu « c'est-à-dire son signalement parlé avec une empreinte digitale et si possible une photographie du détenteur » ; d'autre part « un certain nombre de feuillets sur les-

L'ouvrier indigène passe d'abord au bureau de la division où il reçoit une fiche d'embauche ; muni de cette fiche, il se rend au service anthropométrique où il subit une visite détaillée qui permet de noter toutes ses particularités et où il laisse l'empreinte de son pouce. Il retourne ensuite à la division où il est embauché définitivement. Avec ce système l'ouvrier signalé comme indésirable par un service ne peut être réembauché. Mais cependant le commerce des jetons n'est pas arrêté, l'indigène vend maintenant à la fois son jeton et sa fiche anthropométrique, car l'on n'opère de vérification que lorsqu'on a déjà des soupçons sur l'individu.

quels l'employeur indiquera les dates d'arrivée et de départ de l'indigène qu'il aura eu à son service ». Mais l'arrêté viziriel ne prévoyait ni obligation, ni sanction, aussi ne fut-il jamais appliqué et l'Office lui-même créa son service anthropométrique, sans avoir en vue l'arrêté viziriel.

Un dahir du 14 février 1925 a repris la question sans du reste faire allusion à l'arrêté viziriel du 26 avril 1919, autrement que dans son article 9 où il déclare « abrogées toutes dispositions antérieures contraires à celles du présent dahir ». Il prévoit l'extension progressive du carnet de travail « aux entreprises de travaux publics, aux services publics concédés et aux entreprises de transport ». Il prévoit des peines sévères en cas de fabrication d'un faux carnet d'identité, de falsification d'un carnet originellement véritable, d'usage d'un carnet fabriqué ou falsifié, de fausses déclarations d'identité.

L'Office est actuellement en train d'établir ces *carnets d'identité* (comme les appelle le dahir) pour tout son personnel indigène.

SECTION VII

Les amendes

Les amendes sont en principe formellement interdites ¹.

Leur interdiction a pour origine une conception *a priori* indéfendable en matière d'industrie minière; si les amendes devaient être supprimées dans toutes les industries sauf une, c'est certainement dans l'industrie minière qu'elles subsisteraient car elles sont absolument indispensables pour maintenir la discipline nécessaire non seulement à la production mais encore, et surtout, à la sécurité même du personnel qui en raison des difficultés de surveillance ne peut être autrement obtenue.

Aussi les amendes existent-elles dans toute exploitation minière et les ouvriers eux-mêmes qui en reconnaissent la nécessité n'en ont jamais demandé la suppression; ils ont réclamé seulement leur réglementation avec établissement d'un maximum. Il est également nécessaire que

¹ En interdisant les amendes, le directeur général a peut-être moins cédé à une opinion personnelle qu'aux désirs du service des Mines et du Gouvernemen. Chérifien qui désiraient que l'indigène marocain ait l'impression que le régime français différerait du régime arabe, au moins par la suppression des amendes qui sont à la base de toute la politique indigène. En fait aucun dahir n'interdisant les amendes, seuls les services dépendant de l'Etat s'en sont abstenus (au moins théoriquement). Au point de vue théorique, le principe des amendes est tellement ancré dans les habitudes indigènes, que l'Arabe ne voit peut-être dans notre abstention qu'un signe de faiblesse. Il aurait suffi sans doute que nous n'en distribuions jamais injustement.

l'amende ne soit définitivement infligée qu'après qu'un ingénieur en ait pris connaissance — cela pour éviter les vengeances ou les injustices de contremaîtres — et que son montant ne tombe pas dans la caisse de l'entrepreneur — qui pourrait être aussi tenté de diminuer son prix de revient par un abus d'amendes — mais revienne sous forme collective aux ouvriers, par exemple serve à alimenter une caisse de secours. Mais ces deux conditions remplies, les amendes sont absolument indispensables, tellement indispensables qu'elles sont dans tous les services de l'Office pratiquées plus ou moins ouvertement sous forme de suppression d'heures pointées. Elles prennent également la forme régulière celle-là (mais ne pouvant s'appliquer aux ouvriers travaillant à la tâche en équipe) de diminution de salaire à partir du premier jour de la quinzaine suivante. Que la forme employée soit régulière ou non, on peut être persuadé que l'ouvrier n'y gagne rien.

CHAPITRE V

Les conventions passées par l'Office chérifien des Phosphates

SECTION PREMIÈRE

L'Office chérifien des Phosphates et l'Energie électrique du Maroc

Le courant électrique nécessaire au fonctionnement de ses installations des Exploitations minières a été fourni intégralement à l'Office par sa propre station centrale ¹, du 20 octobre 1923, date d'inauguration de cette centrale, jusqu'au 1^{er} juillet 1926.

Cependant, dès le 12 juillet 1923, l'Office passait avec le Syndicat d'Etudes pour la mise en valeur des forces hydrauliques du Maroc ², représenté par la Banque de

¹ Cette centrale de 1,250 C. V. produit du courant alternatif à 5,500 volts. Elle comprend cinq groupes de 250 C. V. dont trois ont été montés en 1923 et deux en 1925. Les alternateurs sont actionnés par des moteurs Winterthur à gaz de gazogène.

² Les conditions relatives à la délivrance des autorisations, permissions et concessions de distribution d'énergie électrique et au fonctionnement et au contrôle des dites distributions sont fixés par le dahir du 29 janvier 1918, modifié par le dahir du 21 janvier 1922. Il ne fut donné d'abord de concessions pour la distribution d'éner-

Paris et des Pays-Bas, un contrat de fourniture de courant, contrat approuvé par le directeur général des travaux publics le 27 septembre 1923 et valable jusqu'au 31 décembre 1999.

gie électrique que dans des villes : Fès (1914), Casablanca et Rabat (1920), Marrakech. Mazagan, Safi, Taza (1921), etc. Mais le Maroc possède trois fleuves descendant du versant nord de l'Atlas : l'Oum er Rbia, le Sebou et la Moulouya qui ont leur source à des altitudes comprises entre 3,500 et 3,000 mètres, d'où un régime presque constant dans leur partie supérieure et possibilité de créer des usines hydro-électriques importantes.

Par une convention en date du 9 mai 1923, approuvé par dahir du 18 juillet 1923, (modifiée par une convention additionnelle en date du 22 novembre 1923, approuvée par dahir du 1^{er} décembre 1923, et complétée par un avenant en date du 17 juillet 1925, approuvé par dahir du 12 août 1925), le gouvernement chérifien a concédé à un Syndicat d'Etudes la production, le transport et la distribution d'énergie électrique à haute tension. L'objet de cette distribution est la fourniture du courant aux chemins de fer — dont 500 km. environ seront exploités par traction électrique, — à l'Office des Phosphates, aux concessions urbaines, aux centres de colonisation, ainsi que pour les pompages en vue de l'irrigation et des besoins agricoles.

La convention du 9 mai 1923 est analogue à celle qui a été passée le 29 juin 1920 avec la Compagnie des Chemins de fer du Maroc et dont nous parlerons plus loin (voir page 169). Le Gouvernement Chérifien participe pour un quart aux frais de premier établissement — (la Compagnie des Chemins de fer du Maroc, participant aussi pour un quart) — au moyen d'obligations qui sont émises pour son compte par l'Energie électrique du Maroc — [80 millions de francs d'obligations et 36,650,000 fr. de bons décennaux ont été émis jusqu'ici, tant pour le compte de l'Etat que pour celui de la Société] — dont il assure le service des intérêts (et à partir de 1935 le service d'amortissement) au moyen d'une annuité inscrite au budget du Protectorat (mais non garantie par la France comme c'est au contraire le cas pour la convention de concession des Chemins de fer du Maroc). Jusqu'à l'ouverture du compte d'exploitation — et ce compte ne sera ouvert, et encore seulement pour l'usine de Casablanca et les lignes Casablanca-Rabat et Casablanca-Kourigha, que

Les dispositions principales de ce contrat en vingt articles sont les suivantes.

L'Office s'engage à prendre au Syndicat les quatre cinquièmes au moins de l'énergie électrique dont il aura

le 1^{er} janvier 1929 (1^{er} janvier de la troisième année après celle de leur mise en service) — les charges du capital-actions (intérêt à 6 % pour les actions A, à 6,5 % pour les actions B, annuité d'amortissement de 6 %) et des obligations émises pour le compte de la Société sont inscrites au compte de premier établissement qui est d'autre part crédité des recettes d'exploitation.

Lorsque le compte d'exploitation sera ouvert, il sera fait une répartition du produit net entre l'Etat et la Société. Tant que le remboursement des avances de l'Etat ne sera pas intégralement effectué, 2/3 du produit net seront affectées au remboursement des dites avances et 1/3 à assurer aux actions une majoration d'intérêt de 1 % au maximum, le solde éventuel étant utilisé au remboursement des avances de l'Etat ou versé à un fonds de réserve spécial ; lorsque le remboursement aura été intégralement réalisé, le produit net servira à accorder aux actions une majoration d'intérêt de 1 %, le solde étant partagé par moitié entre l'Etat et le concessionnaire jusqu'au moment où la somme ainsi attribuée au concessionnaire assurera au capital-action une nouvelle majoration d'intérêts égale à la précédente, et à raison des 3/4 pour l'Etat et 1/4 pour le concessionnaire au delà ; ce solde au lieu d'être partagé peut du reste également être versé à la réserve spéciale, sur laquelle seront, le cas échéant, prélevées les sommes nécessaires pour couvrir les insuffisances de l'exploitation durant les premières années de mise en marche de la seconde usine.

Le Syndicat d'Etudes comprenait, outre la Banque de Paris et des Pays-Bas, de nombreuses sociétés telles que le Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie, la Compagnie Algérienne, la Société Alsacienne de Constructions Mécaniques, MM. Schneider et C^{ie}, la Compagnie Thomson-Houston, la Société générale des grands travaux de Marseille, etc... dont plusieurs déjà filiales de la Banque de Paris et des Pays-Bas.

Un dahir du 6 février 1924, a approuvé la substitution de la société « L'Energie Electrique du Maroc », formée au capital social de

besoin pour son exploitation dans le bassin de l'Oum er Rbia, se réservant seulement la faculté d'avoir en fonctionnement un cinquième de sa réserve installée ¹ (Art. 1^{er}).

L'Energie électrique est livrée ² à la station centrale de

dix millions de francs, aux sociétés concessionnaires formant le syndicat d'études.

L'Energie Electrique du Maroc a construit à Casablanca une usine thermique de 18,000 kw en service depuis septembre 1924 et qui servira plus tard d'usine de secours. Elle a commencé l'aménagement d'une usine hydraulique de 18,000 chevaux à Sidi Machou sur l'Oum er Rbia à une vingtaine de kilomètres d'Azemmour. (Dès le 5 février 1919 un arrêté du directeur général des travaux publics ordonnait une enquête au sujet de la demande formulée par la Société d'entreprises du Maroc occidental en vue de la concession de cette usine.) Une boucle presque fermée de l'oued, ayant 15 km. de développement, a été coupée par un souterrain de 1,500 m. de long et 6.50 m. de diamètre, récemment inauguré, tandis qu'à l'origine de la boucle un barrage relèvera le plan d'eau de 6 m. On aura ainsi une chute de 18 m. La Société a achevé la construction des lignes à haute tension Casablanca-Rabat, Casablanca-Kourigha, Sidi Machou-Sidi El Aïdi ; sont en construction ou en projet les lignes Sidi el Aïdi-Marrakech, Sidi Machou à Casablanca et Mazagan, diverses lignes secondaires à 22,000 volts. Enfin au cours de l'année 1926, l'Energie électrique du Maroc a commencé les travaux de reconnaissance et d'études pour l'usine que sa convention de concession lui fait une obligation de construire dans le bassin supérieur de l'Oum er Rbia.

¹ La rédaction de l'article 1^{er} n'est pas claire ; mais nous pensons qu'il faut entendre que l'Office peut utiliser 1/5 de sa réserve installée, à condition de ne pas se fournir à lui-même plus d'un cinquième de sa consommation totale.

² La fourniture de courant est garantie sans interruption à l'exception des cas fortuits et de force majeure (guerre, incendie, grève ; accidents importants au matériel des usines ou des sous-stations ou aux lignes de distribution).

« En outre le Syndicat pourra, chaque jour, réduire la charge

l'Office à Kourigha « sous forme de courant alternatif triphasé à la fréquence de 50 périodes par seconde, sous le voltage de 58.000 volts pour la marche en charge, avec tolérance de 4 % en plus ou en moins pour la fréquence et de 10 % en plus ou en moins pour la tension en charge. »

L'Office installe, surveille et entretient à ses frais les appareils de protection en usage et tous les appareils ou appareillages nécessaires à l'entretien de la station centrale (notamment les appareils enregistreurs et les appareils de comptage qui seront fournis par le Syndicat mais payés par l'Office) (art. II et III).

La redevance, due par l'Office pour la fourniture du courant, comprend deux parties : une redevance par kilovolt-ampère et par an et une redevance par kilowatt-heure. La première redevance varie de 600 francs à

pendant 40 minutes entre 5 heures et 6 heures et pendant 40 minutes entre 17 heures et 18 heures » [ces heures ne sont pas gênantes pour l'Office, car à ces heures-là l'extraction est arrêtée aux divisions]. Le dimanche et les jours fériés le syndicat pourra couper le courant entre six heures et dix-sept heures

En dehors des cas ci-dessus indiqués et des cas fortuits ou de force majeure, toute interruption dans les fournitures de courant à l'Office donnera lieu à une réduction de la taxe fixe annuelle par K.V.A. non fourni, proportionnellement à la durée de l'intervention, si cette durée dépasse 48 heures. » [Les cas fortuits et de force majeure étant écartés et la durée de l'interruption devant être supérieure à 48 heures, il n'y aura vraisemblablement jamais lieu à une réduction de la taxe fixe].

Naturellement « l'Office conserve durant les interruptions du courant du Syndicat, la faculté de faire produire en plein sa réserve » (Art. XIII).

408 francs par K.V.A., en six échelons ¹, suivant que la puissance apparente en K.V.A. pratiquement utilisée par l'Office est inférieure à 100 ou supérieure à 2,000; elle est majorée de 2 % pour chaque centième du facteur de puissance au-dessous de 0.80; cinq ans après le commencement de l'alimentation de la station centrale de Kourigha par le Syndicat, cette première redevance sera réduite de 10 % environ. La seconde redevance comporte un tarif de base par kw.-heure (comportant aussi six échelons de tarif, majoré également de 2 % par centième de facteur de puissance en-dessous de 0.80, et qui sera réduit également d'environ de 10 % à partir de la sixième année de marche); ce tarif de base est en outre réduit de 10 % si la consommation annuelle est supérieure à 10,000,000 de kw.-heures, de 20 % si elle est supérieure à 15,000,000 de kw.-heures, de 30 % si elle est supérieure à 30,000,000 de kw.-heures ²; ce tarif de base établi pour une certaine valeur d'un index combustible — fixé par le service des travaux publics conformément aux conditions du cahier des charges de la concession accordée au Syndicat d'études — est ensuite majoré ou diminué

¹ Au-dessous de 100, de 101 à 200, de 201 à 500, de 501 à 1,000, de 1,001 à 2,000, au-dessus de 2,000.

² Au cours de l'année 1926, la consommation de l'Office en kwh. a été de 3,195,734, soit 3.6 kwh. à la tonne vendue. En supposant que cette consommation reste sensiblement constante et que les ventes croissent de 300,000 tonnes par an, la réduction de 10 % ne commencera à intervenir qu'en 1933; quand à la réduction de 20 %, elle ne jouera que lorsque la production de l'Office aura dépassé quatre millions de tonnes.

suivant les variations de cet index ¹. Enfin la redevance payée par kw.-heure, y compris la correction pour le prix du charbon, sera réduite de 20 % pour les kw.-heures fournis entre 22 heures et 7 heures (art. IV, V, VI) ².

Dans le cas où, pendant le cours de ce contrat « des impôts nouveaux relatifs à la vente, la production, la distribution, le transport ou la consommation de l'énergie électrique seraient établis soit par l'Etat ou les municipalités et mis à la charge du Syndicat, ces charges nouvelles seraient remboursées au Syndicat par l'Office au moyen d'une élévation de tarifs équivalents » (art. VII).

« Les factures de l'énergie consommée par l'Office seront adressées par le Syndicat à la direction de l'Office à Rabat, le 5 de chaque mois et réglées le 15. Elles comprendront :

» 1° 1/12 de la redevance annuelle fixe par kilovolt-ampère ;

¹ Les tarifs inscrits au contrat, correspondent à un index de 50 fr. On voit donc qu'ils ne sont guère susceptibles que de majoration. Si l'index est supérieur à 50 francs, le prix de vente du kw-heure sera augmenté de 0.00159 fr. par franc de différence en plus tant que la centrale thermique de Casablanca sera seule en exploitation et de 0.00065 fr. par franc de différence en plus, dès que l'usine hydro-électrique de Sidi Machou sera mise en exploitation. D'ailleurs en cas de sécheresse exceptionnelle, sur décision du directeur général des travaux publics un coefficient intermédiaire pourra être adopté.

² Les tarifs fixés par le contrat « seront révisés s'il y a lieu, chaque fois que la révision des tarifs du cahier des charges de la concession à intervenir entre le Gouvernement Chérifien et le Syndicat aura conduit à modifier les tarifs du cahier des charges » (Article XVI).

» 2° La redevance résultant des kw.-heures fournis pendant le mois écoulé y compris les augmentations ou diminutions dues au prix du charbon (art. XI). »

« Aucune contestation de quelque sorte qu'elle soit ne pourra avoir pour effet d'interrompre même momentanément les fournitures de courant par le Syndicat ni le paiement de la fourniture par l'Office » (art. XII).

« Toutes les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'exécution du contrat seront d'abord soumises à l'administration des travaux publics ; si une solution amiable n'intervient pas, elles seront jugées par des arbitres conformément aux stipulations ci-après :

» Si les parties ne conviennent pas de s'en rapporter à un seul arbitre, chacune d'elles désignera un arbitre.

» En cas de désaccord les arbitres ainsi nommés désigneront un troisième arbitre, et, s'ils ne peuvent s'entendre sur la nomination du troisième arbitre, celui-ci sera désigné par le premier président de la Cour d'appel de Rabat » (art. XVII).

Comme nous l'avons dit plus haut, le contrat entre l'Office et le Syndicat a été conclu le 12 juillet 1923 — avant même l'approbation par dahir de la convention passée entre le directeur général des travaux publics et le Syndicat d'études. Une telle hâte ne s'explique que par l'influence de motifs de politique générale. Car comment comprendre que l'Office ait consenti ainsi à s'engager définitivement sans avoir pu juger des résultats que

devait lui donner sa propre centrale, mise en service trois mois après la conclusion du contrat avec le Syndicat d'Etudes ?

Le contrat du 12 juillet 1923 prévoit « qu'en cas d'interruption accidentelle sur la ligne Casablanca-Kourigha, l'Office contribuera avec sa réserve, sur la demande de la Compagnie des Chemins de fer du Maroc, au secours à apporter à l'alimentation de cette ligne, l'énergie ainsi apportée étant décomptée au même tarif moyen ¹ que celle fournie dans le semestre par le Syndicat d'études à l'Office » (art 1^{er}).

Dès que sa centrale a été en marche, l'Office s'est vite aperçu qu'il fabriquait du courant meilleur marché que celui qui lui serait livré plus tard par l'Energie électrique du Maroc. Cela explique peut-être son peu d'empressement à prendre livraison de l'électricité venue de Casablanca. Le rapport du Conseil d'administration de l'Energie électrique du Maroc à l'assemblée générale ordinaire du 19 mai 1926 contient en effet le passage suivant : « La ligne Casablanca-Kourigha, bien qu'entièrement terminée, n'a pu encore être utilisée pour le transport du courant à 60,000 volts. Nous attendons que l'achèvement de la Station électrique des Phosphates nous permette de le faire. L'Office des Phosphates nous fait prévoir que cet achèvement sera très prochain ². »

¹ L'Office pensait donc qu'il produirait son énergie à un prix inférieur ou égal à celui auquel lui serait comptée l'énergie fournie par le Syndicat.

² Dans le rapport du même Conseil à l'assemblée générale ordi-

En fait Casablanca commença à envoyer du courant à partir du mois de juillet 1926, mais la centrale de l'Office ne fut arrêtée que le 15 septembre, l'Office étant à partir de cette date alimenté uniquement avec du courant venant de Casablanca.

Au cours du second semestre 1926, la consommation de l'Office s'est montée à 1,688,375 kwh. dont 1,381,875 fournis par Casablanca et 306,500 par la centrale de Kourigha. Seulement tandis que le kwh. fourni par sa centrale lui revenait à 0.46 fr., l'Office à dû payer 0.812 fr. chaque kwh. fourni par Casablanca ¹!

Il faut d'ailleurs ajouter pour pouvoir apprécier impartialement cette différence de prix :

1° que le prix de revient de 0.46 fr. ne comprend ni rémunération du capital engagé dans la construction de la centrale ni amortissement de celle-ci ;

naire du 11 mai 1927, on peut lire que « la ligne Casablanca-Kourigha a été mise en service de façon régulière pour alimenter la station électrique des phosphates à Kourigha depuis le mois d'octobre. Cette ligne a bénéficié des études faites sur la ligne Casablanca-Rabat — (où l'isolement s'était révélé insuffisant pour résister aux circonstances climatériques spéciales au bord de la mer au Maroc) — et nous n'avons rencontré aucune difficulté d'exploitation spéciale ».

¹ Il s'agit des prix moyens pour 1926. En réalité, en juin 1926, dernier mois d'exploitation normale de la centrale de Kourigha, le prix du kwh. était passé à 0 fr. 50 tandis qu'en décembre 1926 le prix du kwh. fourni par Casablanca était descendu à 0 fr. 75. Or il faut noter que le Conseil d'administration de la Compagnie des Superphosphates et Produits chimiques du Maroc, dans son rapport pour l'exercice 1926, se plaignait de payer le kwh. plus de 0 fr. 90. L'Office est donc encore un client relativement favorisé de l'Energie électrique du Maroc.

2° que le prix de 0.812 fr. est susceptible de baisser sérieusement dans les années à venir par suite de la diminution de l'index combustible, très élevé en 1926 en raison de la grève anglaise; — par suite de l'augmentation de la puissance apparente en kva. pratiquement utilisée dans l'année par l'Office; — par suite de la mise en service de l'usine hydraulique; — par suite de la diminution des tarifs de base à partir de la sixième année de la fourniture du courant par l'Energie électrique du Maroc; — par suite d'une consommation annuelle de l'Office supérieure à 10,000,000 de kwh. ¹.

Mais en attendant toutes ces diminutions futures et étant donné que la centrale de Kourigha, amortie ou non, existe, l'Office consent dans ces premières années un lourd sacrifice. Nous sommes persuadé que si l'Office avait pu discuter son contrat de fourniture de courant en ayant en main les résultats obtenus avec sa centrale, il lui aurait été fait de meilleures conditions.

Heureusement que l'Etat chérifien, participant aux bénéfices de l'Energie électrique du Maroc récupèrera dans l'avenir une partie des bénéfices exagérés réalisés par cette société grâce au contrat avantageux qu'elle a

¹ En supposant toutes ces conditions remplies avec un index combustible de 200 et une consommation de l'Office de 10,000,000 de kwh. on arrive en appliquant les tarifs prévus au contrat à un prix de vente du kwh. inférieur à 0.30 fr. (mais il faut noter qu'à une amélioration dans le prix du combustible aurait correspondu aussi une amélioration du prix de revient de la centrale de l'Office).

passé avec l'Office ¹. L'Office a passé le 3 octobre 1925 avec le gouvernement chérifien une convention ² par laquelle l'Office s'engage à rembourser au gouvernement chérifien « les annuités payées par celui-ci depuis l'origine de la construction :

» ...3^o pour la part d'établissement ou de garantie due à l'Energie électrique du Maroc au titre des installations qui concernent la production et le transport de l'énergie électrique à Kourigha ³.

» ...En raison des sommes prises ainsi à sa charge... l'Office chérifien des Phosphates recevra la moitié de la part des bénéfices revenant au gouvernement chérifien pour... le transport de l'énergie électrique à Kourigha. »

Les annuités dont il est question ici sont celles versées par l'Etat chérifien pour le service des intérêts des obligations à sa charge. L'Office supporte non seulement entièrement la partie de ces annuités qui correspond à l'établissement de la ligne de transport de force Casablanca-Kourigha, mais encore partiellement la partie de ces annuités qui correspond à l'établissement de l'usine

¹ Et même en repassera la moitié à l'Office (convention du 3 octobre 1925).

² « Convention relative à la participation de l'Office chérifien des phosphates aux dépenses d'établissement des chemins de fer et à l'installation d'un réseau d'énergie électrique » et dont nous reparlerons à propos des chemins de fer du Maroc (voir page 168.)

³ Notons la rédaction vicieuse de ce membre de phrase : « au titre des installations qui concernent la production et le transport de l'énergie électrique à Kourigha » qu'est-ce que « la production de l'énergie électrique à Kourigha » ?

thermique de Casablanca et de l'usine hydraulique de Sidi Machou ¹, tandis qu'au contraire il ne participe aux bénéfices de l'Etat chérifien que pour le transport de l'énergie à Kourigha.

Nous renvoyons pour l'appréciation de cette convention, à la critique que nous en ferons plus loin à propos de la participation de l'Office aux dépenses d'établissement du chemin de fer.

Indiquons seulement ici les sommes versées par l'Office au Gouvernement chérifien au titre de cette convention (sommes que les bilans donnent sans indiquer la part correspondant aux annuités des chemins de fer et celle correspondant aux annuités de l'Energie électrique).

En 1926 : 11,788,078.30 ² (somme portée au bilan au 31 décembre 1925 dans les créditeurs divers, le remboursement n'en ayant pu être effectué avant le 31 décembre 1925);

En 1927 : 4,014,382.09 ³ (somme portée au bilan au 31 décembre 1926 dans les créditeurs divers, le versement n'en ayant pas été demandé à l'Office avant le 31 décembre 1926).

¹ Nous ignorons dans quelle proportion l'Office participe aux frais d'établissement de ces deux usines, sans doute proportionnellement à la puissance utilisée (mais la puissance utilisée par les Chemins de fer du Maroc pour leur ligne Casablanca-Kourigha doit être vraisemblablement mise au compte de l'Office).

² Soit 16.34 fr. à la tonne vendue.

³ Soit 4.53 fr. à la tonne vendue ; sur l'ensemble du tonnage vendu de 1921 à 1926 inclus, cette participation correspond à 6.82 fr. par tonne ; sur l'ensemble du tonnage transporté par voie normale depuis l'origine, elle correspond à 7.84 fr. par tonne.

SECTION II

**L'Office chérifien des Phosphates
et les Chemins de fer**

§ 1^{er}. — L'OFFICE CHÉRIFIEN DES PHOSPHATES
ET LA RÉGIE DES CHEMINS DE FER MILITAIRES DU MAROC
(C.M.M.)

Comme nous l'avons vu plus haut, il a été particulièrement avantageux pour l'Office que la zone à haute teneur du gisement du nord se soit trouvée dans la région d'Oued Zem puisque cela lui a permis, en attendant la construction de la ligne à voie normale, d'utiliser pour amener le phosphate de la côte, la voie du chemin de fer stratégique de 0.60 m. reliant Casablanca à Oued Zem ¹. Il a suffi d'établir un raccord de 11 km. partant de la gare de Bir Bettane et aboutissant à Bou Jniba. Les études concernant ce raccordement ont été entreprises à la fin de 1920 et les premières expéditions ont pu commencer le 20 juin 1921.

¹ Le traité franco-allemand de 1911 ne nous autorisait à établir et utiliser un réseau ferré à voie étroite que pour un but stratégique. Mais la guerre étant survenue, ce réseau a été ouvert en novembre 1915 au trafic commercial. Assurée d'abord par l'administration militaire, l'exploitation en fut ensuite confiée par le dahir du 18 décembre 1920 à une Régie dont le directeur, placé sous l'autorité du gouvernement chérifien et sous le contrôle des directions générales des finances et des travaux publics, est assisté d'un conseil de réseau qui délibère sur les questions relatives à l'établissement des tarifs, au matériel, au personnel, etc... et dont les décisions ne sont, en principe, exécutoires qu'après homologation par le Grand Vizir.

Le prix de revient du transport sur voie de 0.60 m., sur laquelle ne peuvent circuler que des trains de charge réduite et de vitesse limitée, est relativement élevé; aussi le prix de transport de la tonne de phosphate Bou Jniba-Casablanca fût-il fixé d'abord à 55 francs, puis, à partir de 1922, à 50 francs ¹, prix élevé mais que pouvait en

¹ Pour une distance de 170 km. environ. L'Office avait donné son accord à un prix de transport relativement élevé. A la même époque en effet pour une même distance les matériaux de construction (sables, briques, cailloux, etc...) auraient payé 40.20 fr. par tonne. Il est vrai que l'Office transportait près de 11 tonnes pour le prix de 10, ce qui ramenait le prix de transport à environ 45.45 fr.

Le tableau ci-dessous donne les distances à la mer des gisements exploités par quelques compagnies de phosphates.

Société	Point d'exploitation	Port d'embarquement	Distance à la mer	Nature de la voie	Rampe maximum vers la mer
Office	Kourigha I n J n b a	Casablanca	140 km.	Voie normale	2 mm.
Gafsa	Metlaoui Redeyeff Aïn Moularès	Sfax Sousse	243 km. 285 km. 300 km.	Voie de 1 ^{re} — d. —	9 mm.
Constantine	Kouif	Bône	258 km.	Voie de 1 ^{re} sur (°) 95 km. Voie normale sur 163 km.	25 mm.
M'Dilla	M'Dilla	Sfax	216 km.		9 mm.

* La partie Tehessa-Kouif appartenait à la C^{ie} des Phosphates de Constantine; mais depuis le 17 janvier 1922 elle est exploitée par la compagnie des chemins de fer algériens de l'Etat à laquelle elle va du reste être cédée pour constituer une section de la voie ferrée Tehessa-Kalaa Djerda dont le Parlement a décidé en 1926 la réalisation.

Le transbordement des phosphates se fait à l'oued Keberit.

somme supporter le phosphate marocain à haute teneur et de prix de vente relativement élevé.

Jusqu'au 1^{er} septembre 1923, tous les transports de l'Office ont été assurés uniquement par la voie de 0.60. ; à partir du 1^{er} septembre 1923, ils ont été assurés concurremment par la voie de 0.60 m. et par la voie normale. Le 1^{er} juillet 1924 la voie de 0.60 m. cessa définitivement ses transports après avoir descendu au total depuis 1921, 290,000 tonnes ¹, ayant atteint, à certaines périodes de 1923, 500 tonnes par jour.

Le tableau suivant donne pour chaque année le tonnage transporté et les sommes payées par l'Office à la Régie des chemins de fer militaires pour transport du phosphate et des marchandises.

Année	Tonnage transporté ²	Sommes payées	Reste à payer	Facture de l'année	Part du transport de phosphate	Part du transport des marchandises
1921	12,278	854,492 15	310,488 25	1,164,980 40	675,290	489,690 40
1922	89,432	4,402,942 75	893,789 50	4,986,244 00	4,471,600	514,644 —
1923	133,558	8,551,062 57	?	?	9,414,500	?
1924	54,732	?	—	?		?

§ 2. — L'OFFICE DES PHOSPHATES ET LA COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DU MAROC (C.F.M.)

La voie normale, qui assure actuellement les transports de l'Office, est constituée par un embranchement de

¹ Chiffre officiel inférieur de 5 à 10 % au chiffre réel.

² Nous avons donné pour 1921 et 1922 les chiffres officiels, pour 1924 le chiffre réel et pour 1923, la différence entre 290.000 et la somme des trois autres tonnages déjà indiqués.

82 km. se détachant de la ligne de Casablanca à Marra-kech à Sidi el Aïdi (km. 58). La distance de Kourigha à Casablanca est ainsi de 140 km. Cette ligne des phosphates a été ajoutée par la convention du 29 juin 1920 à la liste de celles dont la concession avait été prévue par la convention du 13 janvier 1917 ¹. La construction en a

¹ Dès que la concession du chemin de fer de Tanger à Fès intervenue le 18 mars 1914, dans les conditions fixées par la convention franco-espagnole du 29 novembre 1912, nous eut permis d'envisager la création du réseau principal, le protectorat se préoccupa des études du tracé et de la concession des lignes d'où la convention de 1917 dont un projet de loi proposa au Parlement l'approbation, mais, malgré l'accueil favorable de la commission des affaires extérieures, il fut, en raison des circonstances, retiré par le Gouvernement.

Du reste peu après le dépôt de ce projet de loi, une proposition de loi déposée sur le bureau de la Chambre, fut le 24 juillet 1917, renvoyée à la commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies. Les auteurs proposaient de substituer « au régime de la concession qui livrerait à une banque, contre versement de 40 millions seulement tout le futur réseau marocain... la construction en régie par l'Etat, en association avec le gouvernement de S. M. chérifienne ». Ils estimaient que le versement de 40 millions capital-actions à effectuer par le consortium apparaissait comme bien faible à côté des 200 millions que l'Etat français et le Gouvernement chérifien mettait à sa disposition. Ils notaient que la Compagnie générale du Maroc et la Compagnie marocaine représentent « plutôt qu'un syndicat de grands établissements bancaires, la Banque de Paris et des Pays-Bas, dont elles sont des filiales ou des associées. Or, la Banque de Paris et des Pays-Bas a déjà, au Maroc, sous la forme d'une participation prépondérante à la constitution et au fonctionnement de la Banque d'Etat, une place extrêmement considérable. Les auteurs de la proposition de loi oublient de citer la participation de la Banque de Paris et des Pays-Bas à la Régie co-intéressée des Tabacs, qui date pourtant de 1910, et à la Compagnie franco-espagnole du chemin de fer de

été autorisée par la loi du 31 juillet 1920. Un dahir du 9 octobre 1920 déclarait d'utilité publique la section de

Tanger à Fès. Que diraient-ils maintenant que non seulement la concession des chemins de fer mais aussi celle de l'Energie électrique ont été accordées à cette banque dont les innombrables filiales marocaines ne laissent de côté aucune branche de l'activité humaine comme on peut en juger par la liste suivante pourtant encore incomplète : Société des Ports marocains de Rabat Salé et de Mihidja-Kenitra, Compagnie générale de Transports et de Tourisme, Union des Mines marocaines, Brasseries du Maroc, Compagnie marocaine d'exploitations forestières, Moulins du Moghreh, Société de Chaux et ciments, Société des abattoirs municipaux et industriels de Casablanca, etc., etc. L'Etat chérifien assure du reste une subvention ou une garantie d'intérêt à plusieurs de ces sociétés.

» En ce qui concerne même cette Banque d'Etat, durant l'expérience qui vient d'en être faite pendant la guerre, l'aide qu'elle a donné au Maroc peut (et cela sera démontré dans un prochain débat) être considérée comme ayant été insuffisante par rapport à son privilège. Il n'apparaît donc pas démontré qu'il soit logique, qu'il soit utile au protectorat marocain, d'augmenter ledit privilège par une concession nouvelle. La Banque de Paris et des Pays-Bas, maîtresse de la trésorerie du protectorat, deviendrait aussi maîtresse de ses chemins de fer, car, dans le consortium établi pour la concession, elle posséderait une part d'intérêt presque aussi forte que celle des compagnies de chemins de fer, avec lesquelles elle a des administrateurs communs. »

Ils assuraient n'avoir trouvé « en faveur de la convention, dans le projet du Gouvernement, qu'un seul argument : le gouvernement chérifien, dit-on, ne peut, en ce moment, effectuer des travaux pour lesquels le personnel lui fait défaut. On suppose ainsi que la compagnie concessionnaire le trouverait aisément. Pourquoi ? Ignore-t-on que tous agents, ouvriers, etc., sont soumis à la loi de mobilisation et que, aussi bien pour l'Etat que pour une compagnie concessionnaire, ils devraient être mis à la disposition du Maroc par des dispositions spéciales. »

Ils concluaient en proposant que « le ministre des finances soit autorisé à faire au Gouvernement chérifien sur les ressources de

cette ligne comprise entre Sidi el Aïdi et Sidi Daoui ¹. Un autre dahir, en date du 31 janvier 1922, déclarait enfin d'utilité publique la section Sidi Daoui-Oued Zem. La voie normale arrivait à Kourigha à la fin de juin 1923 ² et commençait le 1^{er} septembre 1923 un service provi-

la Trésorerie, une avance s'élevant à la somme de 40 millions de francs et destinée à la construction, en régie, de chemins de fer au Maroc. »

Quoiqu'il en soit, en 1918, le Protectorat commença la construction du réseau, au moyen des propres ressources de son budget ordinaire.

Deux ans plus tard, la loi du 21 août 1920, approuvait la convention conclue le 29 juin 1920 avec la Compagnie Générale du Maroc, la Compagnie des Chemins de fer P. L. M., la Compagnie des Chemins de fer Paris-Orléans et la Compagnie Marocaine pour la concession des six lignes suivantes :

1° Kenitra-Petitjean (85 km.), [ligne ouverte à l'exploitation fin 1923] ;

2° Casablanca-Kenitra (128 km.), [ligne ouverte à l'exploitation en avril 1925] ;

3° Kenitra-Souk el Arba du Gharb (80 km.), [ligne non encore commencée] ;

4° Casablanca-Marrakech (250 km.), [ligne qui sera achevée à la fin de 1928] ;

5° Sidi el Aïdi-Oued Zem (120 km.) ;

6° Fès-frontière algérienne (355 km.), [ligne qui va être incessamment commencée].

Un arrêté viziriel du 20 février 1922, a autorisé la Compagnie des Chemins de fer du Maroc, à se substituer aux quatre compagnies concessionnaires. C'est une société anonyme française, au capital de 50 millions de francs, divisé en cent mille actions de 500 francs, dont 20,000 à voie plural (10 voix par action) et 80,000 ordinaires.

¹ Un dahir du 9 octobre 1917 avait déjà déclaré d'utilité publique la section du chemin de fer à voie normale de Casablanca à Marrakech comprise entre Casablanca et Setta.

² En avance ainsi sur les prévisions, car l'achèvement n'en était prévu que pour le milieu de 1924.

soire de trains quotidiens, intercalés dans ses trains de parachèvement de la construction; à partir du 1^{er} juillet 1924, elle put assurer tous les besoins de l'Office tout en n'utilisant que des trains de nuit, la journée étant réservée au mouvement des wagons nécessaires pour la distribution du matériel de l'armement électrique de la voie et de la ligne à 60,000 volts.

L'ouverture complète à l'exploitation de la section Sidi el Aïdi-Kourigha n'a eu lieu que le 25 juin 1925 ¹ en même temps que les sections Casablanca-Sidi el Aïdi et Sidi el Aïdi-Settat de la ligne Casablanca-Marrakech.

Les premiers essais de la traction électrique sur la ligne Casablanca-Kourigha ont été commencés à la fin de 1926; et, au cours des premiers mois de 1927, la traction électrique a remplacé progressivement la traction à vapeur qui a maintenant complètement cessé d'être utilisée.

Le profil de la ligne Kourigha-Casablanca — dont la construction n'a présenté ni difficultés particulières, ni travaux d'art importants — est particulièrement favorable à une exploitation économique, la voie descendant à peu près toujours vers la mer (les plus fortes contrepentes vers Casablanca ne dépassant pas deux millièmes). La mise en service de la traction électrique a réduit encore les frais d'exploitation, les moteurs des locomo-

¹ Le compte d'exploitation en a été ainsi ouvert le 1^{er} janvier 1927 (1^{er} janvier postérieur d'un an à celui qui suit la mise en exploitation, art. II de la convention du 29 juin 1920).

tives électriques fonctionnant le plus souvent comme générateurs pendant le trajet Kourigha-Casablanca.

L'article 37 du cahier des charges, joint à la convention de concession, fixe le tarif des taxes maxima à percevoir, des abaissements de tarifs pouvant être consentis sur une ligne entière ou sur certaines sections de celle-ci, au profit, soit de tous les usagers sans exception, soit seulement de ceux des usagers qui accepteraient que fussent opérés dans des conditions spéciales les transports les concernant ¹. La taxe prévue par l'article 37 pour les phosphates est de 0.18 fr. par tonne et par km., ce qui aurait représenté 25.20 fr. par tonne pour les 140 km. séparant Kourigha de Casablanca. Mais l'Office a obtenu de la Compagnie des Chemins de fer du Maroc, pour le transport de son phosphate, un tarif conventionnel qui depuis le 1^{er} janvier 1926 est le suivant : 20 francs pour chacune des 500,000 premières tonnes, 18 francs pour chacune des tonnes comprises entre 500,000 et 1 million, 17 francs pour chacune des tonnes au dessus de 1,000,000 ², tandis que pour ses transports de matériel et de marchandises de Casablanca à Kourigha il demeure soumis au tarif commercial ordinaire.

¹ Tarifs maxima et tarifs réduits ont pu à titre provisoire être majorés d'un tiers (Art. 44 du cahier des charges).

² L'application de ce tarif au tonnage transporté en 1926 donne un prix moyen de transport à la tonne de 19 fr. 14.

Convention du 3 octobre 1925

Nous avons déjà parlé, à propos de l'Energie électrique du Maroc, de la convention du 3 octobre 1925 passée entre le directeur général des travaux publics et l'Office.

Voici les paragraphes de cette convention concernant la participation de l'Office aux dépenses d'établissement des chemins de fer :

« ARTICLE PREMIER. — L'Office chérifien des Phosphates s'engage à rembourser au gouvernement chérifien les annuités payées par celui-ci depuis l'origine de la construction :

» 1° pour l'établissement (construction et matériel fixe et roulant) de l'embranchement de voie normale qui dessert Kourigha ;

2° pour la moitié de l'établissement du tracé commun Casablanca-Sidi el Aïdi ainsi que des gares de marchandises de Casablanca ;

.

» ART. 3. — En raison des sommes prises ainsi à sa charge pour les travaux ci-dessus énumérés, l'Office chérifien des Phosphates recevra la moitié de la part des bénéfices revenant au gouvernement chérifien pour l'exploitation de l'embranchement des phosphates... »

Pour comprendre le sens de cette convention, il est nécessaire de connaître les traits principaux de la convention de concession passée entre la Compagnie des chemins de fer du Maroc et le gouvernement chérifien.

La répartition des dépenses d'établissement ¹ pour les lignes autres que la ligne Fès-frontière algérienne est ainsi assurée :

D'abord par le capital-action de 50 millions ;

Puis, jusqu'à concurrence de 150 millions, par des obligations à la charge du Protectorat ;

Ensuite, pour la tranche comprise entre 200 et 300 millions, par des obligations à la charge du Protectorat pour 80 % et du concessionnaire pour 20 %.

Et enfin, au delà de 300 millions, par des obligations à la charge du Protectorat pour 90 % et du concessionnaire pour 10 % ².

C'est en tenant compte de l'ordre d'emploi ci-dessus, et d'après les imputations effectives qui en auront été la conséquence, que seront déterminées, pour chaque ligne, les parts du capital de premier établissement prélevées respectivement sur le capital-actions, sur les obligations

¹ Le compte d'établissement — outre les dépenses engagées — comprend, jusqu'au moment où elles seront supportées par le compte d'exploitation, les parts afférentes à chaque ligne des charges du capital-actions et des charges des obligations.

² Au 31 décembre 1926, le montant du compte d'établissement était d'un peu plus de 580 millions pour 406 km. de lignes en exploitation et 164 km. terminés sauf la pose de voie, mais des travaux préliminaires ayant déjà été effectués sur d'autres sections, on peut compenser les dépenses faites pour ces travaux préliminaires avec celles à engager pour la pose de voie et admettre que les frais de construction se sont montés à environ un million par kilomètre. Sur ces 580 millions, 98 ont été à la charge de la Compagnie (17 %) et 482 à la charge de l'Etat chérifien.

à la charge du gouvernement chérifien et sur celles à la charge du concessionnaire.

Les obligations à la charge du gouvernement chérifien sont émises pour son compte par la Compagnie des chemins de fer du Maroc, mais les annuités nécessaires pour en assurer le service des intérêts et — à partir du 1^{er} janvier 1935 — le service d'amortissement devaient, à l'origine, être inscrites au budget général du Protectorat. Mais afin de soulager le budget du Protectorat, une loi du 10 août 1923 a prévu dans son art. 2 que « pendant la construction des chemins de fer du Maroc concédés par la convention du 29 juin 1920, et pour chaque ligne jusqu'au 1^{er} janvier qui suivra la date de son ouverture à l'exploitation définitive, les intérêts et charges des capitaux à fournir par le gouvernement chérifien seront ajoutés à ces capitaux et inscrits au compte d'établissement de la ligne à laquelle ils se rapportent ».

La convention du 3 octobre 1925 n'a de sens que si la ligne des phosphates est restée en dehors du champ d'application de la loi de 1923 ; elle signifie alors que l'Office s'engage à rembourser au gouvernement chérifien les annuités, inscrites au budget général pour le service des obligations émises pour le compte de l'Etat chérifien par la Compagnie des chemins de fer du Maroc, correspondant à la part de ces obligations inscrites au compte d'établissement de la ligne Sidi el Aïdi-Kourigha, et à la moitié de la part des mêmes obligations inscrites aux comptes d'établissement de la section Casa-

blanca-Sidi el Aïdi et des gares de marchandises de Casablanca.

La Compagnie des chemins de fer du Maroc a ouvert un compte d'exploitation — comme le lui ordonnait l'article 11 de la convention de concession — le 1^{er} janvier 1924, c'est-à-dire le 1^{er} janvier qui a suivi « l'ouverture à l'exploitation des lignes mettant en communication Kenitra avec Fès ¹. »

L'article 14 de la même convention de concession prévoit que « lorsque le compte d'exploitation se soldera par un excédent, cet excédent recevra dans l'ordre de succession ci-après les affectations suivantes :

» 1^o Prélèvement en faveur du fonds de réserve...

» 2^o Après ce prélèvement tant que le remboursement des avances faites par le gouvernement chérifien... ne sera pas intégralement effectué :

» Distribution de 1/3 dans les mêmes conditions que celles fixées par le § 3 ci-après ;

» Affectation du surplus au remboursement des avances du gouvernement chérifien et du compte d'attente, les sommes ainsi affectées étant réparties au prorata des sommes non remboursées.

» 3^o Et, une fois les remboursements ci-dessus intégralement opérées :

» Attribution au concessionnaire de la totalité du solde

¹ Le compte devait, d'après le même article, s'étendre à toutes les lignes en exploitation sur leur longueur entière à la date de son ouverture. Aucune ligne ne se trouvait dans ce cas.

jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour assurer au capital-actions, en sus de la rétribution stipulée à l'article 7 (6 %) une majoration d'intérêt nette de tout impôt de 1 % ;

» Et pour le surplus, partage entre le gouvernement chérifien et le concessionnaire à raison de la moitié pour chacun d'eux jusqu'au moment où la somme ainsi attribuée au concessionnaire assurera au capital-actions une nouvelle majoration d'intérêt égale à la précédente.

» De trois quarts pour le gouvernement chérifien et un quart pour le concessionnaire, au delà. »

C'est donc la moitié de la part de bénéfices revenant à l'Etat en vertu de l'article précédent sur l'excédent du compte d'exploitation de la ligne Sidi el Aïdi-Kourigha que recevra l'Office lorsque le compte d'exploitation de cette ligne sera ouvert.

Voilà l'économie de la convention d'octobre 1925 ; nous pouvons maintenant nous demander si une entreprise privée aurait accepté de la signer cinq ans après la convention de concession qui lui aurait été accordée. Elle ne se serait pas inquiétée de savoir si la nouvelle convention était juste ¹, mais si elle avait intérêt à la signer ; or il semble bien qu'elle n'y aurait pas eu intérêt, car si

¹ S'il paraît juste que l'Office rembourse à l'Etat chérifien les annuités correspondant à la participation de celui-ci dans l'établissement de l'embranchement Sidi el Aïdi-Kourigha qui n'a été construit que par suite de la découverte des gisements de phosphate, on comprend moins que l'Office rembourse la moitié des annuités correspondant au tronc commun Casablanca-Sidi el Aïdi, alors que la

l'Office rembourse, pour la ligne Sidi el Aïdi-Kourigha, la totalité et, pour la section Casablanca-Sidi el Aïdi et les gares de marchandises de Casablanca, la moitié des annuités correspondant aux obligations à la charge de l'Etat dans les frais de premier établissement de ces lignes ou gares, il ne reçoit que la moitié des bénéfices qui doivent revenir à l'Etat et encore sur le seul embranchement Sidi el Aïdi-Kourigha. On peut répondre il est vrai que si l'on avait concédé les phosphates à une société privée on aurait inscrit la convention d'octobre 1925 dans le cahier

ligne Casablanca-Marrakech aurait été de toute manière construite, (comme le prouve le fait que la convention du 13 janvier 1917, prévoyait déjà la concession de cette ligne, alors qu'il n'était pas encore question des phosphates) ; enfin, s'il est vraisemblable que la présence du trafic des phosphates a conduit à donner à la gare de marchandises de Casablanca une importance plus grande que celle qui aurait été prévue en l'absence de ce trafic, il semble bien toutefois, que la participation de l'Office à la moitié des annuités concernant cette gare paraît exagérée, d'autant plus que l'article 10 de la convention de concession du 20 juin 1920, ventilant par moitié les dépenses de la gare de Casablanca entre les lignes Kenitra-Casablanca et Casablanca-Marrakech, l'Office prend ainsi à sa charge toutes les annuités correspondant à la part de la ligne du Sud dans les dépenses d'établissement de la gare de Casablanca.

C'est vraisemblablement aussi l'avis du conseil d'administration de l'Office des phosphates ou au moins de son directeur général, puisque dans le rapport pour 1925, on trouve la phrase suivante : « ce dernier (l'Etat chérifien) estimant que certains travaux (transport d'énergie à Kourigha, embranchement de Sidi el Aïdi à Kourigha) sont faits spécialement pour l'Office des phosphates... » où il n'est pas fait allusion même par un « etc. » après Kourigha à la participation pour le tronc commun Casablanca-Sidi el Aïdi pour les gares de marchandises de Casablanca, pour les usines électriques de Casablanca et de Sidi-Machou.

des charges de la concession ¹, sans doute mais alors pourquoi ne l'avoir pas passée dès l'origine avec l'Office ?

Quoiqu'il en soit on peut se demander où était l'intérêt du gouvernement chérifien de passer cette convention avec l'Office puisque ce que l'Etat touchera à titre de remboursement d'annuités payées pour l'établissement de lignes de chemins de fer, il ne le touchera pas au titre des bénéfices de l'Office qui lui reviennent à la fin de chaque exercice et qu'ainsi la somme totale qui doit lui être versée par l'Office n'est pas influencée par cette convention.

Nous croyons que le gouvernement chérifien tient à mettre à la charge de l'Office tout ce qu'il aurait pu mettre à la charge d'une société privée exploitante — et même au-delà — de façon de réduire les bénéfices apparents qui — quoique n'ayant pas encore atteint le chiffre

¹ Rappelons ici que la Compagnie des Phosphates et du Chemin de fer de Gafsa a construit elle-même le chemin de fer qui relie ses exploitations à la côte. Le Gouvernement de la Régence a su ainsi chaque fois qu'il accordait une concession nouvelle obtenir la construction d'une nouvelle voie ferrée et le réseau tunisien a été ainsi, pour partie, établi, sans que l'Etat tunisien ait eu à donner une garantie d'intérêt quelconque. Le Gouvernement chérifien — qui s'est, par ailleurs, tant inspiré de ce qui avait été fait en Tunisie — aurait pu s'en inspirer une fois de plus. D'ailleurs les groupes qui sollicitaient en 1919 le gisement des Oulad Abdoun, étaient prêts à construire le chemin de fer Kourigha-Casablanca. Du reste l'importance et la nature des gisements de phosphate marocain sont telles, que ces gisements auraient pu servir de gage à l'ensemble des travaux publics à réaliser au Maroc.

que l'on peut raisonnablement espérer — apparaissent comme formidables ¹.

SECTION III

L'Office chérifien des Phosphates et la Compagnie des Superphosphates du Maroc

Au cours d'une séance du Conseil de gouvernement, le directeur de l'agriculture du Maroc avait, le 3 mai 1920, rappelé que les phosphates ne présentaient d'intérêt pratique pour l'agriculture marocaine ² que s'il était possible

¹ Mais quel intérêt peut avoir le Gouvernement chérifien à dissimuler — autant que la chose est possible — les bénéfices de l'Office alors que l'on imaginerait plutôt qu'il doive se plaire à faire ressortir les résultats obtenus par cette exploitation d'Etat? En réalité, cet intérêt est triple : l'Etat chérifien veut éviter qu'au vu des bénéfices obtenus par l'Office :

1° le contribuable marocain proteste contre les augmentations d'impôts ou réclame des diminutions ;

2° le Gouvernement français réclame une augmentation de la contribution versée par le Maroc à la France pour les dépenses militaires ; cette contribution ne s'est montée en 1926 qu'à 40,650,613 francs tandis que la France dépensait au Maroc en 1926, au titre du Budget de la Guerre, 661,353,301 francs. (Le budget marocain pour la même année 1926 a atteint seulement le chiffre de 536,873,108 francs, dépenses sur fonds d'emprunt comprises). Le projet de budget français pour 1927 a prévu, au titre du Budget de la Guerre, 679,186,154 francs de dépenses pour le Maroc.

3° l'Algérie et la Tunisie réclament une augmentation moins rapide du contingentement accordé au Maroc pour ses exportations de phosphate.

² Voici la composition chimique du sol des régions agricoles les plus importantes du Maroc (Teneurs exprimées en grammes par kilogramme de terre) :

d'en envisager sur place la transformation en superphosphates¹. Il avait ajouté que l'Administration avait été saisie de propositions en ce sens qui faisaient l'objet d'un examen avec une société dont les projets étaient de créer au Maroc des usines à superphosphates dans les deux principales régions agricoles².

	Doukkala	Gharb	Plaine du Sous
Azote	1.41	2.31	1.22
Acide phosphorique .	0.63	0.80	0.58
Potasse	1.75	3.19	3.42
Chaux	48.80	58.45	62.00

Ces terres sont tout à fait comparables ; elles sont toutes trois riches en azote et en potasse ; elles ont une teneur en chaux suffisante ; seul l'acide phosphorique leur manque nettement.

¹ Ce qui ne l'empêcha pas d'appuyer le directeur général des travaux publics quand celui-ci, au cours de la séance du 8 août 1921, appela l'attention du Conseil de Gouvernement « sur l'intérêt que présente, pour certaines terres marocaines, et en particulier les terres acides, l'utilisation des phosphates tribasiques, sans transformation en superphosphates, à la condition toutefois qu'ils soient finement pulvérisés.

» Le président de la Chambre de Commerce de Casablanca a bien voulu se prêter, dans l'intérêt général à un essai de broyage dans ses usines. Les échantillons qu'il apporte au Conseil, prouvent que le degré de finesse nécessaire à ces emplois peut être facilement obtenu, les phosphates en sable de la mine d'Oued Zem (*sic*) étant déjà très fins par eux-mêmes.

» Le vice-président de la Chambre d'Agriculture de Casablanca se déclare extrêmement intéressé par cette communication et il estime que, dès la prochaine campagne agricole, les agriculteurs marocains seront susceptibles d'utiliser déjà les phosphates naturels moulus » (extrait du compte-rendu de la séance du Conseil de Gouvernement, du 8 août 1921, B. O., du 16 août 1921). En réalité, l'Office a vendu au Maroc 51 tonnes en 1921 et 34 en 1922.

² En 1923, une Société d'Etudes et de Recherches du Traitement des Phosphates au Maroc, a mis en service, à Fedalah, une usine

Un peu plus d'un an et demi plus tard, le *Bulletin Officiel du Protectorat*, dans son numéro du 6 décembre 1921, publiait :

1° un arrêté viziriel du 26 novembre 1921 approuvant un contrat, en date du 12 septembre 1921, valable jusqu'au 31 décembre 1945 et relatif à l'établissement d'une usine de superphosphates passé entre le directeur général des travaux publics, au nom du gouvernement chérifien, et le directeur général de l'Office d'une part et M. Tellière, Ange, industriel, d'autre part ;

2° le texte de ce contrat qui comprend neuf articles.

M. Tellière s'engageait :

1° à mettre en service à Casablanca, dans les deux ans suivant l'approbation du contrat, une usine pouvant produire annuellement un minimum de 24,000 tonnes de superphosphate, le projet de l'usine devant être présenté au gouvernement dans les six mois suivant l'approbation du contrat (Art. 1^{er}) ;

2° à former dans le même délai de six mois, avec des actionnaires français ou marocains, une société anonyme sous le régime de la loi française ou marocaine, qui se

d'électro-phosphate, utilisant le procédé Georges Claude. Ce n'était qu'une usine d'essai, actuellement arrêtée du reste. (Elle fabriquait une centaine de tonnes d'électro-phosphate par an).

En Algérie, la Société Algérienne de Produits chimiques et d'engrais, possède 4 usines de superphosphates, ayant ensemble une capacité de production de 175,000 tonnes, mais pour l'année 1926 les productions réunies de l'Algérie et de la Tunisie n'ont atteint que 125,000 tonnes.

substituerait à lui pour l'exécution du contrat, les statuts de cette société devant être approuvés par le gouvernement chérifien, ne pouvant être modifiés sans son approbation, enfin la majorité aux assemblées générales devant être acquise à des actions nominatives dont la cession ne pourrait avoir lieu qu'avec l'autorisation du conseil d'administration de la société (Art. 2) ;

3° à transformer au Maroc toutes les quantités de phosphates bruts qui lui seront livrés en vertu du présent contrat (Art. 3) ;

4° « à livrer en priorité les superphosphates produits par ses usines aux agriculteurs du Maroc et à un prix qui, compté à la sortie des usines, ne pourra dépasser le prix moyen de vente du superphosphate de titre égal pris par l'agriculture à la sortie des usines du littoral français. » (Art. 5) ;

De son côté le gouvernement chérifien s'engageait :

1° à livrer chaque année, sur wagon en gare de chargement¹, en phosphate de titre moyen non inférieur à celui du phosphate couramment exporté, 15,000 tonnes à la mise en service de l'usine, 30,000 tonnes à dater de l'ouverture de la ligne à voie normale à l'exploitation, 50,000 tonnes trois ans après, « les quantités de phosphate excédant 50,000 tonnes et qui

¹ C'est-à-dire en gare de Kourigha. « Le Protectorat groupera dans la mesure du possible les expéditions de phosphates faites pour la société, de manière qu'elle puisse obtenir le bénéfice des tarifs de transports par chemins de fer les plus réduits » (Art. 7).

seraient nécessaires à la société pour l'alimentation de ses usines, en vue des services marocains, devant être livrées en priorité par l'Office des Phosphates ou tout autre organisme autorisé par le gouvernement chérifien » (Art. 3) ;

2° à consentir les conditions de prix suivantes :

a) pour le phosphate nécessaire à la fabrication du superphosphate destiné à l'exportation, le prix de vente sera établi — à défaut de marché passé entre la société et l'Office des Phosphates ou tout autre organisme autorisé — « en déduisant du prix moyen dans l'année écoulée (quai Casablanca) — du phosphate livré aux usines françaises, les frais de transport et divers de la gare de chargement au quai de Casablanca » (Art. 4) ;

b) pour le phosphate nécessaire à la fabrication du superphosphate livré aux agriculteurs du Maroc et jusqu'à concurrence d'un tonnage annuel de 50,000 tonnes, il sera fait, à titre d'encouragement pour le développement de la production au Maroc des superphosphates nécessaires à l'agriculture marocaine, sur le prix de vente précédent une réduction de 30 % jusqu'au 31 décembre 1934¹, de 15 % du 1^{er} janvier 1935 au 31 décembre 1945 ;

¹ La réduction de 30 % s'appliquera jusqu'au 31 décembre 1934, quelle que soit la destination du superphosphate fabriqué, dans la limite annuelle de 15,000 tonnes et même de 30,000 tonnes dès que la livraison annuelle des superphosphates aux agriculteurs du Maroc aura atteint 15,000 tonnes.

« Les prix moyens de vente des phosphates et superphosphates

3° afin de permettre à M. Tellièrre de faire face aux dépenses d'amortissement dues aux majorations des prix actuels de construction de l'usine,

A) à lui rembourser « les droits de douane et la taxe spéciale de 2 1/2 % ¹ payées sur les matières premières importées et employées en superphosphate réexporté; »

B) à lui accorder « une subvention annuelle contenant :

» a) une somme équivalente aux droits de douane et, taxe spéciale de 2 1/2 % sur les matières premières importées et employées en superphosphate livré au Maroc ² ;

prévus dans la convention, seront établis d'accord pour chaque année écoulée : chaque partie intéressée devra communiquer à l'autre, tous renseignements et justifications utiles.

» En cas de contestations, l'estimation du prix moyen de vente du superphosphate en France, pourra être proposé à l'appréciation de la chambre des courtiers assermentés de la Seine » (Art. 8).

« Au cas où l'Office des Phosphates, ou tout autre organisme autorisé par le Gouvernement chérifien, serait amené à consentir en faveur des agriculteurs du Maroc des ristournes pour les superphosphates fabriqués au Maroc, il est entendu que le montant des avances ainsi faites pour ces ristournes sera, sans intérêt, déduit des sommes dues par la société pour les phosphate reçus » (Art. 7).

¹ Cette taxe de 2 1/2 % a été créée par l'art. 66 de l'acte d'Algésiras et affectée « aux dépenses et à l'exécution de travaux publics destinés au développement de la navigation et du commerce en général dans l'Empire chérifien ». Actuellement les recettes encaissées par la zone française servent à améliorer certains postes et à assurer une garantie d'intérêt aux concessionnaires de certains autres.

² Ainsi tous les droits de douane sur les matières premières, sont remboursés par l'Etat chérifien à la société, que ce remboursement soit appelé par son nom ou soit désigné par celui de subvention.

» b) une allocation fixe de 150,000 francs qui sera versée seulement pendant cinq ans, à partir du 1^{er} janvier qui suivra la mise en service de l'usine. » (Art. 7.)

« Tous les litiges auxquels pourrait donner lieu l'exécution de cette convention, notamment ceux concernant l'application des prix, seront réglés par voie d'arbitrage.

» A cet effet, le gouvernement chérifien et la société choisiront chacun un arbitre. Au cas où ceux-ci ne se mettraient pas d'accord sur la sentence à rendre, un troisième arbitre, dont la décision fera loi sans recours possible, sera désigné par eux ou, à défaut de s'entendre pour cette désignation, par le premier président de la Cour d'appel de Rabat. » (Art. 9.)

On peut adresser au contrat que nous venons d'analyser trois ordres de critiques. On peut d'abord lui reprocher une rédaction défectueuse, car ce n'est pas comme le dit le texte, le *gouvernement chérifien* mais bien l'*Office des Phosphates*, doué de la personnalité civile qui s'engage à livrer un certain tonnage, à consentir certaines réductions de prix, de même ce n'est pas « le *Protectorat* qui groupera dans la mesure du possible les expéditions de phosphates » mais bien l'Office. En somme il n'est fait dans ce contrat qu'incidemment allusion à l'Office ¹ malgré la signature de son directeur général apposée au bas. Cela confirme ce que nous avons dit plus haut, que

¹ Sauf à l'article 8 : « Au cas où l'Office des Phosphates... serait amené à consentir... des ristournes etc... » (voir note ¹ de la page 179).

l'autonomie de l'Office par rapport au gouvernement était purement fictive. Un contrat bien rédigé aurait distingué nettement d'une part les engagements pris par M. Tellière, d'autre part ceux pris par le gouvernement chérifien et enfin ceux pris par l'Office.

On peut ensuite se demander s'il y avait lieu pour l'Etat chérifien de consentir des sacrifices afin de hâter l'installation à Casablanca d'une usine de superphosphates et si celle-ci ne se serait pas créée d'elle-même sans intervention de l'Etat comme il s'en est créé en Algérie et en Tunisie. Il est facile en effet de se rendre compte des avantages qu'une société superphosphatière avait à créer une usine sur place. La concurrence possible ne pouvant venir que du superphosphate français, le prix de vente maximum librement établi du superphosphate marocain aurait été le prix de vente en France majoré du frêt et des droits de douane payés par le superphosphate français à son entrée au Maroc ¹. Aussi en s'établissant au Maroc une société superphosphatière était certaine d'obtenir, outre le bénéfice réalisé par les superphosphatiers français, un bénéfice supplémentaire correspondant :

1° à l'économie réalisée sur l'achat du phosphate. Cette économie se décompose elle-même ainsi : frais d'embarquement à Casa — droits *ad valorem* perçus à

¹ Nous négligeons les frais d'embarquement au départ de France et de débarquement à l'arrivée au Maroc.

l'exportation par le gouvernement chérifien — frêt Maroc-France ;

2° la valeur du frêt France-Maroc qu'aurait payé le superphosphate français ;

3° à l'économie réalisée sur les droits de douane (le superphosphate français aurait dû payer sur sa valeur à l'arrivée au Maroc, tandis que le superphosphate marocain n'aurait payé de droit de douane que sur les pyrites importées).

En face de ce super-bénéfice, quels sont les frais supplémentaires ? Frais de main-d'œuvre ? Mais s'il fallait payer assez cher quelques spécialistes venus de France, on pouvait utiliser pour les travaux ordinaires la main-d'œuvre marocaine qui est beaucoup moins chère que la main-d'œuvre française ; — frais d'approvisionnement en pyrites ? Ils sont sensiblement les mêmes pour les superphosphatiers marocains ou français, les uns et les autres faisant venir leurs pyrites d'Espagne¹ ; frais de construction d'usine plus élevés

¹ La Compagnie des Superphosphates du Maroc a importé d'Espagne 5,614 tonnes de pyrites en 1925 et 4,655 en 1926, dans le même temps la France en importait 581,563 tonnes en 1925, 628,308 en 1926 (le total des exportations espagnoles de pyrites ayant été en 1926 de 1,350,000 tonnes).

Les exportations de pyrites d'Espagne se faisant à peu près exclusivement par le port de Huelva, qui est à vingt-quatre heures de navigation de Casablanca et à quarante-huit heures de France, les superphosphatiers installés au Maroc sont à ce point de vue encore favorisés par rapport aux superphosphatiers français.

qu'avant-guerre ¹ ? Cela est certain, mais d'une part le contrat avec le gouvernement chérifien a été passé en 1921, année où le cours moyen de la livre sterling a été de 51.93 fr. seulement et d'autre part en France des usines nouvelles ont été créées depuis la guerre pour faire face aux besoins croissants de l'agriculture française et de l'exportation, et le prix de vente s'est naturellement réglé de telle sorte que l'usine au prix de revient le plus élevé fasse cependant des bénéfices.

Nous pouvons donc maintenant enfin critiquer en connaissance de cause les avantages accordés par le gouvernement chérifien à M. Tellière. On comprend que le Protectorat, afin de favoriser l'agriculture marocaine, se soit engagé à rembourser aux superphosphatiers marocains les droits de douane sur les matières premières importées ; mais il devait en même temps rembourser aux superphosphatiers français les droits de douane perçus à l'entrée au Maroc sur le superphosphate. Le prix maximum de vente du superphosphate au Maroc était donc ainsi réduit au prix de vente en France majoré du frêt France-Maroc.

Ainsi en échange d'une diminution de prix de vente correspondant à ce frêt ² (diminution relativement peu

¹ Ces frais plus élevés ont été le prétexte de la subvention annuelle de 150,000 francs.

² Il aurait été facile au gouvernement chérifien d'obtenir cette diminution sans consentir aucun avantage. Il pouvait l'exiger comme condition de son autorisation à la construction de l'usine — établissement insalubre — ou bien il pouvait mettre les superphosphates

importante par rapport à l'ensemble du bénéfice supplémentaire résultant du seul fait de l'installation de l'usine au Maroc), M. Tellièrre a obtenu :

1° une réduction sur le prix de vente du phosphate de 30 % pendant dix ans, de 15 % pendant dix autres années ;

2° une subvention annuelle de cent cinquante mille francs pendant cinq ans.

Le lecteur conclura avec nous que M. Tellièrre a été aussi bon négociateur qu'excellent industriel tandis que les représentants du gouvernement ont été singulièrement malhabiles ¹.

français en mesure de vendre au Maroc au prix de France (en leur remboursant par exemple les droits *ad valorem* perçus sur le phosphate réexporté au Maroc sous forme de superphosphate).

¹ La Compagnie des Superphosphates et Produits chimiques du Maroc, a bien vu combien ce contrat était avantageux. M. Tellièrre lui ayant apporté, tant en son nom personnel que comme administrateur délégué de la « Société Algérienne de Produits chimiques et d'Engrais » : 1° ce contrat ; 2° les études, devis, plans, projets exécutés par la Société Algérienne de Produits chimiques et d'Engrais, en vue de la construction et de l'installation d'une usine de superphosphate (nous n'hésitons pas à considérer comme négligeable ce deuxième apport, étant donné que pratiquement il était fait à la société des Etablissements Kuhlmann, spécialiste des questions superphosphatières), elle lui a attribué en représentation desdits apports :

1° 400 actions A ; 2° 400 actions B (les unes et les autres entièrement libérées et de 500 francs) ; 3° 400 parts de fondateur ; 4° 300,000 francs en espèce.

Essayons d'estimer la valeur actuelle de ces actions et de ces parts. Ni les unes ni les autres ne sont cotées en bourse ; mais pour l'exercice 1927, il va être distribué 50 francs par action et 17.50 fr.

Le 20 octobre 1922¹ était fondée la Compagnie des Superphosphates et Produits chimiques du Maroc qui s'est substituée à M. Tellièrre pour l'exécution du contrat du 12 septembre 1921. Ses statuts ont été approuvés par arrêté viziriel du 10 mars 1923 et publiés dans le *Bulletin officiel* du 4 décembre 1923. C'est une société anonyme française régie par la législation française, au capital de 8 millions divisé en 16,000 actions de 500 fr. Afin de satisfaire à l'article 2 de la convention passée avec le gouvernement chérifien, ces actions sont divisées en deux catégories, la catégorie A comprenant 3,000 actions nominatives, transmissibles seulement sous certaines conditions et donnant droit chacune à dix voix aux assemblées générales, la catégorie B comprenant 13,000 actions ordinaires.

Les travaux de construction ont commencé fin 1923

par part. Or les actions de l'Energie électrique du Maroc, dont le dividende ne peut être supérieur à 32.50 fr. jusqu'à l'ouverture du compte d'exploitation (qui aura lieu le 1^{er} janvier 1929) ont été cotées, à la bourse du 7 mars 1928, 1,110 francs. Nous n'exagérons donc pas en estimant la valeur actuelle des actions superphosphates du Maroc à 1,000 francs et celle des parts à 500 francs. Le cadeau fait à M. Tellièrre par le gouvernement chérifien, (c'est bien un cadeau en effet, car l'Etat chérifien aurait pu négocier directement avec les Etablissements Kuhlmann en se passant de tout intermédiaire), représente donc actuellement 1,300,000 francs (valeur qui ne fera que croître, car étant donné les nombreux avantages consentis à la Compagnie des Superphosphates marocains, le cours de ses actions ne peut que monter).

¹ 11 mois environ après l'approbation de la convention du 12 septembre 1921.

et l'usine a été mise en route au début de 1925¹. Elle est reliée au réseau à voie normale et au réseau à voie étroite. L'acide sulfurique produit est utilisé en presque totalité au traitement du phosphate, mais une petite quantité est vendue pour les besoins locaux. Les livraisons de 1925 se sont montées à 9,893 tonnes dont 2,723 vendues au Maroc, le reste étant exporté en Espagne et aux Canaries; les livraisons de 1926 se sont montées à 20,944 tonnes (pour une production de 23,866 tonnes) dont 4,519 tonnes vendues au Maroc, le reste étant exporté en Espagne (9,029 tonnes), aux Canaries (4,176 tonnes) et en Finlande (3,220 tonnes). Les chiffres peu importants des ventes au Maroc soulignent ce que nous disions plus haut à savoir qu'il n'y avait pas lieu pour l'Etat chérifien de consentir le moindre sacrifice pour l'installation au Maroc d'une usine de superphosphates.

¹ La capacité de production actuelle est de 35,000 tonnes.

CHAPITRE VI

L'organisation financière de l'Office chérifien des Phosphates

SECTION PREMIÈRE

Généralités

L'organisation financière de l'Office chérifien des Phosphates a fait l'objet du titre deuxième du dahir du 7 août 1920 qui a été complété par l'arrêté viziriel du 10 octobre 1921 (8 safar 1340) portant règlement sur la comptabilité de l'Office chérifien des Phosphates.

Le dahir du 7 août 1920 distingue dans ses articles 3 et 4 « les dépenses de l'exploration et des installations des phosphates » (c'est-à-dire les dépenses de premier établissement) des dépenses d'exploitation.

Les dépenses de premier établissement doivent être couvertes :

« 1° par une dotation sur le budget d'emprunt du Protectorat ;

» 2° par un fonds de réserve spécial constitué avec les bénéfices ;

» 3° par des obligations émises pour le compte de l'Office avec garantie du gouvernement chérifien. » (Art. 3.)

La dotation accordée à l'Office, sur les 744.140.000 fr. de l'emprunt autorisé par la loi du 19 août 1920 ¹, a été de 36 millions ce qui correspond exactement ² au

¹ L'ouverture des travaux divers prévus à l'article 1^{er} de la loi ne pouvait avoir lieu qu'en vertu d'un décret rendu sur la proposition du Commissaire Résident Général, sur le rapport du ministre des Affaires Etrangères, après avis du ministre des Finances. En ce qui concerne l'Office, l'ouverture des travaux fut autorisée par un décret en date du 11 novembre 1920, les crédits nécessaires devant être provisoirement prélevés sur les fonds disponibles du Protectorat et leur emploi régularisé ultérieurement. La dotation de l'Office fut en définitive prélevée sur les 150 millions de la première tranche de l'emprunt qui fut, en juillet 1922, empruntée directement au Crédit foncier de France au taux de 7,87 % (amortissement en quarante ans et tous impôts compris.)

² Ce n'est pas une simple coïncidence. D'une part, le directeur général choisi par le Gouvernement chérifien venait de Gafsa dont il était directeur général ; d'autre part, on sait combien il est difficile de prévoir dès l'origine le capital nécessaire à la marche d'une entreprise ; en adoptant le chiffre du capital de Gafsa, la plus grosse exploitation de phosphates de l'Afrique du Nord, que pourtant l'Office pouvait arriver à égaler, sinon à dépasser, on pensait s'éviter bien des tâtonnements. On a dit parfois que l'Office avait réussi à se développer plus rapidement que Gafsa, quoique n'ayant que nominativement le même capital initial (puisque le franc n'était plus au pair). Mais il faut noter que le capital de Gafsa ne fut porté à 36 millions qu'en 1902 et que le capital jugé nécessaire initialement était de 22 millions — dont 19 au moins devaient être consacrés à la construction de la ligne de chemin de fer — et qu'en fait on ne put réunir que 18 millions.

Ajoutons enfin que ce capital de 36 millions faillit ne pas suffire à l'Office qui dut en 1924 emprunter en banque à court terme la somme de 30 millions.

capital de la Compagnie des Phosphates et du Chemin de fer de Gafsa.

L'article 8 de l'arrêté viziriel du 10 octobre 1921 précise que 10 % des bénéfices annuels seront prélevés pour constituer le fonds de réserve qui sera limité au dixième du montant de la dotation d'emprunt, c'est-à-dire à 3,600,000 francs.

Enfin si l'Office a été sur le point d'émettre un emprunt dans le public au cours de la mauvaise année de 1923, il y renonça et se contenta d'un emprunt en banque sur le compte duquel les rapports du Conseil d'administration sont très brefs. Cet emprunt a dû être fait à la Banque d'Etat du Maroc et vraisemblablement à un taux assez élevé (8 % sans doute) ; il a été remboursé au cours de l'exercice 1926. On peut affirmer avec une certitude presque absolue que l'Office n'aura jamais à effectuer un autre emprunt.

Les dépenses d'exploitation doivent être couvertes :

- « 1° par les recettes de l'Office ;
 - » 2° par prélèvement sur le fonds de réserve »
- (Art. 4).

Jusqu'ici l'Office n'a pas eu à effectuer de prélèvement sur le fonds de réserve ; il a au contraire constitué un fonds de réserve extraordinaire.

Avec l'autorisation du gouvernement chérifien, l'Office pourra « prendre des *participations* dans les entreprises marocaines ayant pour objet l'utilisation des phosphates

sur le territoire du Protectorat ». L'Office n'a pas encore jusqu'à présent utilisé cette faculté. (Il en aurait eu pourtant l'occasion lors de la fondation en octobre 1922 de la Compagnie des Superphosphates du Maroc. Mais il estima sans doute à cette époque qu'il n'avait pas trop de la dotation d'Etat pour réaliser son propre programme.) Le dahir du 7 août 1920 laissait à un arrêté viziriel le soin de fixer les règles suivant lesquelles l'Office ferait ses opérations financières. L'arrêté viziriel du 10 octobre 1921 fut ainsi rendu en exécution du dahir; il décida dans son article premier que « les règles de la comptabilité publique ne sont pas applicables à l'Office, qui tient ses écritures, effectue ses recettes et ses paiements suivant les lois et usages du commerce, sous réserve des prescriptions spéciales édictées par le présent arrêté viziriel ». En écartant ainsi les règles gênantes de la comptabilité publique ¹, l'arrêté viziriel a voulu donner à l'Office des Phosphates un caractère vraiment industriel.

L'ordonnateur des dépenses est le directeur général résidant à Rabat ², le paiement des dépenses et la cen-

¹ Les mines de la Sarre, au contraire, demeurent en principe soumises aux règles de la comptabilité publique et il est fait pratiquement peu d'exceptions au principe. Il en est de même jusqu'à présent des mines de potasse d'Alsace.

² Il est depuis longtemps question du transfert à Paris de la direction générale de l'Office. Ce transfert serait véritablement anormal, l'Office *chérifien* des Phosphates étant une exploitation industrielle du Maghzen et non de l'Etat français.

Ce ne sont certainement pas des raisons d'ordre technique ou

tralisation des recettes sont effectuées par un caissier général nommé par arrêté viziriel ¹ et responsable de sa

commercial qui pourraient obliger à passer outre à cette objection de nationalité. L'Office n'a jamais eu de difficultés pour écouler sa production (il a du reste à Paris un agent général pour la France et des bureaux — à l'Office économique du Maroc, rue des Pyramides ; — il a déjà ses fournisseurs pour ses approvisionnements courants, ses constructeurs (société spéciale d'études industrielles, par exemple) et ses entrepreneurs pour ses travaux neufs. Le Maroc n'est d'ailleurs qu'à trois jours de bateau de la France, à douze heures d'avion. Enfin si des raisons commerciales avaient dû avoir quelque influence dans cette question, elles auraient, à l'origine, fait choisir Casablanca comme siège de la direction générale. Or, au contraire, aux raisons administratives qui ont fait préférer Rabat, siège du Gouvernement, est venu s'ajouter le désir de s'éloigner de l'agitation commerciale de Casablanca.

Ajoutons enfin que l'installation de la direction générale à Paris ne serait pas une simplification. On ne peut se passer d'une représentation de l'Office à Rabat où viendrait s'installer la direction des exploitations ; d'autre part tous les membres du conseil d'administration — à l'exception du conseiller technique du Protectorat pour les Mines — habitent Rabat, (n'oublions pas d'ailleurs le rôle important joué par le comité technique permanent, délégation du conseil). Les frais généraux de l'Office ne seraient pas diminués par toutes ces installations nouvelles et déplacements forcés. Ajoutons enfin que la Compagnie des Chemins de fer du Maroc qui a son siège social à Paris, a sa direction générale à Rabat.

¹ Le caissier général actuel a été nommé par arrêté viziriel du 5 novembre 1921, qui précise dans son article 2 que le cautionnement du caissier général « devra être versé, dès la promulgation du présent arrêté, entre les mains du trésorier général du Protectorat, soit en numéraire, soit en rentes sur l'Etat français, soit en valeurs garanties par l'un ou l'autre des deux gouvernements, tous dits titres au porteur et entièrement libérés ». L'article 3 ajoute : « Le remboursement du cautionnement sera effectué par décision du directeur général des finances au vu du certificat *de quitus* délivré par la commission des comptes prévue à l'article 11 de l'arrêté viziriel du 10 octobre 1921, susvisé ».

gestion. Ce caissier général est assujetti au versement d'un cautionnement dans des conditions fixées par le Conseil d'administration et sa gestion est soumise aux vérifications des agents financiers du Protectorat et de l'inspection générale des finances (art. 2). Il est donc à ce dernier point de vue assimilé aux caissiers de l'Etat; mais il s'en distingue par le fait qu'il n'est pas responsable devant la Cour des Comptes, mais seulement devant une Commission des Comptes de quatre membres dont la composition est la suivante (art. 11) :

le trésorier général du Protectorat, président;

le premier fondé de pouvoir de la trésorerie générale;

l'inspecteur principal de la comptabilité à la direction générale des finances;

le chef du personnel et de la comptabilité à la direction générale des travaux publics.

Cette commission a à sa disposition toutes les pièces justificatives de la gestion du caissier général et l'arrêté viziriel prévoit lui-même dans ses articles 4 et 5 deux sortes de pièces justificatives :

» 1° toute recette sans exception donne lieu à l'établissement d'une quittance détachée d'un carnet à souche et remise à la partie versante;

» 2° toute dépense sans exception donne lieu à l'établissement d'une pièce justificative certifiée et arrêtée par

le directeur général et comportant l'acquit de la partie prenante ¹. »

« La Commission des Comptes dresse son rapport au gouvernement chérifien en lui proposant, s'il y a lieu, toutes les injonctions utiles. Le caissier général est tenu d'obtempérer aux injonctions du gouvernement avant l'arrêté définitif des comptes auquel le Conseil d'administration doit procéder le 1^{er} août au plus tard. » (Art. 11.)

L'Office chérifien des Phosphates n'étant pas soumis aux règles de la comptabilité publique, il n'y a pas lieu de parler véritablement d'un *budget* de l'Office. Cependant l'article 6 de l'arrêté viziriel du 10 octobre 1921 dit que « le directeur général établit avant le 1^{er} novembre, d'accord avec le comité permanent prévu à l'article 4 de l'arrêté viziriel du 13 août 1921, un état de prévisions détaillé des recettes et des dépenses de l'année suivante. Cet état est soumis à la dernière séance du Conseil d'administration de l'année courante ».

Il s'agit donc bien d'un simple état de recettes et de dépenses et non d'un projet de budget impliquant une

¹ L'arrêté viziriel du 10 octobre 1921 a été complété par l'arrêté viziriel du 22 juin 1922 qui prévoit le cas où la partie prenante ne sait pas signer ; on fait alors application des dispositions de l'article 38 du dahir du 29 juin 1917 : pour les sommes n'excédant pas 150 fr., signatures de deux témoins présents au paiement ; pour les paiements au-dessus de 150 fr., — autres que les allocations de secours — quittance notariée ou quittance administrative ; s'il y a impossibilité de fournir une quittance notariée ou une quittance administrative « le paiement a lieu en présence de deux témoins notoirement connus, qui signent avec le comptable la déclaration faite par la partie ».

future autorisation de crédits. Cet état de recettes et de dépenses ne peut avoir qu'une valeur indicative car il n'est pas possible à une exploitation industrielle de prévoir ses recettes et ses dépenses avec la même approximation qu'une administration d'Etat et cela surtout en période d'organisation ou en période d'incertitude commerciale.

Cet état de prévisions devrait servir, semble-t-il, à insérer dans le budget de l'Etat chérifien ¹, aux recettes,

¹ *Elaboration du budget chérifien.* — « Chaque année, dans le courant du mois d'août, les services du protectorat préparent leurs prévisions respectives de dépenses et de recettes pour l'exercice suivant.

Ces prévisions sont examinées par l'administration, puis centralisées par le directeur général des finances qui établit le projet de budget.

Ce projet est soumis, pour les parties intéressant l'entretien et l'extension de l'outillage économique du pays, la mise en valeur des richesses naturelles, la colonisation, l'enseignement professionnel, les relations postales, télégraphiques et téléphoniques, c'est-à-dire celles se rapportant aux questions d'intérêt professionnel qui sont de la compétence des chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture, à une commission du budget.

Cette commission, présidée par le secrétaire général du protectorat, est composée comme suit :

1° Douze membres nommés par les représentants des chambres consultatives de commerce, d'industrie et d'agriculture, et pris parmi eux, les représentants du commerce et de l'industrie nommant six membres et les représentants des agriculteurs les six autres membres ;

2° Les directeurs généraux et directeurs gérant des budgets se rapportant aux intérêts professionnels représentés au conseil du gouvernement, savoir :

Le directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation ;

le produit net à attendre de l'exploitation des phos-

- Le directeur général des travaux publics ;
- Le directeur général de l'instruction publique ;
- Le directeur des postes, télégraphes et téléphones ;
- 3° Le directeur général des finances.

La commission du budget se réunit, chaque année, en une session de quelques jours, un peu avant la séance du conseil du Gouvernement à laquelle doit être présenté le budget. Trois rapporteurs sont désignés par les douze membres colons de la commission :

- Un rapporteur pour l'agriculture et la colonisation ;
- Un rapporteur pour les travaux publics ;
- Un rapporteur pour le commerce et l'industrie, les postes, télégraphes et téléphones et l'enseignement professionnel.

Le conseil du Gouvernement, créé par décision résidentielle du 18 mars 1919 pour discuter les questions de principe intéressant le développement économique du pays, et remanié le 10 mai 1923, entend les rapporteurs et donne son avis sur les parties du budget qui sont présentées à son examen et qui sont les mêmes que celles soumises à la commission du budget.

Le projet de budget est ensuite transmis au ministère des affaires étrangères. Il est examiné à Paris par une commission composée de représentants du ministre des finances et du protectorat. Il est approuvé par le ministre des affaires étrangères et ratifié par un dahir du Sultan, promulgué par le commissaire résident général et publié au *Bulletin officiel du protectorat*.

Au cas où l'approbation du budget n'est pas intervenue avant le 1^{er} janvier de l'année en cours, et jusqu'à notification de cette approbation, le résident général est autorisé à utiliser des crédits provisoires, ouverts dans la limite des crédits du budget précédent.

Une fois promulgué, le budget est exécuté en recettes et en dépenses dans les conditions fixées par le dahir du 9 juin 1917 portant règlement sur la comptabilité publique de l'empire chérifien. » (BOUILLON-LAFONT, rapport fait à la Chambre au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1926 (Budget du Protectorat du Maroc). (Annexe n° 2874 à la 2^e séance du 23 avril 1926).

phates¹. En réalité, il n'en est rien, comme on peut s'en rendre compte par une lecture rapide des dahirs qui, depuis la création de l'Office, ont porté fixation du budget de l'Etat chérifien ; il n'a été, en effet, question de l'Office des Phosphates dans ces dahirs que tant qu'il a été pour l'Etat une source de dépenses. Ainsi, pour les années 1921, 1922, 1923 au cours desquelles l'Etat chérifien a fourni à l'Office un capital de premier établissement, on voit figurer sur les dahirs portant fixation du budget général de l'Etat, aux dépenses, [deuxième partie, dépenses sur fonds d'emprunt..., deuxième section, emprunt autorisé par la loi du 19 août 1920..., chapitre II, dépenses d'ordre économique et social, 1° Travaux publics, a) phosphates...] les diverses tranches du capital de premier établissement versé par l'Etat à l'Office (7,500,000 francs pour 1921, 14,700,000 francs pour 1922, 13,800,000 pour 1923). Les premiers versements de l'Office au Trésor ont commencé en 1924, mais il est impossible d'en trouver trace sur les dahirs portant fixation du budget ; il existe aux recettes ordinaires un chapitre IV, Produit des monopoles et exploitations, où les recettes à provenir de l'Office seraient venues

¹ Comme par exemple apparaît dans le budget français le produit net des Mines de la Sarre :

Tableau des voies et moyens applicables au budget général
de l'exercice 1923...

Produits et revenus du domaine de l'Etat...

1° Produits du domaine autre que le domaine forestier...

Produit net de l'exploitation des mines de la Sarre...

s'ajouter tout naturellement aux produits de l'Office postal, de la régie co-intéressée des Tabacs du Maroc, des ateliers des arts indigènes, des fermes expérimentales¹, etc....

Il serait pourtant d'autant plus facile d'inscrire dans le budget les recettes à provenir de l'Office que d'une part une partie de ces recettes est connue d'avance, ce sont les intérêts à 7 % du capital de premier établissement que d'autre part la seconde partie de ces recettes est connue au moment de l'établissement du bilan, c'est-à-dire vers le mois d'avril, moment où généralement le dahir portant fixation du budget général n'a pas encore paru². Cependant pour les trois années 1924, 1925, 1926³ on ne voit apparaître de recettes à provenir de

¹ Ces recettes pourraient être portées aussi, mais peut-être moins logiquement, au Chapitre 3. Produits et revenus du domaine (qui se divise en deux paragraphes : produits du domaine autre que le forestier et produits des forêts) ou au Chapitre 5, Produits divers ; mais ils n'y sont certainement pas portés, les recettes fournies par les produits du domaine autre que le forestier étant restés sensiblement constants de 1922 à 1925 par exemple et les recettes fournies par les produits divers étant en diminution en 1925 sur 1922 du fait que les recettes provenant de la régie co-intéressée des Tabacs du Maroc ont été inscrites au Chapitre 4 au lieu de l'être comme avant 1925 au Chapitre 5.

² Même si ce dahir paraissait à temps — c'est-à-dire avant le 1^{er} janvier —, les indications données par l'état de prévisions de dépenses et de recettes fourni par le Directeur général de l'Office, corrigé au besoin d'après les résultats déjà acquis de l'exercice commercial en cours sont largement suffisants pour permettre d'établir une prévision de recettes assez approchée.

³ Dahir du 22 novembre 1924 portant fixation du budget général de l'Etat pour l'exercice 1924.

l'Office que pour le budget de 1925 où au chapitre II des dépenses sur le fonds de l'emprunt autorisé par la loi du 19 août 1920 on lit :

1° Travaux publics :

a) phosphates	Fr. »
b) ports	21,800,000

A déduire fonds de concours de

l'Office des Phosphates	10,000,000
-----------------------------------	------------

Reste . . Fr. 11,800,000 ¹

Il est à souhaiter qu'à l'avenir les budgets marocains soient établis avec plus de souci de la vérité budgétaire.

Dahir du 10 juillet 1925 portant fixation du budget général de l'Etat pour l'exercice 1925.

Dahir du 16 octobre 1926 portant fixation du budget général de l'Etat pour l'exercice 1926.

Ce dernier dahir qui est le premier dahir portant fixation du budget visé par M. Steeg, comprend 74 chapitres pour les dépenses sur ressources ordinaires (au lieu de 53 pour le budget précédent), mais il n'est pas aussi détaillé, ni en ce qui concerne les recettes où est seulement indiquée pour chaque chapitre la recette totale, tandis qu'auparavant chaque chapitre était divisé en de nombreux paragraphes, suivant l'origine des recettes (par exemple il y avait quinze paragraphes pour le chapitre 2, impôts et revenus indirects), ni en ce qui concerne les dépenses sur fonds d'emprunt dont le dahir de 1926 se contente d'indiquer le total (70,517,088 francs) tandis que les anciens dahirs distinguaient trois chapitres avec de nombreuses subdivisions. Il est vrai qu'on a ajouté en tête du dahir le titre suivant « Résumé des recettes et des dépenses ».

¹ Dans les rapports faits à la Chambre, au nom de la commission des finances, sur le budget général du Protectorat de la France au Maroc, rapports par ailleurs très complets, on ne trouve pas non plus trace de recettes à provenir de l'Office.

SECTION II

Les bilans de l'Office chérifien des Phosphates

L'article 7 du dahir du 10 octobre 1921 impose à l'Office d'établir avant le 31 mars le bilan de chaque exercice « qui comprend les opérations effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre ». Il ajoute « que les bénéfices résultant du compte de profits et pertes sont déterminés par le produit net d'exploitation, déduction faite des amortissements ».

Le premier bilan de l'Office, celui au 31 décembre 1921, a été publié au *Bulletin officiel* du 13 juin 1922.

Nous allons donner les bilans en classant les différents éléments du capital de l'Office : capital fixe ¹ et capital circulant à l'actif, capital net ² et capital emprunté au passif ; nous ferons disparaître les comptes d'ordre comme ceux concernant le reliquat disponible non réalisé de la donation d'Etat et les intérêts différés capitalisés.

¹ Nous inscrirons au capital fixe la valeur restante des comptes de premier établissement, c'est-à-dire le montant total depuis l'origine des immobilisations diminué des amortissements réalisés.

² Nous distinguerons dans le capital net le capital investi initial, le capital acquis et le bénéfice net.

BILAN AU

ACTIF

Capital fixe :

Comptes de premier établis. (valeur restante)		5,335,620 18
---	--	--------------

Capital circulant :

Magasins aux Mines et à Rabat	515,669 35	
Stocks de phosphate aux Mines et à Casablanca	548,883 65	
Factures de phosphate à recouvrer	161,663 60	
Avance sur frêt à retenir	3,052 65	
Avances aux fournisseurs	121,759 01	
Caisses et banques	1,233,447 92	
Total du capital circulant	2,584,476 18	2,584,476 18
Total de l'actif		7,920,096 36

BILAN AU

ACTIF

Capital fixe :

Comptes de premier établis. (valeur restante)	15,993,486 65
---	---------------

Capital circulant :

Magasins aux Mines et à Casablanca	1,463,035 03	
Stocks de phosphate aux Mines et à Casablanca	1,845,082 16	
Factures de phosphate à recouvrer	532,876 35	
Débiteurs divers	1,508,610 66	
Caisses et Banques	2,115,085 12	
Total du capital circulant	7,464,689 32	7,464,689 32

Total de l'actif	23,458,175 97
----------------------------	---------------

31 DECEMBRE 1921

PASSIF

Capital net :

1° Capital investi initial :		
Dotation de l'Etat	7,500,000 00	
2° Bénéfice net :		
Réserve normale	3,968 20	
Réserve extraordinaire	35,713 76	
Total du capital net	7,539,681 96	7,539,681 96

Capital emprunté :

Créditeurs divers	380,414 40	
Total du capital emprunté	380,414 40	380,414 40
Total du passif		7,920,096 36

31 DECEMBRE 1922

PASSIF

Capital net :

1° Capital investi initial :		
Dotation de l'Etat	22,200,000 00	
2° Capital acquis :		
Réserve normale	3,968 20	
Réserve extraordinaire	35,713 76	
3° Bénéfice net :		
Compte provisionnel	7,521 43	
Total du capital net	22,247,203 39	22,247,203 49

Capital emprunté :

Créditeurs divers	1,210,972 58	
Total du capital emprunté	1,210,972 58	1,210,972 58
Total du passif		23,458,175 97

BILAN AU

ACTIF

Capital fixe :

Comptes de premier établis. (valeur restante) 28,267,694 73

Capital circulant :

Magasins aux Mines, à Casablanca et à Rabat 2,731,266 88

Stocks de phosphate aux Mines et à Casablanca 2,948,612 93

Factures de phosphate à recouvrer 1,209,705 03

Débiteurs divers 7,130,843 42

Caisses et Banques 1,273,068 54

Total du capital circulant . . . 15,293,496 80 15,293,496 80

Total de l'actif 43,561,191 53

BILAN AU

ACTIF

Capital fixe :

Comptes de premier établis. (valeur restante) 44,649,125 43

Capital circulant :

Magasins aux Mines, à Rabat et à Casablanca 5,311,476 28

Stocks de phosphate aux Mines et à Casablanca 3,294,911 17

Factures de phosphate à recouvrer 3,315,432 96

Débiteurs divers 4,824,125 91

Caisses et Banques 18,332,861 53

Total du capital circulant . . . 38,224,648 90 38,224,648 90

Total de l'actif 82,873,774 38

31 DECEMBRE 1923

PASSIF

<i>Capital net :</i>		
1° Capital investi initial :		
Dotation de l'Etat	36,000,000 00	
2° Capital acquis :		
Réserve normale	3,968 20	
Réserve extraordinaire	35,713 76	
Compte provisionnel	7,521 43	
3° Bénéfice net :		
Réserve normale	27,471 97	
Réserve extraordinaire	239,726 28	
Total du capital net	36,314,401 64	36,314,401 64
<i>Capital emprunté :</i>		
Créditeurs divers	7,246,789 89	
Total du capital emprunté	7,246,789 89	7,246,789 89
Total du passif		43,561,191 53

31 DECEMBRE 1924

PASSIF

<i>Capital net :</i>		
1° Capital investi initial :		
Dotation de l'Etat	36,000,000 00	
2° Capital acquis :		
Réserve normale	31,440 17	
Réserve extraordinaire	282,961 47	
3° Bénéfice net :		
Réserve normale	848,964 70	
Réserve extraordinaire	1,754,632 39	
Réserve pour opérations de change à terme	1,584,057 06	
Versement au Trésor public (intérêts à		
7 % de la dotation de l'Etat depuis 1921)	5,886,049 92	
Total du capital net	46,388,105 71	46,388,105 71
<i>Capital emprunté :</i>		
Emprunt à court terme	30,000,000 00	
Créditeurs divers	6,485,668 67	
Total du capital emprunté	36,485,668 67	36,485,668 67
Total du passif		82,873,774 38

BILAN AU

ACTIF

Capital fixe :

Comptes de premier établis. (valeur restante) 44,230,005 29

Capital circulant :

Magasins aux Mines, à Rabat et à Casablanca 7,922,361 56

Stocks de phosphate aux Mines et à Casablanca 1,839,778 69

Factures de phosphate à recouvrer 6,598,830 93

Débiteurs divers 3,536,663 70

Caisses et Banques 35,503,167 23

Total du capital circulant . . . 55,400,802 11 55,400,802 11

Total de l'actif 99,630,807 40

31 DECEMBRE 1925

PASSIF

Capital net :

1° Capital investi initial :		
Dotation de l'Etat	36,000,000	00
2° Capital acquis :		
Réserve normale	880,404	87
Réserve extraordinaire	2,037,593	86
Réserve pour opérations de change à terme	1,584,057	06
3° Bénéfice net :		
Réserve normale	1,074,976	89
Réserve extraordinaire	7,070,734	99
Versement au Trésor public (intérêts à 7 % de la dotation de l'Etat pour 1925)	2,520,000	00
Total du capital net	51,167,767	67

Capital emprunté :

Emprunt à court terme	30,000,000	00
Participation de l'Office au service des emprunts pour les chemins de fer du Maroc et l'Ener- gie électrique du Maroc	11,788,078	30
Créditeurs divers	6,674,961	43
Total du capital emprunté	48,463,039	73
Total du passif	99,630,807	40

BILAN AU

ACTIF

Capital fixe :

Comptes de premier établis. (valeur restan e)	60,781,896 38
---	---------------

Capital circulant :

Magasins aux Mines, à Rabat et à Casablanca	16,395,071 06
Stocks de phosphate aux Mines et à Casablanca	1,972,756 37
Factures de phosphate à recouvrer	9,289,075 38
Débiteurs divers	9,879,182 43
Caisses et Banques	25,261,142 60
Total du capital circulant . . .	62,797,227 84 62,797,227 84

Total de l'actif	123,579,124 22
----------------------------	----------------

31 DECEMBRE 1926

PASSIF

Capital net :

1 ^o Capital investi initial :	
Dotation de l'Etat	36,000,000 00
2 ^o Capital acquis :	
Réserve normale	1,955,381 76
Réserve extraordinaire	9,192,385 91
Réserve pour opérations de change . . .	1,500,000 00
3 ^o Bénéfice net :	
Réserve normale	1,644,618 24
Réserve extraordinaire	16,742,927 42
Versement au Trésor public :	
Intérêts à 7 % de la dotation de l'Etat	
pour 1926	2,520,000 00
pour le compte de la caisse de l'Hydraulique	
agricole et de la Caisse de colonisation	26,800,000 00
pour la part qui revient à l'Office dans les	
travaux du port de Casablanca en 1927	10,000,000 00
Total du capital net	106,355,313 33

Capital emprunté :

Caisse de prévoyance du personnel	310,782 41
Participation de l'Office, pour l'exercice 1926,	
au service des emprunts pour les Chemins	
de fer et l'Energie électrique du Maroc .	4,014,382 09
Créditeurs divers	12,898,646 39
Total du capital emprunté	17,223,810 89
Total du passif	123,579,124 22

SECTION III

Le capital de l'Office chérifien des Phosphates

Le capital de l'Office chérifien des Phosphates est — comme celui de toute entreprise — l'ensemble des biens qui sont sa propriété.

On peut analyser le capital quant à la nature juridique, quant à la nature économique, quant à la provenance des biens qui le composent. Au premier point de vue ces biens peuvent être divisés en quatre groupes : les immeubles, les meubles, les droits et enfin les valeurs ne pouvant être classées dans aucun des trois premiers groupès, comme par exemple les frais de premier établissement.

On doit retrouver naturellement la mention de ces différents biens sur les bilans de l'Office du côté de l'actif. Ils y sont répartis sous trois grandes rubriques :

Comptes de premier établissement ¹ ;

¹ Cette notation qu'emploie l'Office, peut prêter à confusion : les « *comptes de premier établissement* » c'est-à-dire les frais d'installation peuvent être confondus avec les « *frais de premier établissement* » qui « sont notamment les frais d'études, de recherches, de négociations, de voyages et d'autres travaux préparatoires antérieurs à la constitution de l'entreprise, les frais de personnel et autres avant le commencement de l'exploitation, les honoraires, taxes et impôts lors de la constitution, les frais de publicité et d'émission, ALBERT CALMÈS, *L'organisation financière des sociétés*, page 19. Aussi au lieu de la notation de comptes de premier établissement emploie-t-on plus généralement celle d'*Immobilisations* ».

Approvisionnements et valeurs à réaliser ;

Actif disponible.

Les *immeubles* comprennent : *a*) ce que le bilan désigne sous le nom de « Domaine de l'Office », c'est-à-dire les terrains et constructions à Rabat, à Casablanca et aux Mines ;

b) les travaux souterrains, les voies, les grandes constructions mécaniques (trainages, criblage, silos aériens, centrale, bâtiments industriels divers non classés dans le domaine de l'Office) qui sont répartis dans trois rubriques : Exploitations minières, Embarquements, Chemins de fer.

Les *meubles* comprennent :

a) le numéraire (inscrit dans l'actif disponible) ;

b) le matériel et les fournitures en magasin (inscrits dans la rubrique « approvisionnements et valeurs à réaliser » dans la subdivision « Magasins aux mines, à Rabat et à Casablanca ») ;

c) les stocks de phosphate aux mines et à Casablanca (subdivision de la rubrique « approvisionnements et valeurs à réaliser ») ;

d) le matériel et le mobilier qui sont répartis entre les rubriques : Direction générale Rabat, matériel ; — Exploitations minières ; — Embarquements.

Les *droits* comprennent :

a) les créances, prêts, effets à recevoir qui se re-

trouvent dans les deux subdivisions suivantes de la rubrique générale « Approvisionnements et valeurs à réaliser » :

Factures de phosphate à recouvrer ;

Débiteurs divers ;

b) les participations à d'autres entreprises (mais jusqu'ici l'Office n'a pas encore usé du droit qui lui est accordé par l'article 7 du dahir du 7 août 1920 de prendre « des participations dans les entreprises marocaines ayant pour objet l'utilisation des phosphates sur le territoire du Protectorat ») ;

c) la valeur du droit de concession, valeur qui a du reste été augmentée par les recherches faites par l'Office mais qui n'est pas portée au bilan quoiqu'elle soit certaine puisque une société privée qui aurait dû obtenir ce droit de concession par voie d'adjudication en aurait certainement porté la valeur à son actif ¹. Cependant il était difficile pour l'Office de chiffrer exactement la valeur de ce droit de concession. Seule la plus-value apportée par les recherches a été inscrite au bilan sous le titre de « Recherches générales au Maroc ». La plus-value apportée par les travaux souterrains eux-mêmes figure seulement dans la rubrique « Exploitations minières » comme subdivision « aménagements ».

¹ La valeur du droit de concession ne figure pas au bilan de la Compagnie des phosphates de Gafsa ; elle figure pour 1 franc au bilan de la Compagnie des phosphates de Constantine, pour 3,000,000 francs au bilan de la Compagnie des phosphates de M'Dilla.

Dans le quatrième groupe on pourrait faire entrer les frais de premier établissement : dépenses du service des mines avant l'institution de l'Office (ces dépenses qui n'ont pas été remboursées par l'Office ne figurent pas au bilan), frais de premier établissement de la direction générale à Rabat (qui ont été inscrits au bilan, puis rapidement amortis).

Si nous analysons maintenant les biens constituant le capital de l'Office au point de vue économique, nous serions amené à énumérer les différentes rubriques que l'Office inscrit à l'actif de son bilan, rubriques dont nous avons déjà parlé en analysant le capital au point de vue juridique et que nous retrouverons dans l'étude particulière que nous ferons de l'actif.

Si nous analysons enfin les biens constituant le capital de l'Office au point de vue de la provenance des biens qui le composent, nous distinguerions trois sources : l'entrepreneur — ici l'Etat chérifien — d'où provient le capital investi ; l'entreprise — l'office lui-même — d'où provient le capital acquis ; les tiers d'où provient le capital emprunté. Le capital investi et le capital acquis constituent ensemble — par opposition au capital emprunté — le capital propre (qui est généralement appelé en comptabilité et en matière de bilan le « capital » tout court). « C'est cette dernière énumération des éléments du capital que l'on trouve indiquée plus ou moins clairement à la droite des bilans sous le titre inexact du moins

inexpressif de Passif»¹. Nous retrouverons donc ces éléments dans l'étude particulière que nous ferons du passif.

Nous obtiendrons donc les valeurs successives du capital de l'Office chérifien des Phosphates en relevant dans les bilans successifs la valeur de l'actif ou du passif, ce qui nous permet de donner le tableau suivant des valeurs du capital à la fin de chaque exercice après application des amortissements :

31 décembre 1921 . .	7,920,096 36 fr.
31 décembre 1922 . .	23,458,175 97 »
31 décembre 1923 . .	43,561,191 53 »
31 décembre 1924 . .	82,873,774 38 »
31 décembre 1925 . .	99,630,807 40 »
31 décembre 1926 . .	123,579,124 22 »

Ce tableau nous permet de dresser le graphique suivant des *variations du capital* :



¹ ALBERT CALMÈS, *op. cit.*, page 23. L'auteur ajoute « Le capital d'une entreprise est un chiffre global dont la décomposition en ses

SECTION IV

L'actif de l'Office chérifien des Phosphates: capital fixe et capital circulant

L'actif d'une entreprise se divise en *capital fixe* et en *capital circulant*, le capital fixe étant « l'ensemble des biens affectés à l'usage de l'entreprise », le capital circulant (appelé aussi capital ou fonds de roulement) « l'ensemble des valeurs destinées non à l'usage, mais à l'échange, à la réalisation ».

Nous allons étudier les variations du capital fixe et le capital circulant de l'Office.

§ 1^{er}. — LE CAPITAL FIXE DE L'OFFICE CHÉRIFIEN DES PHOSPHATES

Les bilans de l'Office désignent le capital fixe par l'expression « Comptes de premier établissement », terme dont nous avons déjà signalé l'impropriété. Les bilans distinguent six comptes de premier établissement, cha-

éléments suivant qu'elle a lieu au point de vue de la nature des biens dans lesquels le capital est investi ou des sources dont il provient donne l'actif ou le passif. Par suite, le capital est nécessairement égal au total de ses éléments exprimés, soit en actif, soit en passif et l'actif doit toujours nécessairement égaler le passif d'où l'équation capital = Actif = Passif ».

cun d'eux pouvant être divisé en deux ou plusieurs postes ¹ :

1° Domaine de l'Office : terrains et constructions à Rabat, à Casablanca et aux mines.

2° Direction générale à Rabat : a) Frais de premier établissement 1921 ; b) Matériel ;

3° Exploitations minières : Aménagements, matériel et mobilier.

4° Embarquements : Silos et matériel.

5° Chemins de fer : a) Gare et maisonnettes, b) Travaux Bou Jniba-Bir Bettane.

6° Recherches générales au Maroc.

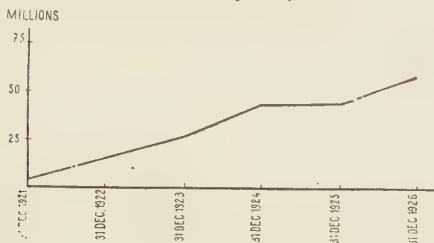
Le tableau suivant donne le montant du capital fixe tel qu'il s'établit d'après les bilans successifs de l'Office et le rapport du capital fixe au capital total.

Epoque	Valeur du capital fixe	Rapport du capital fixe au capital total
31 décembre 1921	5,335,620 18	0,67
31 décembre 1922	15,993,486 65	0,68
31 décembre 1923	28,267,694 73	0,65
31 décembre 1924	44,649,125 48	0,54
31 décembre 1925	44,230,005 29	0,44
31 décembre 1926	60,781,896 38	0,49

¹ Le bilan au 31 décembre 1926 a quelque peu modifié les subdivisions des comptes telles que les avaient données jusqu'alors les bilans de 1921 à 1925. Ainsi il distingue, pour le domaine de l'Office, les frais d'acte des frais d'achat et de construction ; pour les exploitations minières, les travaux d'aménagement du matériel et des usines ; pour les embarquements, les travaux d'aménagement du

Nous pouvons tracer deux graphiques :

Valeur du capital fixe.



Rapport du capital fixe au capital total



La valeur du capital fixe a crû constamment, assez rapidement et d'une façon remarquablement régulière de 1921 à 1924, est resté stationnaire en 1925 et a recommencé de croître en 1926 avec la mise en exécution d'une deuxième tranche de travaux neufs.

Le rapport du capital fixe au capital total est resté sen-

matériel hangars et silos ; par contre, pour les chemins de fer, il réunit sous le titre « Travaux sur la voie de 0.60 m. (1921) » les deux subdivisions jusqu'alors existantes et ajoute « Matériel roulant mis à la disposition des C. F. M. ».

siblement stationnaire pendant les trois premières années, puis a décru en 1924 et 1925 pour croître légèrement en 1926 (pour la même raison que le capital fixe) ¹.

Comme, toutes choses égales d'ailleurs, plus une entreprise a de capital circulant et moins elle a de capital fixe, plus le rendement de son capital est élevé, il est intéressant que le rapport $\frac{\text{capital fixe}}{\text{capital total}}$ soit faible. Cela est également intéressant pour une autre raison : moins ce rapport est élevé, moins il en coûte à l'entreprise de ralentir momentanément son activité (par exemple en cas de grève ou en cas de difficultés de vente momentanées) en raison du capital fixe relativement faible à entretenir et à amortir.

Le meilleur moyen de diminuer le capital fixe est d'amortir fortement. L'Office dès l'origine, est entré résolument dans cette voie et il est vraisemblable que l'augmentation du rapport $\frac{\text{capital fixe}}{\text{capital total}}$ qui s'est produite en 1926 est purement momentanée. Il faut du reste noter que l'Office est seulement dans sa septième année d'existence, ce qui légitimerait même un capital fixe proportionnellement plus élevé.

Les bilans tels qu'ils sont publiés par l'Office indiquent pour chaque compte de premier établissement, d'une part les dépenses depuis l'origine, d'autre part le total des

¹ Au 31 décembre 1924, ce rapport était de 0.75 pour les Mines de la Sarre, de 0.55 pour la Société houillère de Sarre et Moselle.

amortissements appliqués à ce compte depuis l'origine ; mais la valeur restante est seule portée à l'actif ¹.

Nous pouvons ainsi dresser les tableaux suivants concernant les dépenses et les amortissements annuels portés au débit ou au crédit des comptes de premier établissement.

TABLEAU I

Année	Immobilisations nouvelles annuelles	Amortissements annuels	Soit à la tonne vendue immobilisa- tion	Amortisse- ment
1921	5,375,620 18	40,000 00	653 01	4 86
1922	10,837,866 47	180,000 00	135 78	2 26
1923	12,807,876 63	533,668 55	67 15	2 80
1924	22,381,430 75	6,000,000 00	51 99	13 94
1925	5,580,879 81	6,000,000 00	7 74	8 32
1926	25,525,508 78	8,973,617 69	28 82	10 13
1921 à 1926	82,509,182 62	21,727,286 24	35 62	9 38

¹ L'Office emploie ainsi la méthode de l'*amortissement direct* qui consiste à n'inscrire à l'actif que la valeur dépréciée de l'immobilisation. L'inconvénient de la méthode est que ni la valeur d'acquisition de l'immobilisation, ni la somme des amortissements depuis l'origine, ne sont visibles parmi les chiffres du bilan, à moins que comme le fait l'Office, ces indications ne soient à titre d'explications insérées dans le contexte du bilan.

La méthode de l'*amortissement indirect* consiste à faire figurer l'immobilisation à l'actif pour sa valeur d'acquisition et à créer pour le montant des amortissements successifs un passif correspondant qui croît d'année en année. L'amortissement indirect a l'avantage de faire apparaître au bilan à la fois, la valeur d'acquisition de l'immobilisation à l'actif et le montant des amortissements effectués depuis l'acquisition au passif ; mais, comme nous l'avons vu, cet avantage peut-être facilement obtenu avec l'amortissement direct en inscrivant les indications nécessaires dans le contexte du bilan.

TABLEAU II

Variations des sommes inscrites au débit et au crédit des divers comptes de premier établissement.

	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1921 à 1926	Solde au 31 déc. 1926
Domaine de l'office	Dép. nouv. Virements Amortiss.	1.935,047 92	3,602,380 59	4,870,269 74	3,654,212 91	3,652,335 51 + 75,238 73 418,357 83	18,325,911 49 75,238 73 1,980,064 97	16,421,085 25
Direction générale à Rabat	Dép. nouv. Amortiss.	723,529 29 40,000 00	» (1) 180,225 60	» (2) 367,277 56	» (3) 2,318 00	» (4) 1,484 35	723,529 29 597,005 51	126,523 78
Mines	Dép. nouv. Virements Amortiss.	1 595,137 59	4,660,471 20	6,961,123 90	18,590 548 56 + 777,477 31 4,372,529 33	10,731,122 96 3,258,892 35	45,909,094 68 777,477 31 10,720,742 35	35,965,829 64
Embar- quements	Dép. nouv. Amortiss.	343,669 76	1,009,264 41	947,371 14	932,470 38	1,630,008 87 2,415,709 65	9,187,750 31 5,206 367 51	6,338,457 71
Chemin de fer	Dép. nouv. Virements Amortiss.	672,898 38	1,518,023 17	»	» - 777,477 31 (6) 1,338,210 51	» 1,930,000 00 - 75,238 73 »	4,120,926 55 - 852,716 04 1,338,210 51	1,93,000 00
Recher- ches	Dép. nouv. Amortiss.	105,337 24	47,947 70	38,703 95	»	»	191,988 89 191,988 89	0 00
Totaux (5)	Dép. nouv. Amortiss.	5,375,620 18 40,000 00	10,838,092 07 180,225 60	12,817,468 73 543,260 65	23,177,271 85 6,795,841 10	5,582,364 16 6,001,484 35	33,322,025 77 22,540,129 39	60,781,896 38
Variation annuelle du solde des comptes de premier établissement		+ 5,335,620 18	+ 10,657,866 47	+ 12,274,208 08	+ 16,381,430 75	- 119,120 19	+ 16,551,891 09	+ 60,781,896 38

1 Dont 180,000 fr. par prélèvement sur les bénéfices et 235 fr. 60 par prix de revient.

2 Dont 357,685 fr. 46 par prélèvement sur les bénéfices et 9,592 fr. 10 par prix de revient.

3 Par prix de revient.

4 Par prix de revient.

5 Par prix de revient.

6 Dont 500,733,21 par

7 Par prix de revient.

D'autre part 777,477,39 ont été virés au poste « Mines » (chiffres approximatifs)

Les commentaires qui accompagnent les bilans permettent de suivre les variations des divers comptes de premier établissement :

Domaine de l'Office.

Est inscrite à ce chapitre « la valeur des terrains, propriété de l'Office, des logements du personnel et des bâtiments des services, à Rabat, à Casablanca et aux mines ¹. »

Le bilan au 31 décembre 1923 note que l'augmentation de 4,870,269.74 fr. par rapport au chiffre au 31 décembre 1922 provient à peu près uniquement des constructions et achats de terrain du service des exploitations minières ; le bilan au 31 décembre 1924 note à son tour que l'augmentation de 3,654,212.91 fr. par rapport au chiffre au 31 décembre 1923 provient à peu près uniquement des constructions du service minier ; le bilan au 31 décembre 1926 contient une observation analogue ; le bilan au 31 décembre 1925 fait exception et n'indique pas

¹ Commentaires du bilan au 31 décembre 1924 où ce chapitre a trouvé son titre définitif.

Un arrêté viziriel du 25 novembre 1922 — c'est-à-dire postérieur de plus de deux ans à la création de l'Office et postérieur même au commencement des travaux à Kourigha — a autorisé l'acquisition par le domaine privé de l'Etat chérifien, « des terrains nécessaires à la création du centre phosphatier de Kourigha (*sic*) (cercle d'Oued-Zem) ». Il s'agit de 133 hectares (à 200 fr. l'hectare), qui représentent à peine le quart des terrains appartenant à l'Office, au village même de Kourigha. Nous ignorons d'ailleurs, pourquoi ces 133 hectares ont été acquis par l'Etat, au lieu d'être achetés directement par l'Office, auquel ils ont peut-être été ensuite cédés.

à quoi ont été consacrés les 581,664.82 fr. d'immobilisations nouvelles de l'année 1925 : vraisemblablement aux bureaux de l'Office à Rabat.

Direction générale à Rabat.

Il n'a été inscrit de dépenses sous ce titre qu'en 1921 ; en voici le détail :

Matériel du laboratoire, automobiles et mobilier des bureaux de la direc- tion générale	Fr. 145,843 83
Indemnité versée au budget général du Maroc pour usage de bureaux spéciaux dans le bâtiment de l'Of- fice du Maroc, rue des Pyramides, à Paris	» 40,000 00
Frais généraux de la direction géné- rale et des services généraux, ainsi que les frais d'arrivée du per- sonnel au Maroc	» 537,685.46 ¹

Le bilan au 31 décembre 1921 ajoute qu'en effet le faible tonnage de 1921 ne pouvait supporter ces dépenses de frais généraux. « Au lieu de faire un compte d'attente, il a paru plus logique d'inscrire ces dépenses de première année comme frais de premier établissement à amortir ultérieurement ».

¹ Le *Bulletin officiel* du 13 juin 1922, qui a publié le rapport sur la marche de l'Office pendant l'année 1921, indique par erreur 538,685 46,

Ce compte a fait l'objet en 1921, en 1922 et en 1923 de trois amortissements massifs de 40,000 francs, 180,000 francs et 357,685.46. Le premier a été affecté au poste « Bureau de l'Office à Paris ». Les deux derniers — dont le total fait 537,685.46 francs — ont complètement amorti les frais de premier établissement 1921. Donc demeurent maintenant seuls à ce chapitre le matériel du laboratoire, les automobiles et le mobilier des bureaux de la direction générale. Contrairement à ce que l'on pourrait croire — étant donné la dépréciation rapide qu'il doit subir — le matériel inscrit à ce poste n'a pas fait l'objet d'un amortissement régulier (ce qui laisse du reste à penser que l'Office fait ses amortissements assez arbitrairement). Cependant à chaque bilan, en face de l'inscription « Direction générale à Rabat, dépenses depuis l'origine », on lit un chiffre un peu plus faible que sur le bilan précédent, ce qui paraît contradictoire, les dépenses faites depuis l'origine ne pouvant aller évidemment en diminuant; mais c'est que l'Office, a fait ici de l'amortissement par prix de revient. Cet amortissement a été de 225.60 fr. (0.15 %) en 1922, de 9,592.10 fr. (6.5 %) en 1923, de 2,318.00 fr. (1,5 %) en 1924, de 1,484.35 fr. (1 %) en 1925, de 5,700 fr. (4 %) en 1926, ce qui fait en six années un total de 19,320.05 fr., soit un amortissement moyen de 2.6 % seulement.

Exploitations minières.

Comptes de premier établissement « Exploitations minières », Dépenses et Amortissements annuels.

RUBRIQUES	1921	1922	1923	1924	1925	1926	Total depuis l'origine	Solde au 31 décembre 1926
1° Usines, accumulateurs de phosphate sec et matériel divers des mines (Amortissements)	1,112,375 10	2,999,145 85	3,636,212 80	17,657,439 52 (4) 158,695 16 (5)	3,327,653 41 (8) 80,532 49 (9)	7,902,247 45 430,016 84	36,635,074 13 669,244 49	35,965,829 64
2° Travaux d'aménagement à Bou Juiba et Kourigha. (1)	358,821 64	1,608,360 90	3,324,911 10	1,710,586 35 (6) 4,213,834 17 (7)	43,037 06 (9)	2,828,875 51 2,828,875 51	10,051,497 86 10,051,497 86	0
3° Lignes téléphoniques de Bir Bettane et Oued Zem à Bou Juiba.	123,940 85	52,964 45	(2)					
TOTAL	1,159,137 59	4,660,471 20	6,961,123 90 (3)	19,368,025 87 (4)	3,370,690 47	10,731,122 96	46,686,571 99 3,258,892 35	35,965,829 64

1 Le rapport pour l'exercice 1922 précise que les travaux d'aménagement à Bou Juiba et à Kourigha comprennent : descenderie de recherches en travers-bancs (il y avait en réalité deux descenderies, chacune devant correspondre à une division, il ne s'agissait donc pas de descenderies de recherches, — ce qui aurait été, du reste, une idée singulière); traînage (il s'agit du traînage de la Division n° 1); routes et rues, voirie du village minier, adduction d'eau (ces trois dernières espèces de travaux auraient peut-être figuré plus logiquement dans le compte « domaine de l'office), terrassement et fondations des usines de l'extérieur, travaux d'établissement des voies ferrées spéciales au siège minier. A partir du bilan de l'exercice 1924, l'expression travaux d'aménagement est remplacé par celle de travaux d'installation.

2 A partir du bilan de l'exercice 1923 le montant des dépenses de construction des lignes téléphoniques est compris dans celui des travaux d'aménagement et d'installation.

3 Les dépenses en 1923 ont porté surtout sur le « matériel et les travaux de voies extérieures de la mine » (1.275.997,79), la « Station centrale : matériel et installation » (1.762.357,85), le « matériel de mine et l'aménagement du traînage » (1.615.315,27), les usines de séchage (1.842.667,02), l'adduction d'eau et la voirie du village minier (429.015,62).

4 Au 31 décembre 1924 le montant total des dépenses inscrites à ce poste se montait ainsi à 25.405.173 fr. 27 dont : en service à Bou Juiba, 1.235.000 fr. 30 et aux installations définitives, 24.169.263 fr. 97.

5 Au 31 décembre 1924 le montant total des travaux d'installation s'élevait ainsi à 7.179.585,29 dont 824.246,98 à Bou Juiba et 6.355.338,31 aux installations définitives.

6 Pour dépréciation de la valeur du matériel mécanique et du séchage installé à Bou Juiba en 1921 et 1922 et du matériel qui a servi à faire les essais de criblage.

7 Pour amortissement total des travaux de premier établissement exécutés à Bou Juiba depuis l'origine (824.246,98) et pour l'amortissement partiel des travaux de premier établissement exécutés à Kourigha depuis 1922 (3.380.587,94).

8 Pour dépréciation ou mise hors service du matériel en inventaire.

Si on prend l'ensemble des dépenses du chapitre exploitations minières et si on affecte du coefficient 6 les dépenses de 1921, du coefficient 5 les dépenses de 1922, etc., et si on additionne les résultats obtenus et qu'on divise ensuite le total d'amortissement par le chiffre global obtenu, on obtient un amortissement moyen de 7.85 % qui n'a rien d'exagéré.

On remarquera que le sous-compte travaux d'aménagement a été entièrement amorti dès le 31 décembre 1925, que les dépenses portées à ce compte en 1926 ont été aussitôt amorties à la fin de l'année, c'est-à-dire en fait supportées par le compte d'exploitation.

Embarquements.

Pendant les quatre premières années, il y a eu inscription de dépenses à ce compte sans amortissements :

1921 : Valeur des hangars de Casa-	
blanca et du matériel du service	
des embarquements	Fr. 343,669 76
1922 : Il y a lieu d'ajouter la partie	
déjà payée de l'installation de la	
grande jetée	» 1,009,264 41
1923 : Dépenses d'installation de la	
grande jetée	» 947,371 14
1924 : Id. (2° portique de chargement) »	932,470 38
1925 : Premiers travaux de l'installa-	
tion définitive d'embarquement sur	
le quai de la petite jetée	» 1,630,008 87

1926: Continuation des travaux de
l'installation définitive d'embarque-
ment sur la petite jetée Fr. 9,187,750 31

Total des dépenses depuis l'origine Fr. 14.050,534 87

Le bilan au 31 décembre 1926 décompose ces dépenses
totales en :

a) Bâtiments, hangars, matériel et
superstructure en ciment armé . . Fr. 6,338,457 71

b) Travaux d'infrastructure et frais
de montage » 7,712,077 16

Le rapport du Conseil ajoute que « dans l'article
b) « Travaux » se trouve un versement de 4 millions fait
au service des travaux publics en remboursement des
travaux faits par ce service pour la protection de notre
terre-plein ». Quoique l'Office ne précise pas, il s'agit
vraisemblablement de la protection du nouveau terre-
plein.

Il est intéressant de noter le prix total de l'installation
provisoire de la grande jetée, trois millions environ
(2,889,105.93 fr., dépenses de trois années : 1922, 1923,
1924).

Les amortissements ont commencé en 1925
(2,415,709.65 fr., amortissement des dépenses afférentes
spécialement aux travaux et frais de montage des instal-
lations) et se sont continués en 1926 : 5,296,367.51 fr.
pour amortissement total des dépenses afférentes aux
travaux d'infrastructure et frais de montage.

Si nous appliquons le même procédé de calcul que nous avons déjà appliqué, nous trouvons un amortissement annuel moyen de près de 30 % (29.5), ce qui est un amortissement excessif.

Chemins de fer.

1921 : Remboursement à la régie des Chemins de fer à voie de 0.60 m. :

a) pour achat de locomotives déjà livrées	Fr.	449,960 95
b) pour exécution du raccord ferré »		222,937 43

1922 : Remboursement à la régie des Chemins de fer à voie de 0.60 m. :

a) pour achat de locomotives ¹ .	Fr.	1,104,993 66
b) pour modifications exécutées sur la ligne d'Oued Zem . . »		413,960 95

Montant total du compte au 31 dé-

cembre 1922 Fr. 2,190,926 55

En 1923, ce chapitre demeure sans changement; en 1924 le solde en est réduit à 635,971.94 fr. sans que le Conseil d'administration ait prévu d'amortissement; mais des douze locomotives qui y figuraient pour une valeur de 1,554,954.61 fr., six ont été revendues à la régie des Chemins de fer de 0.60 m. et six autres sont passées au

¹ Douze locomotives ont été ainsi achetées, soit en 1921, soit en 1922.

service des Exploitations minières dont l'inventaire les a prises en charge. La somme pour laquelle les six locomotives ont été révendues aurait dû figurer au compte de profits et pertes. Il y a donc ici amortissement par débit des comptes d'exploitation (débités de la valeur des six machines au prix d'achat et crédités du prix certainement inférieur de revente). Du reste les locomotives conservées par les Exploitations n'ont vraisemblablement pas dû être inscrites en inventaire à leur valeur d'achat mais à la valeur de revente de celles cédées aux chemins de fer.

Il ne subsistait plus ainsi en 1924 que :

- 1° les bâtiments provisoires de gare et maisonnettes,
encore utilisés par la régie de la
voie de 0.60 m. Fr. 75,238 73
- 2° des travaux du raccord Bir Bet-
tane-Bou Juiba ¹ » 560,733 21

Ces 560,733.21 fr. ont du reste été amortis par décision du Conseil d'administration du 28 avril 1925, amortissement normal ce raccord n'étant plus utilisé par l'Office.

En 1926, la gare et les maisonnettes de la voie de 0.60 m. ont été récupérées par le service des exploitations et virées au chapitre « Domaine de l'Office ». Cependant le compte n'a pas disparu, car il y a été inscrit, en 1926, 1,930,000 francs représentant « les sommes déjà versées pour l'acquisition du matériel wa-

¹ Et aussi modifications exécutées sur la ligne d'Oued Zem.

gons à phosphate acheté par l'Office et mis à la disposition de la Compagnie des chemins de fer du Maroc pour nos transports ¹ ».

<i>Recherches générales au Maroc.</i>	<i>Dépenses annuelles</i>		
	1921	1922	1923
Matériel de recherches	4,739 75	2,921 50	8,344 55
Travaux effectués hors de la zone			
mise en exploitation	100,597 49	45,026 20	30,359 40
Total . . .	105,337 24	47,947 70	38,703 95

Les recherches générales furent terminées avec l'année 1923 et le commentaire du bilan au 31 décembre 1923 porte l'indication « Nos recherches générales se terminant et les dernières études restant à faire dans le sud n'ayant plus que peu d'importance, nous closons (*sic*) définitivement ce poste du bilan au 31 décembre 1923. Les dépenses restant à faire en 1924 seront portées aux frais généraux d'exploitation ».

Par ailleurs le Conseil, dans sa séance du 26 mars 1924, décidait d'amortir complètement les 175,983.09 fr. représentant les travaux de recherches proprement dits.

Au bilan au 31 décembre 1924, le chapitre de recherches ne figure plus que pour mémoire quoique les 16,005.80 fr. de matériel ne figurent pas aux amortis-

¹ Commentaires du bilan au 31 décembre 1926.

Il s'agit de wagons trémies qui évitent à Casablanca de procéder au déchargement à la pelle des wagons de phosphate dans les silos des embarquements. Depuis juillet 1926, les transports de phosphate se font uniquement par ces wagons trémies.

sements de 1924. En réalité il y a eu amortissement par le compte exploitation, le matériel ayant « été repassé à divers services de la direction des Exploitations minières, pour ce qui était utilisable, ou soldé par nos frais généraux d'exploitation ¹. »

§ 2. — LE CAPITAL CIRCULANT DE L'OFFICE CHÉRIFIEN DES PHOSPHATES

Le capital circulant se trouve dans le bilan de l'Office sous deux rubriques : « Approvisionnements et valeurs à recouvrer » et « Actif disponible ». L'*actif disponible* comprend le poste « Caisses et Banques », c'est-à-dire le numéraire en caisse et les dépôts en banque qui serviront à payer le personnel employé et les factures des fournisseurs par versement direct, chèque ou virement ; l'actif disponible constitue naturellement l'élément le plus mobile du capital circulant.

Les *approvisionnements et valeurs à recouvrer* se divisent eux-mêmes en :

— Magasins aux mines, à Rabat et à Casablanca, ce sont le matériel et les fournitures en magasins dont la valeur au fur et à mesure de leur consommation sera incorporée dans le prix de revient de la tonne de phosphate et réalisée par la vente.

— Stocks de phosphate aux mines et à Casablanca, ce sont les produits qui seront vendus.

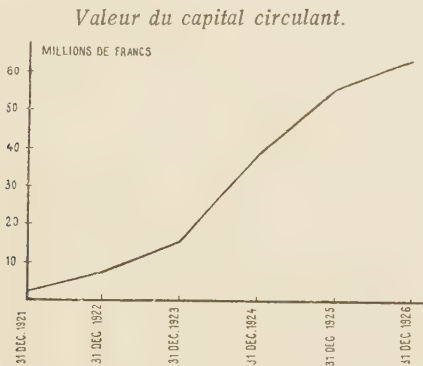
¹ Commentaires du bilan au 31 décembre 1924.

— Factures de phosphate à recouvrer et débiteurs divers qui sont les effets de commerce ou créances qui seront encaissés ou cédés en paiement.

Les valeurs successives du capital circulant ont été les suivantes :

31 décembre 1921 . . .	Fr.	2,584,476 18
31 décembre 1922 . . .	»	7,464,689 32
31 décembre 1923 . . .	»	15,293,496 80
31 décembre 1924 . . .	»	38,224,648 90 ¹
31 décembre 1925 . . .	»	55,400,802 11
31 décembre 1926 . . .	»	62,797,227 84

D'où le graphique :



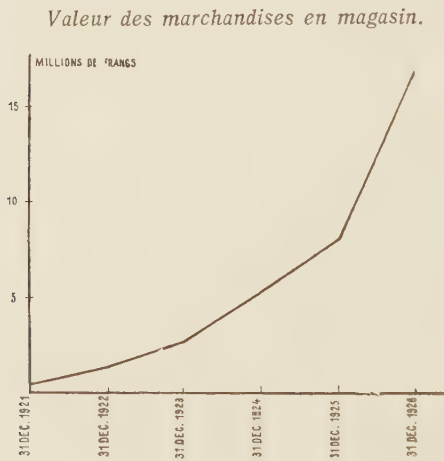
Voyons quelle a été la variation des divers postes du capital circulant :

¹ Nous avons ajouté aux 35,078,807.85 fr. indiqués au bilan, 3,145,841.05 fr. représentant la part des intérêts à 7 % du capital de premier établissement versée par l'Office au cours de l'exercice 1924.

Magasins aux mines à Rabat et à Casablanca. — Les valeurs successives inscrites sous ce poste ont été les suivantes :

31 décembre 1921 . . .	Fr.	515,669 35
31 décembre 1922 . . .	»	1,463,035 03
31 décembre 1923 . . .	»	2,731,266 48
31 décembre 1924 . . .	»	5,311,476 28
31 décembre 1925 . . .	»	7,922,361 56
31 décembre 1926 . . .	»	16,395,071 06

D'où le graphique :



Le commentaire du bilan au 31 décembre 1921 indique que les marchandises en magasin sont inscrites aux prix d'achat, majorés des frais de transports et de douane s'il y a lieu.

On remarque sur le graphique ci-dessus la brusque augmentation au 31 décembre 1926 de la valeur du matériel et des marchandises en magasin qui, d'une année à l'autre, passe de 7,922,361.56 fr. à 16,395,071.06 fr. Les commentaires du bilan au 31 décembre 1926 notent à ce sujet: « Ce chiffre anormalement élevé provient de ce que nous avons reçu en décembre 9,000 tonnes ¹ de charbon acheté peu avant la fin de la grève anglaise et comptabilisé naturellement aux cours exceptionnellement hauts de cette époque. » Le prix de revient de la tonne de charbon rendue à Kourigha a été en effet de 724.48 fr. ²! (soit 6,520,320 francs pour 9,000 tonnes). L'année précédente le prix de revient n'en avait été que de 205.50 fr., soit donc pour 9,000 tonnes de stock une différence de valeur de 4,670,820 francs ³. En déduisant ces 4,670,820

¹ A la fin de 1926, la Centrale de Kourigha était arrêtée depuis plusieurs mois et l'Office n'avait besoin de charbon que pour ses fours, dont la consommation mensuelle moyenne oscillait alors aux environs de 1,300 tonnes. 9,000 tonnes correspondaient donc à près de sept mois de marche et constituaient ainsi un approvisionnement manifestement exagéré dans une période où les prix du charbon venaient de subir une forte hausse qui pouvait disparaître d'un jour à l'autre.

² L'Office ne paraît pas avoir été jamais particulièrement heureuse dans la passation de ses marchés de charbon; il a toujours payé au plus haut cours un charbon de qualité médiocre.

³ S'il est normal en période de stabilité des prix de compter au prix de revient les approvisionnements en stock, cela l'est moins en période de hausse passagère des prix et l'Office n'aurait dû inscrire en inventaire ces 9,000 tonnes que pour une valeur normale. Les Mines de la Sarre qui évaluent aussi au prix d'achat le matériel en stock dans leurs magasins diminuent cette première évaluation

francs de la valeur au 31 décembre 1926 des marchandises en magasin, il resterait 11,724,251.06 fr., chiffre encore assez élevé si on le compare aux 17,603,048.19 fr. représentant au 31 décembre 1926 la valeur des marchandises en stock dans les magasins de la Compagnie des Phosphates et du Chemin de fer de Gafsa, qui en 1926 a expédié près d'un million de tonnes de plus que l'Office.

Stocks aux mines et à Casablanca.

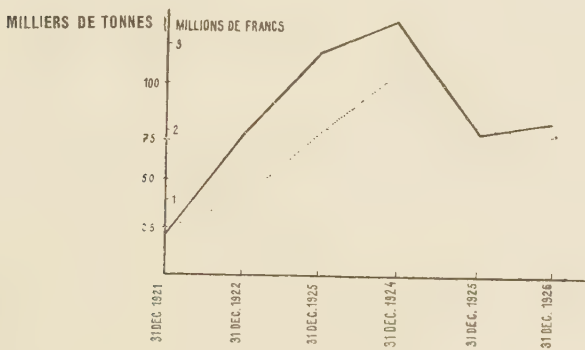
Les commentaires des bilans prennent soin de nous informer que les stocks de phosphate sont comptabilisés au prix de revient, frais généraux de la mine y compris ; pour les stocks de Casablanca, il est tenu compte des frais de transport. Comme la valeur des stocks nous est indiquée par le bilan, il semblerait possible de déduire de là le prix de revient. Mais il n'en est rien, car aux exploitations, il y a trois espèces de stocks : stocks dans les ravins des divisions, stocks sur l'aire et stock sec.

Nous avons réuni sur le tableau ci-joint des indications concernant les différents stocks, les expéditions, les embarquements, les valeurs des stocks indiquées au bilan, etc... Nous avons distingué dans la valeur des stocks de phosphate la part revenant aux frais de transport de la part correspondant au prix de revient propre du phos-

d'un certain pourcentage qui est allé jusqu'à 40 % en 1921, période de baisse des prix (CHARLES ROY : *Organisation financière des Mines de la Sarre*, p. 138).

phate. En divisant la valeur propre ainsi obtenue par le nombre de tonnes en stock, on obtient une limite inférieure du prix de revient (inférieure car les frais généraux des exploitations ne doivent être comptés que sur le stock de phosphate à Casablanca, les stocks en recettes doivent encore être remontés et séchés et le stock sur l'aire doit être séché).

Voici un graphique qui donne en trait plein la variation des valeurs des stocks inscrites aux bilans ¹ et en trait pointillé la variation des tonnages en stock.



¹ Sur le bilan de la Compagnie de Gafsa, au 31 décembre 1926, la valeur des stocks est inscrite pour 8,191,817 francs ; sur celui de la Compagnie de M'Dilla à la même date, la valeur des stocks est inscrite pour 2,305,011 francs.

Production, expéditions, variations

Année	Production	STOCK AUX MINES								Expéditions			Stock à Casablanca	
		Aux Recettes		A l'aire		Sec		Total		Par voie de 0 ^m 60	Par voie normale	Totales	Total du stock	Variation stock
		Total	Variation	Total	Variation	Total	Variation	Total	Variation					
1921	33,000							20,722	+ 20,722	12,278		12,278	4,046	+ 4,046
1922	96,397							27,687	+ 6,965	89,432		89,432	13,663	+ 9,617
1923	225,395	50,196		5,046		4,118		59,360	+ 31,673	143,652	50,070	193,722	16,662	+ 2,999
1924	461,582	63,343	+13,147	17,130	+12,084	23,793	+19,775	104,266	+ 44,906	54,732	361,944	416,676	2,897	-13,781
1925	692,181	53,867	- 9,476	3,143	-13,987	12,246	-11,547	69,256	- 35,110		727,191	727,191	8,860	+ 5,963
1926	882,821	23,604	-30,263	19,395	+16,252	32,160	+19,914	75,160	+ 5,904		876,918	876,918	58	- 8,802
1927	1,412,379							312,008	+ 216,848		1,205,531	1,205,531	7,583	+ 7,525

* Quoique nous ayons, sur ce tableau, rectifié, pour 1923 et 1924, les chiffres officiels des expéditions par voie de 0,60 m. [ce qui nous donne déjà, pour l'ensemble des expéditions par voie étroite depuis l'origine, 300.094 tonnes, au lieu de 290.000 officiellement transportées (rapport du conseil d'administration pour l'exercice 1924)], nous obtenons au 31 décembre 1926 un stock total à Casablanca de 58 tonnes, chiffre invraisemblable. Il y aurait donc lieu également de majorer de quelques milliers de tonnes les chiffres donnés par l'Office comme représentant le tonnage transporté par voie étroite en 1921 et 1922.

Factures de phosphate à recouvrer. — Les valeurs successives inscrites sous ce poste ont été les suivantes :

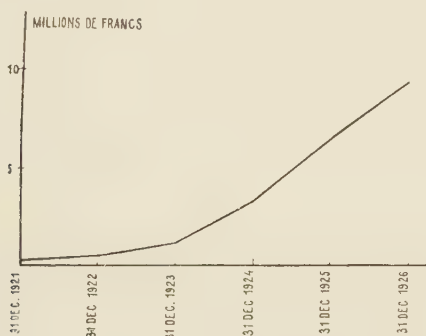
31 décembre 1921 . . .	Fr.	161,663 60
31 décembre 1922 . . .	»	532,876 35
31 décembre 1923 . . .	»	1,209,705 03
31 décembre 1924 . . .	»	3,315,432 96
31 décembre 1925 . . .	»	6,598,830 93
31 décembre 1926 . . .	»	9,289,075 30 ¹

¹ Au 31 décembre 1926, les factures à recouvrer ne figuraient dans le bilan de la Compagnie des Phosphates et du chemin de fer de Gafsa, que pour 5,816,615.88 fr.

stocks en tonnage et valeur.

STOCK TOTAL												
TONNAGE		VALEUR										
en stock	Variation du stock	Valeur totale	Variation de valeur	Part des frais de transport		Part de la valeur propre		Par tonne en plus ou en moins au stock	Par tonne en stock	Tonnage vendu au Maroc	Tonnage embarqué	Tonnage total vendu
				Variation	Total	Variation	Total					
768	+24,768	548,883 65	+ 548,883 65	+ 222,530	222,530	+ 326,353 65	326,353 65	13 17	13 17	51	8,181	8,232
350	+16,582	1,845,082 16	+1,296,198 51	+ 480,850	703,380	+ 815,348 51	1,541,702 16	49 17	27 61	34	79,781	79,815
022	+ 34,672	2,948,612 93	+1,103,530 77	+ 47,984	751,364	+1,055,146 77	2,197,248 93	30 44	28 90	218	190,505	190,723
163	+31,141	3,294,911,17	+ 346,298 24	- 705,012	46,352	+1,051,310 24	3,248,559 17	33 76	30 31	443	429,998	430,441
117	-29,047	1,839,778 69	-1,455,132 48	+ 95,408	141,760	-1,550,540 48	1,698,108 69	53 38	21 73	9,342	711,887	721,228
218	- 2,899	1,972,756 37	+ 132,977 68	- 140,832	928	+ 273,809 68	1,971,828 37	—	26 21	15,078	870,642	885,720
591	+244,373									14,608	1,183,398	1,198,006

D'où le graphique :



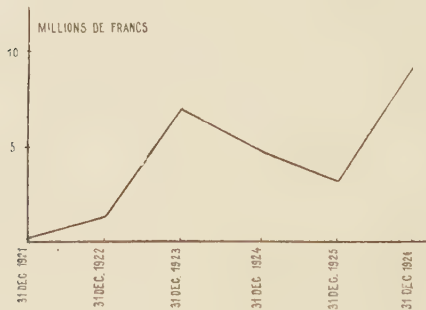
Avances sur frêt à retenir.

Cette rubrique n'a paru que sur le bilan au 31 décembre 1921, soit qu'à la suite ses avances aient été supprimées, soit plutôt qu'elles aient figuré désormais parmi les débiteurs divers. Il n'était du reste inscrit au 31 décembre 1921 que 3,052.65 fr.

Avances aux fournisseurs relatives aux commandes d'installations mécaniques en cours d'exécution¹ et avances aux entrepreneurs sur situations provisoires de travaux :

au 31 décembre 1921 . . .	Fr. . .	121,759 01
au 31 décembre 1922 . . .	» . .	1,451,357 70
au 31 décembre 1923 . . .	» . .	6,975,673 44
au 31 décembre 1924 . . .	» . .	4,818,755 36
au 31 décembre 1925 . . .	» . .	3,332,521 95
au 31 décembre 1926 . . .	» . .	9,130,992 69

Valeur des avances aux fournisseurs.



¹ En ce qui concerne les fournisseurs de matériel technique, l'Office paie 1/3 à la réception de l'accord sur la commande, 1/3 à la mise à la disposition, 1/3 à 60 jours du 2^me paiement.

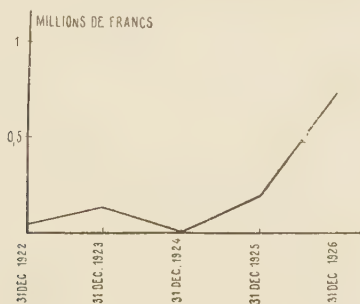
Divers comptes courants débiteurs.

Le bilan au 31 décembre 1921 ne donne que le solde des comptes débiteurs et créditeurs divers (solde de 69,926.15 fr. en faveur des créditeurs divers). Les bilans des exercices suivants sont inscrits sous ce poste :

au 31 décembre 1922 . . .	Fr.	57,252 96
au 31 décembre 1923 . . .	»	155,169 98
au 31 décembre 1924 . . .	»	5,370 55
au 31 décembre 1925 . . .	»	204,141 75
au 31 décembre 1926 . . .	»	748,189 74

D'où le graphique :

Valeur du compte débiteur divers.

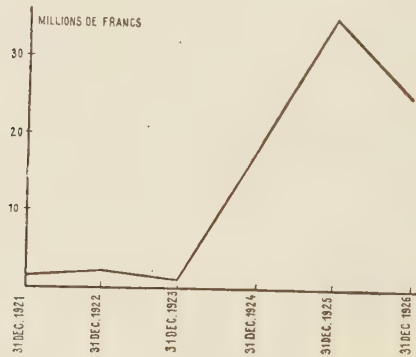


Actif disponible (Caisses et Banques). — Les valeurs successives de l'actif disponible ont été les suivantes :

31 décembre 1921 . . .	Fr.	1,233,447 92
31 décembre 1922 . . .	»	2,115,085 12

31 décembre 1923 . . .	Fr.	1,273,068 54 ¹
31 décembre 1924 . . .	»	18,332,861 53
31 décembre 1925 . . .	»	35,503,167 23
31 décembre 1926 . . .	»	25,261,142 60 ²

Valeur de l'actif disponible.



¹ Le bilan au 31 décembre 1923 après application des amortissements indique dans « Valeurs disponibles » outre « Caisses et banques » les « Intérêts différés dus à l'Etat au 31 décembre 1923 » qui n'ont pu être inscrits sous ce poste que par erreur. Ils figurent d'autre part au passif, avec les créditeurs divers. Il s'agit donc d'un simple compte d'ordre (c'est du reste sous ce titre qu'ils apparaissent dans le bilan au 31 décembre 1924 avant application des amortissements tandis qu'en 1922 ils figurent, sous le titre « Dotation de l'Etat », avec le reliquat disponible non réalisé. Mais cette rubrique « Dotation de l'Etat » était aussi un véritable compte d'ordre.)

² Le bilan au 31 décembre 1926 de la Compagnie de Gafsa indique à « Caisses et Banques » 18,164,137 fr. avec 12,740,240 fr. à « Rentes françaises et Portefeuille ».

L'actif disponible est resté très bas pendant les trois premières années d'existence de l'Office. La valeur qu'il atteignait au 31 décembre 1921 pouvait paraître normale étant donné le faible capital encore engagé, mais à partir de 1922 et surtout de 1923, l'Office a dû être gêné par l'importance insuffisante de l'actif disponible. On n'oserait affirmer que l'Office n'a jamais reculé une commande de matériel ou de travaux neufs par suite de l'insuffisance de son actif disponible, ce qui aurait eu ensuite comme contre-coup de retarder le développement de sa production, donc l'augmentation de son actif disponible. Pour sortir rapidement de ce cercle vicieux, il n'y avait qu'un moyen, celui qu'a employé l'Office en 1924, faire un emprunt. A la suite de cet emprunt en banque à court terme qui a permis le développement de la production ou tout au moins coïncidé avec elle, l'actif disponible est passé de guère plus d'un million au 31 décembre 1923 à plus de dix-huit millions au 31 décembre 1924, ce qui semble du reste indiquer que l'emprunt en banque aurait pu ne pas être aussi élevé; mais l'Office venait d'être vraisemblablement tellement gêné par l'insuffisance de son actif disponible qu'il a préféré emprunter largement afin de pouvoir être certain d'éviter à l'avenir de pareilles sujétions.

SECTION V

Le passif de l'Office chérifien des Phosphates :
Capital propre et capital emprunté

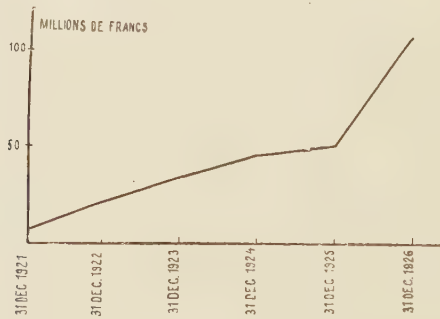
Le *capital net* ¹ de l'Office chérifien des Phosphates comprend le capital investi par l'Etat chérifien et le capital acquis par l'Office lui-même.

Le tableau suivant donne les valeurs successives du capital net ² :

31 décembre 1921 . . .	Fr.	7,539,681 96
31 décembre 1922 . . .	»	22,247,203 39
31 décembre 1923 . . .	»	36,314,401 64
31 décembre 1924 . . .	»	46,388,105 71
31 décembre 1925 . . .	»	51,167,767 67
31 décembre 1926 . . .	»	106,355,313 33

D'où le graphique :

Valeur du capital net.



¹ « La notion du capital net de l'entreprise correspond à l'expression de « fortune » qu'on emploie en langage courant pour

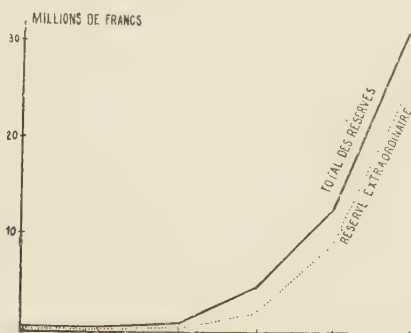
² Avant tout versement au Trésor public.

Le capital acquis par l'Office est constitué par la réserve normale, la réserve extraordinaire pour travaux neufs, la réserve pour opérations de change.

Le tableau suivant indique les valeurs successives de ces différentes réserves.

Date	Réserve normale	Réserve extraordinaire pour travaux neufs	Réserve pour opérations de change	Total des réserves
31 décembre 1921	3,968 20	35,713 76	—	39,681 96
31 décembre 1922	3,968 20	35,713 76	—	39,681 96
31 décembre 1923	31,440 17	282,961 47	—	314,401 64
31 décembre 1924	880,404 87	2,037,593 86	1,584,057 06	4,502,055 79
31 décembre 1925	1,955,381 76	9,192,385 91	1,500,000 00	12,647,767 67
31 décembre 1926	3,600,000 00	25,935,313 33	1,500,000 00	31,035,313 33

D'où le graphique :



Le capital emprunté par l'Office chérifien des Phosphates est indiqué au passif du bilan sous les rubriques « créiteurs divers » et « emprunt à court terme ».

Le poste « créiteurs divers » comprend les fournisseurs désigner ce que possède quelqu'un, déduction faite de ses dettes ». CALMÈS, *op. cit.*, p. 25

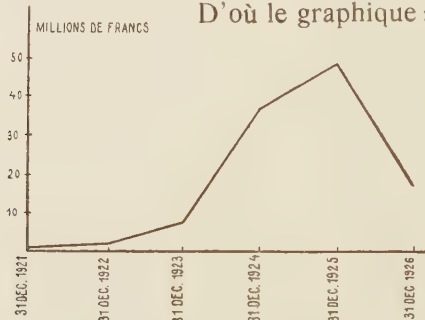
seurs à crédit de capital fixe (installations) ou de capital circulant (marchandises) ¹.

Le poste « Emprunt à court terme » correspond à l'emprunt en banque de 30 millions fait en 1924.

Le tableau suivant donne les valeurs successives du capital emprunté :

31 décembre 1921 . . .	Fr.	380,414 40
31 décembre 1922 . . .	»	1,210,972 58
31 décembre 1923 . . .	»	7,246,789 89
31 décembre 1924 . . .	»	36,485,668 67
31 décembre 1925 . . .	»	48,463,039 73 ²
31 décembre 1926 . . .	»	17,223,810 89 ²

D'où le graphique :



Valeur du capital emprunté.

¹ Les commentaires du bilan au 31 décembre 1923 indiquent que le poste « Créiteurs divers » comprend « les factures de transport de phosphate [les factures de transport de phosphate non réglées en fin d'exercice, se montaient à 310,488.25 fr. au 31 décembre 1921 et 893,789.50 fr. au 31 décembre 1922, les bilans suivants n'en ont plus indiqué le montant], les factures de fournisseurs, les situations d'entrepreneurs, toutes pièces dont le montant a été inscrit, mais non réglé en fin d'exercice ; les dépenses de main-d'œuvre et de personnel en décembre inscrites et non réglées ; les divers comptes-courants créditeurs. »

² Les chiffres du capital emprunté au 31 décembre 1925 et au

SECTION VI

Rapports entre les éléments de l'actif et ceux du passif

« Tant que le capital emprunté n'est pas échu, il suffit pour la sécurité des créanciers de l'entreprise que l'actif ne soit pas inférieur aux dettes. Mais dès que le capital emprunté est échu, cela ne suffit plus, il faut alors des disponibilités suffisantes pour rembourser. C'est la question de la liquidité du capital ¹.

Le passif exigible à vue (factures, salaires, frais échus) doit s'équilibrer à l'actif par les valeurs disponibles; mais il est difficile de distinguer à simple lecture du bilan la portion qui représente les dettes exigibles. Il est donc préférable d'envisager autrement la solvabilité d'une entreprise. « Une entreprise n'est solvable que si son capital réalisable est supérieur aux dettes échues à la date pour laquelle la solvabilité est examinée. Or le capital fixe est, dans l'hypothèse d'une continuation de l'entreprise, en majeure partie irréalisable, ce qui n'exclut pas en cas de besoin, l'aliénation d'éléments de ce capital superflus ou hors d'usage. Par suite le capital net de l'entreprise doit en principe être au moins égal au montant du capital fixe... ce qui signifie en même temps, que

31 décembre 1926 comprennent respectivement 11,788,078.30 fr. et 4,014,382.09 fr. représentant la participation de l'Office au service des emprunts pour les chemins de fer et l'Energie électrique du Maroc.

¹ CALMÈS, *op. cité*, p. 69.

le capital emprunté ne doit pas dépasser le montant du capital circulant ¹. »

On peut même aller plus loin ; il ne suffit pas que le capital net soit égal au capital fixe, il doit lui être supérieur. En effet, le capital net comprend également les provisions qui doivent pouvoir être rendues facilement disponibles au moment où survient la perte en prévision de laquelle elles ont été créées et qui, par conséquent, ne peuvent pas, en principe, être investies dans le capital fixe.

Il est intéressant aussi de faire ressortir sur le bilan le *fonds d'amortissement* qui figure sur les bilans des sociétés employant la méthode de l'amortissement indirect ; nous pourrions ainsi rechercher dans l'actif la contrepartie de ce fonds qui, dans la mesure où il correspond à une dépréciation réelle du matériel industriel, doit se trouver disponible au moment où il devient nécessaire de renouveler ce matériel et par conséquent n'être investi que prudemment dans le capital fixe.

Quant aux réserves, elles peuvent être employées au mieux dans l'entreprise, en valeurs immobilisées ou en valeurs disponibles, suivant les cas.

Résumons donc les bilans de l'Office en faisant ressortir, à l'actif, le capital fixe et le capital circulant et, au passif, le capital propre — décomposé en capital investi initial, réserves, provisions et fonds d'amortissement — et le capital emprunté.

¹ CALMÈS, *op. cit.*, p. 46.

Bilan au 31 décembre 1921

ACTIF		PASSIF	
Capital fixe	5,375,620 18	Capital investi initial . . .	7,500,000 00
Capital circulant	2,584,476 18	Réserves	39,681 96
		Fonds d'amortissement . . .	40,000 00
		Total du capital propre . . .	7,579,681 96
		Capital emprunté	380,414 40
Total de l'actif	<u>7,960,096 36</u>	Total du passif	<u>7,960,096 36</u>

Bilan au 31 décembre 1922.

ACTIF		PASSIF	
Capital fixe	16,213,486 65	Capital investi initial . . .	22,200,000 00
Capital circulant	7,464,689 32	Réserves	47,203 39
		Fonds d'amortissement . . .	220,000 00
		Total du capital propre . . .	22,467,203 39
		Capital emprunté	1,210,972 58
Total de l'actif	<u>23,678,175 97</u>	Total du passif	<u>23,678,175 97</u>

Bilan au 31 décembre 1923.

ACTIF		PASSIF	
Capital fixe	29,021,363 28	Capital investi initial . . .	36,000,000 00
Capital circulant	15,293,496 80	Réserves	314,401 64
		Fonds d'amortissement . . .	753,668 55
		Total du capital propre . . .	37,068,070 19
		Capital emprunté	7,246,789 89
Total de l'actif	<u>44,314,860 08</u>	Total du passif	<u>44,314,860 08</u>

Bilan au 31 décembre 1924

ACTIF		PASSIF	
Capital fixe	51,402,794 03	Capital investi initial . . .	36,000,000 00
Capital circulant	38,224,648 90	Réserves	2,917,998 73
		Fonds d'amortissement . . .	6,753,668 55
		Provisions	1,584,057 06
		Versement au Trésor public .	5,886,049 92
		Total du capital propre . . .	53,141,774 26
		Capital emprunté	36,485,668 67
Total de l'actif	89,627,442 93	Total du passif	89,627,442 93

Bilan au 31 décembre 1925

ACTIF		PASSIF	
Capital fixe	56,983,673 84	Capital investi initial . . .	36,000,000 00
Capital circulant	55,400,802 11	Réserves	11,147,767 67
		Fonds d'amortissement . . .	12,753,668 55
		Provisions	1,500,000 00
		Versement au Trésor public .	2,520,000 00
		Total du capital propre . . .	63,921,436 22
		Capital emprunté	48,463,039 73
Total de l'actif	112,384,475 95	Total du passif	112,384,475 95

Bilan au 31 décembre 1926

ACTIF		PASSIF	
Capital fixe	82,509,182 62	Capital investi initial . . .	36,000,000 00
Capital circulant	62,797,227 84	Réserves	29,535,313 33
		Fonds d'amortissement . . .	21,727,286 24 ¹
		Provisions	1,500,000 00
		Versement au Trésor public .	39,320,000 00
		Total du capital propre . . .	128,082,599 57
		Capital emprunté	17,223,810 89

Total de l'actif	145,306,410 46	Total du passif	145,306,410 46
----------------------------	----------------	---------------------------	----------------

Le fonds d'amortissement de la Compagnie de Gafsa fondée en 1897 se montait au 31 décembre 1926 à 50,390.013 fr.

Le capital propre a ainsi toujours été supérieur au capital fixe et même, pour les trois premiers exercices, le capital investi initial a été supérieur au capital fixe et a ainsi alimenté également en partie le capital circulant.

En 1925 et en 1926, si les réserves sont investies entièrement dans le capital fixe, une partie du fonds d'amortissement (en 1925, 2,917,762.38 fr. sur 12,753,668.55 fr., soit 23 % environ ; en 1926, 4,753,416.95 fr. sur 21,727,286.24 fr., soit 22 % environ) reste disponible pour le capital circulant. D'ailleurs l'Office a pu d'autant plus légitimement investir une partie importante de son fonds d'amortissement dans le capital fixe qu'il a pratiqué une large politique d'amortissements et que ses installations neuves ne nécessitent pas un renouvellement prochain.

Enfin, les provisions (réserves pour opérations de change) ont été investies dans le capital circulant.

Le tableau suivant indique les valeurs successives de la portion du capital circulant provenant du capital propre.

31 décembre 1921 . . .	Fr. 2,204,061 78
31 décembre 1922 . . .	» 6,253,716 74
31 décembre 1923 . . .	» 8,046,706 91
31 décembre 1924 . . .	» 1,738,980 23
31 décembre 1925 . . .	» 6,937,762 38
31 décembre 1926 . . .	» 45,573,416 95

Les pourcentages de la portion du capital circulant provenant du capital net ont donc été successivement les suivants :

$$\text{31 décembre 1921.} \quad . \quad . \quad \frac{2,204,061 \text{ 78}}{2,584,476 \text{ 18}} = 85 \%$$

$$\text{31 décembre 1922.} \quad . \quad . \quad \frac{6,253,716 \text{ 74}}{7,464,689 \text{ 32}} = 84 \%$$

$$\text{31 décembre 1923.} \quad . \quad . \quad \frac{8,046,706 \text{ 81}}{15,293,496 \text{ 80}} = 52,5 \%$$

$$\text{31 décembre 1924.} \quad . \quad . \quad \frac{1,738,980 \text{ 23}}{38,224,648 \text{ 90}} = 4,5 \%$$

$$\text{31 décembre 1925.} \quad . \quad . \quad \frac{6,937,762 \text{ 38}}{55,400,802 \text{ 11}} = 12,5 \%$$

$$\text{31 décembre 1926.} \quad . \quad . \quad \frac{45,573,416 \text{ 95}}{62,797,227 \text{ 84}} = 72,5 \%$$

L'Office a donc commencé par être au point de vue du capital circulant dans une situation très favorable pendant les trois premiers exercices. Cette situation, mauvaise en 1924, s'est améliorée en 1925 et est redevenue normale en 1926.

SECTION VII

Le rendement financier de l'Office chérifien des Phosphates. — Le partage des bénéfices avec l'Etat chérifien. — Les bénéfices industriels et le prix de revient; comparaison sommaire avec d'autres compagnies phosphatières de l'Afrique du Nord.

Quoique le dahir du 7 août 1920 ne l'y oblige pas expressément, l'Office a publié chaque année, à partir de l'exercice 1922, à la suite du bilan et avant les décisions du Conseil d'administration, un résumé de son compte de pertes et profits.

Il ne distinguait à l'origine que le compte « Exploitations » et le compte « Pertes et Profits accidentels », il a ajouté en 1924 les comptes « Intérêts, escompte et commission de banque » et « Opérations de change »; en 1925 les comptes « Salaires prescrits », « Location d'immeubles », « Participation au service des emprunts de l'Energie électrique du Maroc et Chemins de fer »¹; mais, contrairement à l'habitude des sociétés privées, il ne distingue pas un compte « Frais généraux » qu'il aurait été intéressant de suivre, ce compte ne croissant généralement pas aussi rapidement que le chiffre d'af-

¹ On y a vu figurer en 1922 une « Provision pour créance douteuse » et en 1923 le montant d'« Approvisionnement détruits par un incendie ». Par contre le compte « Opérations de change » a disparu en 1926.

faibles. Le solde de ce compte « Frais généraux », ainsi que ceux de tous les autres comptes non inscrits au compte de pertes et profits, sont compris dans le solde du compte d'exploitation, solde que le compte de pertes et profits 1922 appelait « Bénéfices d'exploitation » et qui fut ensuite désigné par l'expression, du reste équivalente, de « Bénéfices industriels de l'exercice. »

Les bénéfices bruts sont donnés par le solde créditeur de ce compte de pertes et profits. *Les bénéfices nets* s'obtiennent à partir des bénéfices bruts par déduction des amortissements. *Le rendement financier* est défini par le rapport du bénéfice net au capital, la valeur du capital étant celle du début d'exercice. Voici quelles ont été les valeurs successives du rendement financier de l'Office.

$$\text{Exercice 1921} = \frac{39,681\ 96}{7,500,000} = 0,005$$

$$\text{Exercice 1922} = \frac{7,521\ 43}{22,620,096\ 36} = 0,0003$$

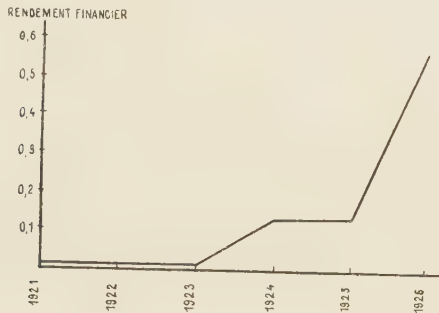
$$\text{Exercice 1923} = \frac{267,198\ 25}{37,258,175\ 97} = 0,007$$

$$\text{Exercice 1924} = \frac{10,073,704\ 07}{73,561,191\ 53} = 0,137$$

$$\text{Exercice 1925} = \frac{10,665,711 \text{ 88}}{76,987,724 \text{ 46}} = 0,144$$

$$\text{Exercice 1926} = \frac{57,707,545 \text{ 66}}{85,322,729 \text{ 10}} = 0,676$$

D'où le graphique :



¹ Nous ignorons en combien de fois et à quelles dates ont été versés par l'Etat à l'Office, les 36,000,000 fr. constituant la dotation de l'Office ; nous savons seulement que l'Etat a versé 7,500,000 fr. au cours de l'année 1921, 14,700,000 fr. au cours de l'année 1922 et 13,800,000 fr. au cours de l'année 1923. Nous ne sommes renseignés que par les indications que donnent les bilans de 1922 et de 1923 sur les intérêts dus à l'Etat ; on peut facilement vérifier qu'en supposant un premier versement de 7,500,000 fr. au 1^{er} janvier 1921 et un second versement de 28,500,000 fr. au 1^{er} janvier 1923 on arrive à retrouver à peu près les intérêts indiqués par le bilan. Toutefois, pour le calcul du rendement financier, nous supposons que les tranches de capital mises par l'Etat chérifien à la disposition de l'Office au cours des années 1921, 1922, 1923 ont été versées par l'Office au 1^{er} janvier correspondant. Cela n'a du reste pas grande importance, le rendement financier présentant surtout un intérêt à partir de 1924, les trois premières années corres-

Les bénéfices nets se partagent entre l'entreprise (*provisions et réserves*) et l'entrepreneur (*bénéfice disponible*).

L'article 6 du dahir du 7 août 1920 avait prévu la création d'un fonds de réserve dont le maximum devait être ultérieurement fixé. C'est l'arrêté viziriel du 10 octobre 1921 qui, dans son article 8, a décidé que ce fonds de réserve serait constitué par prélèvement de 10 % sur les bénéfices et limité au dixième de la dotation d'emprunt affectée à l'Office, tout en ajoutant que « le Conseil d'administration a en outre la faculté de décider la constitution d'une réserve spéciale et de réserves extraordinaires ».

Le Conseil d'administration de l'Office n'a pas manqué d'utiliser largement cette faculté qui lui était laissée

pendant la période d'organisation de l'Office. Nous indiquerons donc comme capital au 1^{er} janvier 1921, 7,500,000 fr. —

comme capital au 1^{er} janvier 1922, 7,920,096.36 fr. (capital au 31 décembre 1921) + 14,700,000 fr. (versement de l'Etat), soit 22,620,096.36 fr. —

comme capital au 1^{er} janvier 1923, 23,458,175.97 fr. (montant du capital au 31 décembre 1922) + 13,800,000 fr. (versement de l'Etat) soit 37,258,175.97 fr.

D'une façon analogue nous supposons que le montant de l'emprunt à court terme de 1924 a été versé à l'Office au 1^{er} janvier 1924 ; nous prendrons donc comme capital au 1^{er} janvier 1924, 30,000,000 fr. (montant de l'emprunt à court terme) + 43,561,191 56 montant du capital au 31 décembre 1923 soit 73,561,191 56 fr.

Enfin comme capital au 1^{er} janvier 1925 (ou au 1^{er} janvier 1926), nous prendrons le capital au 31 décembre 1924 (ou au 31 décembre 1925) diminué des versements à l'Etat (y compris la participation aux emprunts des chemins de fer et de l'Energie électrique du Maroc) que nous supposerons ainsi effectués au 1^{er} janvier.

Répartition des bénéfices bruts

Année	BÉNÉFICES BRUTS (1)		AMORTISSEMENTS		Report à nouveau	BÉNÉFICES NETS		RESERVES		VERSEMENTS A L'ETAT	Part de l'Etat dans les bénéfices nets	Rémunération du Capital de l'établissement
	Montant total	par tonne	Montant total	par tonne		Montant total	par tonne	Montant total	par tonne	Montant total	par tonne	
1921	79,681 96	9 68	40,000 00	4 86		39,681 96	4 82	39,681 96	4 82	Néant		
1922	187,521 43	2 35	180,000 00	2 26	7,521 43	0 00	0 00	0 00	0 00	—		
1923	800,866 80	4 20	533,668 55	2 80		274,719 68	1 44	274,719 68	1 44	—		
1924	16,073,704 07	37 34	6,000,000 00	13 94		10,073,704 07	23 40	4,187,654 15	9 72	5,886,049 92	13 68	58 9 %
1925	16,665,711 88	23 11	6,000,000 00	8 32		10,665,711 88	14 79	8,145,711 88	11 30	2,520,000 00	3 49	23 4 %
1926	66,681,163 35	75 28	8,973,617 69	10 13		57,707,545 66	65 15	18,387,545 66	20 76	39,320,000 00	44 39	68 1 %
Totaux	100,488,649 49	43 38	21,727,286 24	9 38		78,761,363 25	34 00	31,035,343 33	13 40	47,726,049 92	20 60	60 6 %

1 On considère quelquefois les bénéfices bruts, dépenses pour travaux neufs déduites. Dans le cas de l'office on obtiendrait des chiffres négatifs pour les exercices 1921 à 1924. Pour l'exercice 1925, on trouve 11,084,832,07 soit 13,36 par tonne et pour l'exercice 1926 11,155,654,57 soit 46 fr. 47 par tonne.

2 Si l'on ajoutait les versements à titre de participation aux emprunts chemin de fer et énergie électrique, on aurait un bénéfice net de 94,563,823 fr. 44 (40 fr. 83 à la tonne) sur lequel l'Etat aurait perçu 63,510,310,31 ; et le taux de rémunération du capital aurait été de 39,7 % en 1925, de 120 % en 1926 et de 29,3 en moyenne.

et il a créé, dès 1921, une « Réserve extraordinaire » qui, à partir de 1924, est devenue une « Réserve extraordinaire pour travaux neufs ».

Au 31 décembre 1926, les réserves se montaient à 31,035,313.33 francs.

Le tableau ci-contre indique pour chaque exercice le montant total et le montant à la tonne du bénéfice brut, des amortissements, du bénéfice net, des réserves et du versement à l'Etat.

Nous avons déjà signalé l'importance des amortissements effectués par l'Office. Au 31 décembre 1926, sur un total de 82,509,182.62 fr. constituant l'ensemble des immobilisations depuis l'origine, 21,727,286.24 fr. soit 28 % étaient déjà amortis. Or, dans la mesure où ces amortissements ne sont pas justifiés par la dépréciation des constructions, usines, matériel divers, ils constituent un enrichissement. Du reste, en s'imposant une politique d'amortissements intensifs, l'Office poursuivait le même but qu'en créant une forte réserve pour travaux neufs, c'est-à-dire qu'il se préparait la possibilité de poursuivre l'accroissement de ses installations sur ses propres ressources, ce qui nous induit à examiner quelle a été la part qui est revenue à l'Etat chérifien sur les bénéfices bruts. Or sur un montant de bénéfices bruts pour les six exercices de 100,488,649.49 fr., l'Etat n'a encaissé que 47,726,049.92 fr. soit 47,5 %. Pendant la même période 1921 à 1926 les bénéfices bruts de la Compa-

gnie de Gafsa ont atteint 131,873,126 francs, sur lesquels 103,702,684 francs soit 78,6 % ont été distribués en dividendes et tantièmes, ceux de la Compagnie des Phosphates de Constantine, 46,673,531 francs sur lesquels 40,616,057 francs soit 87 % ont été distribués en dividendes et tantièmes. Seule la Compagnie des Phosphates de M'Dilla fait exception à ces pourcentages élevés, les bénéfices bruts ayant atteint pendant la même période 11,208,990 francs sur lesquels 4,178,776 francs soit 37,3 % ont été distribués en dividendes et tantièmes. Il est vrai que la première répartition de bénéfices aux actionnaires a commencé en 1926, ils ont eu 4,178,776 francs sur 5,824,239 francs soit 71,7 %, tandis que la même année l'Office n'a versé à l'Etat que 39,320,000 francs sur 66,681,163.35 francs de bénéfices bruts soit 59 % ¹.

Ainsi on remarque une tendance de l'Office des Phosphates de conserver par devers lui une part trop impor-

¹ Si nous ajoutons aux bénéfices bruts et à la part de l'Etat dans ces bénéfices, le montant de la participation de l'Office dans les emprunts du chemin de fer et de l'Energie électrique (qui constitue un profit pour l'Etat dans la mesure où elle correspond à des travaux qui auraient été exécutés même s'il n'y avait pas eu de gisement de phosphates) on obtient un chiffre de bénéfices bruts de 116,291,109.88 fr. et une part de l'Etat de 63,528,510.31 fr. soit 54.6 %.

Si l'on raisonnait sur le bénéfice net (les amortissements n'enrichissant l'entreprise que lorsqu'ils sont exagérés — et c'est le cas pour l'Office —) on obtiendrait 60.5 % pour la part de l'Etat et même 67.2 %.

tante des bénéfices ¹. Il suit du reste l'exemple qui lui est donné, non par les sociétés phosphatières nord-africaines qui distribuent à leurs actionnaires une part raisonnable des bénéfices, mais par de nombreuses sociétés françaises.

¹ Nous avons dit plus haut dans quel but l'Office s'était réservé une telle part. Des installations dont la valeur globale atteignait, au 31 décembre 1926, 82,500,000 francs ont permis à l'Office d'expédier 1,200,000 tonnes, au cours de l'année 1927, c'est-à-dire que pour chaque tonne, dont il augmentait sa capacité de production, l'Office a dépensé 68.75 fr., par conséquent pour augmenter annuellement sa capacité de production de 300,000 tonnes, l'Office aurait besoin de 20,625,000 fr. Mais, même en négligeant le fait qu'au 31 décembre 1926 les dépenses de premier établissement des embarquements correspondaient déjà à une capacité d'embarquement de 2,400,00 tonnes, c'est-à-dire double de la capacité de production, on peut estimer que l'Office n'a pas besoin d'accroître son Domaine pour accroître sa capacité de production (et cela d'autant moins qu'il inscrit au prix de revient la construction des logements pour son personnel et que les bâtiments généraux, bureaux, hôpital, église, écoles, sont ou achevés ou en cours d'achèvement) ce qui nous permet de réduire de 15 francs la somme de 68.75 fr. précédemment indiquée. Il reste donc 16 millions à inscrire à la réserve pour travaux neufs, chaque année, jusqu'au moment où la production de l'Office se sera stabilisée. Il semble d'autre part qu'un amortissement annuel de 5 millions soit très largement suffisant, car la Compagnie de Gafsa dont la gestion est extrêmement prudente n'a inscrit que 4,200,000 fr. à son fonds d'amortissement à la suite des résultats de l'exercice 1926 (4,767,00 fr. à la suite des résultats de l'exercice 1925). C'est donc un maximum de vingt et un millions que l'Office devrait retenir sur les bénéfices bruts, le reste pouvant être versé à l'Etat.

On aurait du reste très bien pu concevoir que le gouvernement chérifien n'abandonne la part des bénéfices qui constitue la réserve pour travaux neufs qu'à titre d'augmentation de capital ou d'avance remboursable portant intérêt.

Aucune réserve analogue n'existe sur les bilans des Compagnies de Gafsa et de Constantine.

« Sans doute existe-t-il un dilemme d'où on ne peut sortir et que n'aperçoivent pas toujours ceux qui discutent le statut à attribuer aux entreprises industrielles de l'Etat :

» ou bien particularisme financier de l'entreprise avec bon rendement économique mais mauvais rendement fiscal ;

» ou bien dépendance étroite vis-à-vis de l'Etat avec rendement économique médiocre, mais cependant meilleur rendement fiscal qu'avec l'autre formule.

» ...La question des entreprises industrielles d'Etat comme celle des monopoles doit être discutée au point de vue fiscal et non au point de vue économique. On peut admettre que c'est par une nécessité fiscale et non en raison d'une prédestination ou d'une compétence particulière que l'Etat fait de l'industrie et il faut apprécier la valeur de sa gestion au point de vue rendement fiscal ¹. »

Ajoutons cependant que si le rendement économique est par trop médiocre, il est peu vraisemblable que le rendement fiscal puisse être très bon ². L'exemple de l'Office national industriel de l'Azote ne le prouve que trop.

Il est donc intéressant d'essayer d'apprécier la gestion industrielle de l'Office par comparaison avec celle d'autres compagnies phosphatières et en particulier avec

¹ CHARLES ROY, *op. cit.*, p. 272.

² A moins qu'il ne s'agisse d'un monopole ; il suffit alors d'augmenter le prix de vente pour améliorer le rendement fiscal.

celle de la *Compagnie des Phosphates et du Chemin de fer de Gafsa*, qui occupe toujours le premier rang parmi les compagnies phosphatières de l'Afrique du Nord; — avec celle de la *Compagnie des Phosphates de Constantine*, que la progression des expéditions de l'Office a fait passer en 1925 du second au troisième rang; — enfin, avec celle de la *Compagnie tunisienne des Phosphates de M'Dilla* qui, constituée le 29 mars 1920, est presque contemporaine de l'Office. Nous avons donc dressé un tableau comparatif (voir plus loin page 283), des résultats obtenus pour les exercices 1921 à 1926 par l'Office et ces trois compagnies phosphatières, tableau où nous avons inscrit les prix de revient que nous avons obtenu en déduisant, du produit des ventes, les bénéfices industriels.

Les prix de revient ainsi obtenus ne peuvent être d'ailleurs qu'approximatifs: d'une part, les bénéfices industriels peuvent ne pas être comparables ¹ suivant la façon

¹ Tandis que les Phosphates de Gafsa inscrivent au débit de leur compte de profits et pertes, le service de 15 millions d'obligations émises en 1908 et amortissables avant 1929, l'Office a fait supporter par son compte d'exploitation les intérêts (dont le taux, qu'il n'a pas fait connaître, a été, croyons nous, de 8 %) et le remboursement d'un emprunt à court terme, contracté en 1924 et remboursé en 1926. Nous avons donc majoré les bénéfices industriels indiqués par l'Office de 2,400,000 fr. en 1924 et 1925, 31,200,000 fr. en 1926 (nous avons donc supposé que cet emprunt a été contracté le 1^{er} janvier 1924 et remboursé le 1^{er} juillet 1926). Nous avons du reste fait subir aux bénéfices industriels de l'Office pour 1924 une seconde majoration correspondant à la réserve de change, constituée au cours de l'exercice.

par exemple dont sont estimés les stocks de marchandises, les stocks de phosphates, le portefeuille, les participations industrielles, etc., dont sont répartis les travaux et le matériel entre les immobilisations et l'exploitation ; — et d'autre part, nous ne connaissons pas exactement les prix de vente, car, d'abord, les compagnies passent souvent des contrats à longue échéance, — à des prix fréquemment inférieurs du reste à ceux que donnent les cours officiels — soustrayant ainsi pour un temps plus ou moins long des tonnages importants aux variations des

Les Phosphates de Gafsa, de Constantine, de M'Dilla, inscrivent en outre au débit de leur compte de pertes et profits, le solde de leur compte « Frais généraux » que comme nous l'avons vu l'Office comprend dans le solde d'Exploitation ; nous avons donc diminué les bénéfices industriels donnés par ces trois compagnies du montant de leurs frais généraux.

Enfin la Compagnie de Gafsa exploite non seulement des gisements de phosphate mais encore des lignes de chemin de fer ouvertes au public (Sfax-Metlaoui, avec embranchements sur Tozeur, Redeyeff et Henchir Souaur, et Graïba-Gabès), un domaine agricole de 30,000 hectares et une huilerie. Nous ignorons la répartition des bénéfices entre ces différentes exploitations, mais on admet généralement que c'est de ses gisements de phosphate que la Compagnie de Gafsa tire le plus clair de ses bénéfices. Du reste, par suite de l'extrême sécheresse qui a régné dans le sud-tunisien, les récoltes ont été médiocres ces dernières années et d'autre part de 1921 à 1924 par exemple les recettes brutes des chemins de fer ont varié entre 4,420,671 et 8,184,177 fr. ce qui en comptant un taux élevé de 20 % donnerait des recettes nettes variant de 900,000 à 1,650,000 fr. soit moins de 10 % des bénéfices industriels qui pendant la même période ont varié de 10,856,325 fr. à 23,655,233 fr. d'où une erreur maximum possible sur le prix de revient de la tonne de 0.50 fr. environ qui est négligeable par rapport à l'erreur que nous sommes susceptibles de commettre par suite de notre incertitude sur le prix de vente.

cours et ensuite les compagnies de Gafsa et de M'Dilla livrent deux ou trois catégories de phosphates et nous ne savons ni comment les ventes se répartissent entre ces différentes catégories ni quelle a été la teneur moyenne des expéditions de chaque catégorie ¹.

¹ La Compagnie de Gafsa livre deux catégories 58/63 et 63/68 ; la teneur moyenne des expéditions de 63/68 provenant de Metlaoui et de Redeyeff est peu supérieure à 63 % tandis que les expéditions de même catégorie provenant de Moularès titrent plus de 64 %. Tant que les prix ont été cotés en francs, le prix de vente du 58/63 était inférieur de 0.10 fr. par degré à celui du 63/68 ; depuis la cotation en monnaie anglaise, cette différence de prix est de 9/10 d. soit 0.29 fr. avec la livre 124.04, mais près de 0.36 fr. avec la livre à 152.77, cours moyen de 1926 (soit une différence de prix à la tonne entre du phosphate titrant 58 et du phosphate titrant 63 de 11.55 fr. en 1925, 30.50 fr. en 1926, 24.77 fr. en 1927). Comme nous cherchons une limite supérieure du prix de revient, nous supposons les expéditions de Gafsa comprises uniquement de 63/68 avec 64 comme teneur moyenne.

La teneur moyenne des expéditions de la Compagnie des Phosphates de Constantine est de 66.5 %. Il a du reste été créé depuis la fin de 1926 une catégorie nouvelle 65/70 dans laquelle s'est placé le phosphate du Kouif et dont le prix de vente est à l'unité supérieur de 5/16 d. (soit 0.16 fr. au cours actuel) au prix de vente du 63/68.

Comme les phosphates de Gafsa, ceux de M'Dilla livraient deux catégories 58/63 et 63/68, 65 % constituant largement le maximum que peut atteindre la teneur moyenne annuelle de leurs expéditions ; depuis la fin de 1926, ils livrent également une catégorie 65/70.

L'Office, enfin, livre du 75/77. Les premiers rapports du Conseil d'administration indiquaient la teneur moyenne des expéditions qui a atteint 76.145 % en 1923. Nous ne croyons pas nous être trompé de beaucoup en supposant à partir de 1924 une teneur moyenne de 76 %. Nous avons tenu compte pour 1925 et 1926 de la diminution apportée au prix de vente moyen de la tonne par la réduction de 30 %, accordée à la Compagnie des Superphosphates du Maroc (avant 1925, les ventes au Maroc sont négligeables).

Mais malgré toutes ces causes d'erreur, si nous ne pouvons nous flatter d'obtenir des prix de revient exacts, nous pouvons espérer faire pour chaque société des erreurs du même ordre et obtenir ainsi des prix de revient comparables, au moins pour les exercices 1921 à 1925. Car, pour l'exercice 1926 est venu s'ajouter, aux deux causes d'erreurs possibles, déjà signalées, quant à la détermination des prix de vente, la cotation de ces prix en monnaie anglaise.

Nous aurions pu calculer pour 1926 le prix de vente moyen d'après le cours moyen de la livre pour l'année (soit 152.77 fr.) ; mais, étant donné les très fortes variations de la livre au cours de 1926, le taux réel moyen de

Ajoutons enfin que les différents services des Douanes publient des statistiques (données au début de cette étude, page 18) indiquant la valeur du tonnage exporté ; mais cette valeur correspond-elle à la valeur réelle ? Les statistiques algériennes indiquent elles-mêmes qu'il s'agit d'une valeur approximative. On notera que la statistique marocaine donne pour l'ensemble des six exercices 1921 à 1926 un tonnage exporté inférieur de 53,737 tonnes à celui donné par l'Office et qu'elle semble attribuer au phosphate marocain des cours trop bas (à tel point que l'Office aurait pu en 1926 réaliser un bénéfice de 113.98 fr. avec un prix de vente de 117.31 fr !). Pourtant les compagnies de Gafsa et de Constantine constituant l'une pour la Tunisie, l'autre pour l'Algérie, de beaucoup les plus gros exportateurs, on peut estimer que si elles étaient exactes les statistiques tunisiennes indiqueraient sensiblement le prix de vente moyen du phosphate de Gafsa et les statistiques algériennes celui du phosphate de Constantine (on aurait en outre sensiblement le prix de vente du phosphate de M'Dilla en prenant la moyenne des deux précédentes). Sur le tableau joint, afin de faire la part belle à l'Office, nous avons utilisé les prix donnés par les douanes. Si nous avons utilisé les prix calculés d'après les cours, nous serions arrivés à des résultats beaucoup moins favorables à l'Office.

conversion de leurs devises par les différentes compagnies a pu être assez éloigné de ce cours moyen et assez différent d'une compagnie à l'autre. D'autre part, l'existence de contrats à longue échéance et dénonçables seulement avec un long préavis ont contribué à freiner l'augmentation du prix de vente moyen ¹.

En prenant pour base le cours de la livre à 152.77 fr. nous aurions trouvé pour certaines compagnies (Gafsa par exemple) des augmentations de prix de revient allant jusqu'à 146 % par rapport à 1925 et qui sont peu vraisemblables malgré l'augmentation des salaires, des traitements et des approvisionnements ; aussi avons-nous calculé les prix de vente pour 1926 sur la base du cours actuel de la livre (124.04) ², c'est-à-dire que nous avons adopté en somme les prix de vente tels qu'ils se sont stabilisés, en même temps que la livre, depuis l'an dernier. Il est du reste curieux de noter que malgré l'augmentation considérable des prix de vente, seuls les bénéfices industriels de l'Office et de la Compagnie des Phosphates de M'Dilla, rapportés à la tonne vendue, sont en augmentation sérieuse (70.82 soit 164 % pour l'Office,

¹ L'Office en particulier, n'a appliqué uniformément les nouveaux prix de vente qu'à partir du 1^{er} janvier 1927.

² Au cours de l'année 1926 — sauf en décembre — la livre s'est tenue constamment au-dessus de ce cours. Si toutes les ventes de phosphates avaient été basées sur les nouveaux prix, nous aurions obtenu ainsi une limite inférieure des prix de vente.

Signalons d'ailleurs que plus le cours de la livre est élevé, plus est grande la différence de prix, exprimée en francs, existant entre les phosphates à haute teneur et ceux à teneur plus faible.

11.45 soit 115,5 % pour M'Dilla ¹). Une telle variation ne peut s'expliquer que partiellement par une amélioration des prix de revient.

Les prix de revient ainsi obtenus en déduisant le bénéfice industriel du prix de vente comprennent encore les frais de transport à la cote et les redevances aux différents gouvernements, frais et redevances qu'il y a lieu de déduire pour permettre la comparaison des prix de revient propres.

Frais de transport à la côte. — Nous avons déjà indiqué plus haut le prix de transport à la tonne payé par l'Office à la Compagnie des Chemins de fer du Maroc depuis le 1^{er} janvier 1926 (20 francs pour chacune de 500,000 premières tonnes, 18 francs pour chacune des tonnes comprises entre 500,000 et 1 million et 17 francs au-delà, ce qui donne pour 1926, 19.14 fr. de moyenne à la tonne) ; mais nous n'avons pu connaître avec certitude le prix de transport payé à la même compagnie avant le 1^{er} janvier 1926, car, pour cette période qui va de 1923 à la fin de 1925, — et pendant laquelle le prix de transport du phosphate était réglé suivant une formule qui tenait compte des prix pratiqués

¹ 0.39 fr. soit 0.26 % d'augmentation seulement pour Gafsa (qui a peut-être profité de l'augmentation des prix de vente pour compter au prix de revient une partie de l'aménagement du nouveau siège de Moularès) et 3.01 fr. soit 21.9 % pour Constantine (où les travaux préparatoires auraient été particulièrement poussés et dont une partie du tonnage vendue en Angleterre et dans le Nord de l'Europe aurait été retenue à Bône par suite de la grève charbonnière anglaise).

par les chemins de fer tunisiens, — l'Office et la Compagnie des Chemins de fer du Maroc n'ont pu encore se mettre d'accord sur le règlement définitif de leurs comptes. Quoiqu'il en soit nous avons pu relever dans les rapports annuels de la Compagnie des chemins de fer du Maroc les renseignements suivants :

Années	Tonnage des phosphates transportés à Casablanca	Tonnage des marchandises transportées à Kourigha	Recettes approximatives
1923	50,330	3,432	900,000
1924	361,075	22,372	7,000,000
1925	724,450	?	12,500,000

D'où nous déduisons, — en supposant que les marchandises soient soumises au même tarif de transport que le phosphate (en réalité les tarifs qui leur sont appliqués sont très supérieurs) et que le tonnage de marchandises transportées en 1925 ait été le même que celui transporté en 1924 — les prix de transport maximum par tonne de phosphate de 16.75 fr. pour 1923, 18.25 fr. pour 1924, 16.75 fr. pour 1925, chiffres assez voisins de celui de 16 francs par tonne indiqué par la *Vigie marocaine* dans un article sur l'Office et que nous adopterons.

Nous avons vu également qu'en 1921, l'Office a payé aux Chemins de fer militaires 55 francs par tonne transportée de Bou Jniba à Casablanca et qu'à partir de l'année 1922 le prix de ce transport a été réduit à 50 francs.

Pour les années 1923 et 1924 il y a lieu de combiner

les tarifs de deux compagnies, ce qui donne 39.32 fr. pour 1923, et 20.13 fr. pour 1924 ¹.

La *Compagnie de Gafsa* transporte la majeure partie de sa production par son propre chemin de fer ; mais elle s'est engagée envers le gouvernement tunisien par une convention de 1906 à transporter obligatoirement 250,000 tonnes par la ligne Henchir Souatir à Housse, appartenant à la Régence mais exploitée par une compagnie fermière, la Compagnie du Bône-Guelma. Nous ignorons naturellement le prix auquel revient à la Compagnie de Gafsa le transport de son phosphate sur sa propre ligne, mais étant donné les faibles différences de longueurs entre les deux lignes (Redeyeff-Sfax : 285 km, Henchir-Sonatir Sousse : 300 km.) nous ne commettons pas une grosse erreur en supposant que tout le phosphate produit par la Compagnie de Gafsa supporte des frais de transport correspondant aux tarifs pratiqués par la Compagnie du Bône-Guelma de Henchir-Souatir à Sousse (quai) et qui ont été les suivants :

¹ Il faut encore tenir compte du transport de phosphate de Bou Jniba à Kourigha. En réalité l'Office aurait pu s'éviter ces frais de transports supplémentaires (transport qui a commencé en 1923). Nous obtenons certainement une limite supérieure du prix de revient de ce transport en adoptant comme prix de revient kilométrique celui que payait l'Office aux C. M. M., ce qui nous donne pour les 12 km. séparant Bou Jniba de Kourigha (et compte tenu de transport de 11 tonnes pour le prix de 10) 3 fr. 20 par tonne. Il faut enfin répartir ces dépenses sur le tonnage global. On a finalement une dépense par tonne de 0,71 en 1923, 1,16 pour 1924, 1,43 pour 1925, 1,18 pour 1926.

1914	Fr. 9 00
1 ^{er} août 1920	» 20 30
1 ^{er} février 1921	» 25 85
1 ^{er} mars 1922	Fr. 21 70
1 ^{er} décembre 1923	» 21 10
4 mai 1925	» 23 65
1 ^{er} février 1926	» 23 95
10 juin 1926	» 25 50
15 octobre 1926	» 32 00

Nous adopterons donc les prix de transport moyens à la tonne suivants :

25.40 fr. pour 1921 ; 22.40 fr. pour 1922 ; 21.65 fr. pour 1923 ; 21.10 fr. pour 1924 ; 22.80 fr. pour 1925 et 26.10 fr. pour 1926.

La Compagnie des Phosphates de Constantine est soumise pour ses transports de phosphates de Tébessa à Bône (235 km.) au 2^e du § 1^{er} du tarif spécial PV N° 22 des Chemins de fer algériens de l'Etat qui prévoit un tarif dégressif avec la distance. Voici quels ont été les tarifs successifs du 1^{er} janvier 1921 au 31 décembre 1926 ¹.

du 1 ^{er} janvier 1921 au 31 janvier 1923	Fr. 17 149
du 1 ^{er} février 1923 au 31 décembre 1924	» 17 032
du 1 ^{er} janvier 1925 au 30 juin 1925	» 17 199
du 1 ^{er} juillet 1925 au 14 juin 1926	» 17 228
du 15 au 30 juin 1926	» 19 058
du 1 ^{er} juillet 1926 au 31 décembre 1926	» 19 345

¹ Non compris le transbordement mécanique à l'oued Keberit que la Compagnie de Constantine assure elle-même. De Tébessa

Nous adopterons donc les prix moyens de transport à la tonne suivants :

17.15 fr. pour 1921 et 1922; 17.05 fr. pour 1923 et 1924; 17.20 fr. pour 1925; 18.35 fr. pour 1926 ¹.

Les exploitations de la *Compagnie des Phosphates de M'Dilla* sont reliées à Gafsa par une voie de 18 km. ² et à partir de Gafsa jusqu'à Sfax (200 km.) le transport est assuré par les soins de la Compagnie des Phosphates et du Chemin de fer de Gafsa, le tarif de transport étant de 22.80 fr. par tonne depuis le 15 octobre 1926, en supposant que ce tarif ait varié proportionnellement à celui appliqué sur la ligne d'Henchir-Souatir à Sousse nous avons les prix de transport suivants: 15,95 fr. pour 1922, 15.45 fr. pour 1923, 15.05 fr. pour 1924, 16.25 fr. pour 1925, 18.60 fr. pour 1926.

Redevances payées par l'Office, les Compagnies de Gafsa, de Constantine et de M'Dilla aux divers gouvernements nord-africains.

L'Office est soumis à un droit ad valorem à l'exporta-

à Kouif il y a encore 23 km. Nous sommes certainement en-dessous de la vérité en estimant à 1/10 du prix de transport Tebessa-Bône, le prix du transport Kouif-Tebessa et du transbordement à l'Oued Keberit.

¹ Notons ici combien le tarif pratiqué par la Compagnie des Chemins de fer du Maroc est élevé par rapport à ceux pratiqués par les compagnies de chemins de fer algéro-tunisiennes.

² Nous tiendrons compte de ces 18 km. en majorant de 1/10 les prix de transport Gafsa-Sfax.

tion qui a été de 3 % jusqu'au 1^{er} janvier 1925, et qui est maintenant de 5 % depuis le 1^{er} janvier 1925.

La *Compagnie de Gafsa*¹ paie 1.52 fr. par tonne transportée par ligne d'Henchir-Souatir à Sousse, que ce phosphate provienne ou non de la concession d'Aïn-Moularès adjugée en 1905 (Convention de 1906 modifiée par celle de 1909). Elle a payé 1.50 fr. par tonne de

¹ *Redevances payées par la Compagnie de Gafsa au Gouvernement Tunisien* d'après la nouvelle convention de 1926 qui règle la participation de la Régence aux bénéfices d'une façon très originale.

1^o *Phosphates provenant de la concession de Gafsa* :

1.50 fr. par tonne.

A cette redevance s'en ajoute une autre basée sur les bénéfices réalisés durant l'année précédente et calculée comme suit :

Du solde créditeur du compte de Profits et Pertes, on retranche :

a) les revenus des placements de fonds, des créances et des valeurs en portefeuille,

b) le montant des amortissements prélevés sur les bénéfices par décision de l'Assemblée Générale et correspondant à des travaux effectués postérieurement au 1^{er} janvier 1926,

c) une somme de 22 millions.

Le surplus est alors réparti entre les phosphates extraits de la concession de Gafsa et ceux provenant des autres concessions exploitées par la Compagnie de Gafsa, au prorata des tonnages exportés.

La part ainsi attribuée aux phosphates extraits de la concession de Gafsa sert de base au calcul de la deuxième redevance; elle est divisée en tranches de 5 millions de francs, la dernière pouvant être inférieure à ce chiffre et la Compagnie de Gafsa paie au Gouvernement Tunisien:

2.5 % sur la première tranche,

5 % sur la deuxième tranche,

10 % sur la troisième tranche,

15 % sur la quatrième tranche,

20 % sur la cinquième tranche,

25 % sur le surplus.

1921 à 1926 (Convention de 1896, modifiée par celle de 1909).

La *Compagnie des Phosphates de Constantine*, estimant que le chiffre de la redevance qu'elle paie au gouvernement algérien présente un caractère confidentiel (?), n'a pas voulu nous le communiquer. Mais M. Dussert ¹ indique que pour 1923, l'Algérie a encaissé 1,036,215 francs de redevances pour les phosphates, pour une production de 478,441 dont 384,352 provenant du Kouif, on obtient ainsi 2.16 fr. comme redevance moyenne à la tonne; étant donné l'importance de la production du Kouif par rapport à l'ensemble de la production algérienne, et comme nous ne cherchons qu'une limite supérieure du prix de revient, nous ne serons pas très éloignés de la vérité en adoptant le chiffre de 2 fr. par tonne.

Les sommes de 22 millions et de 5 millions ci-dessus mentionnées seront, chaque année, adaptées à la situation économique en les multipliant par le rapport entre la moyenne des indices généraux des prix de gros établis par le Service de la Statistique générale de la France pour l'année dont les bénéfices servent de base au calcul de la redevance et la moyenne correspondante pour l'année 1925.

Toutefois jusqu'en 1929 inclus la moyenne prise comme terme de comparaison sera celle de l'année 1926.

2° *Phosphates provenant de la concession d'Aïn-Moularès.*

1.52 fr. par tonne.

¹ Gisements algériens de phosphate de chaux, *Annales des Mines* (1924).

Enfin la *Compagnie des Phosphates de M'Dilla* paie une taxe d'adjudication à la tonne de 4.43 fr.

Ces redevances ou taxes d'adjudication sont à majorer d'un droit par tonne exportée qui est de 0.50 fr. pour l'Algérie et de 1 francs pour la Tunisie ¹.

² Le droit de sortie n'a été appliqué en Tunisie qu'à partir du 1^{er} janvier 1921. D'abord de 2 francs par tonne, il a été réduit à 1 franc à partir du 1^{er} janvier 1922. Outre le droit de sortie, la Tunisie perçoit un droit d'extraction de 0.50 fr. par tonne qui vient s'ajouter à la taxe d'adjudication.

Les tableaux qui suivent permettent la comparaison des résultats obtenus par l'Office et par les trois autres Compagnies phosphatières dont nous venons de parler.

Tableau I

REDEVANCES ET FRAIS DE TRANSPORT A LA SOURCE												
ANNEE	OFFICE			CAFEA			CONSTANTINE			M'DILLA		
	Frais de transport	Droit à l'exportation	Total	Frais de transport	Droits d'extraction et de sortie	Total	Frais de transport	Droits d'extraction et de sortie	Total	Frais de transport	Droits d'adjudication et de sortie	Total
1921	55	3 66	58 66	25 40	3 50	28 90	18 86	2 50	21 36	—	—	—
1922	50	2 69	52 69	22 40	2 50	24 90	18 86	»	21 36	17 55	5 93	23 48
1923	40 03	2 59	42 62	21 65	»	24 13	18 75	»	21 25	17 00	»	22 93
1924	21 29	2 74	24 03	21 10	»	23 60	18 75	»	21 25	16 55	»	22 48
1925	17 43	5 01	22 44	22 80	»	25 30	18 92	»	21 42	17 87	»	23 80
1926	20 32	5 58	25 90	26 10	»	28 60	20 18	»	22 68	20 46	»	26 39

Tableau II

Année	CAPITAL ACTIONS				TONNAGE VENDU			
	Office	Gafsa	Constantine	M'Dilla	Office	Gafsa	Constantine	M'Dilla
1921	7,500,000	36,000,000	30,000,000	16,000,000	8,232	974,153	346,000	—
1922	22,200,000	»	»	»	79,815	1,496,342	430,000	17,000
1923	36,000,000	»	»	21,400,000	190,723	1,538,767	487,328	84,000
1924	»	»	»	29,000,000	430,441	1,715,958	720,023	143,000
1925	»	»	»	»	721,228	1,829,582	645,659	266,102
1926	»	»	»	40,000,000	885,720	1,880,533	601,674	268,000
Totaux					2,316,159	9,435,335	3,230,684	778,102

Tableau III

	PRIX DE VENTE D'APRÈS LES COURS OFFICIELS								PRIX DE VENTE D'APRÈS LES STATISTIQUES OFFICIELLES			
	A l'unité				A la tonne							
	Office	Gafsa	Constantine	M'Dilla	Office	Gafsa	Constantine	M'Dilla	Office	Gafsa	Constantine	M'Dilla
1921	1 55	1 10	1 10	1 10	115 94	70 40	73 15		125 82	68	68	—
1922	»	0 95	0 95	0 95	117 66	60 80	63 17	61 75	92 35	55	60	57 5
1923	»	1 00	1 00	1 00	118 02	64 00	66 50	65	89 11	60	62	61
1924	»	1 15	1 15	1 15	117 80	73 60	76 48	74 79	94 38	60	63	61 5
1925	1 75	»	»	»	132 56	»	»	»	105 48	55	63	59
1926	5 d	3d1/16	3d1/16	3d1/16	196 40	101 30	106 18	103 25	—	—	75	—

Tableau IV

Année	BÉNÉFICES INDUSTRIELS							
	Totaux				A la tonne			
	Office	Gafsa	Constantine	M'Dilla	Office	Gafsa	Constantine	M'Dilla
1921	79,681 96	10,856,325 25	5,588,315 57	—	9 68	11 14	16 15	—
1922	217,079 17	18,957,385 20	6,564,954 91	6,305 50	2 72	12 66	15 27	0 37
1923	927,552 55	20,923,799 49	7,406,469 00	734,243 91	4 86	13 59	15 20	8 74
1924	18,321,509 26	23,655,233 16	8,259,171 97	1,793,725 92	42 56	13 78	11 47	12 54
1925	31,127,007 51	25,096,930 40	8,854,472 10	2,614,706 66	43 16	13 71	13 71	9 82
1926	100,955,239 72	26,532,342 07	10,060,147 93	5,700,210 08	113 98	14 10	16 72	21 27
Totaux	151 628,070 17	126,022,015 57	46,733,531 48	10,849,192 07	64 82	13 36	14 46	13 94

Tableau V

Année	PRIX DE REVIENT BRUTS				A DÉDUIRE POUR REDEVANCES ET FRAIS DE TRANSPORT				PRIX DE REVIENT NETS			
	Office	Gafsa	Constantine	M'Dilla	Office	Gafsa	Constantine	M'Dilla	Office	Gafsa	Constantine	M'Dilla
1921	116 14	56 86	51 85	—	53 66	28 90	21 36	—	57 48	27 96	30 49	—
1922	89 63	42 34	49 73	57 13	52 69	24 90	21 36	23 48	36 94	17 44	28 37	33 65
1923	84 25	46 41	46 80	52 26	42 62	24 15	21 25	22 93	41 63	22 26	25 55	29 33
1924	51 82	46 22	51 53	48 96	24 03	23 60	21 25	22 48	27 79	22 62	30 28	26 48
1925	62 32	41 29	49 29	49 18	22 44	25 30	21 42	23 80	39 88	15 99	27 87	25 38
1926	82 42	87 20	89 46	81 98	25 90	28 60	22 60	26 39	56 52	58 60(?)	67 78(?)	55 59(?)

Tableau VI

Année	DIFFÉRENCE entre le prix de revient de l'office et LE PLUS HAUT des trois autres		MANQUE A GAGNER DE L'OFFICE (chiffres arrondis)	DIFFÉRENCE entre le prix de revient de l'office et LE PLUS BAS des trois autres		MANQUE A GAGNER DE L'OFFICE (chiffres arrondis)
	en % (1)	en valeur absolue		en % (1)	en valeur abs	
1921	47	26 99	222,000	51	29 52	243,000
1922	9	3 29	262,000	53	19 50	1,556,000
1923	30	12 30	2,346 000	41 5	19 37	3,694,000
1924	—	—	—	18 5	5 17	2,225,000
1925	30	12 01	8,662,000	58 5	23 39	16,869,000
1926	—	—	—	37	0 93	824,000
			11,492,000			25,411,000

Tableau VII

Année	RÉSERVES ET AMORTISSEMENTS							
	Montant total				A la tonne			
	Office	Gafsa	Constantine	M'Dilla	Office	Gafsa	Constantine	M'Dilla
1921	79,681 96	2,509,654	672,842	—	9 68	2 57	1 94	—
1922	180,000 00	5,747,013	328,405	—	2 25	3 84	0 76	—
1923	808,388 23	5,300,249	370,458	821,176	4 24	3 44	0 76	9 77
1924	10,103,597 09	5,645,198	413,548	1,895,590	23 47	3 28	0 57	13 25
1925	14,229,768 94	4,767,559	444,700	2,632,202	19 73	2 60	0 68	9 89
1926	27,361,163 35	4,201,369	3,748,455	1,666,875	30 89	2 23	6 23	6 22
Total	52,762,599 57	28,171,042	5,978 408	7,015,843	22 78	2 98	1 85	0 90

1 En % du prix de revient de l'Office.

Tableau VIII

Année	DIVIDENDES ET TANTIÈMES											
	Montant total				A la tonne				En 0/0 du capital			
	Office	Gafsa	Constantine	M'Dilla	Office	Gafsa	Constant.	M'Dilla	Office	Gafsa	Constant.	M'Dilla
1921	—	8,988,940	4,921,217	—	—	9 22	14 22	—	—	24 9	16 4	—
1922	—	13,965,898	6,236,984	—	—	9 33	14 50	—	—	38 7	20 8	—
1923	—	16,730,875	7,026,936	—	—	10 87	14 42	—	—	46 4	23 4	—
1924	5,886,049 92	18,942,857	7,817,870	—	13 67	11 03	10 85	—	16 3	52 0	26 0	—
1925	2,520,000 00	21,707,834	8,222,465	—	3 49	11 86	12 74	—	7 5	60 2	27 4	—
1926	39,320,000 00	23,366,280	6,390,585	1,178,776	44 39	12 42	10 62	15 59	109 2	64 9	21 3	10 9
	44,726,049 92	103,702,684	40,616,057	4,178,776	20 60	10 99	12 57	5 37	33 1	47 85	22 5	2 0

Voyons les conclusions qu'il est possible de tirer des tableaux comparatifs que nous venons ainsi de dresser.

D'abord s'il y a peu de différence entre les divers prix de vente des phosphates algériens et tunisiens, il en existe au contraire beaucoup entre le prix de vente le plus élevé de ces phosphates à moyenne teneur et celui du phosphate marocain à haute teneur; de 1921 à 1925 cette différence a été comorise entre 27 et 57 francs ¹; en 1926 elle a varié avec le cours de la livre (110 francs pour le cours moyen de 152.77

¹ D'après les statistiques douanières qui, nous l'avons vu, semblent donner des cours un peu bas pour le phosphate marocain. D'après les cours officiels, cette différence de prix ne serait jamais descendue au-dessus de 40 francs.

francs) ; actuellement que la livre est stabilisée et malgré la création d'une catégorie 65-70 qui a rapproché le prix de vente des plus riches phosphates algéro-tunisiens de celui des phosphates à haute teneur, elle dépasse 80 francs.

Pendant les premières années d'exploitation de l'Office, cette différence de prix à la tonne en sa faveur ne s'est pas retrouvée comme on aurait pu le croire sur le bénéfice industriel à la tonne qui est demeuré inférieur à celui obtenu par les autres sociétés phosphatières que nous avons considérées. Il est vrai qu'une partie de cette différence de prix a été absorbée par les frais de transport payés aux Chemins de fer militaires du Maroc. Mais le prix de revient propre de l'Office n'en demeure pas moins supérieur de 3 francs en 1922, 12 francs en 1923 à celui de la compagnie de M'Dilla qui, étant également à ses débuts, avait à ce moment le prix de revient le plus élevé des trois compagnies privées que nous considérons. C'est là le résultat des hésitations de l'Office qui comme nous l'avons vu précédemment avait entrepris à la fois le long de sa voie de 0.60 m. Bou Jniba-Kourigha, le fonçage de deux descenderies sans s'être éclairé par des reconnaissances suffisantes, — qui ensuite les abandonna sans motifs décisifs, — qui avait hâte de s'installer à Kourigha et considérait que son siège de Bou Jniba devait être arrêté d'un jour à l'autre, d'où une préparation irrationnelle. La préparation de la division I grevait le prix de revient, tandis que faute de moyen d'évacuation

son tonnage restait en stock au fond d'un ravin ¹. D'autre part des travaux dispendieux et inutiles étaient entrepris telle, malgré l'excellente tenue des terrains, une galerie de roulage principale en maçonnerie de béton.

Il a fallu ainsi attendre 1924 pour voir s'améliorer le prix de revient de l'Office, qui passe de 57.48 fr. à 27.79 fr., amélioration due à l'emploi de méthodes plus rationnelles ², à l'arrêt des travaux inutiles et à l'augmentation du tonnage exporté (430,441 tonnes contre 190,723 tonnes l'année précédente), cette augmentation de tonnage ayant été elle-même rendue possible d'une part par la mise en service du chemin de fer à voie normale et du traînage de la division I, d'autre part, par la mise à la disposition de l'Office d'un nouveau contingent de détenus. Cependant le prix de revient reste encore supérieur de plus de 5 francs à celui des phosphates de Gafsa (qui de 1921 à 1925 ont le meilleur prix de revient des quatre compagnies considérées).

Pour l'exercice 1925 l'amélioration du prix de revient ne se maintient pas et les dépenses par tonne croissent

¹ On pourrait objecter que même s'il avait été possible de remonter les produits provenant de la Division 1 on n'aurait pu les expédier à Casablanca en raison de la capacité de transport limitée du chemin de fer à voie étroite. Mais en 1922 celui-ci n'a transporté que 89,432 tonnes contre 143,652 en 1923, donc il aurait pu en évacuer davantage et en 1923 on aurait pu réduire la production de Bou Jniba.

² Adoptées sur les recommandations d'un inspecteur général des mines, appelé de France en consultation par le gouvernement chérifien qui s'inquiétait des résultats obtenus jusque là par l'Office qui lui paraissaient insuffisants.

d'une douzaine de francs dépassant celles de 1922. Cette augmentation ne semble être justifiée qu'en partie par une épidémie de typhus qui désorganisa la production de la division I au début de l'année, par l'augmentation commençante du prix de la vie, c'est-à-dire aussi des salaires et des approvisionnements ¹. Quoiqu'il en soit en 1925, le prix de revient a été supérieur de 12 francs, soit près de 78 % à celui des phosphates de Constantine (qui en 1925 ont un prix de revient plus élevé que Gafsa et M'Dilla).

En 1926 nouvelle augmentation du prix de revient qui s'explique cette fois par le renchérissement de toutes choses au cours de 1926 et qu'on retrouve du reste chez les autres sociétés phosphatières. Le prix de revient de l'Office ne serait plus supérieur qu'à celui des phosphates de M'Dilla et l'Office ne pourrait plus encourir le reproche de ne pas obtenir les mêmes résultats que les compagnies privées. Mais étant donné l'incertitude où nous sommes des prix de vente moyens pour 1926, nous n'oserions affirmer que ce résultat ait été réellement atteint ².

¹ Elle paraît d'autant moins justifiée que d'une part le tonnage vendu par l'Office est passé en 1925 de 430,441 tonnes à 721,228 tonnes, ce qui aurait dû correspondre à une diminution des frais généraux par tonne et que, d'autre part, les prix de revient des phosphates algéro-tunisiens ont été plutôt en baisse en 1925.

² En prenant pour base la statistique douanière de l'Algérie qui paraît être la plus exacte, le prix de revient des phosphates de Constantine ne se serait encore élevé en 1926 qu'à 35.60 fr.

La comparaison des résultats obtenus en 1927, année de stabilisation, sera particulièrement intéressante.

Quoiqu'il en soit, même en admettant qu'en 1926 l'Office ait obtenu des résultats normaux, il n'en reste pas moins vrai qu'on peut estimer qu'il aurait dû réaliser de 1921 à 1926 des bénéfices industriels supérieurs de 11,500,000 fr. au moins à ceux qu'il a, en fait, obtenus. C'est là tout à fait un minimum car si on compare le prix de revient de l'Office avec le prix de revient de Gafsa, on trouve un manque à gagner de la part de l'Office de 25,500,000 francs. Or, au cours de cette comparaison, nous avons toujours favorisé l'Office par rapport aux autres compagnies et, d'autre part, le gisement de Kourigha est certainement de beaucoup le plus facile de l'Afrique du Nord. Est-il possible qu'une partie de ces 25,500,000 francs correspondent à des amortissements ou des travaux neufs comptés au prix de revient? Nous ne le croyons pas. Nous avons déjà indiqué le chiffre de dépenses pour travaux neufs de 68.75 francs par tonne de capacité de production. Or les Phosphates de M' Dilla pour une capacité de production de 600,000 tonnes ont immobilisé 38,608,000 francs soit 64.35 fr.; les Phosphates de Gafsa, pour passer de 1919 à 1927 d'une capacité de production de 1,400,000 tonnes à une de 2,000,000 tonnes, ont augmenté leurs comptes Mines, Embarquement, Domaine et immeubles de 39 millions 503,000 francs, soit environ 66 francs par tonne. Nous pouvons donc conclure qu'une grosse partie tout au moins des 25,500,000 francs en question proviennent bien d'un manque à gagner réel pour l'Office d'abord et

l'Etat chérifien ensuite, qui au lieu de 47,725,000 francs aurait pu toucher 73,225,000 francs, soit une majoration de plus de 50 %.

Imaginons que le gisement de Kourigha au lieu d'être exploité par l'Office ait été amodié à une société privée qui se serait engagée à payer à l'Etat comme redevance à la tonne, 1^o, 85 % de la différence entre le prix de vente de son phosphate et celui du phosphate du Gafsa ¹, 2^a, à partir de la mise en marche de la voie normale, la différence entre les prix de transport sur la ligne de Sousse et sur la ligne de Casablanca. Naturellement jusqu'à la mise en marche de la voie normale, la société aurait au contraire été créditée de la différence, puisque jusque là c'était Gafsa qui payait moins cher. Cette société aurait naturellement payé comme l'Office les droits de sortie *ad valorem* et passé avec l'Etat la convention concernant les Chemins de fer et l'Energie électrique du Maroc.

¹ 85 % afin qu'elle soit intéressée à vendre son phosphate dans les meilleures conditions possibles. Les 15 % accordés à la société auraient pu être réduits à 10 % au bout de dix ans par exemple.

Voyons les redevances que l'Etat aurait ainsi touchées :

	Prix de vente			85 % de la diffé- rence	Diffé- rence de prix de trans- port	Total par tonne	Tonnage exporté	Redevance totale
	Maroc	Gafsa	Diffé- rence					
1921	125 82	68 09	57 82	49 15	29 60	19 55	8,181	159,938 55
1922	92 35	55	37 35	31 75	-27 60	4 15	79,781	331,091 15
1923	89 11	60	29 11	24 74	17 67	7 07	190,505	1,346,870 35
1924	94 38	60	34 38	29 22	+0 97	30 19	429,998	12,981,639 62
1925	105 48	55	50 48	42 90	+6 80	49 70	711,887	35,380,783 90
1926	196 40	101 30	95 10	80 83	+6 96	87 79	870,642	76,433,661 18

L'Office aurait ainsi encaissé de 1921 à 1926 : 121 millions 633,984 fr. au lieu de 47,726,049 fr., soit 73,907,935 ou 155 % de plus et même, comme en réalité, l'Etat chérifien a dû utiliser, sur les 42,726,049 fr. versés par l'Office, 12,513,300 francs pour payer au Crédit foncier les intérêts de la dotation de l'Office, le bénéfice supplémentaire obtenu aurait été de 86,421,235 francs soit 245 % de plus que le bénéfice net de 35,212,749 francs réellement entré dans les caisses de l'Etat et pourtant la société exploitante aurait trouvé

aussi largement ses bénéfices ¹ ainsi que l'Etat français qui aurait perçu la taxe de transmission et l'impôt sur les revenus mobiliers.

Au cours de la séance du Conseil de gouvernement du 28 juin 1927, le directeur général des finances a exposé un nouveau programme de travaux à exécuter en cinq ans au moyens de ressources à demander à l'emprunt ², le montant total du nouveau projet s'élevant à 982 millions, mais l'Office des Phosphates devant fournir un fonds de concours de 200 millions ³, il suffira de recou-

¹ Car les conditions techniques d'exploitation du gisement étant plus favorables à Kourigha qu'à Gafsa, elle était certaine de régulariser les bénéfices de Gafsa. La taxe *ad valorem* à payer à l'exportation pouvait être assimilée aux redevances diverses payées par Gafsa. Il lui restait donc encore comme super-bénéfice, la différence entre sa part sur la différence des prix de vente et les sommes payées à l'Etat pour la convention des Chemins de fer et de l'Energie électrique du Maroc.

Cela ne veut du reste pas dire que cette société n'aurait pas dû se créer à un capital supérieur à 36 millions ou procéder à partir de ce capital de base à des augmentations de capital ou à des émissions d'obligations, naturelles en période de développement ; mais l'Etat n'aurait pas eu à intervenir, il aurait encaissé des sommes plus importantes, qui auraient été pour lui un profit net, tandis qu'il ne faut pas oublier que l'Etat a emprunté les 36 millions de la dotation au taux de 7,87 % et qu'il y a lieu encore de déduire cet intérêt des sommes versées par l'Office pour connaître le gain net réalisé par l'Etat qui n'atteint plus ainsi que 35,212,000 francs pour les six exercices.

² Le projet de loi autorisant le gouvernement chérifien à contracter un emprunt de 819,822,000 francs a été adopté à la Chambre des députés le 6 mars 1928 par 400 voix contre 25, un député communiste seul ayant pris la parole sur le projet. Il a été adopté ensuite sans plus de difficulté par le Sénat.

³ Soit 40 millions par an, c'est-à-dire qu'on a pris comme base

rir à l'emprunt pour 782 millions. Un délégué au troisième collège a estimé (à juste titre, nous le savons maintenant) que l'Office des Phosphates pourrait verser en cinq ans une contribution supérieure à celle de 200 millions qui est prévue.

Le Résident général lui a fait observer que « le versement de ces 200 millions constitue l'aide que l'Etat attend d'une manière certaine de l'Office. Si les résultats de l'exploitation le permettent par la suite, l'Office apportera d'autres contributions au budget ordinaire des exercices à venir ».

Et nul, en effet, ne peut douter qu'il en apportera. Vendant son phosphate 95 francs plus cher que celui de Gafsa et payant au moins dix francs de moins de transport ¹, son bénéfice net minimum par tonne doit être de 105 francs, soit en 1927 pour 1,200,000 tonnes, 126 millions, nous avons vu qu'il avait besoin de 16 millions par an pour sa réserve de travaux neufs, comptons même 18 millions, soit 15 francs par tonne. L'Etat chérifien devrait toucher ainsi en 1927, 108 millions ou

le versement de l'Office en 1926; mais, n'oublions pas qu'en 1926 l'Office a remboursé l'emprunt à court terme de 30 millions, nous voilà donc déjà avec une possibilité de versement annuel de 70 millions pour 885,000 tonnes, soit sensiblement 80 francs par tonne. En 1927 où le tonnage exporté a atteint près de 1,200 mille tonnes, c'est 96 millions que l'Office devrait verser à l'Etat. Les 200 millions de contributions de l'Office pour le nouveau programme de travaux pourraient être versées en deux ans.

¹ En 1927, le prix moyen de la tonne transportée de Kourigha à Casablanca a été de 18.65 fr., tandis que Gafsa a payé 32 francs par tonne sur la ligne de Sousse.

90 francs par tonne. Quoique le chiffre de bénéfice à la tonne qui pourra être ainsi versé à l'Etat doive aller en croissant (car au fur et à mesure que le tonnage croîtra, les 16 ou 18 millions conservés à titre de réserve feront moins de 15 francs à la tonne) voyons ce que pourront représenter les ressources que l'Office assurera à l'Etat par rapport à l'ensemble du budget pour les dix prochaines années en supposant un versement à l'Etat de 90 francs par tonne.

Au cours de l'année 1927, les ventes de l'Office ont atteint le chiffre de 1,198,000 tonnes en augmentation de 312,280 tonnes sur l'année 1926 ; si cette progression de 300,000 tonnes par an se maintient, ce qui n'a rien d'impossible, la production de l'Office atteindrait 2 millions 100,000 tonnes en 1930 (ce qui donnerait au budget une contribution de 189 millions), 3,000,000 de tonnes en 1923 (soit une contribution budgétaire de 270 millions), 4,200,000 de tonnes en 1937 (soit une contribution budgétaire de 378 millions). Le chiffre de 4 millions de tonnes est croyons-nous, la limite que s'est fixée provisoirement l'Office, du reste si la progression annuelle, au lieu d'être de 300,000 tonnes n'était que de 200,000 tonnes (progression qu'au cours de la conférence du 20 juillet 1926 au ministère de l'Agriculture l'Office a pris l'engagement moral de ne pas dépasser), les deux millions ne seraient atteints qu'en 1931, les 3 millions en 1936 et les 4 millions en 1941. On peut compter que la progression de 200,000 tonnes est tout

à fait dans l'ordre des choses. Songeons qu'actuellement le budget de 1927 s'est élevé à 531,829,110 francs. Si nous comptons sur une progression de 25 millions par an ¹ nous pouvons établir le tableau suivant :

Année	Tonnage de phosphate exporté		Montant du budget (en milliers de francs)	Contribution de l'office (en milliers d frs)		Importance relative de la contribution de l'office dans l'ensemble du budget	
	Première hypothèse	Deuxième hypothèse					
	Augmentation de 300,000 tonnes par an	Augmentation de 200,000 tonnes par an		Première hypoth.	Deuxième hypoth.	Première hypoth.	Deuxième hypoth.
1928	1,500,000	1,400,000	575	135	126	23,50/0	21,90/0
1929	1,800,800	1,600,000	600	162	144	27 0/0	24 0/0
1930	2,100,000	1,800,000	625	189	162	30,20/0	25,90/0
1931	2,400,000	2,000,000	650	216	180	33,2	27,70/0
1932	2,700,000	2,200,000	675	243	198	36 0/0	29,40/0
1933	3,000,000	2,400,000	700	270	216	38,60/0	30,90/0
1934	3,300,000	2,600,000	725	297	234	41 0/0	32,20/0
1935	3,600,000	2,800,000	750	324	252	43,20/0	33,60/0
1936	3,900,000	3,000,000	775	351	270	45,30/0	34,80/0
1937	4,200,000	3,200,000	800	378	288	47,20/0	36 0/0

Heureux le contribuable marocain si les versements de l'Office ne sont pas utilisés à des dépenses somptuaires, mais à alléger la charge de l'impôt !

¹ Le budget de 1922 ne s'était monté qu'à 412,900,000 francs.

SECTION VIII

Renseignements statistiques divers

L'Office des Phosphates est soumis entièrement au droit commun comme le serait une exploitation privée quelconque. L'Office s'est attaché dans chacun de ses bilans à faire ressortir les sommes ainsi versées à l'Etat. Nous avons déjà dit que les minerais exportés du Maroc avaient payé jusqu'au 1^{er} janvier 1925 un droit de sortie de 3 % ad valorem, droit porté à 5 % à partir du 1^{er} janvier 1925 ¹. D'autre part toutes les marchandises importées paient un droit de 12,5 %. Les rapports du Conseil d'administration de l'Office ont donné pour chacun des trois premiers exercices la somme globale payée à l'Etat pour l'ensemble de ces deux droits ; nous pouvons ainsi, connaissant le tonnage exporté et la valeur moyenne annuelle de la tonne vendue, arriver à trouver la valeur des marchandises achetées hors du Maroc.

Les rapports du Conseil ont encore donné :

1° pour chacun des exercices 1921 à 1926, le montant des achats de matériel ou de matériaux faits par l'Office au commerce local ; (mais, à partir de 1924, des firmes marocaines ont servi d'intermédiaires pour certaines

¹ C'est le dahir du 19 décembre 1924 qui a rendu applicable à l'Office cette disposition de l'article 116 du dahir du 15 septembre 1923.

cominandes de matériel ou de charbon et les chiffres qui sont dès lors donnés, comme représentant la valeur des marchandises achetées au Maroc, représentent également — et vraisemblablement pour la plus grosse part — la valeur de marchandises importées au Maroc) ;

2° pour les exercices 1921 à 1924 seulement, le montant des versements au personnel appartenant à l'Office pour traitements, salaires, indemnités et primes.

Nous avons ainsi le tableau suivant.

ANNÉE	1921	1922	1923	1924	1925	1926
1. Valeur de la tonne à l'exportation ¹	125 82	92 35	89 11	94 38	105 48	117 31
2. Droit <i>ad valorem</i> par tonne . . .	13,66	2,69	2,59	2,74	5,01	5,58
3. Tonnage exporté.	8,181	79,781	190,805	429,998	711,887	870,642
4. Droits de douane correspondants .	29,942	214,611	494,185	1,178,195	3,566,554	4,858,182
5. Total des droits de douanes payés par l'office	109,657	604,330	1,579,649	?	?	?
6. Droits de douanes à l'importation .	79,715	389,719	1,085,464	?	?	?
7. Valeur correspondante des marchandises importées. .	637,723	3,117,752	8,683,712	?	?	?
8. Marchandises achetées au Maroc . .	1,695,421	4,122,785	6,417,966	16,620,865	13,506,217	23,094,260
9. Prix de transport jusqu'à la mine .	489,690	514,644	?	1,222,800	908,800	?
10. Valeur totale des marchandises achetées	2,902,546	8,144,900	?	?	?	?
11. Marchandises restantes en magasin. . .	515,669	1,463,035	2,731,266	5,311,476	7,922,361	16,395,071
12. Marchandises consommées .	2,386,877	6,681,865				
{ Total.						
{ par tonne extraite	72 33	69 32				
13. Versement au personnel	1,469,188	3,631,642	6,275,810	7,737,698	?	?
{ par tonne extraite						
{ Total	44 52	37 67	27 84	16 76	?	?

¹ Droits de sortie compris.

Les rapports du Conseil ont enfin donné d'autres renseignements statistiques que nous indiquons dans le tableau ci-dessous, qui n'ont pas été donnés pour l'exercice 1924 et qui, à partir de l'exercice 1925, se réduisent à l'indication du montant total des impôts payés par l'Office. (La plus grosse partie des sommes payées par l'Office à l'Etat chérifien à titres d'impôts provient du reste des droits de douane à l'exportation ou à l'importation comme on peut en juger par l'année 1924 où les droits de douane représentent 1,579,649.16 fr. contre 20,043 francs représentant l'ensemble des autres impôts.)

Année	Versements à l'office postal	Droits de mutation sur achats de terrain	Patente commerciale tertib ¹ , impôts divers	Ensemble des impôts payés à l'Etat chérifien	
				Montant total	par tonne vendue
1921	10,600 00	.	?	?	?
1922	17,925 87	46,650 60	?	?	?
1923	31,927 63		20,043 00	?	?
1924	?		?	?	?
1925	?		?	5,458,402 40	7 57
1926	?		?	7,384,623 33	8 34

¹ L'impôt du tertib, réglementé par un dahir du 10 mars 1915, frappe les cultures, les arbres fruitiers et le bétail.

CHAPITRE VII

L'Office chérifien des Phosphates et son personnel

Nous étudierons successivement les points suivants :

Contrat de travail ;

Participation aux bénéfices ;

Indemnités pour charges de famille et indemnités de
vie chère ;

Logements ;

Commerce local ;

Soins médicaux et pharmaceutiques ;

Accidents du travail.

SECTION PREMIÈRE

Le contrat de travail

§ 1^{er}. — LES EMPLOYÉS

Les employés ¹ sont engagés par contrats individuels d'une *durée* de cinq ans, avec période d'essai de trois à six mois au bout de laquelle l'employé est définitivement

¹ Les ingénieurs sont soumis aux mêmes règles que les employés, sauf en ce qui concerne leur avancement pour lequel aucune règle n'est prévue.

En outre de leur traitement fixe, les ingénieurs et les employés

embauché ou rapatrié. A l'expiration des cinq années prévues au contrat, celui-ci est renouvelé chaque année pour un an.

Il est accordé un *congé* payé d'un mois par an, mais les frais de voyage Kourigha-Bordeaux (ou Marseille) et retour ne sont remboursés que tous les deux ans. On a donc la faculté de ne prendre son congé que tous les deux ans. Le *congé* est alors de deux mois. On peut même ne prendre que trois mois tous les trois ans; dans ce cas les frais de voyage sont remboursés jusqu'au lieu de destination en France. Outre ce mois de congé il est accordé une permission à passer au Maroc dont la durée est de douze jours par an pour les agents des exploitations minières, de cinq jours pour les agents résidant dans les villes de la côte.

Chaque catégorie d'employés est divisée en classes; l'*avancement* à l'ancienneté a lieu tous les trois ans; un avancement au choix peut être accordé au bout de dix-huit mois. En fait, dans les premières années de son existence, l'Office usa extrêmement rarement de l'*avancement* au choix.

L'Office constitue à ses employés un *pécule* en leur mettant de côté chaque année un treizième mois de traitement. A l'expiration du contrat de cinq ans, la somme

des services techniques touchent depuis le second semestre 1924, une prime annuelle basée sur le prix de revient. Les employés des services non techniques touchent une gratification.

ainsi versée par l'Office est acquise à l'employé qui ne la touche cependant que si le contrat n'est pas renouvelé. En cas de renouvellement de contrat, elle porte seulement intérêt à 5 % (intérêt accordé par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse). A partir de la sixième année, le versement fait par l'Office est acquis, dans les mêmes conditions, à l'expiration de chaque contrat annuel. Il résulte de ce que nous venons de dire qu'en principe l'employé quittant l'Office avant l'expiration de ses cinq ans de contrat ne touche aucune part du pécule. Il est cependant fait exception en cas de départ pour raison de santé ou en cas de licenciement ; l'employé touche alors un pécule correspondant aux années passées au service de l'Office ¹.

Les employés viennent d'être récemment autorisés à contribuer à l'augmentation de leur pécule en donnant au caissier général délégation de déposer à leur compte, par accroît au mois versé par l'Office tous les ans, une somme (portant également intérêt à 5 %), retenue chaque mois sur le traitement, le maximum étant fixé pour chaque année à une somme égale à celle que versa l'Office et les sommes ainsi réservées n'étant mises à la disposition des titulaires du compte qu'à leur départ de

¹ Nous estimons qu'il est une formule de prévoyance bien préférable. C'est la participation de la société à laquelle appartient l'employé à la constitution d'une assurance, par exemple d'une assurance mixte en cas de décès et en cas de vie, qui assure le paiement d'un capital donné à l'assuré s'il parvient à l'âge de 55 ans, à sa famille s'il meurt avant cet âge.

l'Office. Nous avouons ne pas apercevoir l'intérêt d'une pareille innovation.

§ 2. — LES OUVRIERS

Les ouvriers européens sont répartis en trois classes :

les ouvriers à contrat qui sont soumis à toutes les règles concernant les employés ;

les ouvriers classés qui sont logés gratuitement par l'Office et qui ont droit à ne payer leur passage sur les paquebots Casablanca-Marseille (ou Bordeaux), qu'au tarif des réquisitions ¹ ; mais ils n'ont pas droit à des congés payés et en dehors de ces deux points, ils sont assimilés complètement aux ouvriers non classés ;

les ouvriers non classés qui sont en somme embauchés à la journée et à qui, en principe, en cas de renvoi aucun délai n'est accordé. En fait il est accordé des délais de huit à quinze jours.

L'ouvrier n'a absolument aucune garantie concernant son salaire qui est susceptible d'être modifié chaque quinzaine et même — à titre exceptionnel il est vrai — en cours de semaine.

Les ouvriers indigènes sont soumis au même régime que les ouvriers européens non classés. En cas de renvoi, il ne leur est généralement pas accordé de délai et ils sont réglés immédiatement.

¹ Quoique ses employés ne soient pas des fonctionnaires, l'Office règle leurs passages aux compagnies de navigation suivant les mêmes tarifs réduits accordés à l'Etat chérifien pour ses fonctionnaires.

SECTION II

La participation aux bénéfices

Le dahir du 7 août 1920 prévoit que sur les bénéfices est prélevée: « une part revenant au personnel de direction et d'exécution basée sur la production utile et le bénéfice réalisé dans l'exercice ».

Ce texte est absolument clair sur un point: tout le personnel de l'Office doit participer aux bénéfices car tout individu au service de l'Office appartient évidemment soit au personnel de direction soit au personnel d'exécution. Seuls les membres du Conseil d'administration — autres que le directeur général bien entendu — paraissent bien être exclus de la participation aux bénéfices, car ils ne font pas partie — à proprement parler — du personnel de l'Office.

En fait, l'Office n'a d'abord entendu par personnel que les employés pourvus d'un contrat, ensuite il a étendu le terme aux ouvriers européens (en effectuant des versements à une caisse de prévoyance dont nous parlerons plus loin ¹). Ne reste encore exclu que le personnel marocain, ce qui est certainement contraire à la lettre et à l'esprit du dahir du 7 août 1920 qui ne parle en effet que du « personnel » sans faire de distinction de nationalité. D'autre part, comment le sultan aurait-il pu éta-

¹ Mais son ordre de service général créant une caisse de prévoyance envisage cette création comme une mesure purement gracieuse et ne la rattache pas à l'obligation qui lui est faite de faire participer son personnel aux bénéfices.

blir une participation aux bénéfices réservée aux étrangers et dont seraient seuls exclus ses propres sujets marocains ! Nous trouvons donc dans le texte de ce dahir un nouvel argument en faveur de l'institution d'un pécule pour les détenus. Il serait évidemment plus délicat d'instituer la participation aux bénéfices des indigènes, libres ; mais peut-être y aurait-il là justement un moyen de tenir compte de leur assiduité et de les attacher à l'Office ¹.

Si le texte du dahir est clair en ce qui concerne ceux qui doivent bénéficier de la participation aux bénéfices, il est moins clair en ce qui concerne la façon dont devra se régler cette participation. Elle doit être basée non seulement sur le bénéfice, mais encore sur la production utile ². Mais pourquoi faire intervenir la production dans une question de participation aux bénéfices, alors surtout qu'en gros les bénéfices sont proportionnels à la production ? Le dahir ne précise pas davantage et par la suite aucun arrêté viziriel n'est venu le compléter sur ce point. En fait, la somme à répartir entre le personnel est laissée à l'entière latitude du Conseil d'administration ³. Si bien qu'il n'y a participation aux bénéfices que de nom et

¹ Depuis le 15 mars 1926 a été justement instituée une prime de régularité pour le personnel indigène travaillant *au fond*, prime de 1.50 fr. par jour (2 francs pour les ouvriers embauchés depuis plus d'un an) accordée à tout ouvrier qui a travaillé dans la quinzaine un nombre de jours égal au moins au nombre de jours ouvrables moins deux.

² C'est-à-dire sur la production en phosphate criblé et séché.

³ L'Office n'a jamais indiqué les sommes qu'il répartissait ainsi chaque année entre ses employés et dont il débite son compte

qu'en fait nous avons à faire à de simples gratifications, analogues à celles que de nombreuses sociétés privées ont l'habitude de donner à la fin de chaque année. La somme que touche chaque employé dépend de son traitement et de son ancienneté, mais la somme globale distribuée ne varie certainement pas proportionnellement aux bénéfices.

Nous avons dit que la participation des ouvriers aux bénéfices était réalisée sous la forme d'une *caisse de prévoyance* ¹ « pour les ouvriers européens, au mois ou à la journée, classés ou non, employés dans les divers services de l'Office ». Cette caisse de prévoyance créée à dater du 1^{er} janvier 1925 est alimentée : 1° par des versements effectués par prélèvement sur les bénéfices de chaque année lorsque le chiffre de ses bénéfices permettent de le faire, le montant du prélèvement étant fixé par le Conseil d'administration à la clôture de l'exercice ».

2° par des versements facultatifs effectués par l'ouvrier jusqu'à concurrence d'un montant maximum de 500 francs par an ².

d'exploitation. Pourtant l'article 9 de l'arrêté viziriel du 11 octobre 1921 prévoit expressément que cette somme sera prélevée sur les bénéfices après déduction des amortissements.

¹ Ordre de service général n° 11 du 22 août 1925. Un annexe en date du 7 septembre 1925 a précisé qu'il fallait entendre par « ouvriers européens » tous les agents européens à la journée occupant des fonctions dans les divers services (bureaux y compris).

² Nous ignorons le chiffre atteint par les versements facultatifs; il doit être vraisemblablement assez bas.

Au 31 décembre 1926, le montant total des comptes de la caisse de prévoyance se montait à 310,782.41 fr. (fonds de réserve compris) ;

La somme versée par l'Office est « répartie entre les ouvriers inscrits sur les feuilles de paye de la deuxième quinzaine de décembre, au prorata du montant des salaires perçus pendant l'année écoulée ». Par exception, la dotation allouée à la Caisse de prévoyance par prélèvement sur les bénéfices de l'année 1924 a été répartie entre les ouvriers présents à la fin de décembre 1924 au prorata des salaires perçus depuis leur entrée à l'Office.

Les comptes produisent un *intérêt* de 5 % (qui sera du reste toujours égal à celui accordé par la Caisse nationale des retraites) ; cet intérêt est capitalisé tous les ans au 31 décembre et ajouté à cette date au total de chaque compte.

A la fin de l'année, chaque ouvrier reçoit un *extrait* de son compte avec indication séparée de la partie du compte provenant des dépôts de l'ouvrier et de celle provenant des versements de l'Office ainsi qu'avec l'indication des intérêts afférents à chaque partie du compte.

Un *fonds de réserve* est constitué comprenant :

1° le montant des comptes individuels frappés de déchéance (ouvrier quittant volontairement l'Office avant

l'achèvement de sa dixième année de service ou licencié par mesure disciplinaire ¹⁾ :

2° les dons et legs faits à la caisse.

« Sur décision du Conseil d'administration, il pourra être prélevé chaque année une partie du fonds de réserve pour être réparti au même titre et dans les mêmes conditions que les versements de l'Office entre les comptes individuels. »

« Le montant du compte d'un agent mort en activité de service à quelque époque que ce soit est acquis :

» 1° à la veuve, en totalité, sauf le cas où il existerait un ou plusieurs enfants mineurs d'un premier lit. Dans ce cas il sera prélevé sur la totalité un quart au profit de l'orphelin du premier lit, s'il n'en existe qu'un, et la moitié s'il en existe plusieurs ;

» 2° aux descendants en cas de veuvage, séparation de corps ou divorce ²⁾ ;

» 3° aux descendants en ligne directe s'il n'y a ni conjoint survivant, ni descendant, ni ascendant. »

Il faut du reste noter que l'Office ne peut ainsi régler le sort du compte de l'ouvrier décédé que pour la part constituée par l'Office et encore si l'ouvrier a moins de

¹⁾ Si l'ouvrier est de nouveau embauché dans les cinq ans, il recouvre ses droits à son compte tel qu'il est liquidé au moment de son départ. Si le fonds de réserve était insuffisant, la somme serait prise sur les frais généraux de l'Office.

²⁾ Et pourtant si le jugement a prononcé le divorce aux torts du mari et l'a condamné à payer une pension à son ancienne femme ?

dix ans de service ¹. En dehors de ce cas — nonobstant les règles fixées par l'Office — les successeurs de l'ouvrier décédé seraient en droit de réclamer et obtiendraient sûrement le règlement du compte de leur parent suivant les règles du droit commun.

SECTION III

Indemnités pour charges de famille

§ 1^{er}. — LES EMPLOYÉS

Dès sa création l'Office a accordé à chaque employé marié une indemnité de 800 francs par an, qui s'augmentait de 800 francs par an et par enfant de moins de 21 ans jusqu'au troisième inclus, de 1,200 francs par an et par enfant à partir du quatrième. A partir de la fin de 1925, l'Office accorda l'indemnité de 1,200 francs dès le troisième enfant. Dès lors les indemnités pour charges de famille, versées par l'Office à ses employés, furent exactement celles que le gouvernement chérifien verse à ses fonctionnaires.

L'importance des charges de famille a également influé sur le taux des indemnités de vie chère — qui sont venues par la suite s'ajouter au traitement de telle sorte qu'au moment de la suppression de ces indemnités de vie chère, les indemnités pour charges de famille ont été portées à

¹ L'Office s'étant engagé, en effet, à verser le montant de son compte à l'ouvrier quittant l'Office après dix ans de service quel que soit le motif de départ, le montant total du compte n'est plus la propriété de l'Office mais celle de l'ouvrier.

1,800 francs pour l'employé marié avec augmentation de 1,500 francs par an et par enfant jusqu'au deuxième inclus, de 2,100 francs par an et par enfant à partir du troisième.

§ 2. — LES OUVRIERS

L'Office a accordé plus tardivement des indemnités de charges de famille aux ouvriers français et européens. Il peut sembler qu'en accordant des indemnités pour charges de famille aux ouvriers de nationalité étrangère, l'Office obéit seulement à des raisons d'humanité. En réalité, une importante minorité des ouvriers étrangers appartenant à la nationalité espagnole, facilement assimilable, il y a lieu de penser que beaucoup de leurs enfants seront plus tard des Français. Il a été fait toutefois une différence quant au taux de l'indemnité entre les ouvriers français et les ouvriers étrangers ¹. Ces indemnités pour charges de famille ne sont accordées qu'à partir du septième mois de présence et atteignent actuellement les chiffres annuels suivants :

	Ouvriers mariés	Supplément par enfant jusqu'au 4 ^e inclus	Supplément par enfant à partir du 5 ^e
Français	720	540	660
Européens	540	360	408

On ne peut que regretter que l'Office n'ait pas encore

¹ En raison du régime d'égalité internationale auquel est soumis le Maroc, on peut peut-être contester la légitimité de la distinction faite à ce sujet par l'Office entre Français et étrangers.

étendu l'excellent principe des indemnités pour charges de famille à ses ouvriers indigènes qui, en raison même de leur faible salaire, sont dans la misère dès qu'ils ont une famille un peu nombreuse à élever.

On notera que s'il y a une différence entre le taux de ces indemnités suivant qu'il s'agit d'ouvriers ou d'employés, tous les employés quelque soit leur traitement et qu'ils soient ingénieurs ou non touchent les mêmes indemnités. Il y aurait beaucoup à dire sur cette égalité un peu démagogique ¹. D'ailleurs si l'Office était resté loyale avec lui-même, il aurait donné à ses ouvriers les mêmes indemnités qu'à ses employés.

SECTION IV

Indemnités de vie chère

A partir du 1^{er} décembre 1925 l'Office alloua à son personnel une indemnité de vie chère indépendante du traitement ² et se montant à l'origine à 1,500 francs pour

¹ Un employé marié avec six enfants touche déjà du seul fait de ses charges de famille, 13,200 francs par an.

² On a déjà remarqué que les indemnités pour charges de famille étaient également indépendantes du traitement. Les unes et les autres ont donc tendance à niveller les traitements. Un employé de rang tout à fait inférieur, pour peu qu'il soit chargé de famille, pourra avoir un traitement supérieur à celui d'un ingénieur célibataire par exemple. C'est là une conséquence de l'esprit démagogique qui a pénétré au Maroc, après avoir en France conduit à multiplier par 6 ou 8 les traitements des cadres inférieurs de l'administration, alors que les traitements de hauts fonctionnaires n'ont été multipliés que par 3. D'ailleurs, par la suite, l'indemnité de vie chère fut majorée de 20 % du traitement atténuant ainsi l'effet de nivellement auquel nous venons de faire allusion.

les agents célibataires et 3,000 francs pour les agents mariés ; les ouvriers touchèrent également une indemnité journalière. Ces indemnités furent accordées en raison de l'augmentation continuelle du prix de la vie. Il s'agit du reste uniquement de l'augmentation du prix de la vie à Casablanca, car l'Office ne prit jamais en considération l'augmentation du prix de la vie à Bou Juiba ou à Kourigha, augmentation qui fut beaucoup plus rapide qu'à Casablanca puisque en 1921 les prix dans le bled étaient extrêmement bon marché et qu'ils devaient devenir petit à petit aussi cher qu'à Casablanca — sinon plus — en raison de l'augmentation de la population de Kourigha et de la facilité accrue des transports vers Casablanca.

Ces indemnités de vie chère plusieurs fois augmentées ont du reste été supprimées depuis le 1^{er} octobre 1927. Les traitements ont été modifiés en conséquence ¹ et même l'ancien total — traitement fixe, indemnité de vie chère — a été majorée en moyenne de 25 %. Les salaires des ouvriers ont été aussi majorés en conséquence.

SECTION V

Les logements

L'Office loge tout son personnel ² ; il loge gratuitement les ingénieurs, les employés et les ouvriers classés,

¹ Cette majoration a fait suite à une augmentation générale des fonctionnaires du Protectorat réalisée au cours de l'été 1927.

² Il délivre aussi gratuitement, dans la mesure des possibilités, des

moyennant une faible rétribution (13 francs ¹ par pièce et par mois), les ouvriers non classés.

Les premiers Européens qui en mars 1921 vinrent ouvrir l'exploitation, couchèrent sous la tente, puis on éleva à Bou Jniba des baraquements en bois et des châlets également en bois et de type à double cloison (dit colonial) puis des maisons en terre qui, couvertes en tuiles et blanchies, avaient extérieurement un aspect assez coquet. C'est le même aspect qu'offre actuellement le village de Kourigha, mais les maisons sont construites en pierres et — depuis que l'on a renoncé à utiliser le phosphate comme sable — elles sont même solidement construites.

Seuls les logements du directeur des exploitations, de l'ingénieur principal et du docteur ont un étage, tous les autres n'ont qu'un rez-de-chaussée.

Outre les maisons d'ingénieurs, il existe deux types de logements, logements d'employés, logement d'ouvriers et chaque type comprend lui-même un type plus grand pour famille nombreuse. Chaque maison — sauf celles des ingénieurs — comprend deux logements. Les pièces — un peu petites — sont disposées d'une façon

meubles en bois blanc : tables de cuisine, buffets, garde-manger, tabourets. Mais quoique le personnel ouvrier — et même employé — soit extrêmement sensible à l'obtention de ces meubles, la distribution qui en a été faite a toujours été peu abondante et très irrégulière.

¹ Le prix de location avait été primitivement de 7.50 fr. par pièce et par mois.

L'exploitation des phosphates

commode ; mais outre la cheminée de la cuisine il n'y a qu'une cheminée par maison, ce qui est peu pour un pays où il gèle un mois par an. En été, au contraire, l'orientation des maisons et de leurs ouvertures ayant été conçue *a priori* sans s'occuper de leur position par rapport aux points cardinaux, certaines pièces sont intenables.

A côté des maisons véritables, il existe une série de baraquements qui, de loin, avec leurs toits rouges, leurs volets verts et leurs murs blanchis à la chaux, font impression ; mais construits simplement avec des briques posées de champ dans les intervalles laissés par la charpente, ils constituent des logements tout-à-fait insuffisants. Ils servent actuellement d'abris à la majorité de la population ouvrière étrangère, population du reste assez peu soigneuse, si bien que ce quartier de Kourigha, surnommé le quartier latin, a beaucoup moins d'apparence que le reste du village ¹.

Les maisons sont entourées de petits jardins (on peut du reste regretter que l'Office, qui disposait d'une si vaste étendue, n'ait pas donné à chaque maison un plus grand jardin) et ont une cave ² par logement (cave petite,

¹ L'Office s'est toujours fié à la salubrité du climat pour éviter les épidémies. C'est seulement au cours de 1927 que, sur la place centrale du village, a été entreprise la construction d'un établissement de douches et de bains pour hommes et pour femmes.

² Les caves sont sous les cuisines, mais un certain nombre de cuisines étant exposées au midi, les caves correspondantes ne sont pas très fraîches en été.

mais le rocher affleurant, les frais de construction de caves plus grandes auraient été importants) et des dépendances (buanderie, poulailler, w.-c.). Les baraquements n'ont pratiquement pas de jardins.

Les employés ont à leur disposition un cercle constitué par une grande salle des fêtes et une salle de consommation. Ce cercle leur a été jusqu'à présent commun avec les ingénieurs, ce qui constituait une gêne mutuelle. Au cours de l'année 1927 on a aménagé un cercle particulier pour les ingénieurs, en même temps qu'on agrandissait le cercle des employés d'une salle de billard et d'une salle de lecture ¹.

Le rapport du Conseil d'administration pour l'exercice 1924 avait annoncé la construction d'un « foyer » ouvrier au cours de l'année 1925, mais jusqu'à présent, rien n'a encore été réalisé dans cet ordre d'idées.

Enfin, depuis un an, un curé réside à Kourigha et célèbre le culte dans le baraquement même qui servit autrefois de salle des fêtes, puis d'école en attendant l'achèvement de l'église en cours de construction.

¹ Le cercle des employés est abonné à plusieurs revues ou journaux. Mais, après six exercices, l'Office n'avait pas encore constitué de bibliothèque. Il avait cependant acheté, dès l'origine, un fonds de bibliothèque qu'il conserva en caisses, à Rabat, alors que la présence d'une bibliothèque à Kourigha aurait été très appréciée par le personnel dans ce bled sévère.

Au cours de l'année 1927, l'Office a enfin entrepris la construction d'un bâtiment situé en dehors du cercle et réservé à la bibliothèque.

SECTION VI

Les commerçants

L'Office a placé à Kourigha le quartier des commerçants tout à fait à une extrémité du village, à l'arrivée de la route se détachant de la grand'route de Ber Rechid à Oued Zem. Sa position excentrique et le développement en longueur du village fait qu'il est assez éloigné de l'autre extrémité de Kourigha constituée par le quartier ouvrier.

Le terrain appartient à l'Office qui le loue aux commerçants. Ceux-ci passent avec l'Office un bail provisoire (art. 2 du bail) que l'Office s'engage formellement à remplacer dès que cela sera possible ¹ (art. 3) par un bail emphytéotique d'une durée de 99 ans. Le prix de la location est fixée à un centime le mètre carré à verser par an et par avance aux bureaux du siège minier de Kourigha (art. 5). Le bail prévoit le genre de commerce « à l'usage de la population du centre minier » auquel le preneur utilisera le terrain à lui loué. Si le commerçant désire étendre la sphère de son activité, il devra en obtenir l'autorisation expresse de la direction générale de l'Office. Les bâtiments commerciaux peuvent être complétés par les locaux d'habitation personnelle du

¹ Nous ne voyons pas ce qui empêche l'Office de passer immédiatement un bail emphytéotique.

preneur (art. 6) qui doit commencer dans un délai de trois mois (porté à titre provisoire à trois ans par l'article 10) « les constructions à faire sur le terrain loué. Il devra communiquer au directeur des exploitations minières les projets des bâtiments qu'il aura l'intention de construire. Ces bâtiments devront être en maçonnerie et blanchis à la chaux, d'un aspect décent, et couverts en tuile ou en terrasse, à l'exclusion des tôles ondulées » (art. 8). Cet article 8 était absolument indispensable pour que les abords de Kourigha soient convenables et en harmonie avec l'aspect coquet du village minier ¹.

De nombreux commerçants ont passé avec l'Office de tels contrats de bail et d'autant plus volontiers que l'Office n'a créé au profit de son personnel ni coopérative ni économat. Dès 1921, en effet, rompant avec les habitudes des grandes sociétés minières, le directeur général de l'Office se montra résolument hostile à la création

¹ Voici les autres articles du bail:

« ART. 4 — Résiliation. — Si pour une raison quelconque indépendante de la volonté de l'Office, la substitution envisagée à l'article 3 ne pouvait être faite, l'Office s'engage à racheter au dit preneur à dire d'experts, les constructions qui auraient été élevées par lui si ce dernier le demande.

» Dans ce cas la présente convention sera-t résiliée sans indemnité. »

« ART. 7. — Le preneur s'engage à se conformer exactement aux prescriptions édictées par la direction du siège minier, sous réserve que ces prescriptions ne sauraient intéresser que la police générale du siège, son bon ordre et son hygiène.

» S'il est établi un village au voisinage de la gare de Kourigha, le paragraphe ci-dessus sera abrogé de plano et le preneur ne

d'un éconamat et déclara que le commerce à Kourigha serait complètement libre. Il peut paraître discutable qu'une telle décision ait été prise sans tenir compte des circonstances particulières où l'on se trouvait.

Il est vrai que la question des économats — auxquels se rattache le mauvais souvenir du paiement en jetons échangeables contre marchandises à l'éconamat patronal — est une question qui, comme celle des amendes, a été beaucoup agitée en France, notamment à propos des économats des chemins de fer. Comme celle des amendes, elle n'a pas été résolue par la simple négative; les économats se sont transformés pour la plupart en coopératives.

A Kourigha plus qu'ailleurs, la création d'une organisation corporative s'imposait. Non pas qu'à notre avis la coopérative soit une forme supérieure d'organisation; en réalité elle ne vit souvent que de subventions. Mais

sera plus soumis qu'aux règlements de la police municipale ou d'Etat qui pourraient être faits. »

« ART. 9. — Le preneur devra clore le terrain à lui loué, dans un délai maximum d'un mois à dater de la signature du présent contrat. »

« ART. 10. — ...à l'expiration de la dite période (de trois ans) et sans qu'il y ait lieu à aucun préavis, le présent contrat de location ou le contrat de bail emphytéotique qui pourra lui avoir déjà donné suite, sera annulé sans indemnité si les baraquements provisoires ne sont pas remplacés par des constructions définitives dans les conditions de l'article 8. »

« ART. 11. — Le preneur devra procéder, s'il y a lieu, à l'enregistrement du présent bail. »

l'organisation commerciale est, elle aussi, défectueuse. Si le commerce de gros répond incontestablement à une nécessité économique, il n'en est peut-être pas tout à fait de même du commerce de détail, surtout à partir du moment où il ne se pratique pas dans de grands établissements, mais dans une poussière de petits magasins, vendant peu, ayant par conséquent des frais généraux relativement élevés et devant, par suite vendre assez cher. D'autre part le changement de mentalité des petits commerçants français qui estiment normal de faire fortune en moins de dix ans, se retrouve naturellement amplifiée au Maroc, où il serait toutefois plus légitime car le bled marocain est peu agréable à habiter et si l'on consent à venir s'y installer, c'est qu'on espère y trouver des compensations pécuniaires.

Les commerçants ont mis un certain temps à venir s'installer soit à Bou Juiba, soit à Kourigha; il en est résulté, au début de l'Office, une période où le ravitaillement a été très pénible. A ce moment une coopérative aurait rendu les plus grands services et nous croyons que par la suite, son existence n'aurait pas rendu impossible l'installation de commerçants à Kourigha. Elle aurait seulement servi de régulateur aux prix.

SECTION VII

Soins médicaux et pharmaceutiques

Les soins médicaux sont assurés par un médecin-chef des exploitations, assisté d'un adjoint. Ce médecin-chef — outre un traitement fixe — perçoit le prix de ses visites suivant un tarif très modéré fixé par l'Office ¹.

Nous avons dit plus haut que le commerce était libre à Kourigha ²; en réalité, il faudrait peut-être faire exception pour la pharmacie qui constitue un monopole réservé au médecin-chef des exploitations. Un petit nombre de produits sont taxés, le reste est vendu à son profit par le médecin-chef; les tarifs sont assez élevés, plus élevés que dans les pharmacies de Casablanca. Contrairement à ce qu'ont l'habitude de faire d'autres exploitations minières, l'Office ne fait à ses employés aucun remboursement des frais pharmaceutiques.

¹ 2 francs en semaine, 5 francs le dimanche. Il y a en outre des consultations gratuites à l'infirmerie.

² Si le commerce est libre en théorie, il ne l'est pas en pratique, puisque possédant tout le terrain, l'Office peut se refuser à louer à tout individu qui ne lui convient pas. Celui-ci serait alors réduit à s'installer hors du terrain appartenant à l'Office, c'est-à-dire que trop loin du village il ne pourrait faire d'affaires.

Rappelons que, sans toutefois qu'il soit prévu de sanction en cas de contravention, un article du bail indique la nature du commerce auquel le preneur a l'intention de s'adonner.

Les soins médicaux furent donnés d'abord dans une infirmerie provisoire, genre baraque Adrian, située en dehors du village et non pourvue du téléphone ¹.

Un hôpital — vaste et très bien conçu — a été commencé en 1926 et doit être terminé fin 1927.

Rien n'a été encore organisé en ce qui concerne les soins dentaires.

SECTION VIII

Les accidents du travail

La question de l'application progressive au Maroc de la législation française en matière d'accidents du travail

¹ A l'inverse des Américains qui même sous la tente ont le téléphone et l'électricité, l'Office montra pendant longtemps une indifférence totale relativement à ces deux inventions modernes. Les divisions, en particulier, quoique éloignées du centre mineur de plusieurs kilomètres, restèrent longtemps sans téléphone et quand elles l'obtinrent enfin, elles ne purent l'utiliser — faute de permanence téléphonique — que huit heures par jour. On voit sans peine les inconvénients que pouvait avoir cette absence du téléphone, puis cette limitation dans le temps de son emploi, non seulement au point de vue de la bonne marche du service mais, ce qui est plus grave, en cas d'accidents.

En ce qui concerne l'électricité, quoique la centrale de l'Office ait été inaugurée en octobre 1923, au début de 1926 l'électricité n'était encore installée — et encore depuis pas très longtemps — que dans les maisons d'ingénieurs et dans quelques maisons d'employés privilégiés. L'éclairage de l'ensemble du village ne fut achevé qu'à la fin du 1^{er} semestre 1927.

s'était posée au Maroc dès 1916. Un projet de dahir avait été, dès cette époque, préparé en vue d'instituer un régime légèrement inspiré de la loi française du 9 avril 1898 ; puis cette réforme avait été ajournée pour des raisons d'inopportunité politique. En 1919 on a repris le projet de dahir préparé en 1916, qui acceptait le risque professionnel en limitant toutefois les effets aux frais funéraires pour lesquels il existe un forfait et aux frais médicaux et pharmaceutiques réglés par un tarif, la question des indemnités restant réglée par le droit commun. Quoiqu'adopté à l'unanimité par le Conseil de gouvernement (séance du 1^{er} octobre 1919) ce projet ne fut pas transformé en dahir.

Toutefois un arrêté viziriel du 29 septembre 1919 « considérant que le développement des industries et entreprises au Maroc a fait naître des problèmes sociaux de tout ordre, concernant particulièrement la condition des ouvriers et leurs relations avec les patrons et qu'il devient nécessaire en conséquence de créer un organisme chargé de l'étude de ces questions » a « créé à Casablanca un Bureau du Travail et des Etudes sociales ayant dans ses attributions pour toute la zone française de l'Empire chérifien, l'étude des questions ayant trait à la condition des ouvriers, aux relations entre ouvriers et patrons et, en général, de toutes questions sociales. »

Mais, pratiquement, jusqu'à l'arrivée de M. Steeg comme Résident général, le Maroc n'eut pas de législation industrielle. M. Steeg demanda au gouvernement

français de lui envoyer comme collaborateur un inspecteur général du travail, et il fit bientôt paraître toute une série de textes sur la législation du travail : dahir du 13 juillet 1926 portant réglementation du travail dans les établissements industriels et commerciaux, arrêté viziriel du 25 décembre 1926 concernant les charges qui peuvent être portées, traînées ou poussées par les enfants et les femmes (employés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du dahir du 13 juillet 1926), arrêté viziriel du 25 décembre 1926 portant création de circonscriptions d'inspection du travail, arrêté viziriel du 18 janvier 1927 sur le travail des enfants dans les mines, arrêté viziriel du 21 janvier 1927 concernant les travaux dangereux interdits aux enfants et aux femmes, arrêté viziriel du 13 mai 1927 relatif au contrôle de l'inspection du travail dans les établissements de l'Etat. Enfin un dahir du 25 juin 1927 ¹ concernant les responsabilités des acci-

¹ Les dispositions du dahir seront applicables à tous les ouvriers indigènes autres que ceux qui travaillent sous les ordres de chefs ou patrons indigènes dans les chantiers ou ateliers n'employant qu'un personnel indigène et ne faisant pas usage de machines mues par une force autre que celle de l'homme ou des animaux.

Les dits ouvriers continueront à pouvoir se prévaloir des dispositions du dahir, des obligations et contrats.

Le juge de paix est compétent quant aux frais funéraires et aux indemnités temporaires.

Les jugements rendus seront susceptibles d'appel et même de pourvoi en cassation.

L'action en indemnité se prescrira par un an à dater du jour de l'accident.

dents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail a paru au *Bulletin officiel du Protectorat* du 28 juin 1927. Il ne sera du reste applicable que deux mois après la publication officielle des arrêtés du Grand Vizir qui doivent en régler l'exécution. Ces arrêtés ont paru au *Bulletin officiel du Protectorat* du 31 janvier 1928. La loi sera donc applicable à partir du 1^{er} avril 1928. Jusqu'à cette date on est donc resté sous le régime qui existait avant la publication du dahir du 25 juin 1927, c'est-à-dire qu'on continuait à observer, en ce qui concerne les accidents du travail, les règles générales relatives au contrat de louage de services et à la responsabilité civile prévues par les articles 749 et suivants, 77 et suivants du dahir formant code des obligations et contrats.

La Cour d'appel de Rabat, dans un arrêt du 31 juillet 1926 — revenant sur une jurisprudence antérieure — a déclaré que la responsabilité prévue par les textes précités était délictuelle et non contractuelle et, en conséquence, que le demandeur devait faire la preuve que l'accident était dû à une faute, négligence ou imprudence de l'employeur. C'est là une preuve bien difficile à faire et on comprend que le plus souvent les victimes d'accidents du travail ou leurs parents aient renoncé à engager un procès long et difficile dont le résultat pouvait apparaître comme bien incertain.

En présence de cette absence de législation spéciale applicable aux accidents du travail, l'Office, exploitation d'Etat, réalisant grâce aux conditions naturelles offertes

par le gisement des bénéfices considérables, aurait pu donner l'exemple et appliquer, à titre provisoire, la législation française. Mais au cours des premiers exercices où les bénéfices n'apparaissaient pas encore, l'Office craignit de se laisser entraîner à des dépenses exagérées; ensuite il prétexta de ne pas vouloir s'exposer aux réclamations des autres entreprises privées marocaines (celles-ci, en effet, auraient pu se plaindre d'être ainsi indirectement obligées d'imiter l'Office, c'est-à-dire d'être contraintes d'appliquer pratiquement une législation, non encore rendue légale au Maroc). Il est évident que ces deux arguments ne valaient rien; l'Office n'aurait pas augmenté considérablement le chiffre de ses dépenses (et même cela aurait-il été, ses bénéfices futurs pouvaient le laisser sans inquiétude à ce sujet) et si les entreprises privées avaient été amenées à imiter l'Office, cela aurait été un bien, car une loi sur les accidents du travail est une loi humaine. C'est aussi une loi logique, car pourquoi l'entreprise qui supporte le risque des accidents arrivant à ses machines ne supporterait-elle pas celui des accidents arrivant à ses ouvriers?

L'Office s'abstint donc complètement à l'origine. Un accident mortel lui coûtait ainsi moins cher ¹ qu'un acci-

¹ Un accident mortel survenu à un indigène ne coûtait strictement rien à l'Office, puisque la famille du mort s'occupait de son enterrement (toutefois pour les indigènes détenus, l'Office payait le drap mortuaire). Si l'accident mortel survenait à un Européen, l'on fabriquait aux ateliers un cercueil et une croix et l'on conduisait en camionnette le mort jusqu'au cimetière d'Oued Zem (Un cimetière a été ouvert à Kourigha le 1^{er} janvier 1928.)

dent non mortel, puisqu'il n'avait pas à traiter gratuitement l'ouvrier défunt dans son infirmerie comme il le faisait pour l'ouvrier blessé. Pendant la période où, à la suite de son accident, l'ouvrier était indisponible, il ne touchait aucune indemnité même s'il était chargé de famille. S'il guérissait sans incapacité permanente, il reprenait son service à l'Office, sinon il quittait Kourigha sans aucun secours.

Ensuite, l'Office se décida tout de même à distribuer des secours aux ouvriers européens mais en précisant bien que l'ouvrier n'avait aucun droit à ces secours qui constituaient un acte gracieux de la part de l'Office. On évitait du reste que leur montant sembla se rapprocher de celui qu'aurait atteint l'indemnité calculée d'après la loi française. Enfin, l'Office accorda des secours calculés exactement d'après cette même loi française et en étendit l'attribution aux ouvriers indigènes. C'est à quoi il aurait dû se décider dès le début.

SECTION IX

L'école professionnelle Indigène

En raison de la forte différence de salaire qui existe entre les ouvriers européens et les ouvriers indigènes, on a intérêt à faire d'un certain nombre de manœuvres indigènes des ouvriers spécialistes. Ces ouvriers spécialistes indigènes, même payés largement au dessus du prix du manœuvre moyen indigène, auront encore un

salaire très inférieur à celui de l'Européen et pourront cependant souvent le remplacer d'une façon satisfaisante, d'où l'idée de la création d'une école professionnelle indigène. Cette école professionnelle fut ouverte à Kourigha le 15 octobre 1924 avec un effectif de douze élèves tous internes, âgés de dix à seize ans, et fils d'ouvriers travaillant dans les services de l'Office. L'Office loge, nourrit ¹ et habille gratuitement les élèves.

L'enseignement de l'école est réparti sur trois années d'après le programme suivant: en première année ², les élèves apprennent à lire et à écrire le français, à calculer, à dessiner; en seconde et troisième année les matinées sont occupées par l'enseignement général, les après-midi étant consacrées à des travaux dans l'atelier hors de l'école ³, travaux accompagnés pendant la troi-

¹ Fin 1924, les frais de nourriture se montaient à 2.75 fr. par élève et par jour.

² Voici l'emploi du temps en première année :

6 h. 1/2 à 8 h. : classe coranique	1 h. 1/2 à 4 h. 1/2. : classe de
8 h. à 8 h. 1/2: soupe indigène	français (ou atelier).
et récréation.	4 h. 1/2 à 5 h.: récréation.
8 h. 1/2 à 11 h. 1/2 : classe de	5 h. à 6 h. 1/2 : classe cora-
français avec dix minutes de ré-	nique.
création.	6 h. 1/2 : couscous, thé.
12 h.: déjeuner (légumes et thé,	8 h.: coucher.
viande trois fois par semaine).	8 h. 1/2: extinction des feux.

³ Les élèves effectuent des travaux pour le compte de l'Office et l'Ecole est créditée du montant des factures qu'elle établit (au cours du 1^{er} trimestre 1927, l'école a ainsi fabriqué 40 tables de cuisine et 20 buffets de cuisine pour le personnel de l'Office, 6 tables d'écoliers pour l'école européenne, 10 coffres à linge pour l'école indigène).

sième année de stages hebdomadaires dans un des ateliers des exploitations (atelier central ou ateliers divisionnaires).

L'enseignement général est donné par un directeur français assisté d'un adjoint indigène; l'enseignement à l'atelier bois est donné par un maître ouvrier français; enfin l'enseignement religieux et celui de la langue arabe est donné par un professeur indigène. Une cuisinière indigène prépare la nourriture des élèves qui assurent eux-mêmes le nettoyage de l'école.

Au moment de la création de l'école, il était prévu aussi un enseignement agricole qui ne pouvait être évidemment qu'une distraction pour les élèves. On pensait également faire, à partir de la seconde année, des leçons sur la mine dont le programme constituait un véritable cours d'exploitation des mines¹; en même temps on

Les jeunes apprentis touchent une prime pour chaque après-midi passée effectivement à l'atelier (soit à l'étude de la progression, soit à l'exécution de commandes pour l'Office). Selon leurs aptitudes les élèves sont classés en six catégories correspondant à six taux différents (fr.: 0.25, 0.50, 0.75, 1, 1.25 et 1.50). Des amendes de 0.25 fr. à 1.50 fr. sont appliquées aux apprentis en cas de détérioration de matériel ou de malfaçon grave dans l'exécution du travail.

¹ L'idée d'un cours d'exploitation des mines n'est pas définitivement écartée. Elle serait reprise plus tard si l'on arrivait à instruire suffisamment les jeunes indigènes dans notre langue; ces apprentis seraient envoyés ensuite, chacun à leur tour, dans les divers postes de la mine. Si l'on donnait suite à cette idée, c'est qu'on serait décidé à créer des chefs de poste indigènes (ce qui serait une excellente idée, car étant donné d'une part le niveau moyen des chefs de poste actuels, d'autre part les qualités de com-

aurait envoyé les élèves travailler à la mine. On renonça rapidement à l'enseignement agricole (comme à l'éducation physique) et on n'a pas réalisé encore l'enseignement minier.

On n'a pu encore apprécier les résultats fournis par l'école puisque les premiers élèves sortant ne sont entrés dans les ateliers de l'Office qu'à partir de l'été 1927 ; mais il n'est pas besoin de connaître ces résultats pour condamner la conception de l'école professionnelle indigène. D'abord, jusqu'à présent, elle n'a préparé que des aide-menuisiers (puisqu'il n'a pas encore été créé d'atelier fer) susceptibles de devenir plus tard des contre-maitres ; on cherche vainement les raisons de la prédilection de l'Office pour le travail du bois alors que dans ses ateliers la menuiserie est évidemment l'accessoire et que c'est surtout de forgerons dont il aurait besoin ¹. Ensuite les jeunes indigènes entrant à l'école profession-

nellement qui se trouvent chez certains caporaux indigènes, on arriverait certainement à avoir des chefs de poste indigènes ayant de la valeur et qui pourraient remplacer convenablement des chefs de poste européens ; mais il faudrait vraisemblablement recruter ces futurs chefs de poste surtout parmi le chleuhs) car il est évident qu'un ouvrier mineur n'a nul besoin de suivre les cours de l'école professionnelle et que c'est dans la mine qu'il fait son apprentissage. Mais alors il faudrait prendre à l'école non pas des enfants d'une dizaine d'années, mais de jeunes ouvriers de seize à vingt ans ayant déjà travaillé au fond et l'enseignement de l'école devrait être pour eux complètement modifié.

¹ Nous ne pensons pas qu'il faille chercher les motifs de la non création d'un atelier de fer dans le danger qu'il aurait pu présenter pour de jeunes garçons, car les outils et machines employés dans un atelier du fer ne sont pas plus dangereux que ceux utilisés dans un atelier de menuiserie (ils sont même plutôt moins dange-

nelle totalement ignorants, celle-ci joue en somme un rôle mixte ¹ ce qui la dénature un peu. Le danger est que les élèves qui sortiront de l'école professionnelle possédant le français et l'arabe cherchent plutôt à trouver des places de secrétaires à Rabat ou à Casablanca et cela malgré la surveillance du recrutement et malgré les cours de morale qui leur sont faits soit dans les classes de français soit dans les classes coraniques où le travail manuel est exalté.

Le maréchal Lyautey, de passage un jour à Kourigha, et visitant l'école, insista précisément sur ce danger et, pour en démontrer l'existence, il fit demander à un jeune élève ce qu'il voudrait faire plus tard; celui-ci répondit sans hésitation « secrétaire » ².

reux) et du reste dans ses ateliers, l'Office n'avait pas hésité à embaucher de très jeunes apprentis. Nous pensons surtout que l'Office a créé l'école professionnelle pour « faire bien », mais qu'il est très sceptique sur les résultats qu'il pourra en obtenir.

¹ A partir du 1^{er} octobre 1927 une école urbaine a été ouverte, comprenant trois classes et où entrèrent de petits indigènes de sept à huit ans. Trois maîtres, dont un indigène y enseignent. Elle est sous la direction du directeur de l'école d'apprentissage qui « doit adapter le programme de la direction de l'enseignement aux besoins locaux et au but poursuivi: l'ouvrier pour la mine ». Nous craignons beaucoup que cette importance attachée à tort à l'enseignement général, considéré comme nécessaire à l'ouvrier indigène (on ne parle pas en effet du contremaître) ne donne plus tard bien des désillusions. Enfin l'école d'apprentissage devant ainsi recevoir des élèves venant de l'école urbaine pourra réduire le rôle de l'enseignement général et augmenter celui de l'enseignement professionnel.

² D'autres élèves, plus modestes, limitent leur ambition à un poste de chaouch.

L'école reçut chaque année de dix à douze élèves, âgés de douze ans environ. Au moment de la création de l'école, il était presque impossible de trouver des candidats ; maintenant, au contraire, il y a cent candidats pour dix places ¹ (la pension gratuite attire naturellement pas mal d'élèves, mais on espère qu'avec la création d'une école urbaine on pourra donner les places aux meilleurs élèves — ce qui ne fera du reste qu'augmenter le danger dont nous venons de parler). En cours d'année, du reste, parmi les élèves recrutés en octobre beaucoup abandonnent l'école pour suivre leurs parents renvoyés d'un chantier ou plus généralement partant de leur propre gré. A la fin des trois années il reste à peine plus de la moitié des élèves primitifs.

SECTION X

L'école européenne mixte

Une école européenne mixte a été ouverte à Kourigha le 10 mars 1923 avec 36 élèves. D'abord installée dans

¹ Après inscription des candidats quelques jours avant la rentrée, le directeur de l'école d'apprentissage fait une enquête sur la situation de famille des intéressés. L'école est en principe réservée aux fils des mineurs indigènes. En cas de concurrence, celui dont le père a le plus d'années de service à l'Office l'emporte. Mais pratiquement on n'a pu donner les places à des fils de mineurs, car ceux-ci font embaucher leurs fils dès l'âge de douze ans au taux de 4 à 5 francs par jour ; d'autre part le recrutement chez les indigènes de la région est très défectueux, au moment de la moisson le père reprend son fils, d'où difficulté de retenir l'élève à l'école à partir de la fin de mai.

un baraquement provisoire, elle fut un an après transportée dans un bâtiment en maçonnerie très bien adapté à son objet et qui a été ensuite agrandi — au fur et à mesure de l'augmentation du nombre des élèves — et complété par un atelier de travail manuel, un terrain de sports, un jardin pour l'enseignement agricole. Au 10 janvier 1928, 282 élèves¹ fréquentaient l'école (140 garçons et 142 filles). Il y avait 142 Français, 76 Espagnols, 56 Italiens et 8 élèves de nationalités diverses (surtout portugaise). L'assiduité des élèves est excellente (85 à 90 %). Si tous les enfants de nationalité étrangère fréquentaient l'Ecole son effectif dépasserait le chiffre de 400.

Les élèves sont répartis actuellement en sept cours dirigés par quatre maîtres et trois maîtresses : une section enfantine, un cours préparatoire, deux années de cours élémentaire, un cours moyen et un cours complémentaire préparant au brevet d'enseignement primaire supérieur et au brevet élémentaire.

¹ L'effectif successif des élèves fréquentant l'école a été de 56 le 10 juin 1923, de 87 le 10 novembre 1924, de 143 le 10 juin 1924, de 134 le 10 novembre 1924, de 113 le 10 juin 1925, de 138 le 10 novembre 1925, de 172 le 10 juin 1926, de 227 le 10 novembre 1926, de 253 le 10 juin 1927, de 277 le 10 novembre 1927.

CONCLUSION

D'après l'étude que nous venons de faire de l'Office chérifien des phosphates et des gisements de phosphates qu'il exploite, on a pu juger, d'une part de l'importance que présente pour la France et le monde le phosphate marocain, d'autre part, de l'œuvre accomplie par l'Office dont les expéditions ont atteint près de 1,200,000 tonnes au cours du septième exercice, et qui, soit à Kourigha, soit à Casablanca, a su réaliser — grâce au choix judicieux d'excellents constructeurs — des installations extérieures remarquables à de nombreux points de vue.

Cependant les partisans des monopoles d'Etat auraient tort de citer le succès de l'Office comme un exemple à l'appui de leur thèse. Ils ne peuvent en effet espérer retrouver ailleurs des conditions naturelles aussi favorables que celles en présence desquelles s'est trouvé l'Office : si la tonne de phosphate marocain est actuellement vendue 196 fr. 40 alors que la tonne de phosphate algérien ou tunisien est vendue 85 fr. 30 ou 101 fr. 30 suivant qu'il s'agit de phosphate 58/63 ou 63/68 (ce qui correspond pour l'Office à un bénéfice supplémentaire par tonne de 111 fr. 10 ou 95 fr. 10) c'est qu'il se trouve que le phosphate marocain a une teneur de 75/77 ; si le

prix de transport à la côte n'est que de 18 fr. 65, prix de transport moyen pour 1927, par tonne au lieu de 32 francs, par exemple, pour Gafsa, c'est parce que Kourigha n'est qu'à 140 kilomètres de Casablanca tandis que Gafsa est à 300 kilomètres de Sousse et parce que les conditions topographiques ont permis de réaliser de Kourigha à Casablanca un profil de voie excellent qu'il est exceptionnel de pouvoir réaliser; enfin si la dépense d'explosifs à la tonne est négligeable pour l'Office (25 grammes environ) alors qu'elle atteint 150 grammes pour le Kouif, 450 grammes aux phosphates de M'Zaïta, c'est parce que le phosphate se présente à Kourigha sous une forme pulvérulente qui en rend l'abatage particulièrement facile ¹.

Du fait que de 1921 à 1927 le chiffre des ventes de l'Office a crû beaucoup plus vite que celui de la Compagnie du Chemin de fer et des phosphates de Gafsa de 1899 à 1905 ², certains esprits ont déduit que l'affaire ma-

¹ Si nous comptons l'explosif à 10 francs le kilog seulement, l'Office réalise encore de ce seul fait, par rapport au Kouif, une économie supplémentaire de 1.25 fr. à la tonne. Mais en réalité, il faudrait tenir compte aussi de la main-d'œuvre et du matériel employé au forage des coups de mine.

² Voici le tableau comparatif:

Gafsa	{	1900: 63,209	Maroc	{	1921: 8,232
		1901: 171,288			1922: 79,815
		1902: 178,019			1923: 190,723
		1903: 263,482			1924: 430,441
		1904: 352,088			1925: 721,228
		1905: 455,797			1926: 885,720
		1905: 524,163			1927: 1,198,006

rocaïne avait été beaucoup mieux menée que l'affaire tunisienne. C'est une opinion insoutenable qu'il n'est pas besoin de réfuter. Nous n'insisterons pas en effet à nouveau sur la large marge entre le prix de revient et le prix de vente qui donnait évidemment à l'Office des facilités particulières — dont du reste il n'a pas su profiter au cours des premières années — et nous noterons seulement l'énorme différence existant entre l'état du marché du phosphate au début du XX^{me} siècle et son état quelques années après la guerre. Actuellement d'une part les agriculteurs de tous les pays se rendent de plus en plus compte de l'intérêt qu'ils ont à utiliser des engrais phosphatés et d'autre part de nombreux pays n'ont pas encore rattrapé l'énorme déficit causé pendant la guerre et les années qui l'ont immédiatement suivie par la sous-consommation d'engrais phosphatés.

Nous avons donné plus haut un tableau où nous déduisons des prix de vente et des renseignements fournis par les bilans, les prix de revient à la tonne obtenue par l'Office et trois autres sociétés phosphatières de l'Afrique du Nord. Nous avons dit que les résultats obtenus étaient approximatifs mais cependant comparables et alors il est curieux de constater que sauf pour 1926 — mais justement pour 1926 les résultats que nous obtenons sont très sujets à caution — le prix de revient de l'Office est toujours le plus élevé alors que l'on s'attendrait plutôt à l'inverse, étant donné les conditions d'exploitation favorables de l'Office. Sans doute d'une part le prix de la vie

plus élevé au Maroc qu'en Algérie ou en Tunisie oblige l'Office à mieux payer ses ouvriers et employés européens que ne le font les autres compagnies phosphatières nord-africaines ¹ (mais la dépense de main-d'œuvre à la tonne dépend surtout de la main-d'œuvre indigène qui est à peu près payée sensiblement de même au Maroc que dans le reste de l'Afrique du Nord), d'autre part l'Office inscrit au prix de revient des travaux que les compagnies privées portent certainement aux travaux neufs (par exemple les constructions et autres travaux neufs exécutés en régie) ; mais cela ne suffit pas à expliquer entièrement la différence entre les prix de revient et l'on est ainsi réduit pour achever de l'expliquer de faire intervenir ce fait que l'Office est une exploitation d'Etat et qu'il est par conséquent incapable comme toute exploitation d'Etat d'obtenir, même à égalité de valeur du personnel dirigeant, des résultats aussi bons que ceux qu'obtiendrait dans les mêmes conditions une entreprise privée. Rappelons encore ici qu'à la fin de 1923 et au début de 1924, l'Office s'était laissé acculer à une situation assez pénible, à laquelle il est peu vraisemblable qu'une société privée se fut laissée amener,

¹ Certaines de ces compagnies n'accordent à leur personnel ingénieurs et employés que des traitements véritablement insuffisants, tandis que l'Office, suivant l'exemple donné par le gouvernement du Protectorat, qui est très large envers ses fonctionnaires, a accordé à son personnel ingénieurs et employés des traitements relativement élevés que les indemnités pour charges de famille rendent encore plus intéressants.

car elle aurait eu certainement plus de soucis, d'une part d'éviter des dépenses inutiles, d'autre part de profiter des ressources supplémentaires procurées par un bénéfice élevé réalisé sur chaque tonne vendue.

On peut donc estimer que si l'Etat chérifien se prévalait des résultats obtenus par l'Office pour en créer un autre, par exemple celui du fer¹, il pourrait s'exposer à des déboires que, grâce à la richesse des gisements, il était certain d'éviter avec le phosphate quelque mauvaise qu'eût pu être la gestion de l'Office. En effet les arguments qu'on a toujours présentés contre la gestion d'industries par l'Etat — quelque soit la forme de cette gestion — et en particulier l'absence d'intérêt personnel, levier de toute action, restent entiers; du reste les étatistes les plus enragés n'ont jamais soutenu qu'ils feraient mieux

¹ Le service des mines avait poursuivi l'étude géologique de détail et avait entrepris des travaux de recherches sur un gisement de fer situé dans la région de Khénifra, en dehors des zones ouvertes à l'application du dahir sur le régime minier. Il serait question de réserver à l'Etat l'exploitation de ce gisement. L'Etat chérifien aurait vraisemblablement tort de s'engager sur cette voie, car ce gisement ne se présente pas dans des conditions naturelles extraordinaires comme celles dans lesquelles se présentait le gisement de Kourigha et l'Etat risque ainsi de perdre dans son gisement de fer une partie des bénéfices acquis dans son gisement de phosphate. Du reste si, au contraire, ce gisement s'était révélé particulièrement merveilleux, et si l'Etat s'en était réservé également l'exploitation, les capitalistes, disposés à s'engager dans les affaires minières marocaines, seraient vite persuadés que l'Etat n'abandonne à l'initiative privée que les affaires médiocres, et s'écarteraient systématiquement du Maroc, ce qui ne serait pas à l'avantage de celui-ci.

que les sociétés privées, mais aussi bien et pour perfectionner ses exploitations l'Etat a toujours cherché à imiter l'organisation industrielle privée. L'exemple déplorable fourni jusqu'à présent par les exploitations d'Etat — non seulement par les monopoles dont on peut dire qu'ils obtiennent de mauvais résultats industriels parce qu'ils ne sont pas réorganisés en office, mais encore par les offices (car où trouver gestion plus scandaleuse ¹ que celle de l'Office de l'Azote) — semble bien prouver sans recours que l'Etat est absolument incapable de gérer normalement une exploitation industrielle.

Nous reconnaissons toutefois que si la supériorité des exploitations industrielles privées sur les offices d'Etat ne peut être raisonnablement discutée, il faut bien admettre que la forme de l'Office par cela même qu'elle se rapproche de celle de l'industrie privée est préférable à l'exploitation directe par l'Etat et l'on conçoit très bien la réorganisation des monopoles d'Etat suivant le modèle de l'Office des Phosphates ² soit pour que des rai-

¹ « ... ce que le souci seul de la convenance et de la justesse dans l'expression nous oblige à appeler le *Scandale de la Poudrerie de Toulouse*. » COMTE DE FELS, *art. cit.*

² « Les ingénieurs qui gèrent si bien, de l'avis unanime, le monopole des tabacs et la Régie des phosphates du Maroc, ne peuvent-ils gérer aussi bien le monopole des allumettes ? Avec leur concours, ce monopole peut être rapidement rationalisé si le gouvernement le veut. » GEORGES BONNET, discussion sur la cession du monopole des allumettes, séance de la Chambre du jeudi 9 avril 1927.)

Il est certain, par exemple, que nous n'aurions qu'à gagner à transformer les P.T.T. en office présentant en fin d'exercice les résultats de sa gestion, faisant ressortir ses prix de revient et ses

sons fiscaux ou de sécurité ces monopoles soient inaliénables soit qu'on n'arrive pas à vaincre l'opposition sentimentale à une aliénation. La grosse objection qui est faite à la transformation de nos monopoles en offices est le principe de l'unité budgétaire. On craint que la multiplication des budgets annexes ne permette plus un contrôle suffisant du Parlement. C'est là, semble-t-il, une crainte un peu chimérique, les bilans et les rapports des conseils d'administration de ces offices pourraient être soumis à l'approbation des chambres dans les délais ordinaires où les rapports des conseils d'administration des sociétés privées sont soumis aux assemblées générales d'actionnaires. Du reste à côté de cette objection théorique à la transformation des monopoles en offices, il en est d'autres, d'ordre pratique, qu'on avoue plus ou moins ; la principale est que si l'on reste dans la saine tradition des offices les agents qu'ils emploient ne doi-

benéfices d'exploitation. Pour être certain qu'un résultat favorable serait obtenu, il suffit de comparer nos téléphones non pas même aux téléphones américains — qui sont aux mains de l'industrie privée — (voir dans l'*Illustration* du 18 juin 1927, une comparaison entre notre organisation téléphonique — qui n'ont encore réalisé ni la liaison de la France continentale avec la Corse, ni la liaison Paris-Alger, ni la permanence téléphonique — et l'organisation américaine où on s'entend très bien de Cuba, dans l'Atlantique, à Santa Catalina, dans le Pacifique) mais seulement aux téléphones suédois qui, bien qu'aux mains de l'Etat, fonctionnent remarquablement bien parce que l'administration en est industrialisée, tandis qu'en France le pouvoir de direction, la responsabilité n'appartient en fait à personne, alors que les décisions à prendre incombent à la fois au Parlement, au ministre des finances, et à l'administration.

vent pas être des fonctionnaires¹ or les fonctionnaires sont en général les meilleurs agents électoraux de nos députés de gauche qui ne désirent donc nullement en voir diminuer le nombre.

Même si l'on admet que la gestion industrielle de l'Etat — sous la forme ordinaire de monopole ou sous la forme améliorée d'Office — est inférieure à celle réalisée par les sociétés privées, on peut cependant soutenir

¹ Sans doute c'est un progrès de garantir chacun contre l'arbitraire, de lui assurer une retraite dans sa vieillesse; mais malheureusement il est certain qu'à cette sécurité dans la vie correspond de la part des intéressés une tendance regrettable au moindre effort, une crainte étonnante des responsabilités, un manque complet d'initiative. Il faut donc chercher à assurer le minimum de sécurité indispensable à tout homme non par le développement du fonctionnarisme, mais par celui des assurances sociales par exemple. Notons du reste que si le fonctionnaire est protégé contre l'arbitraire, en ce sens que sa situation ne peut lui être enlevée sans que des règles précises soient suivies, il n'est pas protégé contre le favoritisme qui ronge toutes nos administrations. Instinctivement le fonctionnaire tend à se protéger contre ce favoritisme en exigeant de plus en plus l'avancement à l'ancienneté qui, d'autre part, tend à accentuer encore les défauts du fonctionnarisme. Il ne faudrait du reste pas croire que des offices d'Etat même composés d'agents non fonctionnaires seraient à l'abri des recommandations politiques qui ne tarderaient pas sans doute à se manifester au moins dans les services non techniques.

Le Maroc qui sort du régime d'autorité éclairée sous lequel l'avait maintenu le maréchal Lyautey et dont le Conseil de gouvernement — malgré la création du troisième Collège — est encore loin d'être l'équivalent de notre Chambre des députés, est encore vraisemblablement à l'abri des influences politiques sinon dans ses administrations, au moins en ce qui concerne l'Office des Phosphates, auquel la politique, sinon la camaraderie, semble être restée jusqu'ici étrangère.

encore qu'il est de l'intérêt de l'Etat de se faire commerçant, mineur, exploitant de chemins de fer, etc... parce qu'ainsi rentreraient dans les caisses de l'Etat les bénéfices qui auraient été aux actionnaires, ce qui permettrait de diminuer ou même de supprimer les impôts. Mais étant donné le total formidable auquel se monte le budget, pour que les bénéfices réalisés par l'Etat dans ses diverses exploitations atteignent un chiffre intéressant, il faudrait que toute l'activité du pays soit entre les mains de l'Etat ; or il est vraisemblable de penser que disparaîtrait une bonne partie des bénéfices réalisés auparavant par les sociétés privées auxquelles l'Etat se serait substitué, au point même que le bénéfice restant entre les mains de l'Etat n'atteindrait peut-être pas le montant des impôts dont il frappait précédemment les entreprises non encore nationalisées. Supposons même que ce bénéfice d'état soit supérieur au montant des anciens impôts frappant les entreprises, l'Etat n'en diminuerait peut-être pas pour cela le montant des autres impôts et consacrerait sans doute, comme le fait l'Etat chérifien ¹, l'excédent de recettes qu'il se serait ainsi procuré non à diminuer la charge pesant sur les contribuables mais à des dépenses nouvelles.

Il y a un cas cependant où l'on conçoit plus facilement

¹ Nous avons vu, en effet, que les contribuables marocains n'étaient nullement soulagés par les bénéfices produites par l'Office.

le monopole d'Etat, c'est lorsque l'industrie en question constitue un véritable monopole de fait dont les prix de vente ne sont pas par conséquent limités par le souci de ne pas vendre plus cher que les industries concurrentes. C'est pratiquement le cas de l'Office, le prix du phosphate à haute teneur étant réglé par celui du phosphate américain qui doit être forcément bien supérieur au prix de revient du phosphate marocain en raison, d'une part, des différences naturelles existant entre les gisements américains et marocains, d'autre part des différences de prix de la main-d'œuvre. La société à qui aurait été concédé le gisement de Kourigha aurait été ainsi particulièrement favorisée. D'autre part n'est-ce pas aussi dans le cas où l'Etat a à accorder une concession (mines, chutes d'eau, etc...) que l'on peut être le plus tenté de dire que l'Etat devrait faire l'exploitation lui-même. Mais d'une part le capital naturel concédé par l'Etat n'empêche pas qu'il faille constituer un capital souvent important pour l'exploiter, et d'autre part il est possible de prévoir dans le cahier des charges de la concession des clauses assurant à l'Etat le bénéfice de la rente naturelle dont est favorisée l'entreprise par rapport à la moyenne des entreprises concurrentes.

Nous avons montré plus haut que le Maghzen aurait pu concéder à une entreprise privée l'exploitation des

phosphates au Maroc tout en obtenant un rendement fiscal de plus de 200 % supérieur à celui que lui a donné jusqu'à présent l'Office chérifien des Phosphates.

Vu :

Vu :

Pour le Doyen en mission, *Le Président de la thèse,*

L'Assesseur,

GERMAIN MARTIN.

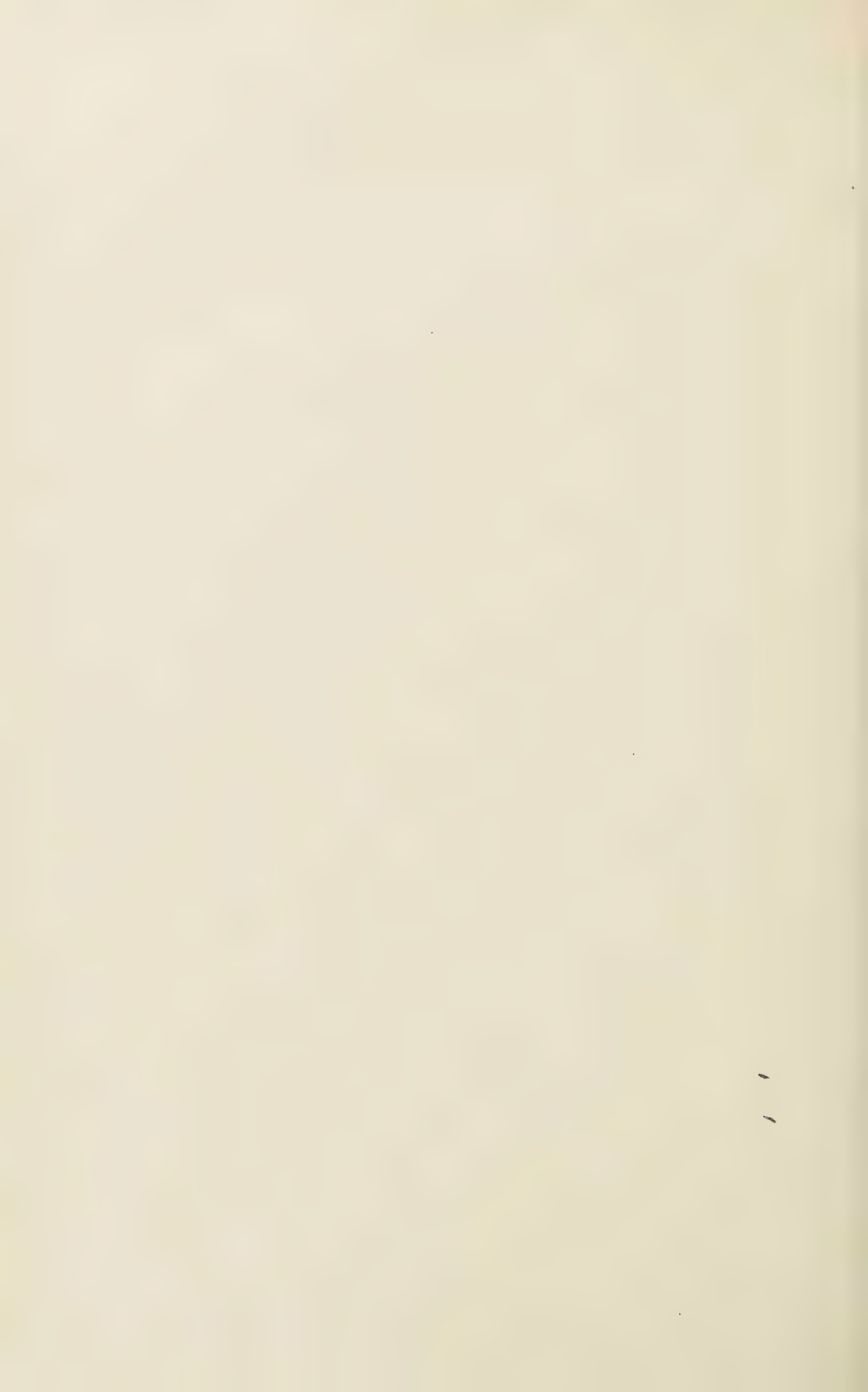
H. TRUCLY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Rector

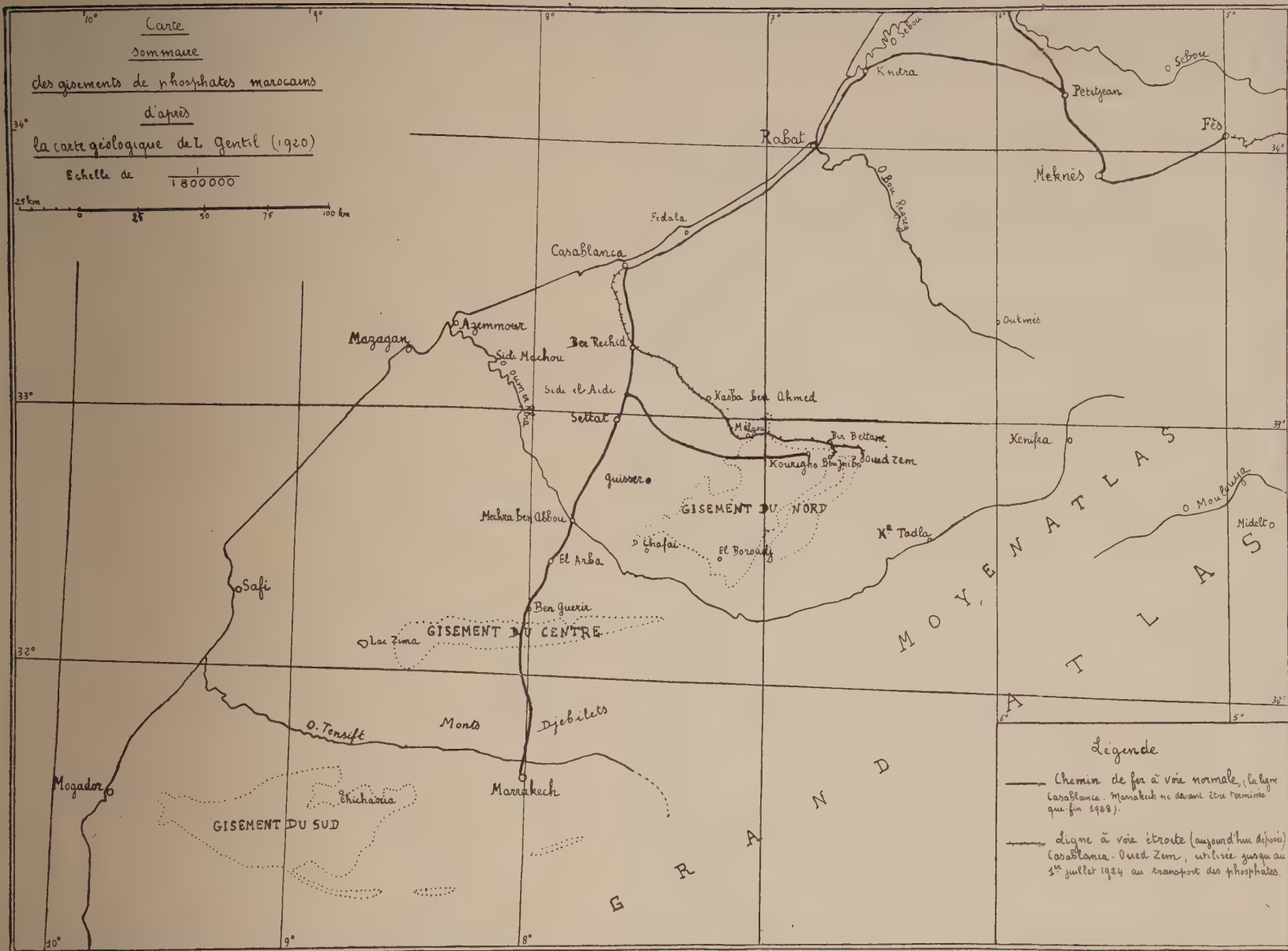
de l'Académie de Paris.

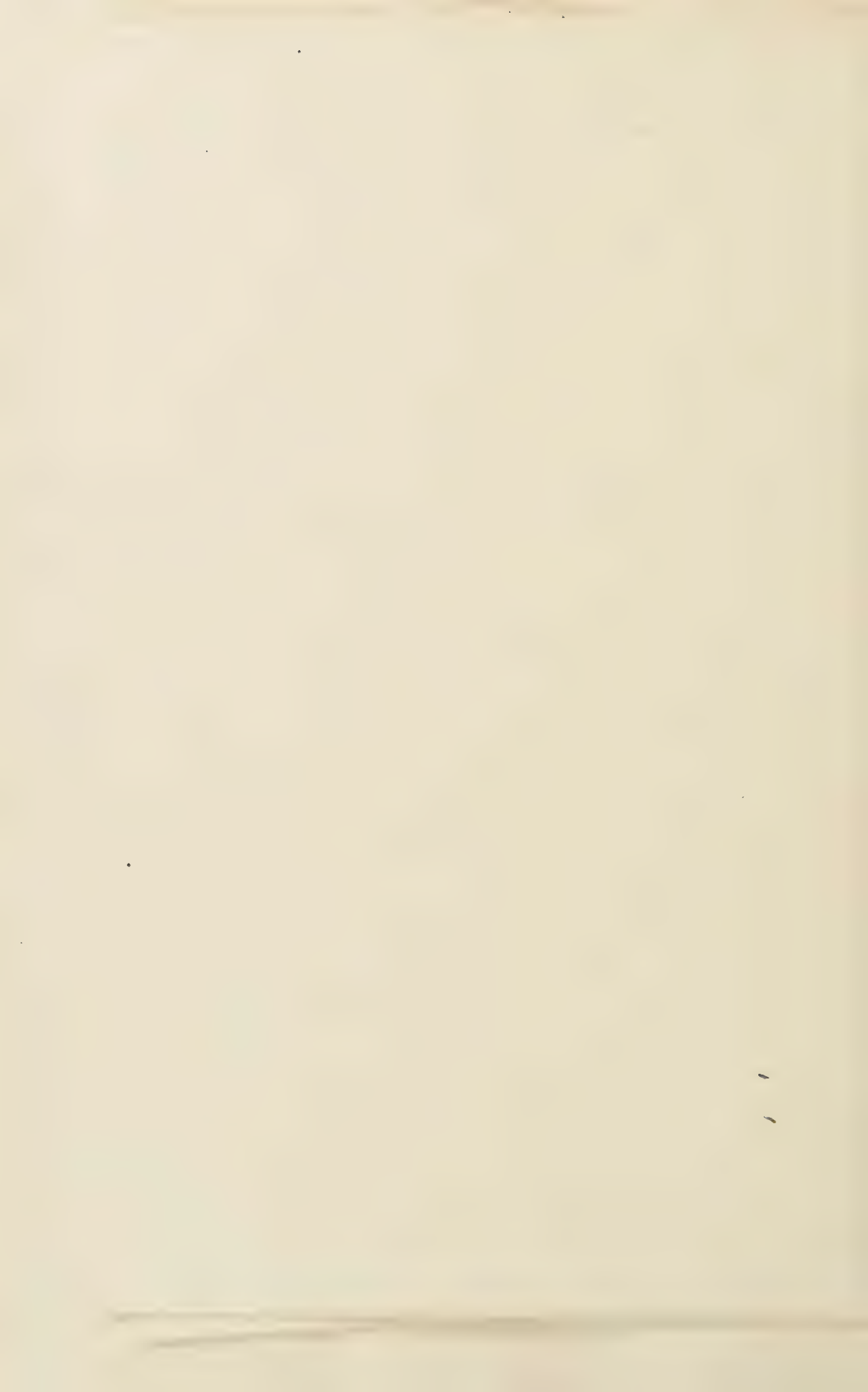
CHARLÉTY.



d'après
la carte géologique de L. Gentil (1920)

Echelle de $\frac{1}{1800000}$

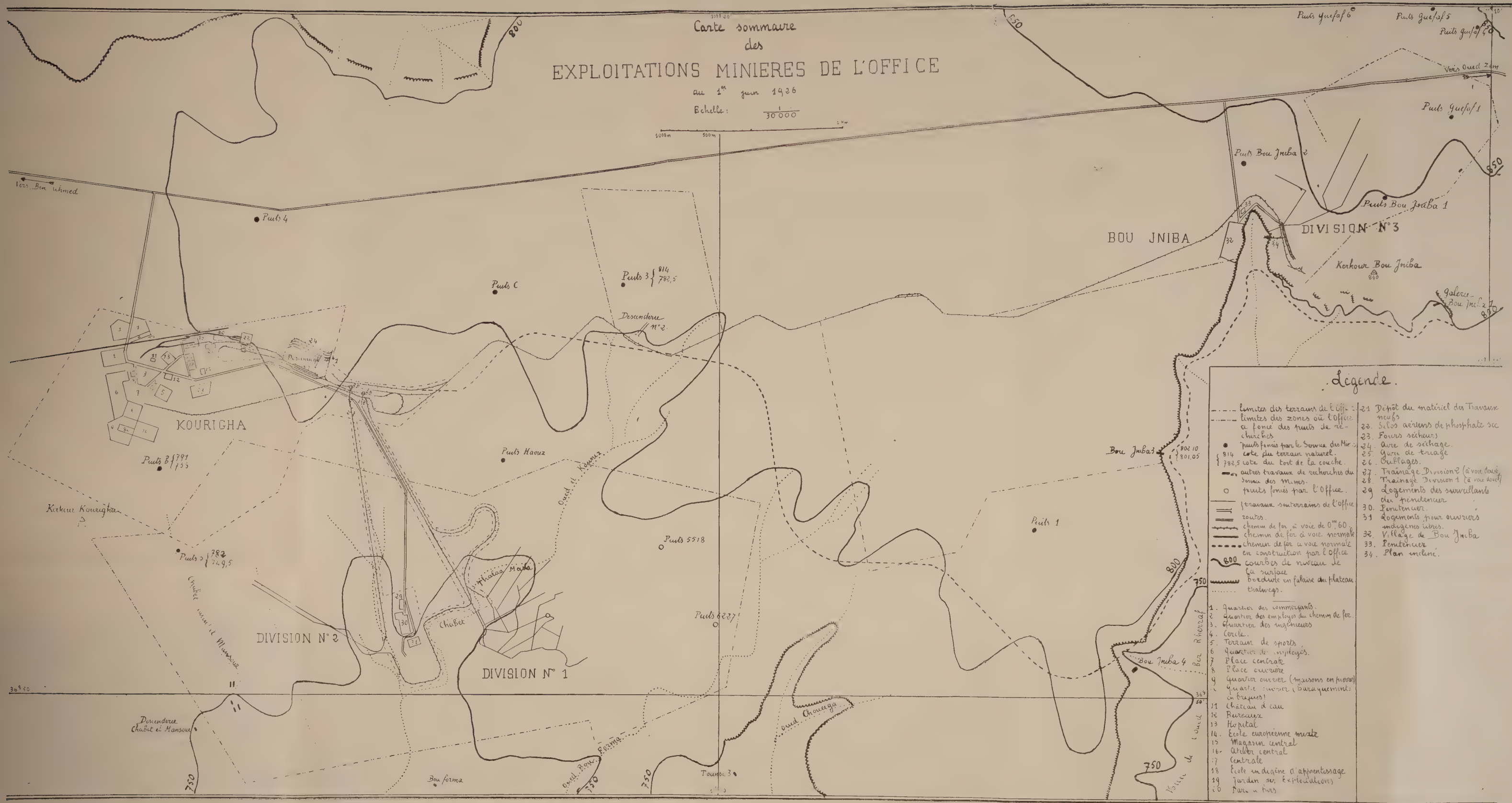




Carte sommaire des EXPLOITATIONS MINIERES DE L'OFFICE

au 1^{er} juin 1926

Echelle: 1:30 000



Légende.

- limites des terrains de l'Office
- limites des zones où l'Office a fondé des puits de recherches
- puits fondés par le Service des Mines
- 814 cote du terrain naturel
- 782,5 cote du toit de la couche
- autres travaux de recherches du Service des Mines
- puits fondés par l'Office
- travaux souterrains de l'Office
- routes
- chemin de fer à voie de 0^m.60
- chemin de fer à voie normale
- chemin de fer à voie normale en construction par l'Office
- courbes de niveau de la surface
- bordure en falaise du plateau triasique
- 21. Dépôt du matériel des Travaux neufs
- 22. Silos aériens de phosphate sec
- 23. Fourneaux sécheurs
- 24. Aire de séchage
- 25. Gare de triage
- 26. Caissons
- 27. Trainage Division 2 (à voie double)
- 28. Trainage Division 1 (à voie double)
- 29. Logements des surveillants du pénétrant
- 30. Pénitencier
- 31. Logements pour ouvriers indigènes libres
- 32. Village de Bou Jniba
- 33. Pénitencier
- 34. Plan incliné
- 1. Quartier des commerçants
- 2. Quartier des employés du chemin de fer
- 3. Quartier des ingénieurs
- 4. Cercle
- 5. Terrain de sports
- 6. Quartier des employés
- 7. Place centrale
- 8. Place ouvrière
- 9. Quartier ouvrier (maisons en briques)
- 10. Quartier ouvrier (barraquements en briques)
- 11. Château d'eau
- 12. Bureaux
- 13. Hôpital
- 14. École européenne mixte
- 15. Magasin central
- 16. Atelier central
- 17. Centrale
- 18. École indigène d'apprentissage
- 19. Jardin des exploitations
- 20. Parc à bois

PIÈCES ANNEXES

Rapport de M. Combelas à M. le lieutenant de Feraudy. — Note au sujet des conditions de prospection par les titulaires de permis de recherches des gisements de phosphates. — Dahir du 27 janvier 1920 modifiant le dahir du 19 janvier 1914. — Dahir du 7 août 1920 (21 kaada 1338) portant création d'un Office chérifien des Phosphates. — Arrêté viziriel du 13 août 1921 (7 Hija 1339) relatif au Conseil d'administration de l'Office chérifien des Phosphates. — Arrêté viziriel du 10 octobre 1921 (8 safar 1340) portant règlement sur la comptabilité de l'Office chérifien des Phosphates. — Arrêté viziriel du 22 juin 1922 (25 chaoual 1340) modifiant le précédent. — Dahir du 23 février 1926 (10 chaabane 1344) approuvant une convention relative à la participation de l'Office chérifien des Phosphates aux dépenses d'établissement du chemin de fer de Casablanca à Kourigha et d'installation d'un réseau d'énergie électrique et suivi de cette convention. — Répartition entre les différents services des exploitations minières des journées faites pendant l'année 1926 par le personnel européen et indigène des exploitations minières. — Coupe des puits 5518 et 6227 division 1. — Analyses-types de phosphates algériens, tunisiens, marocains. — Bilans de l'Office chérifien des Phosphates pour les exercices 1921 à 1926. — Bilan de la Compagnie des Phosphates et du Chemin de fer de Gafsa pour l'exercice 1926. — Carte sommaire des gisements de phosphates marocains. — Carte sommaire des installations des exploitations minières.

El-Boroudj le 3 décembre
1912.

*A Monsieur le Lieutenant de Feraudy, chef du service
des Renseignements*

à EL-BOROU DJ.

MON LIEUTENANT,

J'ai l'honneur de vous informer que j'ai découvert dans le périmètre du poste d'El-Boroudj d'importants gisements de phosphate tribasique de chaux.

Dès mon arrivée au Maroc j'ai consacré tout mon temps à la recherche des phosphates de chaux et après avoir exploré diverses régions, je suis venu à El-Boroudj, presque au moment de l'occupation, pour poursuivre mes investigations. Je viens de voir mes patients efforts couronnés de succès et vous fait part de mes travaux afin que le gouvernement du Protectorat prenne d'urgence les mesures utiles en vue de la conservation de ces richesses à la France.

Selon les indices que j'ai pu recueillir et mes observations personnelles, j'ai tout lieu de supposer que les gisements dont j'ai trouvé les affleurements à El-Boroudj doivent s'étendre sur toute la région comprise entre Giucer, Dar ould Chaffaï, Bir Meskoura, Termast, Mechera Sfa El-Boroudj ; et d'autre part, il n'est pas douteux qu'au fur et à mesure de la pacification, des recherches effectuées dans les pays les derniers soumis donnent les résultats les plus probants.

Considérations générales. — Je crois que le gouvernement du Protectorat que je saisis par votre entremise de cette importante affaire a le plus grand intérêt à s'occuper officiellement dès maintenant de la prospection et des recherches définitives devant précéder la mise en exploitation de ces gisements, pour les raisons suivantes : Il serait à craindre, si le gouvernement ne prenait d'urgence les dispositions lui assurant l'entière propriété du sous-sol de la région indiquée, que des prospecteurs de nationalité étrangère viennent à mettre la main sur des affaires analogues à celle que

j'ai l'honneur de présenter actuellement, et que cette rivalité n'entraîne des complications internationales par la voie consulaire à la suite des compétitions qu'une telle situation ne manquerait pas de soulever.

En effet, la mise en adjudication du sous-sol entraîne la création des moyens de transport propres à l'écoulement rapide des produits vers la mer. Si l'Etat est seul propriétaire et par conséquent libre d'agir comme il l'entendra au mieux de ses intérêts, le chemin de fer devant desservir ses gisements passera là où il jugera le plus convenable de le faire passer. Si au contraire la propriété minière est morcelée, chacun des propriétaires, à quelque nationalité qu'il appartienne, voudra voir passer chez lui ou très à proximité, le chemin de fer lui permettant la mise en exploitation de sa mine, en soulevant des incidents diplomatiques au cas possible où il ne serait pas ressortissant français.

Le moyen préconisé aurait, à mon avis, le double avantage de laisser au gouvernement et la propriété entière de son sous-sol et aussi son entière liberté d'action.

En outre l'adjudication de telle parcelle que l'Etat aurait jugé devoir être exploitée d'abord, aura à supporter des charges largement suffisantes pour gager l'emprunt nécessité par la construction du chemin de fer en question, sans compter l'appoint que l'agriculture apporterait au trafic de la ligne à la fois économique et stratégique. D'autre part les droits de port perçus par le service intéressé à Casablanca (car c'est ce port qui convient le mieux à l'écoulement des produits des régions actuellement visées) seront aussi une très appréciable source de revenus permettant de gager avec plus d'aisance l'emprunt contracté pour la construction de ce port.

J'ai donc l'honneur, mon Lieutenant, de vous prier de vouloir bien saisir le gouvernement du Protectorat de ma découverte et lui demander qu'il veuille bien envoyer le personnel technique nécessaire à la reconnaissance définitive de ces gisements.

Signé : COMBELAS.

NOTE ¹

**au sujet des conditions de prospection par les titulaires
de permis de recherches des gisements de phosphates.**

Des gisements de phosphates d'une étendue considérable et d'une teneur exceptionnelle, ont été reconnus dans les régions d'El-Boroudj et de l'Oued Zem. En conformité de l'article 51 du dahir du 19 janvier 1914 portant règlement minier, leur exploitation fera l'objet d'une adjudication dont l'administration compte fixer très prochainement la date.

Il serait superflu de faire ressortir l'extrême importance de cette exploitation au double point de vue de l'intérêt général et de l'intérêt financier du Protectorat puisque, d'une part, elle amènera en grandes quantités sur le marché un produit qui sera l'un des premiers facteurs du développement agricole, non seulement du Protectorat mais de la France et que, de l'autre, les redevances payées par les adjudicataires constitueront pour nos budgets des ressources considérables.

Il faut évidemment que les puissantes sociétés industrielles qui se sont intéressées à l'affaire et qui en ont déjà entrepris l'étude, soient mises à même d'en apprécier pleinement la valeur, c'est là une condition absolue pour qu'elles n'hésitent ni à s'organiser ni à s'outiller comme il convient, ni à consentir au Protectorat les avantages qu'il est en droit d'espérer.

Sur les zones qui n'ont été l'objet d'aucune demande de permis de recherches, le Protectorat continuera à procéder directement aux reconnaissances et prospections nécessaires ; mais sur celles où ont été délivrées des permis de recherches, c'est aux titulaires de ces permis qu'il appartiendra, selon le droit que leur reconnaît le dahir du 19 janvier 1914 plus haut visé et que l'Administration ne songe pas à leur contester, de poursuivre ces mêmes opérations.

Mais encore ne pouvait-on leur laisser à cet égard une initiative et une liberté complète et s'exposer au cas où leurs travaux seraient insuffisants ou mal conduits à laisser subsister sur la consistance et la richesse des gisements des doutes qui eussent influé grandement

¹ Cette note a été publiée dans le *Bulletin officiel du Protectorat* du 4 août 1919.

sur les résultats de l'adjudication future; d'où la nécessité pour l'administration d'examiner le programme des permissionnaires, d'en contrôler l'exécution, d'en ordonner l'extension, si elle lui paraît utile, et au besoin de poursuivre d'office les travaux complémentaires prescrits si ses ordres n'étaient pas suivis d'effet, les intérêts des prospecteurs étant d'ailleurs pleinement sauvegardés, puisque leur droit au remboursement des dépenses qui leur auront été ainsi imposées est pleinement reconnu et que, même, des avances leur seront au besoin consenties.

C'est cet ensemble de mesures qu'édicte l'arrêté viziriel publié au *Bulletin officiel* du 26 juillet réglementant les prospections par les titulaires de permis de recherches des gisements de phosphates. Cet arrêté n'innove rien d'ailleurs en ce qui concerne les droits d'invention au sujet desquels il se borne à rappeler certaines dispositions du dahir du 19 janvier 1914.

DAHIR DU 27 JANVIER 1920

(6 Djoumada I 1338)

modifiant le dahir du 19 janvier 1914 portant réglementation pour l'exploitation et la recherche des mines dans la zone française de l'empire chérifien.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Moulay Youssef.)

A nos serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos sujets.

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu Très Haut en illustrer la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne

Considérant

Qu'il y a lieu de prendre des mesures pour que la reconnaissance et l'étude des gisements de phosphates s'opèrent à l'avenir d'une façon aussi méthodique que possible;

Que d'autre part, en raison de l'importance que présente pour le développement agricole et commercial du Maroc, l'exploitation des gisements susdits, il est nécessaire de l'organiser de manière à satisfaire à des convenances d'intérêt général dont l'Etat seul peut être juge ;

Que pour ces motifs, il convient de réserver au seul Makhzen tant la recherche des phosphates que leur exploitation ;

A DÉCRÉTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — L'article 51 du dahir du 19 janvier 1914 (21 safar 1332) est, en ce qui concerne les phosphates, modifié comme il suit :

ART. 2. — La recherche et l'exploitation des phosphates sont exclusivement réservées au Makhzen.

ART. 3. — Il sera tenu compte des droits des explorateurs qui auraient acquis avant la mise en vigueur du présent dahir en application des dispositions de l'article 51 du dahir du 19 janvier 1914 (21 safar 1332).

Fait à Rabat le 6 Djoumada I 1338,
(27 janvier 1920).

Vu pour promulgation et mise à exécution :
Rabat, le 28 janvier 1914,
Le commissaire résident général,
LYAUTEY.

(Bulletin Officiel de l'Empire chérifien du 3 février 1920.)

DAHIR

portant création d'un Office Chérifien des Phosphates.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Moulay Youssef.)

A nos serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos sujets.

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu Très Haut en illustrer la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne

Vu le dahir du 27 janvier 1920 portant modification du règlement minier en ce qui concerne l'exploitation des phosphates et prescrivant que celle-ci sera faite en régie ;

Après S'être assurée de l'assentiment du Gouvernement français,

A DÉCRÉTÉ CE QUI SUIT :

TITRE PREMIER

Dispositions générales

ARTICLE PREMIER. — Il est créé sous le nom d' « Office chérifien des Phosphates » une régie d'Etat chargée de l'exploration, des aménagements et de l'exploitation des phosphates du Maroc.

ART. 2. — L'Office jouit de la personnalité civile.

Il est géré par un directeur général sous le contrôle d'un Conseil d'administration.

Le directeur général est chargé de l'exécution des explorations et aménagements et des opérations de l'exploitation technique et commerciale.

Il représente l'Office vis-à-vis de toutes administrations et de tous particuliers.

Le Conseil délibère :

Sur les programmes techniques et financiers ;

Sur les affaires relatives à la mise en valeur et à l'exploitation des gisements, et sur toutes les questions dont il sera saisi par le directeur général.

En cas de désaccord entre le directeur et le Conseil d'administration, le Gouvernement chérifien pourra toujours provoquer une nouvelle délibération du Conseil.

Le Conseil comprendra, en outre des représentants du Gouvernement chérifien, des représentants de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce.

La composition du Conseil et les détails de son organisation et de son fonctionnement seront ultérieurement fixés par arrêté viziriel.

TITRE DEUXIEME

Dispositions financières

ART. 3. — Les dépenses de l'exploration et des installations des phosphates seront couvertes :

- 1° Par une dotation sur le budget d'emprunt du Protectorat ;
- 2° Par un fonds de réserve spécial constitué avec les bénéfices ;
- 3° Par des obligations émises, pour le compte de l'Office, avec garantie du Gouvernement chérifien.

ART. 4. — Les dépenses d'exploitation sont couvertes :

- 1° Par les recettes de l'Office ;
- 2° Par prélèvement sur le fonds de réserve.

ART. 5. — L'Office s'administre lui-même et fait directement toutes ses opérations financières suivant des règles qui seront ultérieurement fixées par arrêté viziriel.

ART. 6. — Sur les bénéfices seront prélevées :

- 1° Une part revenant au personnel de direction et d'exécution, basée sur la production utile et le bénéfice réalisé dans l'exercice ;
- 2° Une part applicable aux fonds de réserve dont le maximum sera ultérieurement fixé.

Les fonds disponibles après ces prélèvements seront reversés au Trésor chérifien.

ART. 7. — L'Office pourra, avec l'autorisation du Gouvernement chérifien, prendre des participations dans les entreprises marocaines ayant pour objet l'utilisation des phosphates sur le territoire du Protectorat.

TITRE TROISIEME

ART. 8. — L'Office doit tenir constamment le Gouvernement chérifien au courant de sa gestion et il fournira :

1° Périodiquement, aux époques fixées par celui-ci, un compte rendu de la gestion financière et commerciale et de l'avancement des installations ;

2° Un rapport général annuel sur :

La gestion technique et commerciale ;

Ses recherches et les installations de l'année écoulée ;

Le bilan de l'exercice.

3° Le programme financier et technique pour chaque année à venir.

ART. 9. — Une commission des comptes, dont la composition sera ultérieurement arrêtée, sera chargée de la vérification annuelle des opérations de la régie et remettra un rapport qui sera présenté à l'homologation du Gouvernement.

Fait à Rabat, le 21 Kaada 1338,

(7 août 1920).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 9 août 1920,

Le Délégué à la Résidence Générale,

URBAIN BLANC.

ARRÊTÉ VIZIRIEL

**relatif au Conseil d'administration de l'Office Chérifien
des Phosphates.**

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 7 août 1920 (21 kaada 1338), portant création de l'Office chérifien des Phosphates et notamment les articles 2 et 9,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le Conseil d'administration de l'Office chérifien des Phosphates comprend onze membres et il est ainsi composé :

Le secrétaire général du Protectorat, président ;

Les directeurs généraux des Finances, des Travaux publics et de l'Agriculture, Commerce et Industrie ;

L'Inspecteur général conseiller technique du Protectorat pour les mines ;

Le directeur général de l'Office ;

L'Ingénieur en chef du contrôle des chemins de fer ;

Quatre représentants de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie.

ART. 2. — Les représentants de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie sont nommés chaque année par arrêté viziriel, après présentation par chacune des sections française et indigène du Conseil supérieur de l'Agriculture et du Conseil supérieur du Commerce et de l'Industrie d'une liste de trois membres.

ART. 3. — Le Conseil d'administration se réunit sur la convocation du président.

Il délibère à la majorité des membres présents dont le nombre doit être de cinq au minimum.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Le directeur général de l'Office est rapporteur des affaires soumises au Conseil ; il peut se faire assister par des chefs de service qui, pour les matières de leur compétence, auront voix consultative.

Les frais de voyage des membres du Conseil domiciliés hors de Rabat leur seront remboursés, suivant une procédure et un tarif qui seront arrêtés par une décision du Conseil.

ART. 4. — Un comité technique permanent formé par les trois membres du Conseil représentant la Direction générale des Finances, des Travaux Publics et de l'Agriculture, Commerce et Industrie et par le directeur général de l'Office, est délégué pour l'examen des affaires courantes et urgentes soumises par le directeur général de l'Office.

Chacun des membres de ce Comité peut se faire assister à ce Comité par des chefs de service que la question à discuter intéresse spécialement.

Fait à Rabat, le 7 Hija 1339,
(13 août 1921).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 13 août 1921,

Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.

ARRÊTÉ VIZIRIEL

portant règlement sur la comptabilité de l'Office Chérifien des Phosphates.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 7 août 1920 (21 kaada 1338) portant création d'un office autonome des phosphates marocains ;

Vu l'arrêté viziriel du 13 août 1921 (7 hija 1339), relatif au Conseil d'administration de l'Office chérifien des Phosphates,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les règles de la comptabilité publique ne sont pas applicables à l'Office, qui tient ses écritures, effectue ses recettes et ses paiements suivant les lois et usages du commerce, sous réserve des prescriptions spéciales édictées par le présent arrêté viziriel.

ART. 2. — Un caissier général, nommé par arrêté viziriel sur la proposition du directeur général des finances, est le comptable de l'Office. Il est chargé d'effectuer toutes opérations de recettes et de dépenses, au vu des titres établis par le directeur général de l'Office. La gestion du caissier général est soumise aux vérifications des agents financiers du Protectorat et de l'inspection générale des finances. Il en est responsable et est assujéti au versement d'un cautionnement dans les conditions qui sont fixées par le Conseil d'administration. Les instructions de détail concernant les opérations mentionnées à l'article premier sont établies et lui sont notifiées par le directeur général de l'Office.

ART. 3. — Les fonds disponibles sont versés en compte courant au trésor chérifien ou à tels établissements de banque agréés par le Conseil d'administration.

Sur l'ordre du directeur général, le caissier général procède suivant l'état de sa caisse, aux versements et retraits de fonds.

ART. 4. — Les recettes d'exploitation sont effectuées suivant les usages commerciaux et industriels. Cependant, toute recette sans exception donne lieu à l'établissement d'une quittance détachée d'un carnet à souche et remise à la partie versante. Les carnets doivent être joints aux pièces justificatives prévues à l'article 11 ci-après, à présenter à la Commission de vérification des comptes.

ART. 5. — Les dépenses pour les travaux neufs ou l'exploitation sont effectuées suivant les usages commerciaux et industriels, toute dépense donnant lieu à l'établissement d'une pièce justificative certifiée et arrêtée par le directeur général et comportant l'acquit de la partie prenante. Ces pièces doivent être présentées à la Commission de vérification des comptes, comme il est dit à l'article 11.

ART. 6. — Le directeur général établit, avant le 1^{er} novembre, d'accord avec le Comité permanent prévu à l'article 4 de l'arrêté viziriel du 13 août 1921, un état de prévisions détaillé des recettes et des dépenses de l'année suivante. Cet état est soumis à la dernière séance du Conseil d'administration de l'année courante.

ART. 7. — Le bilan de chaque exercice, qui comprend les opérations effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre, est établi avant le 31 mars. Les bénéfices résultant du compte de profits et pertes sont déterminés par le produit net d'exploitation, déduction faite des amortissements. Les taux de ces amortissements sont fixés chaque année par le Conseil d'administration sur la proposition du directeur général.

ART. 8. — Sur les bénéfices annuels, déterminés comme il a été dit à l'article précédent, dix pour cent sont prélevés pour constituer le fonds de réserve prévu à l'article 6 du dahir du 7 août 1920. Ce fonds de réserve sera limité au dixième du montant de la dotation d'emprunt affecté à l'Office des Phosphates.

Le Conseil d'administration a, en outre, la faculté de décider la constitution d'une réserve spéciale et de réserves extraordinaires.

ART. 9. — La part et le mode de distribution des bénéfices nets revenant au personnel sont fixés chaque année par le Conseil d'administration.

ART. 10. — Les bénéfices disponibles après les prélèvements ci-dessus sont versés aux recettes ordinaires du budget chérifien.

ART. 11. — La Commission des comptes, chargée de vérifier annuellement les comptes du caissier général, est ainsi composée sous la présidence du trésorier général du Protectorat :

Le premier fondé de pouvoir de la trésorerie générale ;

L'inspecteur principal de la comptabilité à la direction générale des finances ;

Le chef du personnel et de la comptabilité à la direction générale des travaux publics ;

Le caissier général tient à la disposition de la Commission, à l'appui de ses comptes, tous les documents justificatifs de sa gestion.

La Commission des comptes dresse son rapport au gouvernement chérifien en lui proposant, s'il y a lieu, toutes injonctions utiles. Le caissier général est tenu d'obtempérer aux injonctions du gouvernement avant l'arrêté définitif des comptes auquel le Conseil d'administration doit procéder le 1^{er} août au plus tard.

Fait à Rabat, le 8 safar 1340,
(10 octobre 1921).

BOUCHAIB DOUKKALI,
Suppléant du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 11 octobre 1921,
Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 22 JUIN 1922

(25 chaoual 1340)

**modifiant l'arrêté viziriel du 10 octobre 1921 (8 safar 1340)
portant règlement sur la comptabilité de l'Office chérifien des phosphates.**

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 7 août 1920 (21 kaada 1338) portant création d'un Office chérifien des Phosphates ;

Vu l'arrêté viziriel du 13 août 1921 (8 hija 1339) relatif au Conseil d'administration de l'Office chérifien des Phosphates ;

Vu l'arrêté viziriel du 10 octobre 1921 (8 safar 1340) portant règlement sur la comptabilité de l'Office chérifien des Phosphates,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 5 de l'arrêté viziriel du 10 octobre 1921 (8 safar 1340) susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

« ART. 5. — Les dépenses pour les travaux neufs ou l'exploitation sont effectuées suivant les usages commerciaux et industriels, toute dépense donnant lieu à l'établissement d'une pièce justificative certifiée et arrêtée par le directeur général et comportant l'acquit de la partie prenante.

» Si celle-ci déclare ne savoir signer, les dispositions de l'article 38 du dahir du 9 juin 1917 (18 chaabane 1335) portant règlement sur la comptabilité publique de l'Empire chérifien sont applicables pour la constatation des paiements.

» Dans ce cas, la déclaration en est faite au comptable qui la transcrit sur la pièce de dépense, la signe et la fait signer par deux témoins présents au paiement pour toutes les sommes qui n'excèdent pas 150 francs.

» Il exige une quittance notariée, ou une quittance administrative pour les paiements au-dessus de 150 francs, excepté pour les allocations de secours à l'égard desquelles la preuve testimoniale est admise sans limitation de somme.

» Si l'impossibilité de fournir une quittance notariée ou une quittance administrative est établie, le paiement a lieu en présence de deux témoins notoirement connus, qui signent avec le comptable la déclaration faite par la partie.

» Les pièces justificatives des dépenses doivent être présentées à la commission de vérification des comptes, comme il est dit à l'article 11. »

Fait à Rabat, le 25 chaoual 1340,
(22 juin 1922).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 5 juillet 1922.

*Le Ministre Plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,*
URBAIN BLANC.

DAHIR

approuvant une convention relative à la participation de l'Office chérifien des Phosphates aux dépenses d'établissement du chemin de fer de Casablanca à Kourigha et d'installation d'un réseau d'énergie électrique.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Moulay Youssef.)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 7 août 1920 (21 kaada 1338) portant création de l'Office chérifien des Phosphates ;

Vu l'arrêté viziriel du 13 août 1921 (7 hija 1339), relatif au Conseil d'administration de l'Office chérifien des Phosphates,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Est approuvée, telle qu'elle est annexée au présent dahir, la convention passée le 3 octobre 1925 entre M. Delpit, directeur général des travaux publics, représentant l'Etat chérifien, d'une part, et M. Beaugé, directeur général de l'Office chérifien des Phosphates, d'autre part, en vue de régler les conditions de la participation de l'Office chérifien des Phosphates aux dépenses d'établissement du chemin de fer de Casablanca à Kourigha et d'installation d'un réseau d'énergie électrique.

Fait à Rabat, le 10 chaabane 1344,
(23 février 1926).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 4 mars 1926.

Le Commissaire Résident Général,

T. STEEG.

CONVENTION

relative à la participation de l'Office chérifien des Phosphates aux dépenses d'établissement des chemins de fer et à l'installation d'un réseau d'énergie électrique.

Entre M. Delpit, directeur général des travaux publics, représentant le Gouvernement chérifien,

Et M. Beaugé, directeur général de l'Office chérifien des Phosphates,

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — L'Office chérifien des Phosphates s'engage à rembourser au Gouvernement chérifien les annuités payées par celui-ci depuis l'origine de la construction :

1° Pour l'établissement (construction et matériel fixe et roulant) de l'embranchement de voie normale qui dessert Kourigha ;

2° Pour la moitié de l'établissement du tronçon commun Casablanca-Sidi el Aïdi, ainsi que des gares de marchandises de Casablanca ;

3° Pour la part d'établissement ou de garantie due à l'Energie électrique du Maroc au titre des installations qui concernent la production et le transport de l'énergie électrique à Kourigha.

Les modalités et les quotités annuelles de ces remboursements seront ultérieurement arrêtées par le Gouvernement chérifien, l'Office chérifien des Phosphates entendu.

ART. 2. — Dans le cas où les disponibilités de trésorerie de l'Office chérifien des Phosphates ne permettraient, telle ou telle année, que d'assurer un remboursement partiel des annuités échues, le surplus serait porté à un compte d'attente non productif d'intérêts ; ce compte serait éteint suivant les possibilités des années suivantes.

ART. 3. — En raison des sommes prises ainsi à sa charge pour les travaux ci-dessus énumérés, l'Office chérifien des Phosphates recevra la moitié de la part des bénéfices revenant au Gouvernement chérifien pour l'exploitation de l'embranchement des phosphates et le transport de l'énergie électrique à Kourigha.

ART. 4. — Afin de laisser apparents ses résultats bruts industriels des divers exercices, l'Office chérifien des Phosphates inscrira au débit de son compte de profits et pertes les versements annuels dont il est question à l'article premier lorsque ces versements pourront être effectués.

Rabat, le 3 octobre 1925.

Signé : BEAUGE. Signé : DELPIT.

Le Secrétaire Général du Protectorat,

Signé : R. DE SAINT-QUENTIN.

COUPE DU Puits 5518, DIVISION I.

3.70	Mélange de calcaire et terre végétale.	
18.10	Calcaire	
4.40	Alternances, calcaire marneux, silex, marne, calcaire phosphaté, calcaire	
2.85	Alternance, phosphate, silex, marne, marne siliceuse, calcaire phosphaté, calcaire marneux	
1.60	Marne, marne siliceuse	
0.35	Phosphate	
0.80	Calcaire phosphaté	
0.75	Marne, marne siliceuse, silex	
0.25	Phosphate	
0.50	Calcaire phosphaté	
0.70	Calcaire phosphaté, marne, silex, phosphaté	
0.30	Marne, phosphate marneux, silex	
1.00	Calcaire phosphaté, poches phosphate friable	
0.25	Marne	
0.10	Phosphate	} Couche n° 1, ouverture 1.25 m.
0.10	Rognons silex	
0.55	Phosphate	
0.10	Rognons silex	
0.40	Phosphate	
?	Calcaire phosphaté	

Profondeur au toit de la couche : 35.55 m.

Profondeur totale du puits : 36.80 m.

COUPE DU Puits 6227, DIVISION I.

0.20	Terre végétale	
27.00	Calcaire	
4.00	Calcaire, calcaire marneux, silex	
3.10	Alternances : phosphate, silex, calcaire phosphaté, marne, calcaire marneux.	
1.30	Marne, marne siliceux.	
0.30	Phosphate	
0.50	Calcaire phosphaté, rognons silex	
1.00	Marne, marne siliceux	
0.40	Phosphate	
0.50	Calcaire phosphate	
1.10	Alternances : marne phosphatée, silex	
0.40	Phosphate	
0.60	Calcaire phosphaté	
0.30	Marne, calcaire marneux	
0.10	Phosphate	
0.10	Rognons de silex	} Couche n° 1, ouverture 2.50 m.
0.10	Phosphate	
0.10	Rognons de silex	
0.80	Phosphate	
0.10	Rognons de silex	
1.20	Phosphate	

Profondeur au toit de la couche : 40.70 m.

Profondeur totale du puits : 43.20 m.

Analyses-types de phosphates algériens-tunisiens-marocains.

	Kouif 65/70	Gafsa 58/63	Gafsa 63/68	M' Dilla 63/68	Maroc 75/77
Eau combinée et ma- tières organiques .	4 76	6 44	7 45	4 85	3 06
Acide carbonique . .	6 81	4 76	4 60	4 30	2 80
Anhydride sulfurique	2 36	3 40	2 75	3 20	1 89
Acide phosphorique .	30 42	27 38	29 74	29 81	34 22
Silice	0 86	—	—	4 20	2 56
Oxyde de fer . .	0 39	0 60	0 64	0 60	0 30
Alumine	0 44	1 00	1 09	0 85	0 41
Chaux	49 20	45 70	48 58	48 40	52 40
Magnésie	1 06	0 92	0 57	1 01	0 53
Potasse	—	—	0 09	0 13	—
Soude	0 43	—	—	1 48	—
Chlore	0 59	0 10	0 11	0 16	0 03
Fluor	2 56	1 45	2 12	1 01	1 48
Matières insolubles .	—	8 50	3 05	—	—
Equivalent en phos- phate tribasique .	66 43	59 77	64 95	65 08	74 71

BILAN AU 31 DECEMBRE 1921

ACTIF

Comptes de premier établissement

	Dépenses de- puis l'origine	Amortisse- ments	
Domaine de l'Office : Terrains et constructions à Rabat, à Casablanca et aux Mines.	1,935,047 92		
Direction générale à Rabat : Frais de premier établissement. Matériel et mobilier	723,529 29	40,000	
Mines : Aménagement, matériel et mobilier	1,595,137 59		
Embarquements : Hangars et matériel	343,669 76		
Chemin de fer : Raccordement minier et matériel	672,898 38		
Recherches générales au Maroc . . .	105,337 24		
Total fr. :	5,375,620 18	40,000	5,335,620 18

Approvisionnements et valeurs à réaliser

Magasins aux Mines et à Casablanca	515,669 35	
Stocks de phosphate aux Mines et à Casablanca . .	548,883 65	
Factures de phosphate à recouvrer	161,663 60	
Avance sur frêt à retenir	3,052 65	
Avances aux fournisseurs . , ...	121,759 01	
Total fr. :	1,351,028 26	1,351,028,36

Valeurs disponibles

Caisses et Banques	1,233,447 92
------------------------------	--------------

Dotation de l'Etat

Reliquat disponible et réalisé.	28,500,000 00
Total de l'Actif fr. . .	36,420,096 36

APRES APPLICATION DES AMORTISSEMENTS

PASSIF

Capital de premier établissement	36,000,000 00	
Réserves : Réserve normale	3,968 20	
Réserve extraordinaire	35,713 76	
	39,681 96	39,681 96
Créditeurs divers		380,414,40

Total du Passif		36,420,096 36
-----------------	-------	---------------

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1922

ACTIF

Comptes de premier établissement

	Dépenses de- puis l'origine	Amortisse- ments	
Domaine de l'office : Terrains et constructions à Rabat, à Casablanca et aux Mines.	5,537,428 51		
Direction générale à Rabat : Frais de premier établissement. Matériel et mobilier . . . , ...	723,303 69	220,000	
Mines : Aménagement, matériel et mobilier	6,255,608 79		
Embarquements : Hangars et matériel	1,352,934 17		
Chemin de fer : Raccordement minier et matériel	2,190,926 55		
Recherches générales au Maroc	153,284 94		
Total fr.	16,213,486 65	220,000	15,993,486 65

Approvisionnements et valeurs à réaliser

Magasins aux Mines et à Casablanca	1,463,035 03	
Stocks de phosphate aux Mines et à Casablanca	1,845,082 16	
Factures de phosphate à recouvrer	532,876 35	
Débiteurs divers	1,508,610 66	
Total fr.	5,349,604 20	5,349,604 20

Valeurs disponibles

Caisses et Banques	2,115,085 12
------------------------------	--------------

Dotation de l'Etat

Reliquat disponible non réalisé	13,800,000 00
Intérêts différés capitalisés au 31 décembre 1922	1,083,671 75
Total de l'Actif fr.	38,341,847 72

APRES APPLICATION DES AMORTISSEMENTS

PASSIF

Capital de premier établissement	36,000,000 00	
Réserves : Réserve normale	3 968 20	
Réserve extraordinaire	35,713 76	
	39,681 96	39,681 96
Créditeurs divers : Intérêts à 7 % de la		
Dotation de l'Etat	1,083,671 75	
Divers	1,210,972 58	
	2,294,644 33	2,294,644 33
Pertes et profit industriels : Solde à reporter		7,521 43

Total du Passif : 38,341,847 72

BILAN AU 31 DECEMBRE 1923

ACTIF

Comptes de premier établissement

	Dépenses de- l'origine	Amortisse- ment	
Domaine de l'office : Terrains et cons- tructions à Rabat, à Casablanca et aux mines	10,407,698 25		
Direction générale à Rabat : Frais de premier établissement, matériel et mobilier	713,711 59	577,685 46	
Exploitations minières : Aménage- ments, matériel et mobilier	13,216,732 69		
Embarquements : Hangars et matériel	2,300,305 31		
Chemins de fer : Raccordement minier et matériel	2,190,926 55		
Recherches générales au Maroc . . .	191,988,89	175,983 09	
Total . . . fr.	29,021,363 28	753,668 55	28,267,694 73

Approvisionnement et valeurs à réaliser

Magasins aux Mines, à Casablanca et à Rabat. .	2,731,266 88	
Stocks de phosphate aux Mines et à Casablanca .	2,948,612 93	
Factures de phosphate à recouvrer	1,209,705 03	
Débiteurs divers	7,130,843 42	
Total . . . fr.	14,020,428 26	14,020,428 26

Valeurs disponibles

Caisses et banques	1,273.068 51	
Intérêts différés dus à l'Etat au 31 décembre 1923	3,145,841 05	
Total de l'actif , . . fr.	<u>46,707,032 58</u>	

APRES APPLICATION DES AMORTISSEMENTS

PASSIF

Capital de premier établissement	36,000,000 00	
Réserves : Réserve normale	31,440 17	
Réserve extraordinaire.	282,961 47	
	314,401 64	314,401 64
Créditeurs divers :		
Intérêts à 7 % de la dotation d'Etat. . .	3,145,841 05	
Divers	7,246,789 89	
	10,392,630 94	10,392,630 94

Total du passif	
	46,707,032 58

BILAN AU 31 DECEMBRE 1924

ACTIF

Comptes de premier établissement

	Dépenses de- puis l'origine	Amortisse- ments
Domaine de l'office : Terrains et constructions à Rabat, à Casablanca et aux Mines.	14,061,911 16	1,066,737 46
Direction générale à Rabat : a) Frais de premier établissement 1921.	577,685 46	577,685 46
b) Matériel	133,708 13	
Exploitations minières : Aménagements, matériel et mobilier.	32,584,758 56	1,372,529 33
Embarquements : Silos et matériel.	3,232,775 69	
Chemin de fer : a) Gare et maisonnettes	75,238 73	
b) Travaux Bou Juiba Bir Bettane	560,733 21	560,733 21
Recherches générales au Maroc	175,983 09	175,983 09
Total fr. :	51,402,794 03	6.753,668 55 44,649,125 48

Approvisionnements et valeurs à réaliser

Magasins aux Mines, à Rabat et à Casablanca	5,311,476 28	
Stocks de phosphate aux Mines et à Casablanca	3,294,911 17	
Factures de phosphate à recouvrer	3,315,432 96	
Débiteurs divers	4,824,125 91	
Total fr. :	16,745,946 32	16,745,946 32

Actif disponible.

Caisses et Banques	18,332,861 53	
Total de l'Actif fr.	79,727,933 33	

APRES APPLICATIONS DES DECISIONS DU CONSEIL

PASSIF

Capital de premier établissement	36,000,000 00	
Emprunt à court terme	30,000,000 00	
Réserves : Réserve normale	880,404 87	
Réserve extraordinaire pour travaux neufs	2,037,593 86	
Réserve pour opérations de change à terme	1,584,057 06	
	4,502,055 79	4,502,055 79
Créditeurs divers		9,225,877 54

Total du Passif 79,727,933 33

BILAN AU 31 DECEMBRE 1925

ACTIF

Comptes de premier établissement

	Dépenses de- puis l'origine	Amortisse- ments
Domaine de l'office : Terrains et constructions à Rabat, à Casablanca et aux Mines	14,643,575 98	1,561,707 14
Direction générale à Rabat : a) Frais de premier établissement 1921. . .	577,685 46	577,685 46
b) Matériel	132,223 78	
Exploitations minières : Aménagements, matériel et mobilier . . .	35,955,449 03	7,461,850 00
Embarquements : Silos et matériel. .	4,862,784 56	2,415,709 65
Chemins de fer :		
a) Gare et maisonnettes.	75,238 73	
b) Travaux Bou Juiba-Bir Bettane .	560,733 21	560,733 21
Recherches générales au Maroc . . .	175,983 09	175,983 09
Total . . fr.	56,983,673 84	12,753,668 55 44,230,005 29

Approvisionnements et valeurs à réaliser

Magasins aux Mines, à Rabat et à Casablanca. .	7,922,361 56
Stocks de phosphate aux Mines et à Casablanca .	1,839,778 69
Futures de phosphate à recouvrer	6,598,830 93
Débiteurs divers.	3,536,663 70
Total . . fr.	19,897,634 88 19,897,634 88

Actif disponible.

Caisses et banques	32,983,167 23
Total de l'actif fr. . .	<u>97 110,807 40</u>

APRES APPLICATIONS DES DECISIONS DU CONSEIL

PASSIF

Capital de premier établissement	36,000,000 00	
Emprunt à court terme	30,000,000 00	
Réserves : Réserve normale	1,955,381 76	
Réserve extraord. pour travaux neufs	9,192,385 91	
Réserve pour opérations de change à terme	1,500,000 00	
	12,647,767 67	12,647,767 67
Créditeurs divers : Etat chérifien, participation de l'Office au service des emprunts pour les chemins de fer du Maroc et l'énergie électri- que du Maroc	11,788,078 30	
Divers	6,674,961 43	
	18,463,039 73	18,463,039 73

Total du passif . . frs 97,110,807 40

BILAN AU 31 DECEMBRE 1926

ACTIF

Comptes de premier établissement

	Dépenses de- puis l'origine	Amortisse- ments
Domaine de l'office : a) Terrains et constructions à Rabat, à Casablanca et aux Mines.	18,392,675 22	1,971,589 97
b) Frais d'actes.	8,475 00	8,475 00
Direction générale à Rabat : a) Matériel	126,523 78	
b) Frais généraux 1921	577,685 46	577,685 46
Exploitations minières : a) Matériel et usines	36,635,071 13	669,211 19
b) Travaux d'aménagement	10,051,497 86	10,451,497 86
Embarquements : a) Matériel, hangars et silos.	6,338,457 71	
b) Travaux d'aménagement	7,712,077 16	7,712,077 16
Chemins de fer : a) Matériel roulant mis à la disposition des C.F.M. . . .	1,930,000 00	
b) Travaux sur la voie de 0 ^m 60 (1921)	560,733 21	560,733 21
Recherches générales au Maroc	175,983 09	175,983 09
Total fr.	82,509,182 62	21,727,286 24
		60,781,896 38

Approvisionnements et valeurs à recouvrer

Magasins aux Mines, à Rabat et à Casablanca. . .	16,395,071 06	
Stocks de phosphate aux Mines et à Casablanca . .	1,972,756 37	
Facture de phosphate à recouvrer.	9,289,075 38	
Débiteurs divers	9,879,182 43	
Total fr.	37,536,085 24	37,536,085 24

Actif disponible.

Caisses et Banques	22,741,142 60
Total de l'Actif fr.	121,059,124 22

Capital de premier établissement	36,000,000 00
--	---------------

Réserve normale.	3,600,000 00
------------------	--------------

Réserve extraordinaire pour travaux neufs. 25,935,313 33

Réserve pour opérations de change	1,5 00,000 00
---	---------------

31,035,313 33 31,035,313 33

Caisse de prévoyance du personnel	310,782 41
---	------------

Etat chrétien : participation de l'office pour l'exercice 1926, au service des emprunts pour les chemins de fer et l'Energie électrique du Maroc	4,014,382 09
--	--------------

Caisse de l'hydraulique agricole et caisse de colonisation	26,800,000 00
--	---------------

Part de l'office dans les travaux du port de Casablanca en 1927	10,000,000 00
---	---------------

Divers	12,898,646 39
------------------	---------------

54,023,810 89 54,023,810 89

Total du Passif : 121,059,124 22

BILAN DE LA COMPAGNIE DES PHOSPHATES ET DU

ACTIF

Frais de constitution	Fr.	1 »
Apports		1 »
Mines		42,182,337 56
Chemins de fer		47,087,672 35
Embarquement		8,360,919 51
Domaine et immeubles		10,414,201 09
Intérêts intercalaires		1 »
Permis de recherches		1 »
Mobilier de Paris		1 »
Magasins aux mines, au chemin de fer, à l'em- barquement		17,603,048 19
Stocks de phosphates		8,191,817 55
Factures à recouvrer		5,816,615 88
Débiteurs divers		7,808,661 21
Impôts à recouvrer		1,725,521 44
Cautionnements au Gouvernement Tunisien		200,000 »
Avances sur fret à retenir		531,167 14
Caisse et banques		18,164,637 41
Bons de la Défense Nationale		» »
Rentes françaises , ...	{	12,740,240 78
Portefeuille		
Remboursement des bons 6 %		» »
Effets à recevoir		1,783,392 10
Acomptes sur dividende		6,942,816 »
Total de l'Actif . Fr.		189,553,093 21

CHEMIN DE FER DE GAFSA AU 31 DECEMBRE 1926.

	PASSIF
Capital	Fr. 36,000,000 »
Obligations	15,000,000 »
Bons 6 % amortis.	» »
Réserve légale	3,600,000 »
Réserve pour amortissement des actions	4,500,000 »
Réserve pour amortissement des bons	» »
Provision pour amortissement des obligations	1,010,500 »
Provisions diverses	1,902,217 87
Fonds de prévoyance	1,800,000 »
Prime sur émission d'actions	39,000,000 »
Amortissements industriels	50,390,013 93
Créditeurs divers	6,868,250 67
Impôts et redevances au Gouvernement Tunisien	1,843,125 05
Intérêts sur obligations	71,336 25
Bénéfice	27,567,649 44

Total du Passif	Fr. 189,553,093 21
---------------------------	--------------------

ADDENDA

I

Nous avons pu avoir, par l'intermédiaire de l'Office du Gouvernement Général de l'Algérie à Paris, les renseignements suivants concernant la Compagnie des Phosphates de Constantine.

1° Le P. V. du 12 décembre 1911 portant adjudication du droit d'exploiter les phosphates de chaux du Kouif a fixé, en sus du droit général de fr. 0,50 prévu par le décret du 25 mars 1898, la redevance de 3 francs par tonne pour les 100.000 premières tonnes, de 2 francs par tonne pour les 200.000 suivantes et de 1 franc par tonne au delà de 300.000 tonnes ¹.

2° Le phosphate du Kouif est actuellement transporté par les C. F. A. E. de Tébessa au port de Bône, pour le prix de fr. 21,94.

3° Les salaires des Européens varie dans le département de Constantine, suivant la spécialité, de 25 francs à 50 francs par jour. Quant à celui des indigènes adultes, il est de 8 à 9 francs dans les petites exploitations et de 11 à 12 francs dans les grandes exploitations ². Cette main-d'œuvre indigène est fort difficile à fixer l'été et les grosses exploitations sont obligées, pendant cette saison, de donner des primes importantes d'assiduité

¹ Soit 1.66 fr. en moyenne par tonne pour l'année 1926 où le chiffre des ventes a atteint 601.674 tonnes.

² Soit des taux de salaires sensiblement égaux à ceux accordés par l'Office à son personnel.

II

Voici les motifs par lesquels MM. Busset et Combelas ont été déboutés de la demande de permis de recherches qu'ils avaient présentée à la Commission arbitrale des Mines à la suite de leur invention des phosphates en 1912 :

« A l'appui de leur requête, les requérants ont invoqué une déclaration de découverte.

» La commission est d'avis qu'un tel acte ne suffit pas à justifier la délivrance d'un permis de recherche ou d'exploitation.

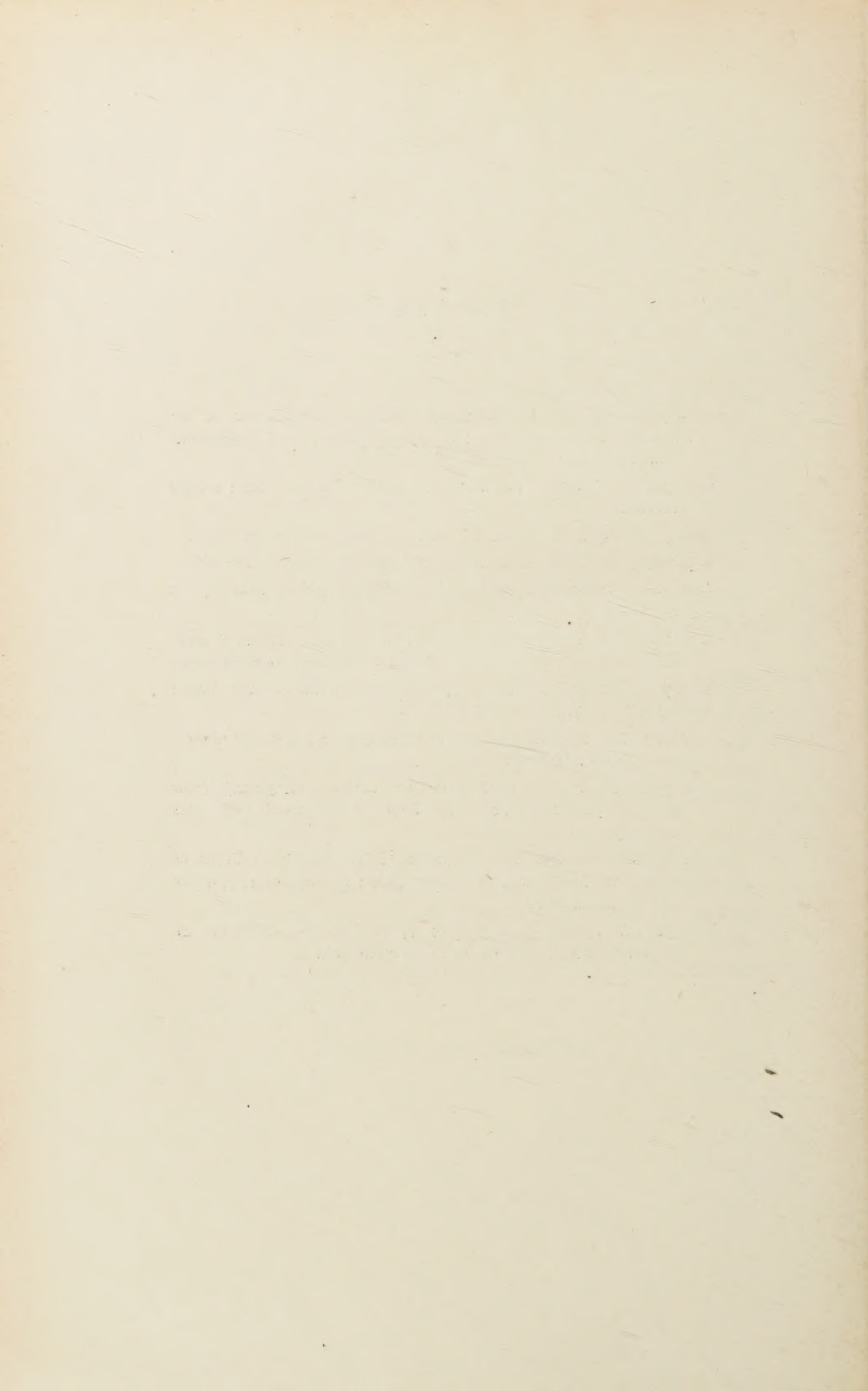
» Les requérants n'appuient pas leur demande sur une base juridiquement valable, antérieure au règlement minier de 1914 ainsi qu'il est prévu à l'article 2, alinéa 1, du dahir instituant la Commission arbitrale.

» Lorsqu'une demande ne repose pas sur une base juridiquement valable, il appartient à la Commission aux termes de l'alinéa 2 du même article 2 du dahir, de décider si, et jusqu'à quel point, il y a lieu, pour des raisons d'équité d'accorder des permis de recherches ou d'exploitation.

» Une déclaration de découverte est un acte unilatéral fait dans l'intention de se procurer date certaine de la demande. Elle peut être le préliminaire de démarches en vue d'une industrie minière, mais produite toute seule elle ne peut prétendre être appréciée au point de vue de l'équité. »

ERRATA

- A la page XII, ligne 12, au lieu de : *Revue de Phosphate et les Engrais Chimiques*, lisez : *Revue Le Phosphate et les Engrais Chimiques*.
- A la page 21, ligne 17, au lieu de : *scories Thomas*, lisez : *scories Martin*.
- A la page 33, ligne 15, au lieu de : *en 1923*, lisez : *en 1926*.
- A la page 83, ligne 4, au lieu de : *1,198,077*, lisez : *1,183,398*.
- A la page 142, ligne 10, au lieu de : *qu'on l'empêche*, lisez : *qu'on les empêche*.
- A la page 180, ligne 5 de la note 1, au lieu de : *servent à améliorer certains postes*, lisez : *servent à améliorer certains ports*.
- A la page 196, en note, ligne 33, au lieu de *Bouillon-Lafont*, lisez : *Bouilloux-Lafont*.
- A la page 258, ligne 11 de la note 1, au lieu de : *2,400,00 tonnes*, lisez : *2.400.000 tonnes*.
- A la page 260, ligne 10, au lieu de : *un tableau comparatif (voir plus loin page 283)*, lisez : *des tableaux comparatifs (voir plus loin page 273 et suivantes)*.
- A la page 273, comme titre du tableau I, au lieu de : *redevances et frais de transports à la source*, lisez : *redevances et frais de transport à la mer*.
- A la page 277, ligne 4 de la note 1, au lieu de : *au-dessus de 40 francs*, lisez : *au-dessous de quarante francs*.



G. THONE
Liège (Belgique)